

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

S ÉANCE PUBLIQUE DU:

LUNDI 17 FÉVRIER 2014

TOME IV

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Immeubles de logements 759 rue Croix de Figuerolles 6 rue des Coronilles 2 rue des Tourterelles

Vente à la société Nouveau Logis Méridional

Signature d'une convention de réservation de quatre logements entre la Ville et la société Nouveau Logis Méridional

Jean-Louis GELY rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire de trois immeubles de logements :

- immeuble situé 759 rue Croix-de-Figuerolles et cadastré IS 11, constitué d'un rez-de-chaussée et quatre étages, comportant 5 logements pour une surface utile de 400 m² environ ;
- immeuble situé 6 rue des Coronilles et cadastré KR 359, constitué d'un rez-de-chaussée sur caves et deux étages, comportant 6 logements pour une surface utile de 361 m² environ ;
- immeuble situé 2 rue des Tourterelles et cadastré BK 1, constitué d'un rez-de-chaussée et trois étages, comportant 3 logements pour une surface utile de 213 m² environ.

Aux termes d'une précédente délibération, la Ville a constaté la désaffectation de ces immeubles et prononcé leur déclassement du domaine public communal.

Le bailleur social Nouveau Logis Méridional propose de racheter ces trois immeubles en vue de réaliser une opération de logements sociaux de type PLUS/PLAI.

Cette opération permettra la création de 15 logements sociaux en tissu urbain diffus, favorisant la mise en place de petites unités sur le territoire communal.

Elle offrira par ailleurs la possibilité d'assurer l'hébergement temporaire d'occupants de logements sous arrêté de péril ou d'insalubrité, et également de développer une offre d'hébergement répondant à des problématiques

spécifiques telles que l'hébergement de jeunes en rupture familiale en raison de leur orientation sexuelle, notamment dans le cadre d'un accord avec l'association « Le Refuge ».

Cette cession s'inscrit en outre dans le cadre des engagements de la Ville concernant les projets de rénovation urbaine, conformément à la délibération du Conseil municipal du 9 novembre 2009 approuvant la signature d'une convention d'application de la charte de relogement avec les bailleurs sociaux - dont Nouveau Logis Méridional - stipulant que le bailleur social bénéficie d'un « droit à construire » pour trois logements en ZAC ou sur du foncier maîtrisé par la Ville, en contrepartie d'un relogement effectif au profit des opérations de rénovation urbaine du Petit-Bard.

Les services de France Domaine ont estimé ces biens, le 20 janvier 2014, au prix de 1 000 €/m² de surface utile.

La société Nouveau Logis Méridional en propose l'acquisition au prix global de 380 000 € HT soit 390 €/m².

Ce prix tient spécifiquement compte du montant élevé (900 € HT/m²) des travaux de réhabilitation et de mise aux normes des logements, du faible montant des loyers appliqués par le bailleur social, et des droits de réservation sur quatre logements accordés à la Ville.

Le projet de Nouveau Logis Méridional offre l'opportunité de réhabiliter trois immeubles de logements anciens, d'augmenter l'offre et la diversité du parc locatif social, de réserver des droits à la Ville permettant d'offrir des solutions d'hébergement temporaire répondant à des situations spécifiques et de répondre aux obligations contractuelles de la Ville dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain du Petit Bard.

En conséquence, compte tenu de l'intérêt général de l'opération projetée et de l'intérêt spécifique dont bénéficie la Ville au titre de la réservation de logements dans cette opération, il paraît opportun de passer outre l'avis de France Domaine et d'accepter la cession de ces immeubles à Nouveau Logis Méridional au prix global de 380 000 € HT.

Dans ce cadre et conformément au code de la construction et de l'habitation, une convention spécifique relative aux modalités de réservation de ces quatre logements est proposée entre la Ville de Montpellier et la Société Nouveau Logis Méridional. Celle-ci précise notamment les caractéristiques et modalités de mise en œuvre de ces droits de réservation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à la vente à la société Nouveau Logis Méridional des immeubles situés 759 rue Croix-de-Figuerolles cadastré IS 11, 6 rue des Coronilles cadastré KR 359, et 2 rue des Tourterelles cadastré BK 1, au prix global de 380 000 € HT ;
- de confier la rédaction de l'acte authentique au notaire de l'acquéreur, Maître Cabanes-Gelly, notaire à Montpellier ;
- d'approuver la convention de réservation entre la Ville de Montpellier et la société Nouveau Logis Méridional annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer ladite convention ainsi que tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

CONVENTION DE RESERVATION DE LOGEMENTS SOCIAUX

ENTRE :

La Ville de Montpellier représentée par Madame Le Maire, Hélène MANDROUX, dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014.

D'une part,

ET :

Le bailleur social Nouveau Logis Méridional, dont le siège social est situé 2 place de la Légion d'Honneur, à Toulouse, représenté par son Directeur Général Monsieur Arnaud CURSENTE, ayant les pouvoirs d'agir à cet effet,

D'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Dans le cadre de la délibération du Conseil Municipal du 17 février 2014, la Ville de Montpellier vend au bailleur social Nouveau Logis Méridional, trois bâtiments de logements municipaux situés respectivement 759 rue de la Croix de Figuerolles (cadastré IS 11), 3 rue des Coronilles (cadastré KR 359), et 2 rue des Tourterelles (cadastré BK 1) à Montpellier, en vue de leur réhabilitation et de leur intégration au parc locatif social.

Le projet proposé par Nouveau Logis Méridional, pour les trois immeubles concernés, comprendra 15 logements locatifs sociaux répartis en 11 logements locatifs sociaux de type PLUS et 4 logements locatifs sociaux de type PLAI.

Conformément à l'article L441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation et considérant la participation de la Ville (cession à prix minoré) à la réalisation de ce projet d'intérêt général, la présente convention vise à définir les modalités de réservation de logement au bénéfice de la Ville de Montpellier

ARTICLE 2 : Caractéristiques et modalités de réservation des logements

En contrepartie de la participation de la Ville de Montpellier à l'opération, Nouveau Logis Méridional s'engage à réserver quatre logements au bénéfice de la Ville sur cette opération.

L'attribution de ces logements s'effectuera sur proposition de la Ville de Montpellier et en application de la réglementation d'accès au logement HLM.

A ce titre, la Ville de Montpellier proposera la mobilisation de ce contingent réservataire autour de deux volets spécifiques de la politique municipale du logement :

- La lutte contre l'Habitat Indigne impliquant la nécessité de disposer de logements « tiroirs » permettant d'assurer l'hébergement temporaire d'occupants de logements sous arrêté de Péril

ou d'Insalubrité pour lesquels le propriétaire est défaillant et la responsabilité du Maire engagée.

- Le développement d'une offre d'hébergement permettant de répondre à des problématiques spécifiques telles que l'hébergement de jeunes en rupture familiale en raison de leur orientation sexuelle (association Le Refuge).

ARTICLE 3 : Identification et mise en œuvre des réservations de logement

Par avenant à la présente convention et après finalisation du programme opérationnel par Nouveau Logis Méridional (typologie définitive des logements et mode de financement), les références et caractéristiques des quatre logements contingentés seront définis entre la Ville de Montpellier et Nouveau Logis Méridional.

La Ville disposera d'un délai de deux mois, entre la date à laquelle elle est informée qu'un logement est libre à la location et la date à laquelle il doit être loué ou reloué, pour indiquer à Nouveau Logis Méridional le ou les candidats spécifiques.

Dans ce cadre, considérant les objectifs spécifiques de la Ville de Montpellier en matière de droits de réservation sur cette opération, la Ville pourra proposer, tel que prévu par le Code de la Construction et de l'Habitation, comme bénéficiaires de ceux-ci des organismes agréés en matière d'intermédiation locative ou de gestion locative sociale.

Conformément à la réglementation en vigueur, la commission d'attribution de Nouveau Logis Méridional garde la responsabilité de décision d'attribution définitive des logements.

ARTICLE 4 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet le jour de la signature de l'acte de vente et prendra fin après amortissement complet des prêts contractés par Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour cette opération.

ARTICLE 5 : Communication

Le bailleur s'engage à apposer le logo de la Ville de Montpellier ou à faire mention de la contribution de la Ville sur tous les supports de communication assurant la promotion de l'opération.

Fait à Montpellier, en 2 exemplaires,

Le

Pour Nouveau Logis Méridional
Le Directeur Général,

Pour la Ville de Montpellier,
Madame Le Maire,



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 20 janvier 2014

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Objet : cession à la société NLM.

Dossier suivi par Mme Reglain.

N/Référence : dossier n° 2014.172V0019.

34960 Montpellier cedex 2

1- Service consultant : Ville de Montpellier.

2- Propriétaire : Ville de Montpellier.

3- Projet : Cession de 3 immeubles à rénover à la société nouveau Logis Méridional en vue de la création de logements sociaux.

4- Description sommaire des biens :

- ❑ **IS 11** : Immeuble R + 4 comprenant 5 logements pour une SU totale de 375 m² + 60 m² (parties communes). Montant des dépenses de rénovation : 817 €/m² de SU.
- ❑ **KR 359** : Immeuble R + 2 comprenant 6 logements pour une SU totale de 361 m². Montant des dépenses de rénovation : 849 €/m² de SU.
- ❑ **BK 1** : Immeuble R + 3 comprenant 3 logements et des locaux annexes pour une SU totale de 213 m². Montant des dépenses de rénovation : 726 €/m² de SU.

5- Situation locative : Locaux libres d'occupation.

6-Valeur vénale des locaux : (avec une marge d'appréciation de +/- 10 %)

Compte tenu, d'une part, du budget prévisionnel des travaux de rénovation établi par l'architecte consulté pour la réalisation de cette opération, et d'autre part, d'une marge pour imprévus de 15 %, la valeur vénale des immeubles municipaux à céder à la société NLM peut être estimée à 1 000 €/m² de surface utile.

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques,
L'inspecteur principal des Finances Publiques,

Serge de Bremoy

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Ecoles Kergomard et Daviler: création de deux écoles communales de droit commun suite à la procédure de désannexion et au transfert de propriété à la Ville

Jean-Louis GELY rapporte :

Les deux écoles annexes montpelliéraines, l'école maternelle Pauline Kergomard et l'école élémentaire Charles Daviler, situées avenue du Colonel Marchand, souhaitent bénéficier de la procédure de désannexion afin de bénéficier du droit commun des écoles primaires publiques et en conséquence de l'ensemble des moyens dévolus par la Ville de Montpellier aux établissements du premier degré.

Jusqu'à maintenant, ces deux écoles relèvent du régime des écoles annexes, créées par décret en 1887 pour constituer des centres permanents d'innovation pédagogique et de formation des enseignants les écoles annexes et qui ont été intégrées aux écoles normales primaires dont l'entretien est à la charge des départements.

Depuis 1989, la création des Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM) qui, dans chaque Académie, ont remplacé les écoles normales, a permis la désannexion progressive des écoles annexes et leur intégration au droit commun des écoles primaires dont la gestion est dévolue aux communes au terme du code de l'éducation.

Cette désannexion s'est opérée après plusieurs étapes:

- la demande de désannexion du conseil de l'IUFM, approuvée, le 27 février 2012, par délibération du Conseil d'Administration de l'université Montpellier II, compétent suite au rattachement de l'IUFM à cette institution.
- l'avis favorable au processus de désannexion en juillet 2012, du Conseil Général de l'Hérault, propriétaire des bâtiments
- l'avis favorable du Conseil départemental de l'Education nationale rendu le 11 juin 2013.
- la demande de l'Université Montpellier II et de l'Etat concernant le transfert de la propriété de ces écoles du Département au profit de la Ville de Montpellier, approuvée par délibération de l'Assemblée départementale du 18 novembre 2013

- la délibération en date du 16 décembre 2013 par laquelle le conseil municipal de la Ville de Montpellier accepte le transfert de propriété des écoles Charles Daviler et Pauline Kergomard au profit de la Ville de Montpellier. Ce transfert de domaine public à domaine public sans déclassement préalable, est prévu à titre gratuit, et sous condition que ces biens restent affectés au domaine public communal pendant une durée de 15 ans, la propriété des biens revenant au Département en cas de désaffectation. La régularisation de l'acte administratif de vente aura lieu, dès lors que les biens seront rendus libres de toute occupation privative des logements de fonction ;

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la procédure de désannexion des écoles Kergomard et Daviler et la création en leur lieu et place de deux écoles communales de droit commun et par voie de conséquence, la mise à disposition de l'ensemble des moyens dévolus par la Ville de Montpellier aux écoles communales suite au transfert effectif de propriété tel qu'approuvé par délibération du conseil municipal du 16/12/2013.
La mise en œuvre de cette mesure aura lieu sous réserve de la publication de l'arrêté ministériel de désannexion de ces deux écoles
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014



Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Groupe Scolaire Malraux Autorisation de signer les marchés de travaux

Jean-Louis GELY rapporte :

L'importante évolution démographique du quartier Port Marianne justifie la construction d'un nouveau groupe scolaire afin d'assurer aux élèves des conditions optimales d'apprentissage.

Par délibération du 3 octobre 2011, la Ville a décidé la construction d'une nouvelle école dans le quartier Port Marianne dénommée « Ecole primaire André Malraux » pour la rentrée de septembre 2015.

La maîtrise d'œuvre a été attribuée à l'équipe SARL COULON /BATISERF /SOLARES BAUEN/BET G. JOST/E3 ECONOMISTE lors de la délibération du Conseil Municipal du 29 mai 2012.

Pour réaliser ces travaux, a été publié un appel d'offres comportant 12 lots à attribution séparée.

L'allotissement était le suivant :

- Lot 1 Macro lot BEPos : Terrassement - Gros œuvre - Structure métallique- Etanchéité - Panneaux photovoltaïques - Menuiserie extérieure bois et aluminium - Vitrerie - Protection solaire- isolation thermique extérieure - Vêture – Echafaudages- serrurerie assainissement - Réseaux divers.
- lot 2 : Aménagements extérieurs
- lot 3 : Espaces verts
- lot 4 : Menuiserie intérieure bois - mobiliers
- lot 5 : Plâtrerie - doublage - faux plafonds
- lot 6 : Revêtement de sol colle
- lot 7 : Revêtement carrelage sol et mur
- lot 8 : Peinture - nettoyage de finition
- lot 9 : Ascenseur
- lot 10 : Electricité - courants faibles et forts
- lot 11 : Chauffage - ventilation
- lot 12 : Sanitaire

Les critères de jugement des offres pour le choix des entreprises étaient les suivants :

Pour le lot 1 Macro lot BEPos:

- La valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique comptant pour 50%
- Le prix des prestations comptant pour 50%.

Pour les lots de 2 à 12 :

- La valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique comptant pour 60%.
- Le prix des prestations comptant pour 40%.

La Commission d'Appel d'Offres, en date du 4 février 2014, a décidé d'attribuer les lots suivants aux entreprises ci-dessous désignées présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

LOT	DESIGNATION	ENTREPRISE RETENUE	MONTANT RETENU DU MARCHE EN € HT
1	Macro lot BEPos :	BEC	4 690 000,00
2	Aménagements extérieurs		Infructueux
3	Espaces verts	POUSSE CLANET	34 892,28
4	Menuiserie intérieure bois - mobiliers		Infructueux
5	Plâtrerie - doublage - faux plafonds	SOCIETE FRONTIGNANAISE DE PLATRERIE	338 020,00
6	Revêtement de sol colle	SPC REVETEMENT	30 751,50
7	Revêtement carrelage sol et mur	ART ET TECHNIQUE DU BATIMENT	231 621,20
8	Peinture - nettoyage de finition	LANGUEDOC CHANTIERS	88 200,60
9	Ascenseur		Infructueux
10	Electricité - courants faibles et forts	SPIE	564 281,64 base + option 2 et 3
11	Chauffage - ventilation	TEMPERIA	339 500,00
12	Sanitaire	TEMPERIA	193 000,00
	TOTAL en euros HT		6 510 267,22

TOTAL en euros TTC = 7 812 320, 66

Les marchés démarreront sur ordre de service.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver l'avis de la Commission d'Appel d'Offres en date du 4 février 2014.
- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget de la Ville.

- D'autoriser pour les lots infructueux, le lancement d'une procédure adaptée pour les lots 2 et 9 et d'une négociation pour le lot 4.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés de travaux correspondants et tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and strokes, positioned over the printed name.

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Extension de l'école maternelle Madeleine BRES - autorisation de signer les marchés de travaux

Jean-Louis GELY rapporte :

Afin de faire face à l'augmentation de la démographie scolaire dans le quartier des Cévennes, l'ouverture de classes supplémentaires à l'école maternelle Madeleine BRES, sise allée de l'Aqueduc, s'est avérée nécessaire. Pour cela et depuis 2006, trois classes ont été installées dans des locaux modulaires.

La pérennisation de ces classes étant désormais actée, il convient de remplacer ces modules par la construction de trois classes. Le préau de cette école maternelle sera repris également dans le cadre de cette opération.

Pour réaliser ces travaux, le 25 septembre 2013, il a été publié un marché à procédure adaptée soumis aux dispositions de l'article 28 du code des marchés publics et comportant 10 lots à attribution séparée.

La Commission d'Appel d'Offres, en date du 4 février 2014, a décidé d'attribuer les lots suivants aux entreprises ci-dessous désignées présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Lot	Désignation	Entreprise retenue	Prix H.T.
1	GROS OEUVRE- VRD	AZUARA	131 693,00
2	CHARPENTE COUVERTURE	CELESTIN	61 981,31
3	MENUISERIES BOIS ALUMINIUM	ATELIER DUCROT	84 249,00
4	FACADES	OMNIUM FACADES	27 625,00
5	CLOISONS FAUX PLAFONDS	FPI	16 031,60
6	ELECTRICITE	J.P. ELEC	23 345,67
7	PLOMBERIE	SNECC	21 909,88
8	SOLS DURS	SUP CARO	16 229,19
9	GENIE CLIMATIQUE	SNECC	24 540,58
10	PEINTURE	CORNIL	5 914,01
		TOTAL	413 519,24

Les marchés démarreront sur ordre de service et les travaux s'étaleront sur une durée de 13 mois.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de prendre acte de la décision de la Commission d'Appel d'Offres en date du 4 février 2014 ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget primitif 2014 de la Ville, section investissement 90211, nature 2313 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Ecoles privées sous contrat d'association. Participation de la Ville année 2014

Jean-Louis GELY rapporte :

La Ville de Montpellier participe financièrement, conformément aux textes en vigueur, aux frais de fonctionnement matériel des écoles d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'Etat, en faveur des enfants domiciliés à Montpellier.

Pour l'année scolaire 2013-2014, le recensement effectué auprès des chefs d'établissement fait apparaître les effectifs suivants :

- classes maternelles : 1 368 enfants domiciliés à Montpellier
 - classes élémentaires : 2 291 enfants domiciliés à Montpellier
 -
 - Soit au total : 3 659 enfants.
 -
 - Conformément aux engagements pris en 2004 avec les établissements privés, la dotation 2014, identique à celle de 2013, s'établit à :
 - 515 Euros par enfant montpellierain en maternelle
 - 515 Euros par enfant montpellierain en élémentaire
 -
 - Le montant de la dotation 2014, compte tenu des effectifs s'élève à
 - 704 520 Euros en maternelle
 - 1 179 865 Euros en élémentaire
- Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2014 sur les lignes suivantes :

Nature Fonction 92211 pour les écoles maternelles et 92212 pour les écoles élémentaires.

Il s'agira donc de verser une participation de 515 Euros par enfant en classe maternelle et en classe élémentaire aux écoles privées sous contrat d'association aux seuls enfants montpellierains :

Saint François d'Assise 24, boulevard de Strasbourg - 34000 Montpellier

Sainte Famille et Saint Charles 10, place Roger Salengro - 34000 Montpellier

Les Jonquilles 255, rue Croix de Figuerolles - 34000 Montpellier

Notre Dame de Bonne Nouvelle 3, rue Aristide Ollivier - 34000 Montpellier

Sainte Thérèse 2, rue Portaliere des Masques - 34000 Montpellier

Sainte Geneviève 1093, avenue Louis Ravas - 34000 Montpellier

Saint Jean Baptiste de la Salle 84, rue de Lunaret - 34090 Montpellier

Saint François Régis 3, rue de la Merci - 34000 Montpellier

Sainte Emilie 4, rue de la Croix Bonhomme - 34070 Montpellier

Sainte Odile 80, rue du Pré aux Clercs - 34090 Montpellier

Les Anges gardiens 2958, avenue des Moulins 34080 Montpellier

Sainte Jeanne d' Arc 51, boulevard Ernest Renan 34000 Montpellier

Ecole juive de Montpellier rue E, Villalonga – ZAC Blaise Pascal 34000 Montpellier

Une convention dont le modèle est annexé à la présente sera signée avec chacun des établissements.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De verser une subvention telle que définie ci-dessus aux écoles privées concernant les enfants montpelliérains qui y sont inscrits,
- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération,
- De dire que le règlement de ces sommes se fera par prélèvement sur les crédits inscrits au Budget primitif de la Ville sur les lignes budgétaires nature 6574 fonction 92211 et 92212,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer les conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE

Entre les soussignés :

D' une part,

La Ville de Montpellier représentée par son Maire Hélène MANDROUX dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal en date du 2 Avril 2008,

Et d'autre part,

L'école

-Vu le Code de l'Education,

-Vu la délibération du Conseil Municipal de Montpellier en date du 17 Février 2014

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention : Modalités d'attribution de la participation financière de la Ville pour le fonctionnement de l'école privée pour l'année scolaire 2013/2014.

Article 2 : Montant de la dotation : La délibération fixe une participation de 515 Euros par enfant montpelliérain en maternelle et en élémentaire.

Article 3 : Attribution pour l'école : L'école a déclaré à la rentrée scolaire 2013 compter x enfants montpelliérains en maternelle soit et x enfants en élémentaire soit €

Le montant correspondant s'élève à la somme de €

Article 4 : Engagement de l'école : en signant la présente convention, l'école s'engage à utiliser les fonds octroyés pour le fonctionnement courant de l'école, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Fait à Montpellier,
Le

Pour Madame Le Maire,
L'Adjoint délégué
à la Réussite éducative

La Directrice(Le Directeur),

Jean Louis GELY

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Organisation de la mise sous pli des documents électoraux pour l'élection des Conseillers municipaux et des Conseillers communautaires des 23 et 30 mars 2014

Autorisation de signer la convention entre la Ville et l'Etat

Magalie COUVERT rapporte :

A l'occasion de l'élection des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, qui aura lieu les dimanches 23 et 30 mars 2014, l'Etat envisage de confier, par convention, à la Ville de Montpellier, les opérations de libellé des enveloppes, de mise sous pli et d'envoi de la propagande électorale de la commune.

Pour la réalisation de ces opérations, la Ville assurera le recrutement, le paiement des personnels et des charges sociales et patronales, ainsi que le traitement des déclarations fiscales.

Pour le paiement de cette prestation, une enveloppe forfaitaire d'un montant brut sera déléguée à la commune auprès de la recette des finances du ressort de la collectivité en mode « PSOP » (paiement sans ordonnance préalable). Cette enveloppe forfaitaire sera calculée en fonction notamment du nombre de tours pour le scrutin, des électeurs inscrits de la commune et du nombre de listes. Le montant des charges salariales et patronales est inclus dans l'enveloppe forfaitaire.

La rémunération individuelle des personnels recrutés ne pourra excéder le montant de l'indemnité forfaitaire qui peut être accordée aux personnels, telle que fixée par l'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention à passer entre la Ville et l'Etat, annexée à la présente délibération ;

- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 18 février 2014



PRÉFET DE L'HÉRAULT

**ELECTIONS MUNICIPALES ET COMMUNAUTAIRES
DU 23 ET 30 MARS 2014**

**CONVENTION POUR LA REALISATION
DE LA MISE SOUS PLI DES DOCUMENTS ELECTORAUX**

Entre l'Etat, représenté par M. Pierre de BOUSQUET, Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault

et

la commune de

représentée par son maire, M.....

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} :

A l'occasion de l'élection des conseillers municipaux et des conseillers communautaires qui aura lieu les dimanches 23 et 30 mars 2014, l'Etat confie les opérations de libellé des enveloppes et d'envoi de la propagande électorale (mise sous pli) à la commune de.....

Article 2 :

Pour la réalisation de ces opérations, la commune assure le recrutement, le paiement des personnels et des charges sociales et patronales, ainsi que les déclarations fiscales.

Pour le paiement de cette prestation, une enveloppe forfaitaire d'un montant brut sera déléguée à la commune auprès de la recette des finances du ressort de la collectivité en mode « PSOP » (paiement sans ordonnancement préalable).

Cette enveloppe forfaitaire sera calculée en fonction notamment du nombre de tours pour le scrutin, des électeurs inscrits de la commune et du nombre de listes.

Le montant des charges salariales et patronales est inclus dans l'enveloppe forfaitaire.

Article 3 :

Le plafond de la rémunération individuelle, accordée aux personnels participant à la mise sous pli ne pourra excéder 540 € brut par tour (décret n° 2012-498 et arrêté du 17 avril 2012).

Le plafond de l'indemnité (0,21 € par centaine d'électeurs inscrits au 28 février 2014) allouée à la secrétaire de la commission de propagande cumulée avec une autre rémunération pour travaux supplémentaires (dans le cadre de la mise sous pli) n'est autorisée que dans la limite de ce plafond soit 420,30 € brut pour les deux tours (arrêté du 29 mars 2001).

Article 4 :

Les membres de la commission de propagande ou ses représentants dûment mandatés auront la possibilité de se rendre dans les locaux aux fins de contrôler les travaux de mise sous pli.

Le bureau des élections de la Préfecture mettra à disposition de la commune, les enveloppes d'envoi de la propagande aux électeurs, en nombre suffisant pour les deux tours de scrutin.

Article 5 :

La commune fera parvenir à la Préfecture, DRLP, bureau de la réglementation générale et des élections, avant fin avril, deux états nominatifs du personnel ayant réalisé ces travaux, visés par le président ou la secrétaire de la commission de propagande.

Le premier état (mise sous pli) devra comprendre les renseignements suivants :

- Les recrutements (nom, prénom, situation administrative)
- Montant brut et net par agent

Le second état relatif à l'indemnité de la secrétaire de la commission de propagande devra comprendre les mêmes renseignements indiqués ci-dessus.

Fait à

Le

Le Préfet,

Le Maire
(Nom / Cachet de la mairie)

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Contrat Urbain de Cohésion Sociale Attribution de subventions à diverses associations Exercice 2014

Audrey DE LA GRANGE rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier a développé un partenariat actif avec les associations œuvrant au développement social et urbain en faveur des habitants de quartiers en difficulté.

En 2007, la Ville de Montpellier, l'Etat, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Caisse d'Allocations Familiales et le Centre Communal d'Action Sociale ont signé un Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) pour la période 2006-2009 déterminant la stratégie pour chacun des territoires prioritaires retenus que sont la Mosson, la Zone Urbaine Sensible (ZUS) Petit-Bard Pergola, la ZUS des Cévennes, la ZUS Gély-Figuerolles, Gambetta, Nord-Ecusson, la ZUS Pas du Loup-Paul Valéry-Val de Croze et Saint Martin-Tournezy. Le pilotage et la conduite du CUCS sont assurés par le GIP-DSUA. Ce contrat a été prolongé tacitement en 2010.

En 2011, conformément à la recommandation formulée par le Conseil National des Villes «de faire correspondre l'élaboration et la conclusion des CUCS ou autres contrats au mandat municipal», les contrats urbains de cohésion sociale ont été prolongés jusqu'au 31 décembre 2014. Les principes et l'économie générale du CUCS 2007-2009, de même que la géographie prioritaire, ont été reconduits jusqu'à cette date.

La stratégie du contrat urbain de cohésion sociale se décline en deux principes d'action :

- améliorer l'articulation entre les partenaires pour une mise en cohérence des actions menées et renforcer leur mobilisation sur les territoires prioritaires pour garantir la cohésion sociale et l'égalité des chances en s'appuyant prioritairement sur les politiques de droit commun,
- mettre en place un système de veille sur les territoires prioritaires pour suivre les évolutions sociales et urbaines, en s'appuyant sur des indicateurs pertinents et en l'accompagnant d'un système d'évaluation systématique des actions menées sur ce territoire.

Pour rappel, les grands axes prioritaires du contrat sont :

- l'accès à l'emploi et le développement économique,
- l'éducation et la scolarité,
- la citoyenneté et la prévention de la délinquance,
- l'habitat et le cadre de vie,
- l'accès à la prévention et aux soins.

En juillet 2009, le Conseil d'Administration du GIP a décidé d'engager une démarche d'élaboration de projets territoriaux de cohésion sociale sur 3 secteurs (Mosson, Centre et Cévennes) qui vise à remettre la dimension « projet » au cœur de la démarche contractuelle et donc à privilégier une réflexion davantage territoriale que thématique.

Pour chacun des territoires visés, des leviers d'intervention prioritaires ont été identifiés. Par exemple pour le territoire des Cévennes, il s'agit de favoriser la maîtrise de la langue française, de redonner du sens à l'école et favoriser la réussite scolaire, d'améliorer les conditions de fonctionnement du commerce et de l'artisanat, de bâtir un cadre de vie par une gestion urbaine de proximité et de développer l'attractivité du territoire.

En juillet 2013, le GIP-DSUA a lancé un appel à projets pour la mise en œuvre d'actions complémentaires au droit commun sur l'ensemble des territoires CUCS au titre de l'année 2014. Pour les territoires Mosson, Centre et Cévennes, il a été demandé aux associations d'inscrire prioritairement leurs propositions dans les leviers d'intervention repérés au sein des projets territoriaux de cohésion sociale.

Près de 240 actions, répondant aux objectifs opérationnels des différentes thématiques et leviers, ont été proposées par des porteurs de projets.

La présente délibération concerne l'affectation de subventions, pour un montant total de 314 230 euros, aux associations ayant sollicité le soutien financier de la Ville pour mettre en œuvre des projets définis comme prioritaires dans le cadre du CUCS.

FINANCEMENT SPORTS				
N° asso	Association	Intitulé projet	Quartier Principal	Proposé
3845	Centre des Arts du Cirque Balthazar-CDAC	Arts du Cirque à Figuerolles	Gély - Figuerolles	1 500 €
3675	ESSOR SAVOIRS ET PARTAGE	Toutes pour une équipe	Petit Bard - Pergola	1 200 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Stages Vacances Scolaires	ZUS Cévennes	1 500 €
1682	JITA KYOEI JUDO34	De la rue au dojo	Paillade	2 500 €
967	MUC Handball	Handball pour les jeunes filles du quartier Saint-Martin	Saint Martin	1 500 €
789	Comité Départemental UFOLEP 34	Sport Citoyen 11 16 ans	Petit Bard - Pergola	1 500 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924				9 700 €

FINANCEMENT JEUNESSE				
N° asso	Association	Intitulé projet	Quartier Principal	Proposé

1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain-APIEU	Club de ville en vacances	Gély - Figuerolles	980 €
1559	Centre de Loisirs des Jeunes Montpellier - La Paillade	Mini camp et sorties VVV	Paillade	1 000 €
409	Jouons en ludothèques	Club-jeux ados cité Paul Valéry	Pas du Loup-Paul Valéry	1 950 €
409	Jouons en ludothèques	Club-jeux ados cité Paul Valéry VVV	Pas du Loup-Paul Valéry	1 950 €
1281	Kaina	Viens chez moi j'habite à la Paillade	Paillade	3 000 €
1068	Secours Populaire Français Montpellier SPF 34	Jeunesse solidaire et citoyenne à Saint Martin	Saint Martin	600 €
2811	Strata'j'M Sud	Rencontres autour du jeu	Gély - Figuerolles	1 460 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924				10 940 €

FINANCEMENT EDUCATION				
N° asso	Association	Intitulé projet	Quartier Principal	Proposé
1201	La Boutique d'Ecriture et Co	Enfance jeunesse	Gély - Figuerolles	1 000 €
1329	Collège Escholiers de la Mosson	Accompagner les familles dans la scolarité de leurs enfants	Paillade	2 000 €
3036	Collège GERARD PHILIPPE	Agir sur les représentations autour de l'école	Gély - Figuerolles	500 €
3036	Collège GERARD PHILIPPE	L'ouverture à la culture, un outil d'intégration et de réussite	Pas du Loup-Paul Valéry	500 €
3036	Collège GERARD PHILIPPE	Améliorer la relation école famille pour favoriser la réussite à l'école	Pas du Loup-Paul Valéry	1 800 €
1424	Collège Las Cazes	Tous en scène	ZUS Cévennes	3 000 €
1424	Collège Las Cazes	CLER (classes lecture écriture renforcées)	ZUS Cévennes	4 000 €
1424	Collège Las Cazes	Apprentissage de la règle par la connaissance des institutions	ZUS Cévennes	2 000 €
1424	Collège Las Cazes	Imagin'art...l'imaginaire des parents du réseau Las Cazes se réveille et se montre!	ZUS Cévennes	2 050 €
3125	Collège des Garrigues	Impulser l'ambition scolaire de la maternelle à l'université	Hauts de Massane	1 500 €
3125	Collège des Garrigues	Vers une communauté d'apprentissage : parents/élèves/enseignants	Hauts de Massane	1 500 €
5454	Collège Rimbaud	Associer les parents sur l'éducation et la scolarité de leurs enfants	Paillade	1 400 €
25	CLRISTALS Les Petits Débrouillards	Séjour Scientifique	Petit Bard - Pergola	1 000 €
25	CLRISTALS Les Petits Débrouillards	Sciences dans mon quartier	Petit Bard - Pergola	2 000 €

25	CLRISTALS Les Petits Débrouillards	Sciences au Quotidien	Petit Bard - Pergola	2 000 €
4773	DEFI - Développement, Formation, Insertion	CLAS	Paillade	1 000 €
2575	Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault	POINT ECOUTE PARENTS	ZUS Cévennes	2 500 €
485	La Ligue de l'Enseignement Hérault	Des vacances autrement	Paillade	1 000 €
485	La Ligue de l'Enseignement Hérault	Sur le chemin de l'école	Paillade	200 €
2294	Groupe Français d'Education Nouvelle LR GFEN	Réussir Hauts de Massane	Hauts de Massane	1 900 €
409	Jouons en ludothèques	Ludothèque cité Paul Valéry	Pas du Loup-Paul Valéry	2 000 €
3064	Lâche les Mots	Slam à Sévigné	Gambetta	1 000 €
1035	OCCE CRDEP Ressources DEP Education Prioritaire	Développement d'un réseau de ressources	Paillade	2 000 €
467	Le Relais- Maison des enfants dans la ville	Accompagner les jeunes et leurs familles dans la réussite éducative	Nord - Ecusson	4 000 €
467	Le Relais- Maison des enfants dans la ville	Séjours de vacances : ouvrir de nouveaux horizons aux jeunes citoyens	Nord - Ecusson	1 000 €
5385	Zadigozinc	Café associatif des enfants de 0 à 16 ans et leur entourage	Paillade	2 000 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922				44 850 €

FINANCEMENT COHESION SOCIALE				
N° asso	Sigle organisme	Intitulé projet	Quartier Principal	Proposé
3932	Association des Cévennes Insertion, Loisirs et Education -ACLE	Club des jeunes	ZUS Cévennes	2 500 €
3932	Association des Cévennes Insertion, Loisirs et Education -ACLE	Ateliers socio-linguistiques	ZUS Cévennes	4 500 €
64	ADAGES	Le français au quotidien comme vecteur d'intégration	Ensemble des territoires	3 000 €
64	ADAGES	Espace Jeunesse	Ensemble des territoires	3 000 €
64	ADAGES	Action de médiation linguistique et interculturelle liée au logement	Gambetta	2 000 €

661	Asso Départementale d'Information et d'Aide aux Victimes	Accueil, écoute, information sur les droits, aide psychologique et orientation des victimes d'infractions pénales	Ensemble des territoires	7 000 €
33	Asso Euro Méditerranéenne pour le Travail et les Echanges - AETE	Printemps de la création d'entreprise	Paillade	3 000 €
1806	AIDES MONTPELLIER	Promotion du dépistage du VIH, des hépatites et des IST avec et auprès des personnes migrantes dans l'Hérault	Ensemble des territoires	3 000 €
2004	Association Jeunes Phobos et Paillade Nord	Médiation Sociale et Accès au Droit	Paillade	3 500 €
2004	Association Jeunes Phobos et Paillade Nord	Accès des jeunes à la vie de la cité	Hauts de Massane	4 000 €
2004	Association Jeunes Phobos et Paillade Nord	Promotion des Actions Éducatives et du Sport : Enfants Hauts de Massane	Hauts de Massane	1 500 €
4900	Association Nationale Compagnons Bâtisseurs ETS LR	Ateliers de quartier Montpellier ville	Gély - Figuerolles	5 000 €
4900	Association Nationale Compagnons Bâtisseurs ETS LR	Accompagnement des propriétaires occupants de Montpellier-OPAH copropriété Cévennes 1, à l'auto-rehabilitation de leur logement.	ZUS Cévennes	9 500 €
1650	Amitié Partage et Citoyenneté	Projet annuel de l'association Amitié Partage et Citoyenneté	Petit Bard - Pergola	2 500 €
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain-APIEU	Club de ville	Gély - Figuerolles	2 000 €
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain-APIEU	Espace public, espace intermédiaire, espace privé	Petit Bard - Pergola	2 500 €
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain-APIEU	D'Ici et d'Ailleurs	ZUS Cévennes	2 000 €
2142	Association pour l'Insertion des Jeunes par l'Emploi	Aide à la Gestion familiale, un support à l'intégration professionnelle	Petit Bard - Pergola	3 000 €
1036	Prévention Spécialisée 34	Chantiers éducatifs sur les Hauts de Massane et la Paillade	Hauts de Massane	8 727 €
3473	ARDI Association Renaissance Développement Insertion	Accompagnement socio-éducatif	Hauts de Massane	2 000 €

4841	Vivre Ensemble en Citoyens Quartier des Cévennes AVEC	Aide aux démarches administratives - accès aux droits	ZUS Cévennes	1 000 €
4841	Vivre Ensemble en Citoyens Quartier des Cévennes AVEC	Aide Educative auprès des parents	ZUS Cévennes	4 000 €
1201	La Boutique d'Ecriture et Co	Familiarités / réussite éducative et parentalité	Gély - Figuerolles	1 000 €
1201	La Boutique d'Ecriture et Co	bébés bib et chansonnettes / ateliers petite enfance	Gély - Figuerolles	500 €
1196	BGE Montpellier	CitésLab	Ensemble des territoires	11 000 €
5847	Condamnés à Réussir	Atelier Ecrire Pourquoi	Paillade	1 000 €
4955	Musiques Sans Frontières	Création artistique et éducation à travers les cultures du monde	Paillade	4 000 €
1755	APAJ Centre Gitan	Webaction	Gély - Figuerolles	3 200 €
1755	APAJ Centre Gitan	Prévention Santé Environnement	Gély - Figuerolles	1 800 €
1755	APAJ Centre Gitan	Accompagnement à la culture	Gély - Figuerolles	2 550 €
1464	CESAM Migrations Santé Languedoc, Comité pour la Santé	Pour une prise en charge de la fragilité psycho-sociale : médiation interculturelle et soutien à la parentalité	Paillade	5 000 €
1464	CESAM Migrations Santé Languedoc, Comité pour la Santé	Langage, territoire, pouvoir d'agir	Petit Bard - Pergola	2 500 €
1909	Centre d'Information des Droits des Femmes et Familles -CIDFF	Accès aux droits, médiation familiale et conseil conjugal et familial	Paillade	6 500 €
2432	Allons'Z'Enfants - Cie Didier Théron	Paillade Vive	Paillade	1 800 €
3185	La Compagnie du Pas'Sage - Rencontres Scène Jeunesse CDP RSJ	Ateliers Théâtre Jeunes Petit-Bard/Pergola	Petit Bard - Pergola	1 000 €
244	Consommation Logement Cadre de Vie de Montpellier CLCV	Accompagnement des habitants de Cévennes	ZUS Cévennes	500 €
244	Consommation Logement Cadre de Vie de Montpellier CLCV	Accompagnement des habitants du Petit Bard	Petit Bard - Pergola	500 €
1559	Centre de Loisirs des Jeunes Montpellier - La Paillade	Théâtre	Paillade	1 500 €
3461	Convergences 34	Jury jeune et festival du cinéma méditerranéen	Gambetta	800 €

3461	Convergences 34	Accompagnement vers un accès aux pratiques culturelles des familles	Gambetta	1 000 €
3461	Convergences 34	Ateliers Linguistiques : vers l'accès à l'autonomie et la connaissance	Paillade	1 000 €
2776	Déclic Familles et Toxicomanies	Prévention et accès à la santé des jeunes et des familles en grande difficulté	Ensemble des territoires	4 000 €
4773	DEFI - Développement, Formation, Insertion	AIMS - Accueil Information Médiation Sociale de Proximité	Paillade	5 000 €
4773	DEFI - Développement, Formation, Insertion	CLAS	Paillade	4 000 €
2575	Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault	Point Ecoute Parents	ZUS Cévennes	6 000 €
3675	ESSOR Savoirs et Partage	Résidence d'artistes	Petit Bard - Pergola	2 000 €
4908	FACE Hérault	Accompagner la réhabilitation du Petit-Bard	Petit Bard - Pergola	1 500 €
727	Foyer de la Jeune Fille Gestion Foyers Castellane, Fontcarrade	Boutique Logement Jeunes	Ensemble des territoires	2 000 €
2294	Groupe Français d'Education Nouvelle LR GFEN Languedoc	Atelier socio-linguistique Mosson	Paillade	1 500 €
4904	Habiter Enfin	Soutien de familles, en particulier monoparentales, discriminées dans l'accès au logement : accompagnement personnalisé et/ou collectif	Ensemble des territoires	2 000 €
71	I- Projet-Echanges Internationaux Culture Citoyenneté	Tiers Lieu Culturel	Paillade	4 000 €
71	I- Projet-Echanges Internationaux Culture Citoyenneté	VVV Tiers Lieu Culturel	Paillade	500 €
71	I- Projet-Echanges Internationaux Culture Citoyenneté	Université du citoyen	Paillade	4 000 €
5214	Institut Formation Insertion Méditerranée	CLUB	Paillade	4 500 €
296	Jasmin d'Orient	Intégration des femmes immigrées- Accès au droit et lutte contre l'exclusion	Saint Martin	3 000 €
5202	Association Justice pour le Petit Bard	ASMHa	Petit Bard - Pergola	1 500 €
4533	Jeunesse Sans Frontières	Action citoyenne chantiers loisirs	Paillade	1 000 €
1281	Kaina	ECAP	Paillade	2 000 €
1281	Kaina	KAINA TV	Paillade	4 000 €

2242	L'oiseau Lyre	Atelier conte	Paillade	500 €
3064	Lâche les Mots	Les vacances s'écrivent	Gély - Figueroles	2 000 €
	LE LAIT SUR LE FEU	Passeurs d'image	Petit Bard - Pergola	950 €
	LE LAIT SUR LE FEU	Des paroles pour des images	Paillade	963 €
4388	Le Passe Muraille	Chantiers citoyens 2014	Ensemble des territoires	10 000 €
2193	Le Petit Atelier Maison des Familles	Partage de chansons et comptines du monde	Gambetta	500 €
3294	Association Les Ziconofages (AZ)	Outils vidéo participatif	Ensemble des territoires	1 000 €
2101	Lieux Ressources Montpellier	Bien-être au quotidien	Paillade	1 000 €
2101	Lieux Ressources Montpellier	Soin de Soi	Nord - Ecusson	1 500 €
777	Mouvement Français pour le Planning Familial	Femmes Santé Citoyenneté	Ensemble des territoires	3 000 €
777	Mouvement Français pour le Planning Familial	Permanence d'écoute et d'accueil	Paillade	2 000 €
777	Mouvement Français pour le Planning Familial	Egalité filles - garçons à l'école	Paillade	1 000 €
1553	Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier	Renforcement de l'intervention de la Mission Locale dans les quartiers Petit-Bard Cévennes	Petit Bard - Pergola	2 000 €
5854	Montpellier Mosson Omnisports	Insertion Sport Santé	Hauts de Massane	1 500 €
1033	Passeurs de Cultures Passeurs d'Images	Générations solidaires à la Mosson	Hauts de Massane	3 000 €
29	Montpellier Contacts -Radio Clapas	Mots croisés 2014	Paillade, Cévennes, Petit Bard, Gambetta, Saint Martin	2 500 €
2835	Solidarité DOM TOM Hérault	Pratique orale du Français (POF)	Paillade	3 000 €
5249	Service d'Orientation et de Médiation pour l'Insertion Sociale - SOMIS	Médiation administrative, interprétariat, écrivain public	Ensemble des territoires	5 200 €
213	Théâtre des Treize Vents	Un spectacle à installer partout en tournée dans les quartiers	ZUS Cévennes	1 000 €
4807	Association Tin Hinan	Vers une intégration socio- linguistique réussie	Paillade	3 500 €
4807	Association Tin Hinan	Pour lever les freins d'accès à la citoyenneté	Paillade	4 000 €

1961	Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault	Médiation Locative Cevennes	ZUS Cévennes	4 000 €
3746	Association UNI'SONS	Renc'Art	Paillade	1 500 €
3746	Association UNI'SONS	Atelier Hip Hop	Paillade	1 250 €
4163	Via voltaire	Interface	Gély - Figuerolles	6 000 €
4163	Via voltaire	Prévention, soutien, orientation sanitaire et sociale pour les jeunes	Nord - Ecusson	7 000 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 11857, nature 6574, chapitre 925				248 740 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au BP 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types années à la présente subvention ;
- d'autoriser Mme le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure , m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2014 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2014 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2014.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Nom de la structure: entiteTiers_nom - NumeroAction
Nature de la subvention : TypeDemande
Intitulé du projet : ficheSyntheseDossier_objetDossier
Montant attribué : montantAccorde€
Thématique : dispositif_nom

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Libelle_CP

Et :

La structure bénéficiaire entiteTiers_nom représentée par PresidentCivile PresidentPrenom PresidentNom, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire entiteTiers_nom a sollicité une subvention de montantDemande euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2014.

La structure bénéficiaire entiteTiers_nom poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire entiteTiers_nom contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de dispositif_nom et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire entiteTiers_nom une subvention d'un montant de **montantAccorde euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire entiteTiers_nom s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: entiteTiers_nom - NumeroAction
Nature de la subvention : TypeDemande
Intitulé du projet : ficheSyntheseDossier_objetDossier
Montant attribué : montantAccorde€
Thématique : dispositif_nom

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Libelle_CP

Et :

La structure bénéficiaire entiteTiers_nom, représentée par PresidentCivile PresidentPrenom PresidentNom, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire entiteTiers_nom a sollicité de la Ville une subvention de montantDemande euros pour le projet Titre.

Le projet porté par la structure bénéficiaire entiteTiers_nom poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire entiteTiers_nom contribue au développement de la politique de la Ville en matière de dispositif_nom et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire entiteTiers_nom une subvention d'un montant de **montantAccorde euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ⑩ Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ⑩ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure,
- ⑩ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ⑩ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ⑩ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet,

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire entiteTiers_nom s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

PARTENARIAT VILLE DE MONTPELLIER / ASSOCIATIONS SPORTIVES Attribution de subventions Exercice 2014

Madame le Maire rapporte :

Les activités physiques et sportives constituent un élément important de la démarche éducative de la Ville de Montpellier, et permet notamment, l'intégration à la vie sociale par des pratiques collectives.

Ainsi, la Ville de Montpellier souhaite continuer à développer dans ses quartiers des pôles sportifs axés à la fois sur les équipements de proximité, les associations sportives et le Service Municipal des Sports.

Afin d'optimiser tous les moyens matériels et humains, les acteurs associatifs proposent de mettre en place des actions dans le but de promouvoir l'accès à toutes les disciplines sportives aux jeunes montpelliérains pendant les vacances scolaires, en leur apportant encadrement, structure et savoir-faire.

Des stages sportifs sont ainsi proposés dont certains associant « la tête et les jambes » autour d'activités cérébrales et sportives comme, english et tap dance, pleine nature et secourisme, baptême de l'air et sensibilisation aux métiers de l'aéronautique.

Ce sont plus de 14 500 enfants et adolescents qui peuvent bénéficier chaque année d'activités socio-sportives, leur permettant de découvrir des pratiques nouvelles et ainsi, de s'inscrire dans des clubs sportifs de quartier.

A ce titre, une enveloppe globale annuelle de 178 800 € a été prévue pour ces actions sur le budget 2014 de la Ville.

Par la présente délibération, il est proposé de soutenir 78 associations à but non lucratif qui concourent à un intérêt général local dans le cadre d'actions sportives durant les vacances d'hiver, de printemps, d'été et d'automne, en leur accordant les subventions suivantes :

Code Asso	Noms Associations	Nature	Montant
2831	Aéroclub de l'Hérault Languedoc Roussillon	P	3 000 €
1011	Bozendo Montpellier	P	500 €
3823	Ecole d' Aikido Takemusu Aiki Montpellier	P	2 000 €
5167	Génération Tae Kwon Do	P	1 500 €
3659	Montpellier Agglomération Tae Kwon Do	P	4 000 €
1746	Montpellier Haedon Kumdo	P	2 000 €
3015	Montpellier Viet vo dao	P	500 €
5223	Montpellier agglo Athlétic Méditerranée	P	3 000 €
769	Montpellier Badminton Club	P	1 500 €
1417	MUC Baseball (les Barracudas)	P	1 500 €
2139	ASPTT Montpellier (basket)	P	2 000 €
72	Croix d'Argent Basket	P	2 500 €
5635	Gorée Basket Club	P	1 000 €
3568	Montpellier Basket Mosson	P	2 500 €
702	Montpellier Beach Volley	P	1 500 €
3634	Ecole de bowling	P	3 500 €
4556	Montpellier Eaux Vives Canoe Kayak	P	2 500 €
864	Montpellier Agglo. Canoë Kayak UC	P	3 000 €
1113	Claquettes en vogue	P	2 500 €
3845	Centre des arts du cirque BALTHAZAR	P	3 000 €
3833	Montpellier Languedoc Cyclisme	P	3 000 €
3160	Association des quartiers Les Marels II Aiguelongue Pergola	P	1 900 €
25	CLRISTALS Les Petits Débrouillards	P	3 000 €
2275	Keep kula	P	1 200 €
5697	Line Service	P	500 €
1771	Odysseum Bowling Club Montpellier	P	2 500 €
5722	Pratiques Educatives et Plaisirs Sportifs (Peps)	P	400 €
406	Echecs club Montpellier	P	2 500 €
3081	Bleu Vertige	P	3 000 €
2954	Scalata Nature	P	3 000 €

919	MUC Escrime	P	600 €
1187	Arceaux Montpellier	P	2 800 €
4806	ASC Paillade Mercure	P	2 900 €
4875	AS Celleneuve	P	1 200 €
2139	ASPTT Montpellier (football)	P	1 500 €
931	Association St Martin Gazelec	P	2 000 €
102	FC Petit Bard	P	1 900 €
2608	RC Lemasson Montpellier	P	2 000 €
1420	Stade Lunaret	P	3 000 €
4701	Montpellier Football Americain (les Hurricanes)	P	2 000 €
4171	Profession Sport et Loisirs 34	P	1 500 €
5002	Mosson Full Contact	P	2 900 €
3367	Génération Millénaire	P	2 000 €
4012	Montpellier Agglomération Futsal	P	2 900 €
1225	Montpellier Petit Bard Futsal	P	1 900 €
4291	Sport insertion jeunes Montpellier	P	1 900 €
963	CEP Montpellier gymnastique	P	2 500 €
1891	Montpellier GRS	P	3 000 €
2140	Montpellier Chamberte Handball	P	1 500 €
967	MUC Handball	P	2 500 €
2260	Montpellier Club Handisport	P	1 000 €
3914	Montpellier Agglomeration Hockey club	P	2 700 €
5683	Ecole Judo Montpellier Agglomération (EJMA)	P	1 500 €
1682	JK Judo 34	P	1 900 €
4547	La Maison du Judo	P	2 000 €
2274	Montpellier monocycle	P	1 800 €
2139	ASPTT Montpellier (natation)	P	3 000 €
788	Montpellier Paillade Natation	P	3 000 €
2139	ASPTT Montpellier (omnisports)	P	4 000 €
1813	AXE SPORT	P	1 700 €
1935	Les Chevaliers de la Gaule	P	3 000 €
3059	Montpellier Agglomération Plongée Université Club	P	2 200 €

3762	Ice & Roller School Montpellier	P	1 800 €
4643	Montpellier Funny Riders	P	3 000 €
4555	Roll'School	P	500 €
1403	Sarbacane de l'Hérault	P	1 500 €
4380	Aqualove	P	2 500 €
4265	Association Attitude	P	2 500 €
3131	MUC Skate Board	P	2 900 €
842	Spéléo Club Alpin	P	1 500 €
4720	Agglo. Montpellier Sport Orientation 34	P	1 500 €
2502	Sport Tambourin Club Montpellier	P	2 000 €
2139	ASPTT (tennis)	P	2 000 €
1541	Montpellier tennis de table	P	2 000 €
278	Montpellier Arc Club	P	2 000 €
1928	Montpellier Agglo. Triathlon	P	2 000 €
1230	ASBAM Volley Ball	P	3 500 €
914	AS Croix d'Argent Volley	P	3 000 €
		Total	169 000 €

Ces sommes représentant un montant de 169 000 € seront prélevées sur le budget du service des sports, ligne 1776, nature 6574, fonction 924.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
 - De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant de 169 000 € ;
 - D'approuver la lettre d'engagement et la convention type annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure , m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2014 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2014 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2014.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Nom de la structure: entiteTiers_nom - NumeroAction
Nature de la subvention : TypeDemande
Intitulé du projet : ficheSyntheseDossier_objetDossier
Montant attribué : montantAccorde€
Thématique : dispositif_nom

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Libelle_CP

Et :

La structure bénéficiaire entiteTiers_nom, représentée par PresidentCivile PresidentPrenom PresidentNom, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire entiteTiers_nom a sollicité de la Ville une subvention de montantDemande euros pour le projet Titre.

Le projet porté par la structure bénéficiaire entiteTiers_nom poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire entiteTiers_nom contribue au développement de la politique de la Ville en matière de dispositif_nom et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire entiteTiers_nom une subvention d'un montant de **montantAccorde euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ⑩ Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ⑩ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure,
- ⑩ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ⑩ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ⑩ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet,

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire entiteTiers_nom s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Mise à disposition des installations sportives et locaux associatifs à l'association MUC Volley Ball Autorisation de signer la convention Approbation de la redevance minorée

Madame le Maire rapporte :

Dans le cadre de son soutien au développement des clubs sportifs de Montpellier, la Ville met à disposition de l'association MUC Volley Ball, le Palais de Sports Pierre de Coubertin pour l'organisation des compétitions et manifestations inhérentes au Championnat de Pro A dans lequel évolue le club.

Conformément aux dispositions du Code du Sport, une convention doit fixer les conditions d'utilisation, sans exclusivité, du Palais des Sports Pierre de Coubertin pour ce club, durant la saison sportive.

En contrepartie de cette mise à disposition et au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité du MUC Volley Ball, une redevance minorée lui sera proposée. Ladite redevance minorée constitue une subvention en nature, dont le montant est valorisé en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 16 décembre 2013 fixant les tarifs 2014 applicables au domaine public occupé, à savoir :

- mise à disposition de l'équipement à usage de l'équipe professionnelle : 20 heures par semaine x 40 semaines x 48.90 € = 39 120 €.

Il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous qui fait apparaître le montant de cette aide en nature dont bénéficie l'association. Son montant sera porté au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association concernée :

Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
Montpellier Volley Université Club	Avenue de Naples	39 120 €	9 090 €	30 030 €

En conséquence, il est donc demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition du Palais des Sports Pierre de Coubertin à l'équipe professionnelle de l'association MUC Volley Ball moyennant une redevance annuelle de 9 090 € taxes et charges comprises;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 30 030 €, montant qui sera porté au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014,

D'autre part,

L'Association Montpellier Volley Université Club dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Jean-Charles CAYLAR, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-22 et L 2122.23 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Palais des Sports Pierre de COUBERTIN
Salle Pierre de Coubertin
Avenue de Naples – BP 7236
34083 MONTPELLIER Cedex 04

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de conférer au Club le droit d'occuper les biens mis à disposition dans les conditions ci-après définies.

Article 2 - Dispositions concernant les biens mis à disposition

2.1 - Désignation des lieux :

Les lieux mis à disposition situés dans l'enceinte du Palais des Sport Municipal Pierre DE COUBERTIN :

Installations pour les compétitions et manifestations sportives :

- le terrain de jeux
- l'ensemble des bâtiments (billeterie, tribunes comprenant les emplacements affectés en priorité à la presse, salles mises à disposition des services de police, de sécurité et de secourisme, locaux ou autres lieux affectés à l'occasion des matches à la vente de boissons ou à la restauration)
- les espaces loges à l'exception de ceux conservés par la Ville de Montpellier
- parking : 50 places

Locaux Associatifs :

5 bureaux d'une surface totale de 100 m2 pour l'administration du Club.

2.2 - Destination des lieux :

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association, et un usage sportif.

Le Club s'engage à obtenir toutes les autorisations et à respecter toutes les obligations relatives aux activités exploitées dans les lieux mis à disposition et ce de telle sorte que la Ville ne puisse en aucune manière être inquiétée ou recherchée à cet égard.

La Ville pourra effectuer ou faire effectuer tout contrôle à l'effet de vérifier, notamment les conditions d'occupation et d'utilisation des lieux mis à disposition.

2.3 - Etat des lieux :

Le Club prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

Article 3 : Durée

La présente convention est consentie par la Ville et acceptée par le Club pour une durée d'une année civile avec reconduction expresse au 1^{er} Janvier de chaque année.

Article 4 : Calendrier des manifestations

4.1 – Le Club s'engage expressément à communiquer avant chaque saison sportive à la Ville, dès qu'il en aura connaissance, le calendrier des manifestations liées au Volley qu'il devra ou non, disputer dans le Palais des Sports Pierre DE COUBERTIN.

4.2 – Le Club s'efforcera, en temps opportun, d'obtenir des hiérarchies sportives organisatrices de ces manifestations liées au Volley que celles-ci n'aient pas lieu à Montpellier en même temps que d'autres grandes manifestations sportives.

4.3 – Les parties conviennent de se réunir deux fois par an afin de s'assurer que les activités exercées sur les lieux mis à disposition soient compatibles avec les dispositions des alinéas précédents.

Article 5 : Sécurité des Lieux

5.1 – D'une manière générale, le Club fera son affaire du respect intégral de toutes les réglementations en matière de sécurité. Il se conformera à cet effet à toutes les instructions qui lui seront données par les commissions réglementaires compétentes. Il prendra tout contact avec les services de police et les services incendie.

Le Club s'engage à utiliser les installations mises à disposition, notamment pour ce qui est des équipements sportifs et plus particulièrement des poteaux et filets dont l'usage relève de sa stricte responsabilité, de façon conforme aux réglementations en vigueur.

5.2 – D'une manière plus particulière, le Club s'engage à :

- interdire l'introduction dans le Palais des Sports Municipal Pierre DE COUBERTIN des bouteilles, objets dangereux, pétards, fumigènes et veillera au respect de cette interdiction par des contrôles de fouilles systématiques aux entrées du Palais des Sports dans le cadre de la législation en vigueur ;

- interdire également l'introduction de boissons alcoolisées, sauf en ce qui concerne les besoins générés par les différentes prestations proposées par le Club aux partenaires officiels du Club, dans le respect des textes en vigueur ;
- de maintenir en place le dispositif d'accès pour les personnes à mobilité réduite ;
- installer des postes de secours et mettre en place un service « stadier » selon la législation et les règlements en vigueur.

5.3 – Le Club s'engage, en outre, à rappeler aux joueurs et aux publics, par les moyens appropriés qu'il jugera utile, la nécessité de respecter et de faire respecter les installations et d'avoir une attitude de « fair-play » à l'égard des arbitres, des supporters de l'équipe adverse, des dirigeants et des joueurs des équipes. Il invitera notamment le public à prendre soin des sièges mis à disposition et à s'abstenir de jeter sur l'aire de jeux et/ou sur les personnes qui y sont présentes, quelque objet que ce soit.

5.4 – L'accès aux toitures des installations est formellement interdit à toute personne étrangère aux services de la Ville, sauf personnes accréditées.

5.5 – Le Club devra veiller à ce que les accès au Palais des Sports Municipal Pierre DE COUBERTIN par les véhicules de secours et de lutte contre l'incendie soient dégagés en permanence.

Article 6 : Entretien et gardiennage des installations

6.1 – Obligations à la charge de la Ville :

La ville s'engage à mettre à disposition du Club pour l'ensemble de la durée de la convention les équipements qui suivent, et sans que la liste ci-après ne puisse être modifiée sans l'accord express du Club, sauf si ce dernier ne respecte pas les engagements issus des présentes :

-une aire de jeux tracée conformément aux règles des fédérations sportives organisatrices de l'épreuve et munie de poteaux et filet, répondant dans leurs dimensions, leurs structures et leurs installations aux normes imposées par ces fédérations.

-des installations de toute nature du Palais des Sports Municipal Pierre DE COUBERTIN en état de fonctionnement (tribunes, vestiaires, locaux diverses de réunion, espaces de vente, installations d'éclairage, tableau d'affichage, horloge, sonorisation...).

Le Club s'engage à solliciter auprès des autorités compétentes l'homologation du Palais des Sports, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur dans la limite des dispositions contenues dans la présente convention.

-le nettoyage de tous les espaces du Palais des Sports sera à la charge de la Ville, sauf les locaux administratifs et commerciaux utilisés par les espaces de vente d'objets dérivés de produits alimentaires qui seront à la charge du Club.

-un dispositif d'éclairage de l'aire de jeux respectant les normes exigées par la fédération sportive organisatrice satisfaisant aux besoins des prises de vues de télévision, dans le cas où le match principal se déroule en soirée,

-les fluides nécessaires au bon fonctionnement des installations.

Le personnel municipal chargé de l'entretien qui sera en place sous l'autorité du Directeur Général des Services de la Ville ou de son représentant, seul habilité à lui transmettre des ordres. Le Directeur Général des Services aura quant à lui, comme seul interlocuteur du Club, le Président ou son représentant.

En cas d'accident ou d'incidents matériels, durant la période (6 heures avant le match, la période de jeux et 3 heures après) soit le bon état de l'aire de jeux (sol tracé, buts...), soit le fonctionnement de l'éclairage (aire de jeux, tableau d'affichage du score, tribunes, gradins et tous locaux du Palais des Sports) ou autres équipements (douches, sanitaires...), la Ville mettra en œuvre les moyens pour y remédier (obligation de moyens) sur le champ, par l'intermédiaire du personnel municipal présent et/ou par toute initiative qui lui paraîtrait possible de prendre sous réserve que les actions à entreprendre ainsi ne soient pas en contradiction avec les décisions de l'arbitre du match, du (des) délégué(s) de la fédération sportive organisatrice, ou contraire à la sécurité publique.

S'agissant d'une obligation de moyens, en cas d'impossibilité de rétablir un fonctionnement normal des installations, le Club renonce à tout recours de sa part, de ses ayants droits ou ayants causes à l'encontre de la Ville de Montpellier, et la garantit expressément contre tous recours de ces chefs, et ce quel que soit le préjudice subi.

6.2 – Obligations à la charge du Club :

Le Club s'engage :

- à n'utiliser l'aire de jeux que pour les rencontres de Volley entrant dans le cadre de ses activités, toute autre manifestation organisée par le Club sur l'aire de jeux ou dans l'enceinte des installations mises à disposition, devant faire l'objet d'un accord préalable de la Commune.
- à faire parvenir à la Commune, en début de saison un calendrier des rencontres de toutes les équipes évoluant sur l'aire de jeux de Volley afin de lui permettre d'élaborer un plan d'entretien. Il est convenu entre les parties que ce calendrier pourra être modifié en fonction des décisions des instances nationales et internationales du Volley qui s'impose au Club. Dans ce cas, le Club préviendra par écrit la Ville de Montpellier de ces modifications dès lors qu'elle en aura connaissance.
- à faire respecter toutes les modifications.

6.3 – Exécution de travaux :

Le Club ne pourra opérer aucune démolition, construction, percement d'ouverture, si ce n'est qu'avec le consentement préalable et écrit de la Ville. Le consentement de la Ville sera réputé acquis au-delà d'un délai de 30 jours à compter de la demande.

Article 7 : Information de la Ville

7.1 – Le Club s'engage à tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention et à répondre avec diligence aux demandes de renseignements et de documents s'y rapportant que la Ville pourra formuler.

7.2 – Notamment, le Club devra transmettre à la Ville les informations et documents suivants :

- les statuts du Club ainsi que leurs modifications éventuelles ;
- à l'issue de chaque année civile, copie de ses déclarations annuelles de bilan, de compte de résultat, ainsi que toutes autres déclarations se rapportant à son activité et ce, telles que les administrations fiscales sont ou seront elles-mêmes en droit de les exiger ;
- dès leur conclusion, les conventions d'assurances ainsi que leurs éventuels avenants.

Article 8 : Obligations

8.1 - Le Club s'engage à user des biens mis à disposition en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

8.2 - Les installations décrites à l'article n°1 seront utilisées par le Club sous sa propre responsabilité pour les besoins de ses activités de Volley et afin qu'y soient :

- disputés les matches « officiels » à domicile, notamment ceux de championnat de France de 1^{ère} ou 2^{ème} division, de Coupe de France, Coupe d'Europe de l'équipe professionnelle ;
- disputés les matches amicaux de l'équipe professionnelle et le cas échéant, de la réserve professionnelle ;
- disputés les matches « de lever de rideau » qui précèdent le cas échéant les matches décrits aux 1 et 2 ci-dessus, et conformément aux règlements en vigueur édictés par les autorités sportives de tutelle ;

8.3 - La Ville se réserve le droit d'organiser des manifestations en dehors de la mise à disposition des installations au Club.

8.4 - Le Club est autorisé sous sa responsabilité à :

- organiser à son gré, sous réserve de se conformer aux lois et règlements, la vente de nourriture et boissons diverses à emporter, ainsi que celle d'accessoires et gadgets, divers aux couleurs du Club, et en respectant tout particulièrement les conditions réglementaires de sécurité et d'accès des services de police et de lutte contre l'incendie ;
- utiliser, à titre précaire, des modules de toile, de type forain, pour servir à la vente de boissons ou d'aliments, sous réserve de l'obtention préalable des autorisations administratives nécessaires.

Toute autre utilisation par le Club des installations mises à sa disposition sans lien avec ses activités de Volley, sera soumise à l'autorisation préalable de la Ville de Montpellier qui devra statuer dans un délai maximum d'un mois après demande écrite d'autorisation effectuée par le Club. Il est expressément convenu entre les parties que l'absence de réponse de la Ville de Montpellier dans un ledit délai vaudra refus.

8.5 - Le Club fera son affaire personnelle de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'exercice de ses activités dans les installations mises à disposition, renonce à tout recours de sa part, de ses ayants droits ou ayants causes, à l'encontre de la Ville de Montpellier, et la garantie expressément contre tous recours de ses chefs, et ce, quel que soit le préjudice subi.

8.6 - La Ville de Montpellier rappelle qu'elle se réserve le droit d'utiliser les installations en dehors des manifestations définies à l'article 4.

Article 9 : Publicité - Personnalisation

9.1 – Publicité :

Dans le cadre de l'occupation des biens mis à disposition, le Club est autorisé, lors des manifestations sportives à faire apposer des panneaux publicitaires sur les pourtours de l'aire

de jeux et sur les tribunes en tenant compte des emplacements réservés à la Ville dans le champ de caméra et en s'interdisant toute publicité à caractère politique, culturel ou contraires aux bonnes mœurs.

Cette autorisation est subordonnée au respect par le Club des prescriptions suivantes :

- aspect amovible des supports publicitaires placés sur le pourtour de l'aire de jeux, sans altération de l'aire de jeux ;
- démontage possible sans dégradation des tribunes pour les publicités apposées sur celles-ci ;
- réserver deux emplacements publicitaires pour les besoins de la Ville de Montpellier dans l'enceinte du Palais des Sports Municipal Pierre DE COUBERTIN sur l'aire de jeux à l'arrière de chaque panneau ;
- réserver un emplacement publicitaire sur le pourtour des tribunes dans l'axe de l'aire de jeux ;
- conformité des publicités en règles de sécurité, aux bonnes mœurs, aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Les emplacements prévus pour l'implantation des publicités devront être fournis par le Club à la Ville de Montpellier, un mois au moins ou deux mois au plus avant le début de chaque année de mise à disposition des installations.

Toute demande de changement ponctuel en cours d'année de l'implantation des publicités sera soumise aux mêmes règles que celle-ci avant énoncées.

Le Club s'engage à permettre à la Ville la réalisation d'opérations tendant à promouvoir l'image. Les panneaux d'affichage ne pourront en aucun cas servir de support publicitaire autre que pour le Club.

Article 10 : Assurances

La Ville souscrit une police d'assurance pour les dommages subis par son patrimoine immobilier (incendie, explosion, tempête...) garantissant également le matériel et mobilier lui appartenant.

Le Club en tant qu'occupant doit s'assurer pour les risques locatifs et d'exploitation des installations mises à disposition.

Assurance responsabilité civile.

Le Club souscrira une police d'assurance garantissant tous préjudices aux tiers, à son personnel, à ses joueurs résultant de dommages dont il sera tenue responsable du fait de son activité d'organisateur des matches de Volley, des activités annexes.

Le contrat d'assurance souscrit par le Club garantira :

- les conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant à l'assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs des activités du Club ;
- les dommages aux biens confiés sous réserve de leur valeur à neuf ;
- la pollution accidentelle (exclusion de toute pollution graduelle) ;

Il est tout particulièrement spécifié que les garanties accordées seront les suivantes :

- dommages corporels et immatériels consécutifs ;
- dommages matériels et immatériels consécutifs ;

- dommages immatériels non consécutifs.

Avec les montants de garantie correspondant aux usages du monde du Volley :

- multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 11 : Sous- location – Cession

11.1 – Sous location :

Sauf autorisation expresse préalable et par écrit de la Ville de Montpellier, il est fait interdiction pour le Club de céder son droit d'occupation des biens mis à disposition.

11.2 – Cession :

Toute cession ou apport d'un tiers, à quelque titre ou sous quelque modalité que ce soit, de tout ou partie des droits résultants des présentes n'est pas autorisé.

Article 12 : Modification affectant le Club

12.1 – Le Club sera tenu d'informer la Ville, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de la nomination d'un nouveau Président.

12.2 – En outre, le Club sera tenu d'informer, préalablement et par lettre recommandée avec demande de réception, la Ville des changements de sa forme juridique.

Article 13 : Redevance

La valeur locative annuelle de la mise à disposition de l'équipement est de 39 120 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 9 090 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 30 030 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 14 : Fiscalités et Charge :

Le Club supportera seul tous les impôts et charges afférents aux biens mis à la disposition, notamment la taxe sur les spectacles, la SACEM et toute autre taxe pouvant être mise légalement à la charge du locataire ou de l'occupant.

Article 15 : Expiration anticipée de la convention

15.1 – Résiliation de plein droit par la Ville :

La présente convention pourra être résiliée de plein droit et sans indemnité de la Ville :

- en cas de dissolution Club

La résiliation sera prononcée par lettre du Maire de la Ville et sera notifiée au Club par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Elle prendra effet à la date de notification de la lettre du Maire de la Ville.

15.2 - Résiliation par la Ville pour faute du Club :

La Ville pourra également résilier la présente convention, sans indemnité si le Club ne verse pas régulièrement la redevance due à la Ville.

La résiliation sera prononcée par le Maire de la Ville, deux mois après une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La résiliation prendra effet à la date de la notification de la lettre du Maire de la Ville la prononçant.

15.3 – Résiliation unilatérale par la Ville :

La Ville pourra à tout moment résilier la présente convention pour tout motif d'intérêt général moyennant un préavis de deux (2) mois donné au Club par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et ce sans préjudice des éventuelles demandes d'indemnisation du quant aux conséquences d'une telle résiliation au regard de la jurisprudence relative à l'occupation du domaine public.

La résiliation sera prononcée par lettre du Maire et notifiée au Club par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Elle ne prendra effet en toute hypothèse qu'au 30 Juin, terme de l'année sportive.

Article 16 : Terme de la convention – remise en l'état et évacuation

16.1 – Au terme de la présente convention, que ce soit par l'expiration normale ou pour toute autre cause, le Club devra remettre les biens mis à disposition en bon état d'entretien.

16.2 – Le Club sera tenu d'évacuer les biens mis à disposition dans un délai d'un mois à compter de la date d'expiration de la présente convention ou de la notification de la lettre prononçant la résiliation.

Passé ce délai, le Club sera redevable envers la Ville, jusqu'à son départ effectif, d'une indemnité mensuelle d'occupation égale au douzième de la redevance annuelle appliquée à la date considérée, tout mois commencé étant dû dans son intégralité et ce, sans préjudice du droit de la Ville de faire expulser le Club ni d'une éventuelle action en dommage-intérêt que la Ville pourrait tenter à l'encontre du Club.

Par ailleurs, si dans un délai de trois (3) mois, le Club n'a pas débarrassé les biens mis à disposition des biens mobiliers lui appartenant, ceux-ci seront réputés être la propriété de la Ville, sans préjudice du droit pour celui-ci de faire procéder à l'enlèvement des dits biens aux frais, risques et périls exclusifs du Club.

Article 17 : Droit applicable

La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public. En conséquence, le Club ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions du décret n°53-960 du 30 Septembre 1953 relatif aux baux et usage commercial industriel ou artisanal et donc de propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de leur conférer un droit de maintien dans les lieux et/ou quelque autre droit.

Article 18 : Procédure de demande d'autorisation

Toute autorisation demandée par le Club à la Ville au titre de la Convention devra intervenir par écrit avec un préavis de trente (30) jours.

Toute demande d'autorisation non conforme à ce qui précède pourra être légitimement refusée par la Ville.

Article 19 : Portée de la Convention

19.1 – Les présentes ne pourront être modifiées que par voie d'avenant écrit signé par les personnes dûment habilitées à cet effet par chaque partie.

19.2 – La présente Convention annule et remplace, en tant que besoins, tout autre acte antérieur ayant le même objet ou portant sur la mise à disposition des biens mis à disposition.

Fait à Montpellier le XX

En 5 exemplaires

Pour la Ville de Montpellier
Madame Le MAIRE,
Hélène MANDROUX

Pour le Club
MONTPELLIER VOLLEY UNIVERSITE CLUB,
Le Président,

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Mise à disposition de locaux associatifs Approbation de redevances minorées Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public et privé

Madame le Maire rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la cité en signant des conventions jusqu'au 31 décembre 2014.

Au vu de l'intérêt communal attaché de chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Domaine public :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	aide annuelle en nature
Football Club Petit Bard	Stade Bel Air Av. P. Rimbaud	11 835 €	35,00 €	11 800 €
Association Omnisport Montpellier Figuerolles	Rue du Mas de Merle	25 670 €	35,00 €	25 635 €
Montpellier Pétanque Saint Martin	151 impasse du Mas d'Argeliers	9 112.50 €	35,00 €	9 077,50 €

Stade Lunaret Nord	Rue Max Mousseron	7 200,00 €	35,00 €	7 165,00 €
TOTAL :		53 817,50 €	140,00 €	53 677,50 €

Domaine privé :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Loyer annuel minoré	aide annuelle en nature
As Val de Croze Kick Boxing	Place Fourrier	15 730,00 €	35,00 €	15 695,00 €
TOTAL :		15 730,00 €	35,00 €	15 695,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature, pour un montant total de 69 372,50 € ;
- d'approuver les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville passées avec les associations listées ci-dessus ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, le Conseiller Spécial délégué aux sports, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération en date du 17 février 2014

D'autre part,

L'association FOOTBALL Club du Petit Bard dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Abdelhak HARRAGA, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

1184, Rue Paul Rimbaud
34080 MONTPELLIER

La présente convention annule et remplace la convention en date du 17 juillet 2012.

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 131.50 m² comprennent :

- Un local administratif de 66,50 m²
- Un club house de 65 m²

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 1 an.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 11 835 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 11 800 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
Le

Pour Madame Le MAIRE,
Le Conseiller Spécial délégué aux Sports

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 17 février 2014.

D'autre part,

L'association Omnisport Montpellier Figuerolles dûment représentée par son président en exercice, Monsieur André LIMONGI, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Salle FARRE
Rue du Mas de Merle
34070 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 250 m² comprennent :

Une salle de boxe de 180 m², un bureau de 13 m², trois WC de 8 m², deux vestiaires de 32 m², deux locaux de rangement de 12m² et un local technique.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention. Un inventaire du mobilier et du matériel sera également dressé contradictoirement et joint en annexe de la convention.

Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} février 2014 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 30 800 €. Le calcul au prorata temporis pour 2014, s'élève à 25 670 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 30 765 €, et pour 2014 à 25 635 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
Le

Pour Madame Le MAIRE,
Le Conseiller Spécial délégué aux Sports

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

INVENTAIRE DU MATERIEL ET MOBILIER

Année d'achat	Désignation des matériels	Nombre
02-2014	Barres olympique 220 cm compétition MU476	2
02-2014	Barres triceps pullover MU435	5
02-2014	Disques 2.5 kg 51 mm cc vert MU 340	6
02-2014	Disques 5 kg 51 mm jaune MU 341	8
02-2014	Disques 10 kg 51 mm cc bleu MU 342	8
02-2014	Disques 15 kg 51 mm cc rouge MU 343	6
02-2014	Disques 20 kg 51 mm cc noir MU 344	6
02-2014	Barre Z curl 50 mm OB47	1
02-2014	Rack haltères gris GDR 60	1
02-2014	Elliptiques XE 7400	2
02-2014	Tapis de course CT 1	2
02-2014	Vélos droit vincci cbsg	2
02-2014	Dorseaux slm 800/2	1
02-2014	Banc développé sfb 349	1
02-2014	Biceps dbtc sf	1
02-2014	Traction GVKR 82	1
02-2014	Cadre body SSM 350	1
02-2014	Banc réglable GFID 71	1
02-2014	Ring avec plancher 15 cm 6.10 x 6.10	1
02-2014	Protections murales	12
02-2014	Potences pour sacs de boxe	5
02-2014	Sacs de boxe 1.20 BX 138	3
02-2014	Pendule de boxe	1
02-2014	Haltères bloquées cc 2 kg MU 440	4
02-2014	Haltères bloquées cc 4 kg MU 442	4
02-2014	Haltères bloquées cc 6 kg MU 444	4
02-2014	Haltères bloquées cc 8 kg MU 446	4
02-2014	Haltères bloquées cc 10 kg MU 448	4
02-2014	Haltères bloquées cc 12 kg MU 449	4
02-2014	Haltères bloquées cc 14 kg MU 450	4
02-2014	Haltères bloquées cc 16 kg MU 452	4
02-2014	Haltères bloquées cc 18 kg MU 453	4
02-2014	Haltères bloquées cc 20 kg MU 454	4

Pour Madame Le MAIRE,
Le Conseiller Spécial délégué aux Sports

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014,

D'autre part,

L'association MONTPELLIER PETANQUE ST MARTIN dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Jean-Louis SALAGER, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

151, Impasse du Mas d'Argeliers
34070 MONTPELLIER

La présente convention annule et remplace la convention en date du 17 juillet 2012.

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 135 m², comprenant une salle d'activité de 77 m², 1 bureau, 2 locaux de rangement, et 2 WC.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 1 an.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} mars au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 12 150 €. Le calcul au prorata temporis pour l'année 2014 s'élève à 9 112,50 €

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 12 115 €, et pour l'année 2014 à 9 077,50 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
Le

Pour Madame Le MAIRE,
Le Conseiller Spécial Délégué aux Sports

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014.

D'autre part,

L'association STADE LUNARET NORD dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Jacques PAWAWI, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Rue Max Mousseron
34090 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 60 m² comprennent :

Une salle de réunion de 35 m², un local de rangement, une laverie et un local technique de 25 m² au total.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 7 200 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 7 165 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
Le

Pour Madame Le MAIRE,
Le Conseiller Spécial Délégué aux Sports

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du 17 février 2014.

D'autre part,

L'association Val de Croze Kick Boxing représentée par son président en exercice, Monsieur Miloud KHEDIR, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

92 Place Fourier
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués d'une superficie de 143 m² comprennent :
(Référence ACM : bail en date du 2 janvier 2012)

Une salle de boxe de 55 m², une salle d'arts martiaux de 50 m², deux sanitaires de 9 m², un vestiaire de 4,5 m², un bureau de 8,20 m² et un local de rangement de 5,50 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention. Un inventaire du mobilier et du matériel sera également dressé contradictoirement et joint en annexe de la convention

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de un an.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 15 730 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 15695 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
Le

Pour Madame Le MAIRE,
Le Conseiller Spécial Délégué aux Sports

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

INVENTAIRE DU MATERIEL ET MOBILIER

Année d'achat	Désignation des matériels	Nombre
02-2013	Supports de boxe	6
02-2013	Ring de boxe	1
02-2013	Protections murales	12
02-2013	Boucliers de frappe 113050	2
02-2013	Bouclier grande courbe 113070	1
02-2013	Protèges tibia KA 300	5
02-2013	Protèges tibia KA 301 L	5
02-2013	Horloge de boxe AM 130	1
02-2013	Brancard	1
02-2013	Sacs de frappe 1.80 BX 139	6
02-2013	Sac de frappe BX 122	1
02-2013	Paos cuir BX 117	10
02-2013	Pattes d'ours BX 118	3
02-2013	Paires de gants T 8 Bx 112	10
02-2013	Paires de gants T 10 Bx 113	10
02-2013	Paires de gants T 12 Bx 114	10
02-2013	Casques de boxe BX 136	6
02-2013	Plastrons KA 305	6
02-2013	Tatamis 2x1x0.5	90 m ²
02-2013	Bureau	1
02-2013	Armoire	1
02-2013	Fauteuil	1

Pour Madame Le MAIRE,
Le Conseiller Spécial délégué aux Sports

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer l'avenant de prolongation 2014 Approbation de la redevance minorée

Madame le Maire rapporte :

Dans le cadre du soutien au développement des associations, la Ville de Montpellier a attribué par délibération en date du 21 juillet 2003, des locaux à l'ASPTT Montpellier, afin de lui permettre d'accroître ses activités au plus près des habitants.

Au vu de l'intérêt communal attaché aux activités de l'ASPTT Montpellier, il est proposé, en contrepartie de la mise à disposition de ces locaux, une redevance forfaitaire composée d'un loyer minoré à 35 € et une participation aux charges de consommation révisable chaque année fixée à 4 692 €.

Afin d'assurer la pérennité de l'action de cette association, il est nécessaire de reconduire la convention de mise à disposition pour l'année 2014.

Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau ci-dessous, qui fait apparaître le montant de cette aide en nature dont bénéficie l'association. Son montant sera porté au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association.

Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Loyer annuel minoré	Aide annuelle en nature
ASPTT Montpellier	Centre Sportif Léon Cazals, 237 route de Vauguières	9 315 €	35 €	9 280 €

L'ASPTT Montpellier devra donc s'acquitter en 2014 d'une redevance totale de 4 727 € (soit 35 € au titre du loyer annuel minoré et 4 692 € au titre des charges locatives).

En conséquence, il est donc demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n° 4 à la convention d'occupation proposée à l'association ASPTT Montpellier moyennant un loyer minoré ;
- de dire qu'en contrepartie de la mise à disposition, l'ASPTT s'acquittera pour l'année 2014 d'une redevance de 4 727 € (soit 35 € au titre du loyer minoré et 4 692 € au titre des charges locatives) ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 9 280 €, montant qui sera porté au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION **AVENANT N°4**

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité
par décision du

d'autre part,

« L'Association ASPTT » dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Joël DUGAL ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 18 Juillet 2003, la Ville de Montpellier a mis à disposition de « L'Association ASPTT » des locaux de 103.50 m situés, Complexe Sportif Léon Cazal, 237 route de Vauguières, 34000 Montpellier.

Le présent avenant précise l'article 3 de la convention comme suit :

Disposition concernant les lieux mis à disposition

Article 3 : Redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 9 315 €.

Toutefois compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par l'association, la Ville de Montpellier consent à leur occupation par l'association pour une redevance d'occupation fixée à 35,00 € annuels ; ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature de 9 280 € annuels qui devra être reportée, à la fois au compte administratif de la Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante.

La participation forfaitaire de l'association aux charges de consommations diverses, est fixée pour 2014 à 4 692 € et sera réévalué chaque année, lors de la reconduction express (cf. article 2 de la convention).

Le montant de la redevance annuelle forfaitaire s'élève pour 2014 à 4 727 € (loyer et charges).

Les autres articles sont sans changement.

Fait à Montpellier, le

Pour Madame Le MAIRE,
le Conseiller Spécial délégué aux Sports

Patrick VIGNAL

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOUI, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Règlement intérieur, présidence déléguée et constitution du bureau du Conseil Consultatif des Résidents Etrangers (CCRE)

Cédric SUDRES rapporte :

Ville internationale depuis son origine, Montpellier possède une part importante d'habitants étrangers, qui participent activement à la vie de la cité. Elle entend cultiver cette richesse et permettre à ses résidents étrangers de faire entendre leur voix au sein d'une instance représentative, le Conseil Consultatif des Résidents Etrangers (CCRE).

La création de ce CCRE résulte d'une volonté ancienne de Mme le Maire ainsi que des membres du Conseil municipal montpelliérain, d'impliquer et de faire participer les résidents étrangers à la vie politique et démocratique de leur ville, préparant ainsi le chemin de leur accès prochain aux élections locales.

Cette démarche a été impulsée par l'adoption au Conseil municipal du 26 mars 2012 d'une délibération instaurant le principe de création du CCRE, dont l'assemblée constituante s'est réunie le 26 mars 2013 sous la présidence de M. Cédric SUDRES, conseiller municipal délégué au CCRE.

Le CCRE de la Ville de Montpellier est composé d'étrangers ressortissants de l'Union Européenne et extra-communautaires, résidant à Montpellier depuis au moins 5 ans, majeurs, qui avaient déposé leurs candidatures au début de l'année 2013.

Le CCRE de la Ville de Montpellier est membre du Conseil Français de la Citoyenneté de Résidence (Réseau-Cofracir) qui fédère à ce jour les Conseils des résidents étrangers des villes d'Aubervilliers, Creil, Grenoble, Les Ulis, Lille, Montpellier, Reims, Roubaix, Saint-Denis, Strasbourg, Toulouse et de Villeurbanne.

Le Conseil Consultatif des Résidents Etrangers s'est doté de son règlement intérieur ci-joint voté à l'unanimité lors de l'assemblée plénière du 22 novembre 2013.

Conformément à son règlement intérieur, le Conseil Consultatif des Résidents Etrangers a procédé lors de son assemblée plénière du 24 janvier 2014, à l'élection de :

- sa présidente déléguée : Mme Adama KANTE ;
- son bureau composé des 14 membres suivants : Mme Maïram BA, Mme Renate BACKHUS-DECHAVANNE, M. Balla DIEYE, M. Salah IBRA, M. Guy KOMBO, Mme Victoria METHERELL, M. Michel QVISTGAARD, Mme Yaël NOWENSTERN, M. Patrick OMBANDJA, Mme Viviana ROCCA, M. Fabio ROJAS, M. Bachir SANGARE, M. Michael SPRATT et M. Sotirios VALTETSIOTIS.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver le règlement intérieur, la présidence déléguée et la constitution du bureau du Conseil Consultatif des Résidents Etrangers de la Ville de Montpellier.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

Règlement intérieur

Conseil consultatif des résidents étrangers de la Ville de Montpellier

– Voté le 22 novembre 2013 à l'unanimité des membres présents ou représentés –

Préambule :

Ville internationale depuis son origine, Montpellier compte une part importante d'habitants étrangers, qui participent activement à la vie de la cité. Elle entend cultiver cette richesse et permettre à ses résidents étrangers de faire entendre leur voix au sein d'une instance représentative, le Conseil Consultatif des Résidents Etrangers (CCRE).

Cette démarche a été impulsée par l'adoption au Conseil municipal du 26 mars 2012 d'une délibération instaurant le principe de création du Conseil consultatif des résidents étrangers (CCRE), dont l'assemblée constituante s'est réunie le 26 mars 2013.

Cet acte politique résulte d'une volonté déjà existante depuis longtemps de Mme le Maire ainsi que des membres du Conseil municipal montpellierain, d'impliquer et de faire participer tous les résidents étrangers à la vie politique et démocratique de leur ville, préparant ainsi le chemin de leur accès prochain aux élections locales.

La transversalité des différentes instances étant le gage du bon fonctionnement de la démocratie locale, le CCRE s'articule de manière complémentaire avec les différents organes consultatifs municipaux existants au sein de la Ville : le Conseil Municipal des Jeunes, le Conseil des Sages et surtout en lien avec les 7 Conseils consultatifs de quartier, piliers de la démocratie de proximité mise en œuvre par Mme le Maire.

I. FONCTIONNEMENT DU CCRE

A- Composition du CCRE

Le Conseil Consultatif des Résidents Étrangers de la Ville de Montpellier est composé de 70 membres étrangers ressortissants de l'Union Européenne et extra-communautaires, majeurs et résidant à Montpellier depuis au moins 5 ans. Issus de l'appel à candidature libre lancé au début de l'année 2013, ils ont été désignés par le Maire, dans le respect de la parité et l'intention de tendre vers une répartition à $\frac{1}{3}$ résidents étrangers communautaires et $\frac{2}{3}$ résidents étrangers extracommunautaires.

Cette organisation aboutit à une représentation équilibrée des résidents étrangers issus de la société civile, représentants associatifs à caractère international ou institutionnels.

L'élu-e délégué-e au CCRE assure la co-présidence de ce Conseil, avec un des membres du CCRE, élu par ses pairs.

La durée du mandat des membres du CCRE est de trois ans, renouvelables. Ils exercent leur mandat bénévolement. La durée de leur mandat ne pourra, en aucun cas, excéder celle du mandat municipal.

Le périmètre d'action du CCRE est celui de la Ville de Montpellier. Toutefois, il est permis au CCRE d'entretenir des liens avec les autres organes similaires dans les autres villes de France et d'ailleurs.

L'objectif principal du CCRE est de favoriser un lien entre les résidents étrangers de la ville de Montpellier et la municipalité afin de renforcer le sens de la « citoyenneté de résidence » dans une logique de défense de l'intérêt général.

Le CCRE est une instance représentative, de débat et d'enrichissement de l'action publique locale. Elle émet des avis et formule des propositions sur les politiques mises en place par la municipalité, notamment en ce qui concerne l'accès aux droits des résidents étrangers, l'amélioration de leur cadre de vie dans la ville, ainsi que sur « le vivre ensemble ».

B- Les organes du CCRE

1. L'Assemblée plénière

L'Assemblée plénière est l'organe souverain du CCRE. Elle se réunit au moins deux fois par an en session ordinaire sur convocation du bureau ou à la demande des $\frac{2}{3}$ de ses membres.

Son ordre du jour est préétabli par le bureau (cf. 2.) en concertation avec l'élu-e en charge du CCRE. Elle statue sur les grandes orientations du travail du CCRE et des positions stratégiques à adopter. Ses décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents. Elle approuve officiellement le rapport annuel avant sa présentation au Maire en Conseil municipal.

L'Assemblée plénière est co-animée par le-la Président-e délégué-e et l'élu-e en charge du CCRE.

2. Le Bureau exécutif

Le bureau exécutif du CCRE est composé de 14 membres, de l'élu-e en charge du CCRE et de le-la Président-e délégué-e, dans le respect de la parité et de l'équilibre des nationalités représentées. Ses membres sont désignés par le Maire pour un an renouvelable, sur proposition de la Présidence.

Ils sont en charge de la coordination, de l'animation du CCRE, d'organiser avec l'appui du ou de le-la chargé-e de mission les assemblées plénières, d'assurer le suivi des différents projets. Ils sont les garants du bon fonctionnement des différents groupes de travail thématiques qu'ils auront mis en place.

En cas de saisine par le Conseil Municipal, le bureau charge le groupe de travail ad hoc ou en constitue un nouveau sur la thématique en question pour élaborer une réponse qui sera soumise pour validation à l'Assemblée plénière.

Le-la Président-e délégué-e

Élu-e parmi les membres du CCRE, il-elle joue le rôle de pilotage, de coordination des travaux du Bureau. Il est l'interlocuteur privilégié avec les différentes instances et notamment les élus de la Ville de Montpellier.

Le-la Président-e délégué-e du CCRE anime, suit les projets et les travaux de toutes les instances du CCRE et il-elle est le garant de l'action et du fonctionnement du CCRE. Il-elle peut se faire suppléer dans sa mission par un autre membre du bureau qu'il-elle mandate.

3. Les groupes de travail

Le Bureau exécutif met en place des groupes de travail, à durée limitée ou permanente, pour approfondir les thématiques qu'il aura définies au préalable.

L'accès aux groupes de travail est libre et se fait par inscription, valant engagement.

Des personnes ressources extérieures peuvent être associées aux travaux à chaque fois que cela sera nécessaire.

Chaque groupe de travail décide de son propre fonctionnement (rythme des réunions de travail, rôle des membres actifs...) et s'organise en interne.

Les travaux ou rapports des groupes de travail doivent être soumis pour validation au Bureau du CCRE, puis à l'Assemblée plénière. Par la suite, les propositions retenues sont soumises au Maire soit directement, soit lors d'une Assemblée plénière par le-la Président-e délégué-e du CCRE.

C- Les moyens d'actions

1. Chargée-e de mission du CCRE

Le Bureau bénéficie de l'appui technique et méthodologique d'un-e chargé-e de mission dédié-e. Il-elle accompagne l'animation de l'instance et participe au développement des projets initiés. Il-elle veille également à renforcer l'inscription de l'instance au sein de la municipalité, en engageant des coopérations actives avec les directions et services de la collectivité.

2. Saisine par la Ville

Certains projets ou sujets faisant l'objet d'une réflexion en cours par la municipalité et/ou d'une décision prochaine par le Conseil municipal peuvent donner lieu à une saisine du CCRE sur décision du Maire. Le CCRE émet un avis qui est adressé au Maire. Le cas échéant, l'avis relayé par le CCRE est annexé à la délibération.

3. Auto-saisine

Pour tout autre projet, en particulier ceux en lien avec les thématiques d'intervention du CCRE, celui-ci peut s'auto-saisir de la question afin de formuler des propositions dans le cadre de ses missions. Cette auto-saisine doit se faire sur proposition du Bureau ou de l'assemblée plénière et doit faire l'objet d'une validation de la Présidence. Il soumet ces propositions au Maire qui, après examen, décide de la réponse et de la suite à donner.

4. Les auditions

Les auditions permettent un échange entre un élu, un agent de la collectivité ou une personne ressource extérieure et les membres du Bureau du CCRE ou ceux d'un groupe de travail sur une question spécifique faisant l'objet d'une étude, d'un avis ou d'un simple examen par le CCRE. Elles sont aussi un moyen d'information sur les projets développés par la Ville.

5. Relations avec les autres instances de participation de la Ville de Montpellier

Le CCRE veille à travailler en partenariat avec les autres instances de démocratie participative telles que les Conseils consultatifs de quartier, le Conseil montpellierain de la Jeunesse, le Conseil des Sages. Un lien particulier doit être établi avec les 7 Conseils consultatifs de quartier.

6. Relations avec les autres instances identiques françaises, européennes ou internationales

Le CCRE peut être amené à travailler en partenariat avec d'autres instances similaires issues des autres villes de France, d'Europe ou du Monde.

Sur décision de son Assemblée plénière et avec l'autorisation de la Municipalité, le CCRE peut intégrer tout réseau national (l'adhésion au Cofracir par exemple), européen ou mondial, travaillant sur des objectifs similaires.

7. Le Budget du CCRE

Le CCRE dispose d'un budget annuel voté en Conseil municipal et géré par la Ville. Ce budget peut varier chaque année selon les besoins du Conseil. Il comprend le financement des projets votés en plénière, les manifestations, les éventuelles formations, etc.

II. REGLEMENT INTERIEUR

Article 1

Le présent règlement intérieur régit le fonctionnement du Conseil Consultatif des Résidents Étrangers. Tous les membres du CCRE s'engagent à le respecter.

Article 2

Les membres du CCRE sont des bénévoles et s'engagent à participer assidûment aux séances de l'assemblée plénière et aux groupes de travail dans lesquels ils se sont inscrits.

La Ville peut mettre à leur disposition des facilités leur permettant de mener à bien leur mission.

Article 3

Tout membre du CCRE qui n'aura pas prévenu ou justifié trois absences consécutives en Assemblée plénière se verra adresser un courrier lui rappelant la nécessité de son engagement. En cas de non réponse ou de nouvelle absence non prévenue, il sera considéré comme démissionnaire et sera remplacé par une personne candidate désignée par le Maire, sur proposition du Bureau. Il en est de même pour les démissionnaires.

Article 4

Les membres du CCRE s'engagent à débattre dans le respect des opinions et du temps de parole de chacun.

Article 5

Toute atteinte à l'intégrité morale et physique entraînera automatiquement une exclusion proposée par le bureau et validée par l'Assemblée plénière.

Article 6

Les membres du bureau s'engagent à participer assidûment aux différentes réunions. Au-delà de trois absences non justifiées, un membre du bureau peut être considéré comme démissionnaire après validation par un vote des autres membres. Son remplacement se fera sur proposition de la Présidence et désignation du Maire. Il en saura de même pour les démissionnaires.

Article 7

Le présent règlement intérieur peut faire l'objet d'une modification validée par les $\frac{2}{3}$ des membres de l'Assemblée plénière et votée en Conseil municipal.

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Modification du tableau des effectifs

Serge FLEURENCE rapporte :

I – Créations de postes :

Filière administrative :

Rédacteur principal de 1^{ère} classe : Création de quatre postes

Rédacteur principal de 2^{ème} classe : Création de deux postes

Filière animation :

Animateur principal de 2^{ème} classe : Création de deux postes

Animateur : Création de seize postes dont un poste à temps non complet (82.63%)

Filière Technique :

Agent de maîtrise : Création de cinq postes

Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux : Création de trois postes

II – Suppressions de postes :

Filière animation :

Animateur : suppression d'un poste

Adjoint d'animation de 1^{ère} classe : Suppression de six postes

Adjoint d'animation de 2^{ème} classe : Suppression de onze postes dont un à temps non complet (82,6%)

II - Ouverture de poste à des agents non titulaires :

Direction Cohésion Sociale :

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant à compter du 01/03/2014 sur des fonctions de Chef de projet Politique de la Ville. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier

1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Signature de la Convention cadre avec le Centre de Gestion 34

Serge FLEURENCE rapporte :

L'article 26 de la loi du 26 janvier 1984 prévoit que « les centres de gestion peuvent, par convention, organiser des concours et examens propres aux collectivités ou établissements non affiliés et ouvrir à ces derniers les concours et examens organisés pour les collectivités et établissements affiliés, et, le cas échéant établir des listes d'aptitude communes avec ces collectivités et établissements pour l'application de l'avant-dernier alinéa de l'article 39. Les collectivités et établissements non affiliés remboursent aux centres départementaux de gestion la part des dépenses correspondantes effectuées à leur profit. »

A ce titre, la ville de Montpellier confiait, par le biais d'une convention par opération, l'organisation des concours et examens qui en relevaient, au centre de gestion 34.

Par délibération en date du 30 novembre 2012, le Conseil d'Administration du CDG 34 a décidé d'abroger les modalités administratives et financières en vigueur et de mettre en place une convention cadre qui simplifie le partenariat et comporte notamment les dispositions suivantes :

- Aucune facturation ne sera appliquée sur les concours et examens professionnels de catégories A et B transférés et pour lesquels le CDG 34 perçoit une compensation financière du CNFPT.
- Suppression du principe d'une convention par opération : les postes déclarés par la ville seront pris en compte au titre du recensement des besoins effectués par le service concours en fin d'année.
- Facturation des concours de catégorie C et des concours de la filière médico-sociale sur la base du coût de chaque lauréat, à chaque nomination de lauréats issus de la liste d'aptitude du concours ou à la date d'établissement de la liste des lauréats d'examen pour ceux relevant de la collectivité.

Cette convention permet l'allégement des procédures : une seule convention au lieu d'une par opération et la prise en compte automatique des besoins de postes de la ville à pourvoir par voie de concours ou examen, recensés annuellement par le CDG 34.

Cette convention prendra effet pour l'année 2014 et dès l'année 2013 pour toutes les opérations dont la première épreuve s'est déroulée au cours de cette année.

En conséquence, il vous est demandé :

- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à ce dossier

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Hélène MANDROUX', written over the printed name.

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

**CONVENTION CADRE RELATIVE A L'ORGANISATION DE CONCOURS
ET
D'EXAMENS PROFESSIONNELS ENTRE LE CDG ET LES COLLECTIVITES TERRITORIALES
ET LES ETABLISSEMENTS PUBLICS NON AFFILIES DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT**

ENTRE

La **commune de Montpellier** représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX dûment habilitée par délibération du conseil municipal en date du.....

ET

Le **Centre de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG 34)** représenté par son Président, Monsieur Robert TROPEANO dûment habilité par délibération du Conseil d'administration en date du 30 novembre 2012.

Il est préalablement exposé :

Vu le 1^{er} alinéa de l'article 26 de la Loi n°84-53 modifiée du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale qui dispose que : « Les Centres de Gestion peuvent, par convention, organiser des concours et examens propres aux collectivités ou établissements non affiliés et ouvrir à ces derniers les concours et examens organisés pour les collectivités et établissements affiliés..... ».

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG 34) pourra intervenir pour organiser les opérations de recrutement de fonctionnaires territoriaux qui lui seront confiées par la **commune de Montpellier**. Ces opérations concernent aussi bien les concours que les examens professionnels.

Les opérations dont il s'agit pourront être organisées soit d'une manière autonome uniquement avec la commune de Montpellier soit conjointement avec un ensemble de collectivités affiliées au CDG 34, soit conjointement avec d'autres Centres de gestion dans le cadre d'une convention d'organisation passée entre eux. Le CDG 34 pourra confier l'organisation de ces opérations à un autre CDG en incluant les besoins de la **commune de Montpellier**.

En toute hypothèse, cette compétence du Centre de gestion n'est pas exclusive concernant certains concours et examens professionnels (voir annexe), la **commune de Montpellier** se réservant la possibilité d'organiser directement diverses opérations de recrutement si elle l'estime nécessaire.

Par ailleurs, un calendrier pluriannuel étant établi au niveau national, le CDG 34 sera organisateur ou partenaire d'organisations dans le respect de ce calendrier.

Article 2 : MISE EN ŒUVRE

La **commune de Montpellier** sera destinataire d'un recensement annuel et complémentaire (selon les besoins) des postes à pourvoir par voie de concours ou d'examens professionnels et s'engage à retourner ce document dans les délais impartis afin que le CDG 34 prenne en compte ses besoins prévisionnels.

Le président du CDG 34 ou le CDG organisateur avec lequel le CDG 34 aura signé une convention de partenariat effectuera toutes les opérations concernant l'organisation des concours et des examens professionnels qui lui seront confiés.

Le CDG organisateur assurera tous les actes relatifs aux concours, notamment :

- l'établissement de l'arrêté d'ouverture,
- la publicité,
- la remise des dossiers de candidature et leur instruction,
- l'établissement de la liste des candidats admis à concourir par arrêté,
- le déroulement des épreuves,
- la correction des épreuves écrites et orales,
- les réunions du jury constitué par arrêté selon les dispositions réglementaires,
- l'établissement de la liste des candidats admissibles puis admis,
- l'établissement de l'arrêté portant liste d'aptitude,
- les formalités de publicité de la liste d'aptitude,
- la communication des résultats et des copies des épreuves aux candidats,
- la délivrance des attestations d'inscription sur liste la liste d'aptitude,
- la gestion de la liste d'aptitude pendant la durée de validité.

Le CDG organisateur assurera tous les actes relatifs aux examens professionnels, notamment :

- l'établissement de l'arrêté d'ouverture,
- la publicité,
- la remise des dossiers de candidature et leur instruction,
- l'établissement de la liste des candidats admis à concourir par arrêté,
- le déroulement des épreuves,
- la correction des épreuves écrites et orales,
- les réunions du jury constitué par arrêté selon les dispositions réglementaires,
- l'établissement de la liste des candidats admissibles puis admis,
- l'établissement de l'arrêté portant liste d'admission,
- les formalités de publicité de la liste d'admission,
- la communication des résultats et des copies des épreuves aux candidats,
- la délivrance des attestations d'inscription sur liste la liste d'admission.

Le CDG organisateur transmettra à **la commune de Montpellier** un exemplaire de la liste d'aptitude ou d'admission dès que ce document sera rendu exécutoire.

Article 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES :

Concernant les concours et examens professionnels de catégorie A et B transférés du CNFPT, aucune participation financière ne sera demandée à **la commune de Montpellier** puisque seuls les CDG ont la compétence d'organisation.

Concernant les autres concours et examens professionnels, l'intervention ainsi confiée au CDG 34 ou au CDG organisateur lui sera rémunérée dans les conditions suivantes :

- s'il s'agit d'une opération organisée par le CDG 34 exclusivement pour **la commune de Montpellier**, toutes les dépenses engagées pour l'opération en question seront supportées par elle,
- s'il s'agit d'une opération réalisée dans le cadre d'un partenariat régional, interrégional ou national, pour chaque recrutement opéré sur la liste d'aptitude du concours organisé ou pour chaque nomination opérée sur la liste d'admission de l'examen professionnel, **la commune de Montpellier** versera au Centre de Gestion organisateur une participation en fonction du nombre de lauréats recrutés établi selon la formule :

$$\frac{\text{Dépenses totales imputées au concours/examen}}{\text{Nombre de lauréats}}$$

Les éléments pris en compte pour déterminer les « dépenses imputées » au concours ou à l'examen professionnel sont les suivants :

- les dépenses externalisées pour assurer le déroulement de la sélection, notamment : publicité, location de salles, location de matériel, fournitures diverses et frais postaux s'il y a lieu, frais

Article 8: CONTENTIEUX

Tout litige pourra être porté par l'une ou l'autre des parties devant le tribunal administratif du ressort territorial du CDG organisateur du concours ou de l'examen professionnel.

Fait à Montpellier, le.....

Le Maire de Montpellier

Le Président du Centre de Gestion

Hélène MANDROUX

Robert TROPEANO

**ANNEXE A LA CONVENTION CADRE RELATIVE A L'ORGANISATION DE CONCOURS
ET D'EXAMENS PROFESSIONNELS ENTRE LE CDG ET LES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET LES
ETABLISSEMENTS PUBLICS NON AFFILIES DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT**

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Les concours et examens professionnels dont la compétence du centre de gestion n'est pas exclusive sont les suivants :

- ✱ tous les concours et examens professionnels de catégorie C :
 - adjoint administratif de 1^{ère} classe,
 - adjoint technique de 1^{ère} classe,
 - adjoint d'animation de 1^{ère} classe,
 - adjoint du patrimoine de 1^{ère} classe,
 - agent social de 1^{ère} classe
 - agent territorial spécialisé des écoles maternelles de 1^{ère} classe,
 - auxiliaire de soins territorial de 1^{ère} classe,
 - auxiliaire de puériculture de 1^{ère} classe.
- ✱ certains concours et examens professionnels de catégorie B et A de la filière médico-sociale :
 - cadre territoriaux de santé,
 - puéricultrice cadre de santé et puéricultrice cadre supérieur de santé
 - puéricultrice territoriale,
 - infirmier en soins généraux,
 - éducateur de jeunes enfants et éducateur chef de jeunes enfants,
 - assistant socio-éducatif,
 - technicien paramédical,
 - moniteur éducateur

ARTICLE 2 : APPLICATION DE LA CONVENTION

La présente convention s'applique à toutes les opérations dont la première épreuve s'est déroulée en 2013 et 2014.

Fait à, le.....

Le Maire de Montpellier

Le Président du Centre de Gestion

Hélène MANDROUX

Robert TROPEANO

Direction des Ressources
Humaines
Service Gestion
Prévisionnelle des Postes et
des Emplois

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2014 / 114

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Approbation du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire

Serge FLEURENCE rapporte :

La loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 (titre 1 – chapitre 2) relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique et le décret d'application n°2012-1293 du 22 novembre 2012 créent pendant une durée de 4 ans des modes de recrutement réservés donnant accès au statut de fonctionnaire, pour les agents non titulaires sous certaines conditions.

Les modes de recrutement, selon les cadres d'emploi, sont soit des sélections professionnelles organisées par les collectivités employeurs ou par le centre de gestion dans le cadre de conventions, soit des recrutements réservés sans concours pour les premiers grades de catégorie C.

Conformément à l'article 17 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012, il appartient à l'organe délibérant, **après avis du comité technique paritaire**, d'approuver le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire.

Les membres du conseil municipal, réunis en séance le 25 mars 2013, avaient approuvés ce programme pluriannuel pour une mise en œuvre au cours de l'année 2013.

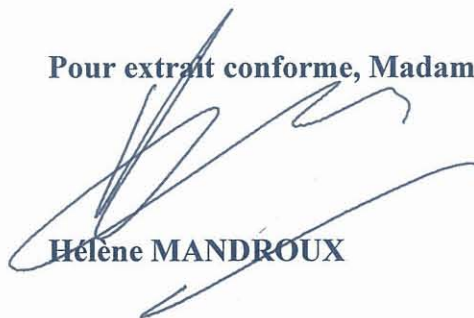
Certains agents non titulaires éligibles au dispositif de la loi Sauvadet n'ayant pu être nommés au cours de l'année 2013 pour des motifs indépendants de leur volonté, il est proposé de reconduire, les concernant, ce dispositif en 2014 afin de leur permettre d'accéder à l'emploi titulaire.

Mme le Maire propose à l'assemblée,

- d'approuver le programme d'accès à l'emploi titulaire, ci-joint, qui sera mis œuvre au cours de l'année 2014 |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and strokes, positioned above the printed name.

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

DONNEES DU PROGRAMME ANNUEL D'ACCES A L'EMPLOI TITULAIRE

1. Répartition par catégorie des agents éligibles au dispositif de titularisation :

		Nombre total de dossiers éligibles		
		Hommes	Femmes	Total
	Cat. A	0	0	0
	Cat. B	0	0	0
	Cat. C	0	5	5
TOTAL TITULARISATION				5

2. Répartition par filière des agents éligibles au dispositif de titularisation :

Filière	Cat. A	Cat. B	Cat. C
Administrative	0	0	0
Technique	0	0	4
Animation	0	0	0
Culturelle	0	0	0
Sportive	0	0	0
Sociale	0	0	0
Médico-sociale	0	0	1
Médico-technique	0	0	0
Autre	0	0	0
<u>TOTAL</u>	0	0	5

694

3 - Données du programme annuel d'accès à l'emploi titulaire (PPAET)

a. Accès au dispositif de sélection professionnelle

	Effectif éligible	Effectif éligible * d'un grade équivalent **	Nb d'éligibles ultérieurs	Convention CDG
ATTACHE	0		0	NON
REDACTEUR	0		0	NON
PSYCHOLOGUE DE CLASSE NORMALE	0		0	NON
EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	0		0	NON
ATSEM DE 1ère CL	0		0	NON
AUXILIAIRE DE PUERICULTURE DE 1ère CLASSE	1		0	NON
INGENIEUR	0		0	NON
TECHNICIEN	0		0	NON
TOTAL	1	0	0	

TOTAL	1
-------	---

b. Accès aux recrutements réservés des catégories C sans concours

	Effectif éligible	Effectif éligible d'un grade	Nb d'éligibles ultérieurs
ADJOINT ADMINISTRATIF DE 2ème CL	0	0	0
ADJOINT TECHNIQUE DE 2ème CL	4	0	
ADJOINT D'ANIMATION DE 2ème CL		0	0
AGENT SOCIAL DE 2ème CL	0	0	0
ADJOINT TECHNIQUE DE 2ème CL DES ETS D'ENSEIGNEMENT	0	0	0
ADJOINT DU PATRIMOINE DE 2ème CL	0	0	0
TOTAL	4	0	0

TOTAL Sans concours	4
---------------------	---

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Mise à disposition de salles municipales à titre gratuit

Serge FLEURENCE rapporte :

La Direction du Protocole de la Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations.

Le Conseil Municipal du 16 décembre 2013 a validé lors de sa séance une *grille tarifaire* pour les salles municipales.

Il vous est demandé aujourd'hui de vous prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 16 décembre 2013 prévoit d'accorder la gratuité pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire, d'intérêt local ou national et n'entraînant pas de recette pour le compte de l'organisateur.

Il vous est donc demandé de vous prononcer sur la gratuité pour les associations, structures ou demandeurs privés hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre dans les comptes du bénéficiaire.

A cet effet, 4 tableaux sont joints en annexe décrivant le nom du demandeur, la salle et le type de mise à disposition et le montant valorisable.

Nous vous proposons:

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit pour 129 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 336 250 € (Direction du Protocole)
- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit pour 7 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 175 365 € (Direction du Protocole)
- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit pour 7 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 4 500 € (Maison des Relations Internationales)
- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit pour 10 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 18 800 € (Maison des Relations Internationales)

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs votés lors du Conseil Municipal du 16 décembre 2013.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- D'approuver les tableaux joints en annexe décrivant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

N° Asso	Nom des Associations	Salle	Date	objet de la reservation	Valorisation
	1001 femmes	Belvédère	10/01/2014	animation musicale	310 €
	A LA BARAK	Pétrarque	25,26,27/04/2014	exposition	1 800 €
	AFI	Belvédère	28/03/2014	FORUM EMPLOI	310 €
	Agence Régionale de La Santé	Pagèzy	03/04/2014	conférence	1 600 €
	Agence Régionale de La Santé	G. de Nogaret	29/01/2014	forum	310 €
	Amicale Arménienne de Montpellier	Grammont	06/07/2014	cocktail	2 000 €
	Amicale des Corses	Pétrarque	12/04/2014	conférence	600 €
	Amicale des Gens du Spectacle Cinématographique	J. 1er d'Aragon	04/01/2014	assemblée générale	440 €
	Amicale des Retraités Municipaux	Pagèzy	27/01/2014	assemblée générale	1 600 €
	Amitiés Franco Colombiennes	Rabelais	5, 6 et 7/12/2014	festival	4 665 €
	Amitiés Franco Vietnamiennes	Rencontres	01/02/2014	fête du Têt	3 200 €
	AMUCS	Pétrarque	18/1/213	réunion	600 €
	ANR-Hérault (retraités de la Poste)	Pagèzy	10/01/2014	galette des rois	1 600 €
	Arche de Jean Vanier	Pagèzy	4/10/25014	spectacle	1 600 €
	Asso "le Droit Humain"	Pétrarque	14/02/2014	conférence	600 €
	Asso Colonia Espagnola de Montpellier	J. 1er d'Aragon	12/1,16/2,23/3,17/4,29/6, 21/09,19/10,23/11,14/12/2014	activités associatives diverses	3 960 €
	Asso Générale des Enseignants des Ecoles Maternelles	Pagèzy	10/05/2014	reunion	1 600 €
	Asso Montpellieréenne pour un Judaïsme Humaniste et Laïque	Pétrarque	08/02/2014	conférences	600 €
	Asso Montpellieréenne pour un Judaïsme Humaniste et Laïque	Belvédère	2/03,3/03,13/04/2014	réunion	930 €
	Association Club 41	Pétrarque	08/03/2014	remise de prix	600 €
	Association pour la Médiation Familiale	G. de Nogaret	27,28,29/03/2014	colloque	930 €
	Association 2020	G. de Nogaret	21/01/2014	conférence	310 €
	Association Alerite l'Indien	Pagèzy	28/02, 01/03, 02/03/2014	conférences	4 800 €
	Association C'est Rare	Rabelais	18/19/20/01/2014	projections	3 900 €
	Association Chrétien et Culture	Rabelais	25,26,27,28,30,31/01; 1,2,3,4,6,7,8,20,27/02/2014	projections	23 325 €

Association Culturelle de Bienfaisance de Montpellier	Pagézy	18/01/2014	spectacle	1 600 €
Association d'Entraide Pupilles Aide Sociale à l'Etat	Grammont	13/04/2014	assemblée générale	2 000 €
Association des Alcoliques Anonymes	J. 1er d'Aragon	17/1,25/1,22/2,15/3,12/4,10/5, 14/6,19/7,23/8,27/9,11/1,25/10,8/11,	réunions	5 720 €
Association des Cœurs de Montpellier	Pétrarque	12/05/2014	concerts	600 €
Association des Crématistes de Montpellier	Pétrarque	22/02/2014	assemblée générale	600 €
Association des Etudiants de Polynésie Française	Pagézy	11/04/2014	spectacle	1 600 €
Association des Membres de l'Ordre des Palmes Académiques	J. 1er d'Aragon	08/02/2014	assemblée générale	440 €
Association des Rencontres "Ecology & Behaviour	Belvédère	12 au 15/05/2014	congrès	1 240 €
Association FISE	J. 1er d'Aragon	du 19/05 au 9/06/2014	organisation FISE	9 680 €
Association Française des Diabétiques ³⁴	Rabelais	15/11/2014	Forum	1 300 €
Association générale des Sourds	J. 1er d'Aragon	11/01, 02/02/2014		880 €
Association la Cause Freudienne	Pétrarque	29/03/2014	conférence	600 €
Association LAO L-R	Pagézy	26/04/2014	nouvel an bouddhique	1 600 €
Association ONCODEFI	Rencontres	5 au 7/02/2014	congrès	8 100 €
association pour la Méditation familiale	G. de Nogaret	29/03/2014	conférence	310 €
ATD Quart Monde	Belvédère	17/01/2014	réunion	310 €
AVF Montpellier	G. de Nogaret	17/01,12/06/2014	assemblée générale	620 €
Baha'is de Montpellier	Pagézy	20/03/2014	fête	1 600 €
Bricabrac Ars Fabric	Pagézy	du 15 au 22/04/2014	fashion week	16 000 €
Casa d'Espagne	J. 1er d'Aragon	5/01,13/04,18/05,12/10/2014	activités associatives diverses	1 760 €
CEMEA LR	Rabelais	3, 5 et 7/06/2014	festival	4 665 €
Centre Communautaire et Culturel Juif	Grammont	22/06/2014	Journée portes ouvertes	2 000 €
Centre Communautaire et Culturel Juif	J. 1er d'Aragon	09/01/2014	conférence	440 €
Centre de Ressources Autisme-CHRU Montpellier	Rabelais	15/05/2014	conférence	1 300 €
Centre Equestre de Montpellier	Grammont	28/02/2014	assemblée générale	2 000 €
Champ Libre	Pétrarque	du 5 au 16 juin 2014	exposition	10 200 €
CHRU Hôpital Lapeyronie	Rabelais	24,25/03/2014	projections	3 110 €
CHU Purpan Casselardit - Toulouse	G. de Nogaret	16 et 17/05/2014	colloque	620 €
Clémenceau Activ'	Pagézy	08/02/2014	Loto	1 600 €

Club international Universitaire	Belvédère	09/01/2014	galette des rois	310 €
Club sportif des Sourds de Montpellier (Basket)	Grammont	4/1, 29/3,12/4,24/5/2014	banquet	8 000 €
Club Sportif des Sourds de Mpt section football	J. 1er d'Aragon	22/03/2014	banquet	440 €
Club Sportif des Sourds de Mpt section football	Grammont	11 et 18/01/2014	banquet	4 000 €
Cœur de Livres	Pétrarque	16/01, 20/02,22/02,20/03,17/04,15/05/2014	spectacle	3 600 €
Collectif Montpellier Ville 30km/h	G. de Nogaret	16/01/2014	conference	310 €
Collectif Pacte Civique 34	Belvédère	du 11 au 15/04/2014	exposition	1 550 €
Collège Clémence Royer	Pagézy	02/06/2014	spectacle	1 600 €
Collège Français de chirurgie plastique	Rabelais	4 et 5/04/2014	assises	2 600 €
Comité des Fêtes de Montpellier	Pagézy	19/02,19/03,09/04,8/10,19/11,10/12/2014	spectacles	9 600 €
Comité France Parkinson	Rabelais	14/04/2014	conférence	1 300 €
Communauté Juive Libérale	G. de Nogaret	14/02,15/02,14/04/2014	fêtes	930 €
Consulat général d'Espagne	Rabelais	15,16/02/2014	projections	3 110 €
CRÉER-Maison des Chômeurs	G. de Nogaret	22/02/2014	assemblée générale	310 €
Délégués Départementaux de l'Education Nationale	Rencontres	24/05/2014	assemblée générale	2 700 €
Des Foulées Vous	Pétrarque	17/05/2014	concerts	600 €
Ecole des BeauxArts	Rabelais	27/05/2014	conférence	1 300 €
Ecole Elementaire Les Baux de Poussan	Belvédère	18/02/2014	déjeuner	310 €
Ecole Jules Simon	Pagézy	12/06/2014	spectacle	1 600 €
Ecole maternelle d'Aubais	Belvédère	24/04/2014	déjeuner	310 €
Ecole Paul Bert	Pagézy	10/06/2014	spectacle	1 600 €
Ecole Primaire de Junas	Belvédère	25/04/2014	déjeuner	310 €
Ecole Savary	Pagézy	06/06/2014	spectacle	1 600 €
Enfants précoces surdoués-Haut potentiel Intellectuel	G. de Nogaret	12/01,13/04,18/05/2014	reunions	930 €
Etablissement Français du Sang	Rencontres	20/3,24/6,7/10,16/12/2014	collecte de sang	10 800
Evasion des Sourds de Montpellier	Belvédère	12/01/2014	assemblée générale	310 €
Evasion des Sourds de Montpellier	Belvédère	12/01/2014	réunion	310 €
Fatiha MADJIDI	Grammont	31/05/2014	fête	2 000 €
FCPE 34	Belvédère	22/02/2014	assemblée générale	310 €
Festival International du Cinéma Méditerranéen	Rabelais	14,17,18,21,24,25/02/2014	festival jeune public	11 130 €
Frantz CONQ	Grammont	12/07/214	fête	2 000 €
GHANDIS	Belvédère	15-mars	conférence	310 €

GIHP	J. 1er d'Aragon	09/02/2014	journée ludique adhérents	440 €
Grain d'Images - les boutographies	Rabelais	17 et 19/05/2014	remise de prix	2 600 €
Grain d'Images - les boutographies	Belvédère	18 et 19/05/2014	exposition	620 €
Identité et Partage	Rencontres	11/01/2014	repas associatif	3 200 €
INSET	J. 1er d'Aragon	16/01/2014	réunion	440 €
Institut Confucius	J. 1er d'Aragon	31/01,01/02/2014	conférences	880 €
Institut des Droits de l'Homme	Rabelais	24/01/2014	rencontre	1 300 €
Institut Maïmonide	Pétrarque	13/01,20/01,28/01,15/04,17/06,14/10/2014	conférences	3 600 €
IUT département Techniques de Commercialisation	Pagézy	07/03/2014	cocktail	1 600 €
IUT département Techniques de Commercialisation	Rabelais	07/03/2014	projections	1 300 €
Jacky BRUNO	Grammont	31/05/2014	fête	2 000 €
Kino Montpellier	Belvédère	21/01/2014	réunion	310 €
KINO Montpellier	Rabelais	17/03,12/05,16/09/2014	projections	4 665 €
Le CLEF	Rabelais	10/10/2014	colloque	1 300 €
Les Coccinelles de Montpellier	G. de Nogaret	01/03/2014	LOTO	310 €
Les Danseuses du Sinaï	Pagézy	8 au 11/05/2014	festival de danse orientale	6 400 €
Lesbian & Gay Pride	Rencontres	15/03/2014	diner de gala	3 200 €
Los Valents	Pagézy	24/04/2014	conférence	1 600 €
Maison d'Heidelberg	Pétrarque	11/02,18/03,26/03,8/04,13/05/2014	conférences	3 000 €
Montpellier Agglomération	Grammont	27/06/2014	fête du personnel	2 000 €
Montpellier Cuba Solidarité	J. 1er d'Aragon	10/01/2014	assemblée générale	440 €
MONTPELLIER POKER	Pagézy	12/1,12/2,9/3,6/4,4/5, 14 et 15/6/2014	tournoi	11 200 €
Montpellier Scrabble	Pagézy	01/02,02/02,13/04/2014	tournoi	4 800 €
Montpellier scrabble	G. de Nogaret	30/03/2014	tournoi	310 €
Mouvement Français pour le Planning Familial	Rabelais	29/04/2014	conférence	1 300 €
Réseau 34 Addictologie	Pétrarque	04/02/2014	conférence	600 €
Réseau en Scène	Pétrarque	du 16 au 19/04/2014	rencontres	2 400 €
Réseau en Scène	Belvédère	du 16 au 19/04/2015	rencontres	1 240 €
Réseau en Scène	G. de Nogaret	du 16 au 19/04/2016	rencontres	1 240 €
Rotary Club Montpellier Comédie	Rabelais	21/03/2014	conférence	1 300 €
SARBACANE	J. 1er d'Aragon	08/01/2014	Journée portes ouvertes	440 €

Secours Populaire Français	G. de Nogaret	25, 26 et 27/04/2014	braderie	930 €
SENZALA	J. 1er d'Aragon	19/01/2014	fête brésilienne	440 €
Société d'Anthropologie de Paris	Pagézy	28/01/2014	conférence	1 600 €
Société d'Entraide de la Légion d'Honneur	Rencontres	31/01/2014	gala	2 700 €
Société des Poètes Français	Pétrarque	9/01,13/02,13/03,10/04,15/05/2014	conférences	3 000 €
Soirée Interclubs	Rencontres	17/10/2014	soirée de gala	3 200 €
Théâvida	J. 1er d'Aragon	15/06/2014	assemblée générale	440 €
Tom Pooks Head Manager	Grammont	du 23 au 30/7/2014	Family Piknik (concerts)	16 000 €
Tourisme et Culture de l'Hérault	G. de Nogaret	25/01/2014	assemblée générale	310 €
Tribunal Administratif	G. de Nogaret	27/01, 12/02, 4/09/2014	conférence	930 €
Turbulences Sonores	Pétrarque	2, 3 et 4/04/2014	concerts	1 800 €
UNAFAM 34	Rabelais	10/03/2014	réunion	1 300 €
Union des Seni"or" Sourds de Montpellier	Grammont	25/01, 05/04/2014	galette des rois + loto	4 000 €
Univ Montpellier II UMR-Inserm	Rabelais	13/03/2014	conférence	1 300 €
Université du Tiers Temps	Rabelais	7/01,18/03,17/04,20/05/2014	conférences	6 220 €
Université Mtp III filière musicothérapie	Pétrarque	5 et 6/03/2014	conférences	1 200 €
URAVF-LR	Belvédère	27/05/2014	assemblée générale	310 €
Vaincre la Mucoviscidose	Belvédère	25/01/2014	réunion	310 €
VIATGE PTT	Belvédère	08/02/2014	assemblée générale	310 €
Vinifilles	Rencontres	23/02/2014	soirée dégustation de vins	2 700 €
VMEH Visite des Malades en Etablissements hospitaliers	J. 1er d'Aragon	17/01/2014	assemblée générale	440 €
TOTAL				336 250 €

**Mise à disposition annuelle des salles de la Maison des Relations Internationales
et de l'Espace Martin Luther King (MLK) du 1er/01/2014 au 31/12/2014**

N° de dossier	Nom de l'association	Objet de l'association	Salle	Tarif municipal 2014	Nombre de jour total pour 2014	Total
	Associations Locataires					
1397	Maison de l'Europe	Promouvoir et faire fonctionner la Maison de l'Europe de Montpellier et développer un climat de paix et d'amitié entre tous les peuples d'Europe en créant des liens culturels amicaux entre les citoyens de ces pays	salle de réception	900 €	3 €	2 700 €
400	Amitiés Russes	Développer les relations amicales avec la Russie. Faire connaître la culture Russe aux Français. Développer l'apprentissage du Russe. Aider les russophones pour s'intégrer en France. Motiver les enfants pour apprendre le Russe à travers le théâtre.	petite salle MLK	100 €	52	5 200 €
	Libres Penseurs	La libre pensée se réclame de la raison et de la science. Elle n'est pas un parti, elle est indépendante de tous les partis. Elle n'est pas une église, elle n'apporte aucun dogme.	grande salle MLK	300 €	2	600 €
548	Euro-Grèce France	Organisation de festivités et de rencontres culturelles ainsi que l'accueil des Grecs de passage. Enseignement du grec moderne enfants et adultes. Enseignement des danses et chants traditionnels grecs.	petite salle MLK	100 €	23	2 300 €
4816	I Dilettanti	Promouvoir et diffuser la langue et la culture italienne. Renforcer les liens entre tous ceux qui partagent la passion de la civilisation italienne, quelle que soit leur nationalité.	grande salle MLK	300 €	12	4 800 €
			petite salle MLK	100 €	12	
	Associations extérieures					
1555	American Women's Group	Permettre aux Américaines, résidentes à Montpellier, de s'adapter à la culture française.	grande salle MLK	300 €	3	900 €
959	Archives Du Monde	Promouvoir, sauvegarder, et diffuser le patrimoine audiovisuel par le biais d'actions de sensibilisation , de production, de sauvegarde d' archives et de toute action permettant la diffusion et le partage des archives audiovisuelles.	petite salle MLK	100 €	5	500 €
3918	ATTAC Pour la taxation des transactions financières	Produire et diffuser de l'information pour agir en commun afin de reconquérir les espaces perdus par la Démocratie au profit de la sphère financière. Se réapproprier ensemble l'avenir du Monde.	petite salle MLK	100 €	4	400 €
	FOAL	Conservation et valorisation de la bibliothèque anglophone de Montpellier, promouvoir et élargir les activités et échanges culturels.	petite salle MLK	100 €	2	200 €
2449	France Ecosse	Promotion et développement des relations socio-culturelles et économiques entre la France et l'Ecosse. Pratique de la langue anglaise.	petite salle MLK	100 €	12	1 200 €

TOTAL 18 800 €

Mise à disposition gratuite ponctuelle, des salles de la Maison des Relations Internationales
et de l'Espace Martin Luther King (MLK)

Code association	Nom de l'association	Salle	Date	Objet de la réservation	Valorisation /avantage en nature
1397	Maison de l'Europe	Salle de réception Maison des Relations Internationales	16/01/2014	Voeux de l'association	900 €
2271	Ecoles du Monde	Grande salle MLK	22/01/2014	Rapport sur les écoles en Finlande/Danemark/Suède et Pays Bas	300 €
	Amicale du Liban	Grande salle MLK	24/01/2014	Voeux de l'association	300 €
5008	Casa Amadis	Salle de réception Maison des Relations Internationales	28/01/2014	Exposition et conférence sur l'œuvre portugaise RIBEIRO	900 €
1781	Regards sur le cinéma algérien	Salle de réception Maison des Relations Internationales	06/02/2014	Lancement de la saison Regards sur le Cinéma Algérien	900 €
	Hispamothèque	Salle de réception Maison des Relations Internationales	14/02/2014	Conférence Immigration Espagne et Portugal	900 €
2259	Scand'ec	Grande salle MLK	06/02/2014	Société littéraire	300 €
Total					4 500

N°	NOM	Salle	Dates ou période	Objet de la réservation	Valorisatio
	Asso Colonia Espagnola de Montpellier	J. 1er d'Aragon	12/1,16/2,23/3,17/4,29/6, 21/09,19/10,23/11,14/12/2014	activités associatives diverses	3 960 €
	Ciné-Club Jean Vigo	Rabelais	9/1,16/1,6/2,13/2,20/2,27/2, 20/3,27/3,3/4,1/4,17/4/2014	projections	17 105 €
	La Compagnie des Sherpas	Rabelais	14/01,11/2,28/3,29/3,8/4, 13/5,1/6,12/6,13/6,14/6	Montpellier Comédie Club	13 000 €
	La Compagnie du Capitaine	Rabelais	17/1,28/2,8/3,18/4,8/5,9/5,1/5, 11/5,20/6,4/7,26/9, 14/11,12/12/2014	spectacle	16 900 €
	SARBACANE	J. 1er d'Aragon	tous les mercredis du 7/01 au 25/6 et du 16/9 au 16/12/2014	cours de tir à la sarbacane	15 400 €
	Danse avec les Roues	J. 1er d'Aragon	tous les mardis du 6/01 au 24/6 et du 15/9 au 15/12/2014	cours de danse	15 400 €
	Université du tiers Temps	Pétrarque	du 6 janvier au 30 mai et du 16 otobre au 19 décembre 2014 du lundi au vendredi (9h-17h)	cours	93 600 €
				TOTAL	175 365 €

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Marché n° OG832111 relatif à "Enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage, nettoyage de mobilier urbain et d'ouvrages d'art" Autorisation de signer l'avenant n°2

Serge FLEURENCE rapporte :

Une consultation n° 3D0173 a été lancée le 31 mai 2013 selon la procédure d'appel d'offres européen ouvert dans le but de relancer le marché « enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage, nettoyage de mobilier urbain et d'ouvrages d'art ».

Cette consultation a été déclarée sans suite au motif que les candidats n'ont pas respecté les prescriptions imposées au règlement de consultation. L'analyse des offres a démontré une incompréhension des candidats sur une partie des critères (cohérence entre prix et mémoire technique) d'analyse rendant celle-ci difficile à effectuer dans des conditions satisfaisant les principes de la commande publique.

Afin d'assurer la continuité du service public et compte tenu des difficultés rencontrées dans le lancement du nouveau marché, et ce malgré la prise d'un avenant n°1 prolongeant la durée du marché de janvier à mars 2014, il y a lieu, en attendant l'attribution du futur appel d'offres, de prolonger la durée du marché actuel, assuré par la société Ciel Vert, de 3 mois supplémentaires d'avril à juin 2014.

Le montant maximum des prestations à bons de commande n'est pas atteint ; quant aux prestations à prix forfaitaire, le montant de l'avenant n°2 s'élève à 218 747, 43 € HT hors révisions de prix, soit une augmentation de 8, 84 % du montant initial total du marché.

Le montant cumulé des deux avenants s'élève à 437 494, 86 € HT soit une augmentation de 17, 68%.

Le nouveau montant total du marché est porté à 3 062 464, 86 € HT.

Lors de sa séance du 21 janvier 2014, la Commission d'Appels d'Offres a approuvé l'avenant n°2 relatif à la prolongation pour 3 mois –avril, mai et juin 2014- de ce marché dont le prestataire est la société Ciel vert.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

-D'autoriser Mme le Maire, ou M. l'Adjoint Délégué, à signer l'avenant n° 2 au marché n° 0G832111 en cours « enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage, nettoyage du mobilier urbain et ouvrages d'art ».

- D'autoriser Mme le Maire ou M. l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 18 février 2014


Hélène MANDROUX

PROJET D'AVENANT N° 2

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de Montpellier
1 place Georges FRECHE
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

CIEL VERT
Représenté par
Monsieur le Directeur

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
ENLEVEMENT DES GRAFFITIS ET DE L'AFFICHAGE SAUVAGE, NETTOYAGE DE MOBILIER URBAIN ET D'OUVRAGES D'ART

N° du marché :
0G832111

Notifié le :
31 décembre 2010

Montant initial du marché :
Montant HT : 874 990,00 Euros

Date d'examen du projet d'avenant par la Commission d'appels d'offres : 21/01/2014.

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de modifier le délai d'exécution du contrat pour le motif suivant :

Une consultation lancée le 31 mai 2013 selon la procédure d'appel d'offres européen a été déclarée sans suite pour le motif suivant : les candidats ne respectaient pas les prescriptions imposées au règlement de consultation.

Afin de ne pas interrompre la continuité du service public et compte tenu des difficultés rencontrées dans le lancement du nouveau marché et ce malgré la prise d'un avenant n° 1 prolongeant la durée du marché de janvier à mars 2014, il y a lieu, en attendant l'attribution du futur appel d'offres, de prolonger la durée du marché actuel.

ARTICLE 2

La durée du marché actuel est prolongée de 3 mois supplémentaires par un 2ème avenant.

Le montant de l'avenant n°1 est de 218 747,43 € HT hors révisions de prix

Le montant de l'avenant n°2 est de 218 747,43 € HT hors révisions de prix ce qui porte le nouveau montant du marché à 3 062 464,86 € H.T. pour la durée totale du marché.

Le montant maximum des prestations à bons de commande n'est pas atteint, quant aux prestations à prix forfaitaires le nouveau montant, comprenant les 2 avenants s'élève à 437 494,86 € H.T. soit une augmentation de 17,68%.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

43 mois.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier le,

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Serge FLEURENCE

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Marché public à Appel d'Offres ouvert relatif à la location, la pose, l'entretien, l'approvisionnement et la dépose de deux sanitaires publics à entretien automatique Autorisation de signer le marché

Serge FLEURENCE rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité équiper de deux sanitaires publics à entretien automatique le centre-ville de Montpellier et plus précisément l'esplanade Charles de Gaulle. Ces sanitaires seront utilisables à l'année et également lors de grandes manifestations se tenant sur ce site telles que les Hivernales et les Estivales;

La Ville a de ce fait décidé de lancer un appel d'offres européen ouvert, conformément aux articles 33 3° al et 57, 59 du Code des Marchés Publics, en vue de confier à une entreprise les prestations en question.

La consultation a porté sur un marché constitué d'un lot unique pour une durée de 10 ans ferme à compter de la notification du marché.

Les prestations à fournir sont soumises à la procédure des marchés à prix global et forfaitaire.

Ce marché comprend également des prestations occasionnelles : déplacement de WC standard ou PMR à la demande qui fera l'objet de bons de commande sur la base du bordereau de prix unitaires du marché.

Conformément au Règlement de Consultation, l'analyse des offres a été effectuée selon les critères suivants :

- Prix des prestations : pondération 40
- Valeur technique : pondération 60

Lors de sa séance du 4 février 2014, la Commission d'Appel d'Offres a attribué le marché à la société JCDECAUX FRANCE - sise 17, rue Soyer, 92523 Neuilly/Seine cedex - dont l'offre correspond le mieux aux attentes de la Ville telles que décrites dans le cahier des charges en vue de réaliser ces prestations pour un montant global et forfaitaire de 367 600, 00 € HT sur les 10 ans du marché.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération ;
- d'autoriser Mme Le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'Appel d'Offres ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES DU LANGUEDOC ROUSSILLON -TaM/Transport de l'Agglomération de Montpellier - Rapport d'observations définitives

Max LEVITA rapporte :

La Chambre Régionale des Comptes a transmis à la Ville de Montpellier son rapport d'observations définitives concernant la gestion de la SAEM Transports de l'Agglomération de Montpellier sur les exercices 2006 et suivants, en tant que collectivité actionnaire de cette société.

En application de l'article L.243-5, et conformément aux dispositions combinées des articles R.241-17 et R.241-21 du Code des juridictions financières, ce rapport d'observations définitives doit faire l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil Municipal, être joint à la convocation adressée à chacun de ses membres, et donner lieu à un débat.

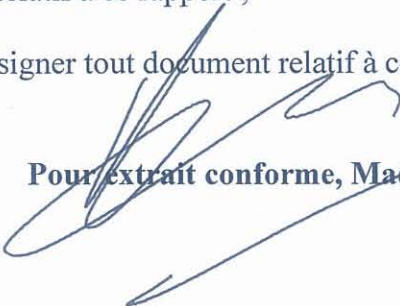
En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de Languedoc Roussillon sur l'examen de la gestion de la SAEM Transports de l'Agglomération de Montpellier pour les exercices 2006 et suivants, ainsi que du débat relatif à ce rapport ;

- autoriser Madame le Maire de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014



Chambre régionale des comptes
de Languedoc-Roussillon

Le Président

Montpellier, le 10/12/2013

lettre recommandée avec A.R.

CONFIDENTIEL

Référence : 136 / 1206

Monsieur le Président,

Par envoi en date du 25 octobre 2013, la chambre a porté à votre connaissance ses observations définitives concernant la gestion de la société anonyme d'économie mixte locale « Transports de l'agglomération de Montpellier » pour les exercices 2006 et suivants.

Celui-ci a également été communiqué à la communauté d'agglomération de Montpellier et à la commune de Montpellier en tant que collectivités actionnaires.

A l'issue de ce délai, le rapport d'observations définitives retenu par la chambre régionale des comptes vous est à présent notifié accompagné de votre réponse écrite et de celle de la communauté d'agglomération.

En application de l'article L. 243-5 du code des juridictions financières, il devra être communiqué à votre assemblée délibérante avec l'ensemble des réponses ci-jointes reçues par la juridiction, dès sa plus proche réunion. Il devra notamment faire l'objet d'une inscription à son ordre du jour, être joint à la convocation adressée à chacun de ses membres et donner lieu à un débat. Ce rapport sera également transmis à vos collectivités actionnaires qui devront également le communiquer à leur assemblée délibérante. Il vous appartient d'indiquer à la chambre la date de cette réunion.

Le présent rapport deviendra communicable aux tiers dès la prochaine réunion de l'une ou l'autre des assemblées délibérantes concernées.

En application des dispositions de l'article R. 241-23 du code, une copie sera transmise au préfet et à la directrice des finances publiques du département de l'Hérault.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Nicolas BRUNNER

Monsieur Robert SUBRA
Président de la SAEM
TRANSPORTS DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER
125 Rue Léon Trotsky - CS 60014
34075 MONTPELLIER CEDEX 3

500 Avenue des Etats du Languedoc - CS 70755 - 34064 Montpellier cedex 2
téléphone : 04 67 20 73 00 - télécopie : 04 67 20 73 49 - courriel : crelr@lr.comptes.fr

ROD2 - TaM

Rapport d'observations définitives n° 136/1206 du 10/12/2013

SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE
TRANSPORTS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

Exercices 2006 et suivants

SOMMAIRE

1. PRESENTATION	7
2. LE CADRE JURIDIQUE DU TRANSPORT URBAIN DE VOYAGEURS	8
2.1. La Loi d'orientation des transports intérieurs du 30 décembre 1982 (LOTI)	8
2.2. La loi SRU du 13 décembre 2000	10
2.3. Les évolutions depuis 2005	10
3. LES METIERS DE TAM	11
4. LA GOUVERNANCE DE TAM	12
4.1. Les statuts	13
4.2. Le conseil d'administration	14
4.3. Le censeur	18
4.4. Les conventions réglementées	18
4.5. Les feuilles de présence et les pouvoirs aux CA et aux AG	19
4.6. Les personnes les mieux rémunérées	20
4.7. Les mandats des administrateurs	20
4.8. Le statut du directeur général	21
5. SITUATION FINANCIERE	22
5.1. Bilan	22
5.1.1. Actif	22
5.1.2. Passif	23
5.1.3. Le fonds de roulement	24
5.2. Compte de résultat	26
5.2.1. Les produits	27
5.2.2. Les charges	27
5.2.3. Le résultat	28
5.2.4. La formation du résultat par activité	29
6. LES ACTIVITES DE TAM	29
6.1. Le transport	29
6.1.1. La convention 2004-2009 et ses 6 avenants	30
6.1.2. La convention de DSP 2010-2017	39
6.1.3. Les éléments communs aux deux délégations (2006-2011)	41
6.2. Les mandats	52

ROD2 - TaM

6.2.1. Le mandat de la construction des lignes 3 et 4 de tramway	52
6.2.2. Historique des opérations réalisées sous mandat pendant la période	54
6.3. Le stationnement	55
6.3.1. Les parkings en ouvrage	56
6.3.2. Le marché du stationnement public sur voirie	65
6.4. L'opération VéloMag	67
6.4.1. La mise en place de VéloMag	68
6.4.2. Le bilan après quatre ans	70
6.4.3. Les évolutions de VéloMag	74
6.4.4. Tableaux de bord et données marketings sur l'utilisation des vélos	78
6.4.5. Les rapports du délégataire et les enquêtes de satisfaction	78
6.4.6. Le rapport du délégataire	78
7. La mesure de la qualité du service	79
7.1. Lutte contre la fraude	80
7.2. Les réclamations	83
7.3. Les pannes et la sinistralité	83
7.4. La sécurité	84
8. Divers	85
8.1. Les marchés passés par TaM	85
8.2. Les dépenses de l'inauguration des lignes 3 et 4	86
8.3. Le marché du concept image du matériel des lignes 3 et 4 du tramway	86
8.4. Le marché de communication SENS INEDIT	90
9. LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	91
9.1. Les effectifs	91
9.2. Les rémunérations	92
9.3. La durée du travail	94
9.4. Le compte épargne temps	95
9.5. L'absentéisme	96
9.6. Le plan Senior	98
9.7. La formation	99
9.8. Les relations professionnelles	101
9.9. Les divers contentieux	102
LISTE DES ABBREVIATIONS UTILISEES	104

SYNTHESE

Transports de l'agglomération de Montpellier (TaM) qui a succédé, en 1999, à la Société Montpellieraine des Transports Urbains (SMTU), est une société d'économie mixte locale dont l'actionariat appartient majoritairement à l'agglomération de Montpellier (27,79 %) et à la ville de Montpellier (27,33 %). L'activité de la société est partagée entre, d'une part, les transports urbains, qu'il s'agisse de l'étude et de la construction des lignes, sous forme de maîtrise d'ouvrage déléguée, ou de l'exploitation, sous forme de Délégation de service public (DSP), et d'autre part, du stationnement pour lequel TaM gère des parkings en ouvrage sous forme de DSP et du stationnement de surface sous forme de marchés publics, pour le compte de la ville de Montpellier. Sur la période examinée par la chambre, au titre de son activité transport, la société exploite quatre lignes de tramway et 30 lignes de bus. Depuis l'attribution à TaM de la nouvelle délégation de service public (2010-2017) la société TRANSDEV, qui possède 19,99 % du capital de l'entreprise, intervient en Groupement momentané d'entreprise (GME) avec la SEM TaM. Au titre de l'activité stationnement, TaM exploite 7 parkings en ouvrage.

L'étude de la gouvernance de TaM révèle quelques lacunes dans le fonctionnement du conseil d'administration et des décisions qui lui sont soumises pour approbation. En particulier, la chambre s'interroge sur la nomination d'un censeur dont les attributions lui paraissent éloignées des fonctions traditionnelles de vigilance relatives à la bonne application des statuts et remarque qu'un certain nombre de conventions réglementées sont approuvées tardivement par l'assemblée générale des actionnaires sans explication par le commissaire aux comptes des raisons qui n'ont pas permis de les présenter préalablement au conseil d'administration.

D'un point de vue financier, la chambre constate que la structure de l'actionariat procure une grande stabilité et prévisibilité à la société. Mais cette stabilité du capital alors même que le réseau s'est considérablement étendu fragilise la marge de sécurité dont dispose la SEM qui dépend largement désormais du montant des réserves accumulées chaque année. Les résultats de l'analyse financière sur la période 2006-2011 doivent être interprétés avec prudence ; en effet, avec la nouvelle DSP et la mise en place du groupement momentané d'entreprises, certains postes sous-traités jusqu'en 2009 (exploitation en affrètement du réseau suburbain, assistance technique, site informatique...) sont désormais gérés en cotraitance par TRANSDEV Montpellier ; ils ne figurent plus en charges pour TaM, générant des variations importantes par rapport à 2009. Globalement, les frais de personnels augmentent de 5,35 % en moyenne annuelle de 2006 à 2011 et sont passés de 36,9 M€ en 2006 à 47,9 M€ en 2011. Ceux-ci représentent désormais 53,5 % des charges d'exploitation (49,7 % en 2006). Sur les trois dernières années les charges de personnel ont augmenté annuellement de plus de 2 M€. Ces augmentations proviennent essentiellement de recrutements dans le secteur du transport qui a vu son réseau tramway s'accroître. Si, avant 2011, le résultat d'exploitation est constamment négatif, il devient positif en 2011 (455 k€) grâce à l'augmentation de 9,1 % des recettes de production et à la baisse de l'amortissement des bus acquis en 2000-2001. En conséquence, on constate en 2011 un résultat courant avant impôt également positif (262 k€) contrairement aux années précédentes. Après intégration du résultat exceptionnel et de l'impôt sur les sociétés, le résultat net connaît une très forte baisse sur la période puisqu'il est passé de 862 k€ en 2006 à 10 k€ en 2011.

Au cours de la période d'examen se sont succédées deux DSP attribuées à TaM, l'une couvrant la période 2004-2009 et l'autre couvrant la période 2010-2017. Au cours de la première DSP ont été étudiés les conséquences de la mise en service de la ligne 2 de tramway, le programme de renouvellement des biens, le régime financier comprenant la contribution forfaitaire d'exploitation versée par l'Autorité organisatrice des transports urbains (AOTU), la communauté d'agglomération de Montpellier, et les principaux indicateurs de la DSP. S'agissant de la seconde

718

DSP, la chambre a analysé les conditions d'attribution de la convention relative à l'exploitation des transports urbains, notamment la constitution du groupement momentané d'entreprises entre la SEM et TRANSDEV Montpellier, dans lequel TaM est mandataire solidaire du groupement. Après avoir décrit les principaux événements intervenus sur la période 2006-2011, la chambre s'est attachée à analyser les éléments mesurant la qualité du service rendu, notamment le niveau de l'offre, la ponctualité, l'information des voyageurs, la disponibilité des équipements ainsi que les indicateurs de l'activité (fréquentation, vitesse commerciale, tarifs et ventes billetterie). La chambre constate que la plupart des critères ont été neutralisés pour les bus comme pour le tramway pendant les travaux de construction des lignes 3 et 4 du tramway. Au titre de l'activité de mandataire, la convention relative à la réalisation de la troisième ligne de tramway et de l'extension Ouest de la première ligne, signée le 25 juin 2004, a fait l'objet d'un examen et a donné lieu à une rémunération du mandataire de 16 M€ HT.

L'étude de l'activité stationnement a permis d'examiner la gestion et l'exploitation par TaM des parkings en ouvrage sous le régime de la délégation de service public, avec un éclairage particulier sur trois parkings, Gambetta et Europa sous le régime de la concession et Comédie sous le régime de l'affermage. Les éléments chiffrés relatifs à l'activité stationnement révèlent des résultats mitigés ; le compte de résultat des parkings en centre-ville montre, sur la période 2007-2011, une dégradation du résultat, après impôt sur les sociétés, de plus de 30 % sur la période. Les recettes procurées par les clients, qu'il s'agisse des clients horaires ou des clients abonnés, baissent respectivement de 3,4 % et de 3,2 % en raison notamment, de la perte de la DSP du parking Arc de Triomphe et, comme il a été indiqué ci-dessus, des travaux entrepris pour la ligne 3 du tramway ainsi que du déménagement d'abonnés institutionnels. De son côté, le stationnement public sur voirie, qui fait l'objet d'un marché public avec la ville de Montpellier, concerne en octobre 2007 733 horodateurs (711 en 2011) pour 15 397 places de stationnement payantes. La maintenance des horodateurs montre que les produits diminuent plus rapidement (- 5,9 %) que le nombre des horodateurs (- 2,2 %) alors que dans le même temps les charges augmentent de 1,4 % ; en conséquence le résultat après impôt de la maintenance est négatif de 2009 à 2011. La mise en concurrence lancée par la ville de Montpellier a conduit TaM à réduire les prix unitaires de la prestation.

La chambre a également examiné en détail l'opération VELOMAGG consistant à mettre des vélos à disposition des usagers soit en formule de location courte durée soit en formule de location longue durée. Le début de l'opération, prévu pour juin 2007, a connu une mise en place laborieuse ; en effet, pas moins de trois procédures ont été nécessaires pour choisir un candidat et définir les modalités de mise en œuvre. Le bilan financier, établi pour l'activité location de courte durée, montre, pour 2010, un taux de couverture recettes/dépenses très faible de l'ordre de 7,3 %. Compte tenu d'un coût global du service de 713 000 € en 2010 et de 140 000 locations, le coût global est de 5,10 € par location, et de 1 920 € par vélo. Cinq années après la mise en service des matériels du système VELOMAGG, une évolution du système de base s'est imposée compte tenu, d'une part, de la très forte aggravation des dégradations (non restitution ou vol des vélos, maintenance des bornes automatiques), et d'autre part, de l'inefficacité du système de location de courte durée dans les stations isolées du fait de leur très faible fréquentation. C'est ainsi qu'un nouveau marché, dont l'objet est le renouvellement des équipements VLS (Vélos libre-service) VELOMAGG courte durée ainsi que les prestations associées, a été passé en 2011, selon une procédure négociée. Mais la mise en place a pris du retard ; ainsi, le 6 avril 2012, moins de 30 % de l'équipement prévu (vélostations et vélos) était installé. D'autres équipements ont été installés les 20 et 25 avril, mais après ces dates, la livraison de 10 stations et 80 vélos faisait encore défaut par rapport aux prévisions. Tous les équipements ont fini d'être installés au 3^{ème} trimestre 2012.

L'appréciation de la qualité du service rendu est une donnée déterminante pour le délégant dont la mesure fait l'objet de dispositions de la convention de délégation du service

public. La qualité du service à l'utilisateur est approchée au moyen d'un ensemble de critères sur lesquels l'exploitant, sauf cas de force majeure, a une obligation de résultat. Ont ainsi été notamment examinées la lutte contre la fraude qui est un axe important pour l'OATU et le délégataire, les réclamations des usagers, les pannes et la sinistralité, ainsi que la sécurité. Sur ce dernier point, globalement, les atteintes aux personnels connaissent la hausse la plus forte (+ 72,3 % de 2007 à 2011). Des actions ont été entreprises en 2011 pour lutter contre la hausse continue des incidents ce qui s'est traduit positivement par une baisse d'ensemble de 21,8 %, plus particulièrement pour les atteintes aux personnels (- 20,6 %) et les incivilités (- 41 %). Quant à la nature des incidents, ce sont, en valeur absolue, les atteintes aux biens qui représentent entre 30 et 40 % du total des incidents.

La chambre s'est également intéressée à la commande publique qui peut, à TaM, prendre la forme de marchés passés pour le compte de l'autorité délégante dans son activité de maîtrise d'ouvrage déléguée ou de marchés passés pour son propre compte. Pour ces autres achats, TaM est soumis à l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics. Les marchés relatifs au concept image du matériel des lignes 3 et 4 du tramway ainsi que les dépenses engagées pour l'inauguration de ces mêmes lignes ont ainsi été analysés. Au titre de ses propres marchés, le marché de communication de TaM conclu en juin 2010 a été également étudié.

Enfin, au titre de la gestion des ressources humaines, la chambre a examiné plusieurs aspects parmi lesquels ceux relatifs aux effectifs, aux rémunérations des agents de la SEM, aux horaires et à la durée du travail, à l'absentéisme, aux relations professionnelles et à la politique de formation.

219

RECOMMANDATIONS

1. Modifier les statuts de la société pour y faire figurer les éléments spécifiques aux SEML du code général des collectivités territoriales.

2. Vérifier que les assemblées délibérantes des collectivités actionnaires se soient préalablement prononcées sur les modifications des statuts soumis à l'assemblée générale extraordinaire.

3. Adopter un règlement intérieur qui préciserait les modalités de fonctionnement du conseil d'administration, notamment pour autoriser la participation des membres non désignés.

4. Accompagner les votes, par l'assemblée générale, des conventions réglementées non adoptées préalablement par le conseil d'administration, d'un rapport circonstancié des commissaires aux comptes expliquant pourquoi la procédure de validation n'a pas été suivie.

5. Observer strictement les procédures et règles de présence relatives aux réunions des séances du conseil d'administration.

6. Rendre cohérents, pour une meilleure lisibilité, les différents documents portant sur le compte rendu de son activité en donnant au besoin si nécessaire, les explications méthodologiques sur les méthodes de calcul.

7. Mieux encadrer les différentes possibilités de l'utilisation du CET sur une courte durée de celle de l'utilisation en fin de carrière.

Aux termes de l'article L. 211-8 du code des juridictions financières « l'examen de la gestion porte sur la régularité des actes de gestion, sur l'économie des moyens mis en œuvre et sur l'évaluation des résultats atteints par rapport aux objectifs fixés par l'assemblée délibérante ou par l'organe délibérant. L'opportunité de ces objectifs ne peut faire l'objet d'observations ».

La chambre régionale des comptes a examiné la gestion de la SEML Transports de l'agglomération de Montpellier (TAM) pour les exercices 2006 et suivants.

1. PRESENTATION

Des tramways à chevaux au réseau d'aujourd'hui, l'histoire et l'évolution des sociétés de transports à Montpellier ont pour mots-clés adaptation, modernité et performance. Tout débute en 1875. Une entreprise de tramways hippomobles est proposée à la municipalité, initiée par un ingénieur, Léon Emile FRANCO. Mettre sur rails les omnibus à chevaux économisait l'énergie, améliorerait la vitesse et offrirait aux voyageurs davantage de confort. La concurrence entre tramways hippomobles (qui allaient jusqu'à Castelnaud-le-Léz) et omnibus à chevaux est rude, et Paul Léon FRANCO fait faillite en 1883. Restent cent fiacres et dix omnibus à chevaux.

Ce n'est qu'en 1893 (Montpellier compte alors 70 000 habitants) que l'idée d'un tramway électrique se fait jour. En 1894, Monsieur VALETTE, négociant à Castelnaud-le-Léz, propose un projet de 3 lignes, puis, en 1895 de 6 lignes. C'est en 1898 que se constitue la Compagnie des tramways électriques. En 1899, un réseau de 6 lignes transporte dans l'année 3 228 696 voyageurs. La compagnie des tramways électriques traverse les deux guerres mondiales, avec les éternels débats sur les tracés des lignes, leur évolution, la sécurité, les incivilités, le confort des voyageurs, les horaires, les fréquences.

Dès 1921, le tramway affronte la concurrence de lignes de bus gérées par le Central Garage. En 1946, le conseil municipal de Montpellier décide la création de la Régie municipale des transports (1947-1968). Les tramways, usés et peu fiables (avec un grave accident en 1943 qui marque les esprits) sont peu à peu remplacés par des autobus. Le dernier tramway électrique circule le 1^{er} février 1949 sur la ligne Comédie-Castelnau. La RMT développe les lignes d'autobus (8 lignes en 1956), installe les premiers distributeurs automatiques de tickets, crée les abonnements au mois, et prospère au rythme du développement de la ville : en 1964, la régie transporte 14 726 000 voyageurs contre 7 800 000 en 1959, en employant 169 agents.

A la fin de l'année 1968, c'est une compagnie privée, la CTM (Compagnie des Transports Montpelliérains), qui va continuer pendant dix ans à exploiter les transports en commun. Elle fait un gros effort de renouvellement du parc bus, et se soucie dans le détail de l'information et de l'orientation de la clientèle. En 1978 est créée la SMTU (Société Montpelliéraine de Transports Urbains), société anonyme d'économie mixte. L'importante augmentation de la ville, qui a engendré un fort développement urbain et des difficultés de circulation, sont les défis à relever pour la SMTU. En 15 ans, la longueur du réseau est multipliée par trois (de 109 à 320 km). Dès 1981, la SMTU inaugure une activité de gestion de parcs de stationnement et du stationnement de voirie et lance un billet parking + bus. Le district de Montpellier devient autorité organisatrice des transports en 1982, en prenant en charge les transports scolaires, et c'est la première étape vers l'organisation d'un réseau d'agglomération, avec la mise en place de moyens modernes : ouverture du dépôt Jeune Parque en 1984, premier axe prioritaire entre Gare et Gare (puis gare - Antigone en 1987), prise en charge de la

¹ D'après le site internet de TAM.

gestion de la gare routière (1988), création du service de nuit Le Rabalais (1989), lancement de PETIBUS et un service de location de vélos, VILLAVELLO. Le tout sous les couleurs des bus à premiers bus climatisés ainsi que le service de Ville à Vélo. 30 lignes de bus sillonnent aujourd'hui l'agglomération.

En 1995, le district de Montpellier choisit le tramway comme mode de transport en site propre. En 1997, la délégation de service public est attribuée à la SMTU pour la période 1998-2003 avec la mission de gérer les transports publics sur l'ensemble de l'agglomération de Montpellier. En 1999, la SMTU change de nom et devient Tam (Transports de l'agglomération de Montpellier) avec la mission de lancer les projets tramway et de gérer les transports sur l'ensemble de l'agglomération de Montpellier. La première ligne de tramway démarre le 1^{er} juillet 2000, avec sa livrée bicolore parsemée d'hirondelles signée GAROUSTE et BONETTI. L'arrivée du tramway a été précédée en mai 1999 par le plan REB (Réappropriation de l'espace bus) pour la montée à l'avant dans les bus et l'achat progressif de bus au GNV. Cette première ligne de tramway, au succès de fréquentation incontestable, fait partie d'un projet de réseau de quatre lignes, dont la deuxième a été inaugurée en décembre 2006, avec ses rames à fleurs ; les troisième et quatrième lignes, elles, circulent à partir de 2012.

2. LE CADRE JURIDIQUE DU TRANSPORT URBAIN DE VOYAGEURS

2. 1. La Loi d'orientation des transports intérieurs du 30 décembre 1982 (LOTI)

La loi d'orientation des transports intérieurs du 30 décembre 1982 constitue actuellement le texte de base de l'organisation institutionnelle des transports en France. Les principes généraux sont les suivants : la politique des transports est décentralisée et la loi définit des niveaux territoriaux de compétence. Les relations entre les autorités organisatrices et les transporteurs sont obligatoirement contractuelles. L'organisation et l'exécution des transports publics (pour compte d'autrui) réguliers constituent un service public, ce qui implique des règles spécifiques (égalité, continuité, adaptabilité) et l'exercice de prérogatives de puissance publique (régulation de la profession, processus décisionnel, définition de l'offre). Le droit au transport, enfin, est reconnu. On distingue deux volets principaux, l'un afferme à la répartition des compétences entre les divers échelons territoriaux, l'autre relatif aux relations entre ces différents échelons.

AOTU et PTU

Les collectivités territoriales compétentes pour l'organisation et la gestion des transports publics sont qualifiées d'Autorités organisatrices des transports (AOT). En dehors des Petites villes de transport (PTU), au sein desquels sont compétentes les Autorités organisatrices de transports urbains (AOTU) que sont les communes et leurs groupements, les départements et les régions organisent les transports publics interurbains. Aux termes de l'article 27 de la LOTI, « le périmètre des transports urbains comprend le territoire d'une commune ou le ressort territorial d'un établissement public ayant reçu la mission d'organiser les transports publics de personnes ». L'arrêté préfectoral de création des communes urbaines et des communes d'agglomération, dont une des compétences obligatoires est la gestion des transports publics

urbains, vaut établissement d'un PTU, conformément aux dispositions de l'article 72 de la loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale.

Au sein d'un PTU, l'AOTU élabore un Plan de déplacements urbains (PDU), après avis des conseils municipaux, généraux et régionaux concernés, avant d'être soumis à enquête publique. Ce document de planification définit les principes généraux de l'organisation des transports, de la circulation et du stationnement afin de promouvoir un usage plus rationnel des transports individuels et collectifs. La répartition des compétences entre les différentes AOT se fait autour d'un principe de complémentarité et non de concurrence. La loi indique par exemple, qu'à l'intérieur du périmètre de transport urbain, les dessertes locales des transports publics routiers non urbains de personnes sont créées ou modifiées en accord avec l'AOTU. Seules les AOT peuvent organiser un service public régulier ou à la demande. Elles ont la charge de la définition de la consistance de l'offre de transport, de la tarification et du mode d'exploitation du service, ainsi que des principales orientations de la politique de déplacements urbains.

Répartition des compétences

La loi instaure une compétence de principe des conseils généraux pour les transports non urbains, et le transport scolaire³ et une compétence des régions en matière de transport ferroviaire et liaisons interdépartementales d'intérêt régional. La loi dispose également que font partie des services de transports non urbains d'intérêt départemental les services routiers de substitution aux services ferroviaires non-inscrits au plan de transport régional, en accord avec le principe de complémentarité. Toutefois, depuis le 1^{er} janvier 2002, la région est également l'autorité organisatrice des transports régionaux de voyageurs, désignés par le sigle « TER » (Transport express régional). Ces derniers sont constitués par les services ferroviaires régionaux proprement dits mais également par les services routiers effectués en pratique par autocar en substitution des services ferroviaires.

Par délégation du conseil général ou régional, une convention avec les collectivités fixes les conditions du service, les modalités d'exécution, les tarifs et les interventions financières du conseil. Possibilité est donnée pour toutes les collectivités d'organiser un service privé. Les déplacements en milieu périurbain peuvent se faire sur le territoire des autorités organisatrices de transport. La loi prévoit que deux ou plusieurs autorités organisatrices de transport peuvent s'associer au sein d'un syndicat mixte de transport. Ce syndicat mixte a pour compétences obligatoires la coordination des services qu'elles organisent, la mise en place d'un système d'information commun, la recherche de création d'une tarification coordonnée et de titres des services à la demande sur un territoire plus pertinent et ainsi répondre au mieux aux besoins de la population.

La LOTI clarifie également les relations entre autorités organisatrices et opérateurs (lorsque la collectivité y a recours) en imposant la passation d'un contrat entre les deux parties. La recherche du meilleur coût pour l'autorité organisatrice et ce principe de conventionnement ont préparé le terrain pour l'application en 1993 de la « Loi Sapin ».

Ce cadre légal a permis un développement significatif des transports collectifs locaux depuis trente ans, comme en témoigne l'exemple du développement des trains express régionaux

2 Elle a consacré le rôle des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre à travers trois niveaux : les communes (CC), les communautés d'agglomération (CA) et les communautés urbaines (CU), pour lesquelles le seuil minimal de population est relevé à 500 000 habitants.

3 Article L. 213-11 du code de l'éducation.

4 La Loi Sapin du 29 janvier 1993 réglemente l'urbanisme commercial et les délégations de service public.

par les régions et l'investissement des AOT au sein des démarches de planification de transports, à travers les PDU.

2.2. La loi SRU du 13 décembre 2000

La loi SRU (Solidarité et renouvellement urbains) du 13 décembre 2000 fait ressortir la nécessité d'assurer une plus grande cohérence entre les politiques d'urbanisme et les politiques de déplacements dans une perspective de développement durable. La loi SRU cherche à prendre toute la mesure des enjeux de la ville d'aujourd'hui : lutter contre la périurbanisation et le gaspillage de l'espace en mettant en œuvre une politique de déplacements au service du développement durable.

Le confortement du PDU

Créé par la Loi d'orientation des transports intérieurs du 30 décembre 1982 (LOTI), complété par la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 30 décembre 1996, la loi solidarité et renouvellement urbains conforte le contenu du plan de déplacements urbains. La loi SRU complète ce dispositif en y incluant de nouvelles préoccupations. Ainsi, le PDU doit améliorer la sécurité de tous les déplacements, notamment en définissant un partage modal équilibré de la voirie pour chacune des différentes catégories d'usagers (bus, taxis, cycles...). Ce partage va nécessairement impliquer la réalisation de nouveaux aménagements, qui peuvent prendre la forme de bandes ou de voies réservées.

Le deuxième enjeu des nouveaux PDU est l'organisation du stationnement sur voirie et dans les parcs publics de stationnement. Ainsi revient-il aux autorités compétentes chargées de l'élaboration du PDU de définir : 1°) les zones où la durée maximale de stationnement est réglementée, 2°) les zones de stationnement payant, 3°) les emplacements réservés aux personnes handicapées ou à mobilité réduite, 4°) la politique de tarification à établir en matière de stationnement sur voirie et en matière de parcs publics, 5°) la localisation des parcs de rabattement à proximité des gares ou aux entrées de villes, 6°) les modalités particulières de stationnement et d'arrêt des véhicules de transport public, des taxis et des véhicules de livraison, 7°) les mesures spécifiques susceptibles d'être prises pour certaines catégories d'usagers, et tendant notamment à favoriser le stationnement des résidents.

2.3. Les évolutions depuis 2005

Les lois Grenelle I et Grenelle II

L'objectif de ces deux lois est d'assurer une cohérence d'ensemble de la politique de transports, pour les voyageurs et les marchandises, dans le respect des engagements écologiques, en faisant évoluer les infrastructures de transports et les comportements. En ce qui concerne la loi dite « Grenelle 1 », les articles 10 à 13 traitent des transports publics urbains. La loi prévoit la confirmation de l'objectif de transfert modal pour tout le fret routier de transit, la confirmation des programmes accélérés de transport collectif urbain et de lignes à grande vitesse. De plus, l'article 13 de la loi Grenelle 1 prévoit la possibilité pour les collectivités autorités organisatrices de transports d'expérimenter de nouvelles formes de coopération à l'échelle des aires métropolitaines.

La loi « Grenelle II » vise à

- garantir une dimension de « *cohérence régionale et interrégionale des services ferroviaires régionaux de voyageurs* » ;

- promouvoir la coordination des services de transport entre différentes AOTU sur une agglomération de plus de 100 00 habitants regroupant plusieurs PTU ;

- inclure, dans le cadre de l'élaboration ou la révision d'un PDU, l'évaluation des émissions évitées en CO2 et la prévision des émissions en gaz à effet de serre à compter de 2015.

Outre ces trois innovations, l'accent est mis sur le développement des transports collectifs urbains, périurbains et à grande vitesse ainsi que des véhicules électriques et hybrides rechargeables, sur l'expérimentation des péages urbains, et sur la promotion du fret ferroviaire et les transports maritimes

La loi (n° 2007-1224) du 21 août 2007 instaurant le service minimum

La loi s'applique à tous les « *services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique* ». Elle présente un intérêt collectif, à savoir, assurer la continuité du transport de personne quoi qu'il arrive, afin de ne pas porter une atteinte injustifiée au droit d'aller et venir, au droit de travailler pour les non-grévistes dépendant d'un service de transport en commun, et plus généralement à l'économie.

3. LES METIERS DE TAM

La communauté d'agglomération de Montpellier, autorité organisatrice des transports, a confié à TaM une délégation de service public pour l'exploitation du réseau bus/tramway. Pour la période sous revue, deux conventions de DSP ont été étudiées, la première couvrant la période 2004-2009 et la seconde la période 2010-2017. TaM a été également désigné comme maître d'ouvrage délégué pour la construction des lignes 1 et 2 de tramway et pour les études de faisabilité et la construction des lignes 3 et 4. En parallèle, la ville de Montpellier a confié à TaM la gestion du stationnement sur voirie et de 7 parkings en ouvrage. Les actions de TaM sont donc multiples :

- gestion du réseau bus/tramway,
- harmonisation des différents modes de transport,
- gestion de la gare routière et du stationnement automobile,
- location et gardiennage de vélos...

Les différentes activités de TaM et les personnes publiques qui lui en ont confié la mise en œuvre peuvent être synthétisées dans le tableau ci-dessous :

Activité	Collectivité	Mode de gestion
Gestion du réseau de transports urbains (bus, tramways)	Agglomération de Montpellier	DSP
Etudes et réalisations des lignes	Agglomération de Montpellier	Mandat
Gestion du stationnement souterrain	Ville de Montpellier Agglomération de Montpellier (Corum)	DSP (concession, affermage, amodiation)
Stationnement de surface (horodateurs)	Ville de Montpellier	Marché

202

L'examen détaillé de ces différentes activités fera l'objet de développements ultérieurs. Il peut être d'ores et déjà observé que certaines de ces activités peuvent apparaître concurrentes dans la mesure où les objectifs de croissance de la fréquentation du réseau par les usagers des transports urbains (DSP d'exploitation des transports urbains) semblent peu compatibles avec l'augmentation du nombre des places de stationnement pour véhicules individuels en centre-ville (DSP stationnement et marché de stationnement en surface) ces deux activités étant pourtant simultanément exercées par la SAEML. TaM estime que loin d'être concurrentes, ces activités sont complémentaires. A cet égard, la SEML évoque le récent projet de loi sur la décentralisation qui prévoit l'évolution des AOTU en AOMU (Autorités Organisatrices de la Mobilité Urbaine) et la loi du 16 décembre 2010 qui donne aux métropoles les compétences associées de l'organisation des transports urbains, la création, l'aménagement et l'entretien de la voirie, les parcs de stationnement et les plans de déplacement urbains.

4. LA GOUVERNANCE DE TAM

Evolution juridique de la SAEML

La Société Montpellieraine de Transports Urbains (SMTU) a été constituée le 22 décembre 1978 pour une durée initiale de 30 ans, prolongée de 50 ans par l'AGE (assemblée générale extraordinaire) du 29 juin 1992. Elle a été rebaptisée TaM (Transports de l'agglomération de Montpellier) par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 15 février 2000. Par décision de l'AGE du même jour, le capital de la TAM a été augmenté, par incorporation de résultat, et converti à la somme de 4 286 000 €, la répartition du capital restant inchangée, la valeur de chacune des 34 288 actions étant portée à 125 €. Le capital peut être augmenté ou réduit conformément à la loi, en vertu d'une délibération de l'AG des actionnaires, sous réserve que les actions appartenant aux collectivités territoriales représentent toujours plus de 50 % du capital et au maximum 80 %. La composition du capital n'a pas évolué pendant la période sous revue et s'établit ainsi :

ACTIONNAIRES (au 25/04/2012)	%	NBRE D'ACTIONS	PARTICIPATION AU CAPITAL
COLLECTIVITES LOCALES			
Ville de Montpellier	27,33 %	9 370	1 171 250
Agglomération de Montpellier	27,79 %	9 530	1 191 250
AUTRES ACTIONNAIRES			
TRANSDEV	19,99 %	6 854	856 750
Caisse des Dépôts et Consignations	11,46 %	3 928	491 000
Caisse d'Epargne et de Prévoyance	7,00 %	2 400	300 000
Banque Populaire du Midi	3,50 %	1 200	150 000
Crédit Agricole Languedoc-Roussillon	1,75 %	600	75 000
Chambre de commerce et d'industrie	1,17 %	400	50 000
Chambre des métiers	0,0146 %	5	625
CLCV (1)	0,0029 %	1	125
TOTAL	100,00 %	34 288	4 286 000

(1) A remplacé l'Union Féminine Citoyenne et Sociale (UFGS) le 28/09/2011

La structure de l'actionnariat, stable depuis de longues années, procure une grande stabilité et prévisibilité à la SAEM ainsi qu'un contrôle des collectivités territoriales actionnaires.

L'AGE du 15 novembre 2001 a adopté les dispositions de la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux Nouvelles réglementations économiques (NRE) dissociant les fonctions de président du conseil et de directeur général⁵. L'AGO du 19 juin 2002 a ratifié le transfert du siège social précédemment fixé à l'hôtel de ville de Montpellier à son emplacement actuel le dépôt de la Jeune Parque, 125 Rue Léon Trotsky. Le 25 juin 2003, l'AGE a adopté la création de postes de censeurs et a adapté les statuts à l'extension de l'activité vélos.

4.1. Les statuts

L'article 1^{er} des statuts indique que la SAEM est régie par les statuts et par les lois et règlements en vigueur relatifs aux sociétés anonymes, sauf dans la mesure où il est dérogé à ces lois et règlements par des dispositions législatives ou réglementaires relatives à la participation des collectivités territoriales ou de leurs groupements aux sociétés anonymes, notamment les dispositions du CGCT concernant les SEM locales. Cependant, les dispositions du code général des collectivités territoriales non dérogeant relatives notamment à la rémunération possible des élus mandataires, à l'obligation pour les élus administrateurs d'établir un rapport annuel pour leurs assemblées délibérantes et à la nécessité d'obtenir l'accord préalable des collectivités territoriales actionnaires pour certaines modifications statutaires ainsi que pour les prises de participation de la société d'économie mixte locale dans des sociétés commerciales, ne sont pas reprises dans les statuts sociaux. En outre, les obligations relatives aux conventions réglementées et libres ne sont pas évoquées.

Recommandation :

1. Modifier les statuts de la société pour y faire figurer les éléments spécifiques aux SEM du code général des collectivités territoriales.

Modifications des statuts

En complément des modifications exposées ci-dessus, les statuts ont été modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 14 mai 2008 ; il s'agissait d'une part, en application des articles L. 225-19 et L. 225-48 du code de commerce, de modifier les articles 15 et 22 des statuts en vue de porter la limite d'âge pour exercer les fonctions d'administrateur à 80 ans et, d'autre part, d'entériner la modification de siège social.

Il est à noter que les statuts mis à jour à la suite de l'AGE du 14 mai 2008 font encore mention du commissaire de la République en qualité de représentant de l'Etat, titre pourtant supprimé en 1988 soit 20 ans auparavant.

L'article L. 1524-1 du CGCT, 2^{ème} alinéa, précise qu'« à peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité (...) sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification ». Plusieurs modifications statutaires sont intervenues depuis 2001 : en premier lieu, l'AGE du 15 novembre 2001 a dissocié les fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général, ensuite, le 25 juin 2003, l'AGE a adapté les statuts de la SAEM à l'extension de l'activité vélos et a créé le poste de censeur et enfin l'AGO du 22 juin 2011 a entériné un changement dans l'actionnariat de la société en remplaçant l'UFGS par la CLCV. La quasi-totalité

⁵ Article 225-51-1 du code de commerce « La direction générale de la société est assurée, sous sa responsabilité, soit par le président du conseil d'administration soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration et portant le titre de directeur général ».

de ces modifications n'a pas été précédée par des délibérations des assemblées de la communauté d'agglomération de Montpellier ou de la ville de Montpellier.

Pour sa part, TaM, s'appuyant sur une circulaire du ministère de l'intérieur sur le régime juridique des sociétés d'économie mixte locale⁹, estime qu'il n'y avait pas lieu de solliciter l'accord préalable des deux collectivités dans la mesure où d'une part, la création d'un poste de censeur n'avait pas d'impact sur la direction de la société et ne constituait pas une modification substantielle de l'objet social et d'autre part, que la cession d'une action ne constituait pas non plus une modification substantielle de l'objet social et que le remplacement d'un administrateur n'était pas non plus constitutif d'une modification substantielle de la structure des organes dirigeants.

La chambre ne partage pas cette analyse dans la mesure où les modifications adoptées concernent bien, en référence à l'article L.1524-1 du CGCT, une « *modification de l'objet social* », la « *composition du capital* » ou encore « *les structures des organes dirigeants* » sans indiquer, parmi ces modifications, lesquelles seraient substantielles ou lesquelles ne le seraient pas.

Recommandation :

2. Vérifier que les assemblées délibérantes des collectivités actionnaires se soient préalablement prononcées sur les modifications des statuts soumis à l'assemblée générale extraordinaire.

Le siège social

Le siège social de la TAM était fixé à l'origine à l'hôtel de ville de Montpellier. Il a été transféré par décision du conseil d'administration du 13 décembre 2001 au dépôt Jeune Parque, 781 Rue de la Castelle à Montpellier. Par décision du conseil d'administration du 21 décembre 2005 le siège social a été déplacé 125 Rue Trotski (en fait, il s'agit du transfert de l'accès au dépôt Jeune Parque de la rue de la Castelle à la rue Trotski). Cette décision a été ratifiée par l'assemblée générale ordinaire du 26 juin 2006 et n'a donné lieu à une modification des statuts (article 4) que par l'assemblée générale extraordinaire du 14 mai 2008. La chambre rappelle que la domiciliation d'une entreprise a, notamment pour les tiers, des conséquences juridiques, qu'il convient de traduire au plus tôt dans les statuts de la société.

A cet égard, la convention de DSP « Transport » entre l'agglomération de Montpellier et TaM pour la période 2004-2009, en date du 29 décembre 2003, indique que le délégataire a fait élection de domicile à son siège social, 781 Rue de la Castelle à Montpellier (article 43). Là encore, cet article n'a pas été modifié jusqu'au terme de la convention le 31 décembre 2009.

4.2. Le conseil d'administration

Représentation des actionnaires

Selon les statuts (article 15) le conseil d'administration se compose de 3 membres au moins et de 12 membres au plus. Le nombre de sièges d'administrateurs est réparti, d'une part entre l'ensemble des collectivités territoriales, et d'autre part entre l'ensemble des actionnaires privés en fonction du capital social détenu. En application de l'article L. 1524-5 du CGCT, toute

⁹ Instruction NOR LBLB021002BC du 20 novembre 2002.

collectivité territoriale actionnaire doit être représentée au conseil d'administration et la représentation des collectivités territoriales ne doit pas dépasser la proportion de capital leur appartenant par rapport au capital de la société. Les collectivités locales détiennent 55,12 % des actions (communauté d'agglomération de Montpellier 27,79 % et ville de Montpellier, 27,33 %) et sont représentées par 7 actionnaires (CAM 4 et Ville 3).

La durée des fonctions des administrateurs autres que ceux représentants les collectivités territoriales est au maximum de six ans en cas de nomination par les assemblées générales et de trois ans en cas de nomination dans les statuts. Le mandat des représentants des collectivités territoriales prend fin avec celui de l'assemblée qui les a désignés. Toutefois, en cas d'expiration de la durée du mandat de cette dernière ou de démission de tous les membres en exercice, le mandat n'expiré qu'à la nomination de nouveaux représentants par la nouvelle assemblée. En cas de vacance des postes réservés aux collectivités territoriales, les assemblées délibérantes pouvoient au remplacement de leurs représentants dans le délai le plus bref. Ces représentants peuvent être relevés de leurs fonctions au conseil d'administration par l'assemblée qui les a élus.

Le tableau ci-dessous récapitule la désignation des représentants des collectivités territoriales au conseil d'administration de TaM lors du renouvellement des conseils municipaux de 2001 et 2008.

		CA	AG
2001	Ville de Montpellier	Délibération 19/4/2001	MORALES MAJDOUL GIBAL
	Délibération 25/5/2001	(démission GIBAL)	SUBRA
	Délibération 27/6/2001	(démission FOURTEAU)	MORALES
	Délibération 19/4/2001	(démission FURTEAU)	FOURTEAU
2008	District	Délibération 27/4/2001	FRECHE
	Délibération 27/4/2001	(démission de FRECHE)	ATLAN
	Ville de Montpellier	Délibération 2/4/2008	FLEURENCE SOUCHE MARTIN
	Communauté d'agglomération	Délibération 11/4/2008	SUBRA CASTET PRUNIER
2008	Délibération 30/04/2008		MORALES
			SUBRA

Source : délibérations des collectivités

La désignation des autres représentants

L'article 15 des statuts prévoit que les représentants des collectivités territoriales au conseil d'administration sont désignés par l'assemblée délibérante de ces collectivités et que les administrateurs autres que les collectivités locales sont nommés par l'assemblée générale. Dans la réalité, la nomination des administrateurs, personnes morales, est actée par l'assemblée générale et les représentants de ces personnes morales sont désignés par le conseil d'administration

Ainsi, le renouvellement du mandat de l'administrateur de la chambre de commerce et d'industrie ainsi que de celui de l'administrateur de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc-Roussillon pour une durée de six ans ont été décidés par l'AGO du 21 juin 2006 ; il en est de même pour le renouvellement du mandat de la Caisse des Dépôts et Consignations pour six ans par l'AGO du 25 juin 2008, du renouvellement du mandat de l'administrateur TRANSDEV pour six ans par l'AGO du 23 juin 2010. L'AGO du 22 juin 2011 a désigné pour 6 ans, en remplacement de l'UFCS, la CLCV (une association nationale de consommateurs et d'usagers) comme nouvel administrateur (0,0029 % du capital soit une action).

Le renouvellement des membres du conseil d'administration

ACTIONNAIRES (au 25/04/2012)	SIEGES	DATE	ADMINISTRATEURS
COLLECTIVITES LOCALES			
Ville de Montpellier	3	CA du 24/04/08	M. FLEURENCE, Mme SOUCHE, M. MARTIN
Agglomération de Montpellier	4	CA du 24/04/08	M. SUBRA, M. CASTET, Mme PRUNIER, M. MORALES
AUTRES ACTIONNAIRES			
TRANSDEV	1	AG du 23/06/10	M. LAURIN puis M. EGOUMENIDES
Caisse des Dépôts et Consignations	1	AG du 25/06/08	M. ALLERME
Caisse d'Epargne et de Prévoyance	1	AG du 21/06/06	M. CASTELLON puis M. CAVAILLON
Banque Populaire du Sud	0		
Crédit Agricole	0		
Chambre de Commerce et d'Industrie	1	AG du 21/06/06	M. EMPRIN puis Mme PEREZ
Chambre des métiers	0		
CLCV (1)	1	AG du 22/06/11	Mme BASCOUL

(1) A remplacé l'Union Féminine Civique et Sociale (UFCS) le 29/06/2011

La composition actuelle du conseil d'administration de la SAEM TaM, qui comprend quatre administrateurs femmes sur douze sièges, n'est pas conforme au deuxième alinéa de l'article L. 225-17 du code de commerce prévoyant que « le conseil d'administration est composé en recherchant une représentation équilibrée des femmes et des hommes ». TaM indique que sur les trois désignations intervenues depuis 2011, deux sont des femmes.

Il est fait mention aux cours des réunions du conseil d'administration de la présence systématique de représentants de l'agglomération de Montpellier ou de représentants du personnel de la SAEM. Sans être irrégulier, le silence des statuts (article 15) sur la présence de personnalités externes est d'autant plus regrettable qu'il n'existe pas de règlement intérieur susceptible d'étayer les modalités de fonctionnement du conseil et de sa gouvernance.

Recommandation :

3. Adopter un règlement intérieur qui préciserait les modalités de fonctionnement du conseil d'administration, notamment pour autoriser la participation des membres non désignés.

Les réunions du conseil d'administration

Les statuts de la SAEM ne prévoient pas un nombre déterminé de réunions du conseil d'administration ; l'article 19 indique seulement que le conseil se réunit sur la convocation de son président ou, en son absence, d'un vice-président, soit au siège social, soit en tout endroit indiqué par la convocation. Le directeur général peut demander au président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé. L'ordre du jour doit être adressé à chaque administrateur au moins cinq jours avant la réunion. Le CA de TaM s'est réuni entre trois et cinq fois par an pendant la période sous revue.

Nombre de réunions du conseil d'administration de la TAM

2006	2007	2008	2009	2010	2011
3	4	5	5	3	4

Selon l'article 19 des statuts, la présence effective de la moitié des membres composant le conseil d'administration, y compris la moitié des représentants des collectivités territoriales est nécessaire pour la validité des délibérations. Sur les 17 conseils d'administration qui se sont tenus de 2008 à 2011, le quorum global (6 membres effectivement présents) a été respecté de même que la présence effective des représentants au conseil des collectivités territoriales (4 membres) comme l'indique le tableau ci-dessous.

Présence effective des membres du conseil d'administration 2008-2011

	2008					2009					2010			2011			
N° séance	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122
Quorum général	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6
Présence effective	8	10	8	8	9	10	8	7	6	9	7	8	7	6	9	8	8
Quorum CL	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
CL présents	5	6	4	4	6	6	4	4	4	4	4	5	4	4	5	6	4

Source : procès-verbaux des conseils d'administration

L'âge du président

Monsieur SUBRA a été désigné président du conseil d'administration le 24 avril 2008 : « Le conseil d'administration adopte à l'unanimité la proposition de nomination de R. SUBRA en qualité de président de la TaM ». Né en 1937, le président nommé de TaM avait donc atteint l'âge de 71 ans en 2008. Or, les statuts de l'entreprise applicables à l'époque (art. 23) ne prévoyaient pas de limite d'âge pour l'exercice des fonctions de président du conseil d'administration. Selon le code de commerce (article L. 225-48) « Les statuts doivent prévoir, pour l'exercice des fonctions de président du conseil d'administration, une limite d'âge qui, à défaut d'une disposition expresse, est fixée à soixante-cinq ans. Toute nomination intervenue en violation des dispositions prévues à l'alinéa précédent est nulle ». Lorsqu'un président de conseil d'administration atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office. L'article L. 1524-5 du CGCT précise quant à lui que, quand les personnes qui assurent la représentation d'une collectivité territoriale au sein du conseil d'administration d'une société d'économie mixte, assument les fonctions de président du conseil d'administration, elles doivent respecter, au moment de leur désignation la limite d'âge prévue à l'article L. 225-48 du code de commerce. La nomination de Monsieur SUBRA était donc frappée de nullité.

Une assemblée générale extraordinaire a été convoquée le 14 mai 2008 et a modifié les articles 15 et 22 des statuts en vue de porter la limite d'âge pour exercer les fonctions d'administrateur à 80 ans. Puis, un nouveau conseil d'administration, le 14 mai 2008, a nommé Monsieur SUBRA en qualité de représentant de l'actionnaire et comme président du conseil d'administration, après délibération du conseil d'agglomération du 30 avril 2008 (formalité qui semble n'avoir pas été réalisée précédemment à la réunion du conseil d'administration du 24 avril 2008).

Les actes éventuellement accomplis par le président de TaM entre le 24 avril 2008 et le 14 mai 2008 seraient donc irréguliers. TaM précise que pendant cette période, il n'y a pas eu de conseil d'administration. La chambre constate que le procès-verbal du conseil d'administration du 24 avril a été signé par M. SUBRA, irrégulièrement nommé. Elle rappelle que l'objectif des procès-verbaux est d'apporter la preuve de la régularité de la réunion des organes de la société et des délibérations adoptées. Le procès-verbal sert aussi et surtout à établir le contenu des débats et des décisions prises par le conseil d'administration. La rédaction d'un procès-verbal est enfin une condition formelle de la validité des décisions du CA. Dès lors que le PV a été signé par une autorité irrégulièrement nommée, les actes consignés sont donc considérés comme irréguliers en la forme.

4.3. Le censeur

L'article 22 bis des statuts de la SAEM prévoit que sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale ordinaire peut nommer un ou plusieurs censeurs, modification introduite par l'AGE du 25 juin 2003. Le nombre des censeurs est fixé à trois et les censeurs sont choisis parmi les actionnaires ou en dehors d'eux. Ils sont nommés pour une période maximale de six ans. Selon la doctrine, les censeurs sont chargés de veiller à la stricte application des statuts ; ils sont convoqués aux séances du conseil d'administration avec voix consultative sans toutefois que leur absence puisse nuire à la validité de ces délibérations.

L'AGO du 26 juin 2009 a désigné Madame Anne THERON, prise en qualité de représentant de TRANSDEV au poste de censeur pour une durée de six ans, soit jusqu'à l'AGO de 2015 approuvant les comptes de l'exercice 2014. Ce censeur, ainsi que son prédécesseur, est associé aux travaux du conseil d'administration mais ne produit aucun document propre à éclairer le conseil d'administration, ce qui pose la question de leur efficacité. En particulier, la nomination du président de la TAM dans des conditions qui étaient contraires aux dispositions statutaires n'a, semble-t-il, pas fait l'objet d'une remarque du censeur, chargé « de la stricte application des statuts ». En tout état de cause, bien qu'il soit présent lors de la plupart des séances de travail du conseil d'administration, les procès-verbaux ne font état d'aucune observation de sa part en qualité de censeur. Selon le PV du conseil d'administration du 24 octobre 2007, la nomination de Madame THERON, adjointe au directeur délégué France Sud Transdev, est ainsi justifiée : elle « pourra, par sa présence régulière au conseil d'administration, informer les administrateurs sur les évolutions comparées des différents réseaux et répondre dans le détail à leurs questions sur les aspects techniques. ».

4.4. Les conventions réglementées

L'article L. 225-38 du code de commerce soumet à l'autorisation préalable du conseil d'administration toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la société et l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %. Aux termes de l'article L. 225-42 « Sans préjudice de la responsabilité de l'intéressé, les conventions visées à l'article L. 225-38 et conclues sans autorisation préalable du conseil d'administration

peuvent être annulées si elles ont eu des conséquences dommageables pour la société ... La nullité peut être couverte par un vote de l'assemblée générale intervenant sur rapport spécial des commissaires aux comptes exposant les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie ».

L'agglomération de Montpellier et la ville de Montpellier étant représentées au conseil d'administration de la SAEM, de nombreuses conventions sont soumises à l'autorisation préalable du conseil d'administration. L'instruction a permis de relever que le marché public de gestion du stationnement payant sur voirie du 18 janvier 2008, conclu avec la ville de Montpellier et notifié le 21 février 2008, n'a pas été soumis à autorisation préalable du conseil ; ce n'est que l'assemblée générale ordinaire du 26 juin 2009 qui a procédé à la ratification de cette convention. Le rapport spécial du commissaire aux comptes ne fait pas état des circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

Il en est de même pour la convention de mandat pour le réaménagement du parking Arc de Triomphe entre TaM et la ville de Montpellier, signée le 13 février 2006, ayant pour objet de confier à la SAEM le mandat d'études et de réalisation des travaux de réaménagement du parking en contrepartie d'une rémunération de 48 000 €. En application de l'article L. 225-42, c'est l'AGO du 27 juin 2007 qui a procédé à la ratification de la convention. Cependant le rapport spécial du commissaire n'indique pas, là encore, les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

Recommandation :

4. Accompagner les votes, par l'assemblée générale, des conventions réglementées non adoptées préalablement par le conseil d'administration, d'un rapport circonstancié des commissaires aux comptes expliquant pourquoi la procédure de validation n'a pas été suivie.

4.5. Les feuilles de présence et les pouvoirs aux CA et aux AG

L'article R. 225-20 du code de commerce indique qu'« Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil d'administration et qui mentionne le nom des administrateurs réputés présents au sens du troisième alinéa de l'article L. 225-37 ».

Les vérifications effectuées sur les registres de présence aux conseils d'administration ont révélé une succession d'anomalies. D'une façon générale, les pouvoirs figurant au dossier ne sont pas des originaux, certains étant parvenus par fax à TaM quelques minutes avant le début de la séance (CA du 26 octobre 2011 : un pouvoir a été faxé à 10h46 pour une réunion débutant à 11h). Des pouvoirs en blanc (utilisés ou non utilisés) ont été adressés à l'organisme et des actionnaires réputés présents dans les procès-verbaux n'ont pas émargé la feuille de présence.

Madame DELONCLE, qui à l'époque n'était pas encore désignée comme administrateur de la CCI a signé le registre de présence alors que le PV de la réunion du CA du 20 janvier 2011 indique seulement qu'elle avait assisté à la séance. La nomination de Madame DELONCLE ne sera entérinée que par le CA du 20 avril 2011 « Le CA prend acte de la désignation de Mme DELONCLE en qualité de représentant permanent de la CCI aux CA et AG en remplacement de M. CARDEUR ».

Recommandation :

5. Observer strictement les procédures et règles de présence relatives aux réunions des séances du conseil d'administration.

4.6. Les personnes les mieux rémunérées

L'article L. 225-115 du code de commerce dispose que « Tout actionnaire a droit, dans les conditions et délais déterminés par décret en Conseil d'Etat, d'obtenir communication :

4° Du montant global, certifié exact par les commissaires aux comptes, des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées, le nombre de ces personnes étant de dix ou de cinq selon que l'effectif du personnel excède ou non deux cents salariés ».

Cette disposition se traduit, en règle générale, par l'indication du montant total des rémunérations brutes des 5 ou 10 salariés les mieux rémunérés sans indication de leur identité ni de leur fonction. Si ce renseignement n'est pas communiqué aux membres du conseil de rapport entre la moyenne des rémunérations des 10 % des salariés touchant les rémunérations les plus élevées et celle correspondant aux 10 % des salariés touchant les rémunérations les moins élevées.

Cependant, l'attestation prévue à l'article L. 225-115 du code de commerce établie le 1^{er} juin 2012 par TaM et attestée par le commissaire aux comptes produite en cours d'inscription, fait état d'un montant global de 888 395 € pour les sommes (rémunérations directes et indirectes) versées aux dix personnes les mieux rémunérées de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011. La chambre constate une différence de 25,15 % (près de 200 000 €) avec le chiffre figurant au bilan social. Selon TaM la différence entre les deux données correspond à la prise en compte dans l'attestation des commissaires aux comptes de l'ensemble des personnes (y compris refacturation des personnels mis à disposition et rémunération des mandataires sociaux).

4.7. Les mandats des administrateurs

En application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce, le rapport annuel de gestion rend notamment compte de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés, durant l'exercice à chaque mandataire social. Il en indique le montant et décrit, en les distinguant, les éléments fixes, variables et exceptionnels ainsi que les critères en application desquels ils ont été calculés ou les circonstances en vertu desquelles ils ont été établis. Il précise les engagements de toutes natures pris par la société au bénéfice de ses mandataires sociaux. Il comprend la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés au cours de l'exercice. Selon l'article L. 225-1 du code de commerce, une même personne physique ne peut exercer plus de cinq mandats de directeur général, de membre du directeur général ou d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège social sur le territoire français. Mais, aux termes de l'article L. 225-95-1 alinéa 3, les mandats de président, de directeur général, de membre du directeur ou d'administrateur d'une SAEML ne sont pas pris en compte pour l'application des règles relatives au cumul des mandats lorsque ce mandat est exercé par un représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivité territoriale.

4.8. Le statut du directeur général

Des renseignements ont été demandés à la ville et à l'agglomération de Montpellier sur les mandats exercés par tous les représentants désignés en qualité d'administrateurs par les deux collectivités territoriales. S'agissant de S. FLEURENCE, celui-ci détient un mandat à la SERM, la SPLA SAAM et TaM alors qu'il ne figure pas dans la liste présentée au conseil d'administration. Monsieur MARTIN détient un mandat à SAAM et Madame SOUCHE seulement un mandat pour TaM. Ces désignations ne concernent que la Ville de Montpellier : il faudrait y ajouter les autres désignations faites, le cas échéant, par d'autres collectivités (CG, CAMI), et les mandats exercés à titre personnel. S'agissant de l'agglomération de Montpellier Monsieur SUBRA possède un mandat d'administrateur à ACM (signalé au rapport de gestion) et Monsieur BONNAL (nommé en 2012) un mandat à SAAM. En résumé, la liste nominative des mandats exercés par les mandataires sociaux figurant aux rapports de gestion est incomplète.

Le rapport annuel de gestion, présenté au conseil d'administration en vue de l'approbation des comptes au cours de la période 2006 à 2011 comporte un certain nombre d'erreurs formelles : Monsieur SUBRA, président du conseil d'administration, est présenté dans le rapport de gestion 2011, comme administrateur de la ville de Montpellier alors que, comme indiqué ci-dessus, il a été désigné par l'agglomération de Montpellier. Au surplus, les fonctions de vice-président de l'agglomération de Montpellier, de président de SIVOM, de président de syndicat d'adduction d'eau, de conseiller municipal ne sont pas à proprement parler des mandats, au sens de l'article L. 225-21 du code de commerce, dont il doit être fait état dans le rapport de gestion.

La CRC des Pays de la Loire⁷, lors de l'examen de la gestion du réseau de transport de la Communauté Urbaine de Nantes, avait relevé le risque de qualification de prise illégale d'intérêt et suggéré la nécessité de rompre tout lien de subordination entre le mandataire social et un actionnaire minoritaire et par conséquent d'abandonner le statut offert au directeur général, en cas de révocation, ou au terme de son mandat social, une garantie de réintégration en tant que salarié. La suppression de ce dispositif signifiait pour le directeur général, la rupture d'un commun accord de son contrat de travail de directeur mis à disposition, qui avait jusqu'alors fait l'objet d'une simple suspension. Cette position a été confirmée par des cabinets d'avocats, dont le cabinet de conseil de la communauté d'agglomération.

Cependant, le principe de l'économie mixte est d'associer à la compétence de l'AOT celle d'un opérateur qui apporte son savoir-faire à l'actionnaire majoritaire en le mettant à disposition de la SAEML. En 2004, le CA de TaM avait supprimé le statut de personne mise à disposition (PMAD) du directeur général. En effet, l'actionnaire TRANSDÉV était également fournisseur de la SEML et afin d'éviter tout risque d'exposition à un conflit d'intérêt, le CA du 19 octobre 2004 avait souhaité que le directeur général soit mandataire social, entraînant de ce fait la suspension de son contrat de travail comme PMAD TRANSDÉV. Le CA du 18 avril 2007, tirant les conséquences de la matérialité d'un tel risque de mise en cause, avait suggéré d'éviter la présence de directeurs PMAD dans les commissions d'appel d'offres et plus généralement qu'ils soient écartés de toute participation ou décision pour les sujets concernant TRANSDÉV et ses filiales. Pour le directeur général, il était nécessaire de conforter le statut de mandataire social en abandonnant toute relation salariée avec TRANSDÉV. TaM n'a pas suivi cette recommandation, le contrat du directeur a été seulement suspendu compte tenu de la proximité de son départ à la retraite et de l'impossibilité pour lui de s'assurer contre le chômage à son âge. Le nouveau directeur général désigné en 2010 a rompu son contrat de travail avec TRANSDÉV et est désormais salarié comme mandataire social.

⁷ Société d'agglomération mixte des transports en commun de l'agglomération nantaise (SEM-TAN) 11 mai 2006.

5. SITUATION FINANCIERE

Cette partie présente la situation financière de l'ensemble des activités de la SAEML TaM. Le bilan par activité sera retracé ci-après. Il convient de noter que le renouvellement de la DSP Transport en 2010 a modifié le périmètre de cette dernière activité, désormais partagée entre TaM et TRANSDEV Montpellier dans le cadre d'un Groupement Momentané d'Entreprises (GME) alors qu'auparavant TRANSDEV n'apparaissait que comme un sous-traitant de TaM.

5.1. Bilan

5.1.1. Actif

Actif	2006	2007	2008	2009	2010	2011	% T.B.	evol
Actif Immobilisé Net	19 931	22 830	29 648	29 753	28 680	28 509	36,8%	7%
Incorporelles	3 226	2 770	2 690	3 306	3 046	2 713	9,5%	-3%
Corporelles	16 698	20 052	26 955	26 445	25 632	25 795	90,5%	9%
Financières	8	8	2	2	2	1	0	-34%
Actif Circulant Net	50 286	36 412	34 602	50 779	49 048	48 949	63,2%	-1%
Stock et encours	2 996	3 850	4 227	4 335	4 755	5 237	10,7%	12%
Créances Clients	4 658	4 005	4 157	4 501	7 232	8 266	16,9%	12%
Autres Créances	19 034	4 251	8 398	26 499	22 114	17 077	34,9%	-2%
Trésorerie et Divers	23 598	24 305	17 820	15 444	14 946	18 367	37,5%	-5%
TOTAL ACTIF	70 217	59 242	64 250	80 532	77 728	77 458	100	2%

Tableau établi à partir des comptes annuels certifiés

Entre 2006 et 2011, l'actif a augmenté de 7,2 M€ soit 2 % en moyenne sur 6 ans avec un actif immobilisé qui représente, en 2011, 37 % du total et un actif circulant 63 %. Au début de la période les proportions respectives de l'actif immobilisé et de l'actif circulant étaient de 28 % et 72 %. La progression au sein de l'actif immobilisé provient du poids croissant des immobilisations corporelles (installations, matériel, matériels de transport et outillage) et, depuis 2009, de l'augmentation des agencements, aménagements et constructions (compte 213500), mouvements liés au développement de l'activité de la société, notamment aux travaux du parking Comédie. La modicité relative des immobilisations s'explique par le fait que l'agglomération de Montpellier (AOTU) est propriétaire des tramways mis à disposition de TaM et que la société n'était, jusqu'en 2009, propriétaire que des seuls bus. Depuis 2010 les bus sont acquis par l'agglomération de Montpellier et sont mis à disposition de TAM. En 2008-2009, TaM a fait une avance à l'agglomération de Montpellier en finançant par emprunt l'achat de 15 bus, lesquels lui seront intégralement remboursés sur 12 ans (amortissement de l'emprunt et intérêts) dans le cadre de la contribution forfaitaire versée par l'agglomération. Cette dépense a été rendue nécessaire en raison de l'obligation, non programmée par l'agglomération, de financer l'achat de trois rames supplémentaires pour la ligne 1 (étalement des heures de pointe) ce qui a saturé son programme d'investissement en matière de transports. Cette modification a fait l'objet d'une prise en charge par la communauté d'agglomération de Montpellier sous la forme d'une subvention d'équipement échelonnée, non assujettie à la TVA, dans le cadre de la dotation forfaitaire d'exploitation dont le montant a été ajusté par l'avenant n° 6 en date du 28 décembre 2009 à la convention de DSP 2004-2009.

La baisse de l'actif circulant provient, pour partie, depuis 2008 des ventes importantes de valeurs mobilières de placement pour près de 6 M€, destinées à autofinancer des travaux pour

le parking de la Comédie, et, pour partie, de la baisse des disponibilités passées de 8,8 M€ à 5,4 M€ en 2010. Au total ce poste « trésorerie et divers » est passé de 24,3 M€ en 2007 à 14,9 M€ en 2010 puis à 18,4 M€ en 2011.

Les autres variations de l'actif circulant concernent plus particulièrement le poste « autres créances », poste qui retrace, dans des comptes de liaison, les opérations relatives au tramway, notamment les acomptes versés par l'agglomération, les dépenses payées aux fournisseurs et les opérations relatives à la TVA (remboursement des crédits TVA).

Les créances clients sont en progression de 12 % sur la période à la suite de l'augmentation du nombre d'abonnés et particulièrement des abonnés liés aux contrats PDE (Plan de développement des entreprises) : SNCF, CHRU, ville de Montpellier, TRANSDEV.

5.1.2. Passif

Passif	2006	2007	2008	2009	2010	2011	% T.B.	evol
Ressources Propres	16 693	17 181	20 779	29 214	22 759	24 576	31,7%	8%
Fonds Propres	13 112	13 405	16 301	16 942	17 417	18 493	75,2%	7%
Provisions	3 580	3 776	4 478	5 236	5 342	6 083	24,8%	11%
Ressources Externes	53 524	42 060	43 471	58 354	54 969	52 882	68,3%	0%
Dettes Financières	21 460	6 418	9 031	23 789	24 197	14 228	26,9%	-8%
Dettes Fournisseurs	6 846	6 491	7 761	6 611	6 075	6 622	12,5%	-1%
Dettes Fiscales et Sociales	9 554	8 855	11 342	17 813	13 580	20 325	38,4%	16%
Dettes diverses et comptes de régularisation	15 664	20 298	15 337	10 140	11 116	11 707	22,1%	-6%
TOTAL PASSIF	70 217	59 242	64 250	80 532	77 728	77 458	100	2%

Tableau établi à partir des comptes annuels certifiés

La structure de l'actionnariat procure une grande stabilité et prévisibilité à la société. Mais cette stabilité du capital, alors même que le réseau s'est considérablement étendu, fragilise la marge de sécurité dont dispose la SEML qui dépend largement désormais du montant des réserves accumulées chaque année. Jusqu'à maintenant, le montant des fonds propres (capital + réserves) n'inspire pas d'inquiétude. En effet, au passif, le poids des ressources propres s'est accru sur la période de 7,9 M€ (en évolution moyenne de 8 %) sous l'effet essentiellement des fonds propres qui passent de 13,1 M€ à 18,5 M€ et représentent 23,9 % du bilan (18,7 % en début de période). L'évolution du montant des provisions (+ 11 % en moyenne annuelle) est liée aux différents contentieux dont il est fait état par ailleurs⁸. S'agissant des recettes externes, les dettes fournisseurs restent stables sur la période 2006-2011 alors que les dettes fiscales et sociales connaissent une progression continue au rythme annuel de 16 % et ont ainsi doublé de 2006 à 2011.

Les ressources externes évoluent fortement à partir de 2009 (+ 14,9 M€ de 2008 à 2009) en raison, essentiellement, d'un découvert en trésorerie accordé par la CDC. En effet TaM, compte tenu d'un besoin de trésorerie à court terme destiné au préfinancement des opérations liées aux mandats d'étude, de réalisation ou d'extension des différentes lignes du tramway de Montpellier, a signé avec la caisse des dépôts et consignations des conventions de découvert d'un montant de 15 M€. Ce découvert s'établit au 31 décembre 2011 à 8M€ et diminue au fur et à mesure de l'avancement de la ligne 3 et du versement des fonds de la part de l'aggl.

⁸ Voir la partie « Contentieux ».

Comme il a été indiqué ci-dessus, les dettes fiscales et sociales ont augmenté de 6,5 M€ entre 2008 et 2009 et de 6,7 M€ entre 2010 et 2011. En 2009 cette augmentation provient, d'une part, des dettes à l'égard de l'URSSAF (17 204 € en 2008 et 1 970 267 € en 2009) à la suite du paiement des charges 2008 en décembre 2008 (et non le mois suivant, en janvier 2009) et du solde de la dette de TaM envers l'Agglo (dans les opérations sous mandat, TaM perçoit une avance de la part de l'agglomération et doit cette somme tant que l'avance n'est pas justifiée au vu du montant des dépenses effectuées) : cette évolution résulte également de la restitution de TVA suite aux transferts de droits à déduction qui transitent par le compte TVA de l'exploitant pour les opérations de construction tramway. L'augmentation survenue en 2011 provient de l'augmentation des frais de personnel (+ 1,1 M€) et du solde de la dette envers l'agglo (voir ci-dessus) (5,8 M€ en 2011).

La situation nette montre une évolution moyenne de 3,8 % sur la période avec un report systématique du résultat en report à nouveau, celui-ci se rapprochant, en montant, du capital social : cette évolution est également et surtout marquée par un résultat de l'exercice en baisse moyenne de 59,1 %, de façon beaucoup plus prononcée à partir de 2010, date à laquelle la nouvelle DSP est mise en place entre l'agglomération de Montpellier et le groupement momentanée des entreprises TaM et TRAANSDEV. L'incidence sur TaM est abordée dans la partie consacrée au compte de résultat.

Situation nette	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Capital social	4 286 000	4 286 000	4 286 000	4 286 000	4 286 000	4 286 000
réserves	4 286 600	4 286 600	4 286 600	4 286 600	4 286 600	4 286 600
report à nouveau	1 857 454	2 719 555	3 156 974	3 695 123	4 231 351	4 248 752
résultat de l'exercice	862 101	437 420	538 148	536 229	17 400	9 808
TOTAL	7 434 155	7 871 575	8 409 575	8 945 952	8 963 351	8 973 160

La part représentative des subventions d'investissement, 49 % des capitaux propres en 2011, est en augmentation par rapport au total des ressources propres : cette situation s'explique par les montants des infrastructures et matériels nécessaires au développement du réseau (début du programme de remise à niveau technique des bus AGORA GNV destiné à prolonger la vie d'une quarantaine d'entre eux).

subventions d'investissement	2006	2007	2008	2009	2010	2011
capitaux propres	5 678 221	5 678 221	7 197 664	7 354 845	7 864 695	8 983 389
subv inv/capitaux propres	13 112 376	14 140 780	16 301 382	16 942 207	17 416 869	18 492 766
	43%	40%	44%	43%	45%	49%

5.1.3. Le fonds de roulement

Au cours de l'instruction il a été remarqué que les rapports de gestion ne présentaient pas les mêmes résultats d'une année sur l'autre pour une année considérée. Ainsi le fonds de roulement (FDR) est évalué à 1 M€ dans le rapport de gestion 2010 alors que dans le rapport de gestion 2011 le FDR de 2010 est évalué à 0,05 M€. Il en est de même pour le besoin en fonds de roulement (BFR) : dans le rapport de gestion de 2010 il est évalué à - 12,44 M€ et dans le rapport de gestion de 2011 il est évalué à - 13,25 M€. Ces discordances s'observant également d'une année sur l'autre pendant la période sous contrôle, un rétablissement sur la période entière, en appliquant les mêmes modalités de calcul, a été opéré. Ceux-ci ont abouti aux tableaux ci-dessous.

capitaux propres	2006	2007	2008	2009	2010	2011
prov pour risques et charges	3 580	3 776	4 478	5 236	5 342	6 083
emprunts et dettes hors concours bq	3 369	7 693	7 091	6 447	5 798	5 145
cautionnements	134	195	153	162	169	169
amortissements et dépréciations	55 040	49 404	51 324	50 331	50 826	54 942
actif immobilisé brut	74 972	72 234	80 971	80 084	79 506	83 452
Fonds de roulement	283	2 239	-1 624	-966	46	1 380
Etabli à partir des comptes annuels						

Le fonds de roulement net global (FRNG) après avoir été négatif en 2008 (notamment à la suite de l'augmentation du poste matériels de transport des voyageurs, en fait l'acquisition de bus) et 2009 (constructions liées au développement de la société), est redevenu positif en 2010 et 2011. Il montre l'excédent des ressources stables sur les immobilisations.

stocks	2006	2007	2008	2009	2010	2011
avances versées	109	0 (367)	0 (367)	4 501	7 232	8 266
clients	4 658	4 005	4 157	26 408	21 982	16 855
comptes de régularisation	124	144	163	91	132	222
emprunts et dettes court terme	1 317	736	640	644	649	653
intérêts courus	247	164	95	89	82	76
fournisseurs	6 846	6 491	7 761	6 611	6 075	6 622
dettes fiscales sociales	9 554	8 855	11342	17 813	13 580	20 325
dettes sur immos	3 388	3 939	1880	1513	1 067	1 319
autres dettes	4 760	10 041	7556	2462	3 660	3 425
comptes de régul	7 517	6 318	5901	6166	6 390	6 964
Besoin en fonds de roulement	-6 942	-24 437	-18 393	37	2 598	-8 803

Le besoin en fonds de roulement (BFR), positif en 2009 et 2010 est redevenu négatif (excédent de financement d'exploitation) en 2011. Il traduit un flux positif de trésorerie. Les montants affectant les comptes de liaison du tramway, qui retracent les avances de la communauté d'agglomération pour les travaux du tramway, et les comptes concernant la TVA (autorité déléguante transfère au délégataire les droits à déduction de la TVA grevant les ouvrages et autres biens constituant des immobilisations qu'elle réalise et le délégataire reverse ensuite le montant de la TVA transférée) expliquent les fortes variations en 2007 et 2008.

5.2. Compte de résultat

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
compte de résultat en milliers d'euros	44 748	48 593	48 970	51 346	50 273	54 841
production vendue de services	44 748	48 593	48 970	51 346	50 273	54 841
CA nets	44 748	48 593	48 970	51 346	50 273	54 841
subvention exploitation						1 500
production immobilisée						29
report sur amortissements et provisions	4 708	4 758	4 627	5 232	3 988	4 820
autres produits	67	11	104	292	519	974
PRODUITS D'EXPLOITATION	73 283	78 906	81 565	86 740	82 082	90 082
variation de stock marchandises	4 244	4 129	3 750	3 419	4 007	5 006
apports						
autres achats et ventes passifs	25 601	30 395	29 477	31 408	25 017	27 505
autres achats et ventes passifs	4 224	3 294	3 642	3 901	4 440	4 141
charges sociales	24 885	29 262	27 490	28 825	30 037	32 505
charges et transferts	12 077	12 602	13 128	13 852	14 945	15 441
autres produits	2 006	2 913	3 275	4 084	3 932	4 059
sur immobilisations amortissables	4 804	4 002	4 677	4 635	5 070	5 009
sur actif circulant	2 006	2 913	3 275	4 084	3 932	4 059
autres charges	71	203	253	500	299	628
pour risques et charges	934	1 083	1 305	1 411	1 076	886
CHARGES D'EXPLOITATION	-1 103	-1 049	-490	-653	-1 180	-455
PRODUITS FINANCIERS	310	461	457	255	244	248
autres intérêts et produits assimilés						
report sur provisions et transferts de						
produits nets sur cession de valeurs	294	292	269	137	26	67
mobilités						
dotations financières amortissables et prov	299	332	303	300	300	265
initiales et charges assimilées	281	273	305	283	257	233
charges nettes sur cession de valeur						
mobilités de placement	681	605	676	607	563	499
CHARGES FINANCIÈRES	24	334	51	-180	-293	-193
RESULTAT FINANCIER	-1 079	-815	-439	-844	-1 473	-292
PRODUITS EXCEPTIONNELS	126	40	3	47	2 058	10
charges exceptionnelles sur opération de						
gestion						
produits exceptés sur opération en capital	301	402	11	3 116	1 637	1 497
report sur prov et transferts de	787	201	319	387	607	160
charges						
charges exceptionnelles sur opération de	2 865	2 860	2 119	3 238	5 223	1 635
gestion						
charges exceptionnelles sur amort et						
dotations exceptionnelles aux opérations	78	102	40	1 149	10	231
report	495	673	607	399	782	1 479
CHARGES EXCEPTIONNELLES	693	814	650	1 536	3 730	1 720
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2 268	1 647	1 469	1 998	1 492	-85
participation des salariés aux résultats de						
entreprise	325	240	203	314		2
autres sur les bénéfices	76 853	82 308	84 427	90 751	87 584	92 025
TOTAL DES CHARGES	76 991	81 867	83 873	90 225	87 605	92 013
BENEFICE OU PERTE	862	437	538	536	536	19

Tiré des comptes de résultat des rapports du commissaire aux comptes

Comme il a déjà été précisé, en raison du nouveau contrat de DSP 2010-2017, l'exploitation des lignes suburbaines affrétées ainsi que les autres prestations apportées par le groupe TRANSDDEV en sous-traitance les années précédentes (assistanes techniques,...), ne figurent plus dans les comptes ni en dépenses ni en subventions. Avec la nouvelle DSP et la mise en place du groupement momentanée d'entreprises, certains postes sous traités jusqu'en 2009 (exploitation en affrètement du réseau urbain, assistance technique, site informatique,...) sont désormais gérés en cotraitance par TRANSDDEV Montpellier : ils ne figurent plus en charges pour TaM, générant des variations importantes par rapport à 2009. Les principaux postes de produits impactés par ces changements concernent : la répartition au prorata des déplacements validés, la répartition des recettes directes clients et compensations sociales et scolaires revenant à TRANSDDEV Montpellier pour les lignes suburbaines et AMIGO ; la subvention forfaitaire d'exploitation (SFE) n'intègre plus la couverture des dépenses sous-traitées et le forfait correspondant ne verse directement par l'agglomération à TRANSDDEV Montpellier ; les charges d'affrètement ne comprennent plus les dépenses des lignes suburbaines, services spéciaux et périscolaires ; les

5.2.1. Les produits

Le chiffre d'affaires de la société a globalement progressé de 4 % en moyenne entre 2006 (44,7 M€) et 2011 (54,8 M€). Il faut noter les fortes variations en 2007 et 2011 (+ 3,8 M€ et + 4,6 M€) provenant respectivement de la croissance d'une clientèle supplémentaire à la suite de la mise en service en décembre 2006 de la 2^{ème} ligne de tramway ainsi que de l'augmentation des recettes de stationnement à la suite de l'obtention de la DSP pour le parking de la Comédie ; en 2011, la variation résulte de l'accroissement de ventes de tickets et cartes, ainsi que des recettes de compensations (incluant pour ces dernières l'impact sur l'activité de la SEM des travaux concernant les lignes 3 et 4 du tramway, qui n'avait pas été répercuté en 2010).

Les produits d'exploitation montrent des variations à la hausse en 2007, 2009 et 2011 (respectivement + 6,9 %, + 6,3 % et + 9,7 %) provenant en 2007 et en 2009 de l'augmentation de la subvention forfaitaire d'exploitation de la communauté d'agglomération. En 2007 (+ 7,3 %) l'augmentation de la SFE résulte de la mise en service de la ligne 2 et en 2009 (+ 8,5 %) de la prolongation de la ligne 1 à ODYSSEUM et de la mise en service du parking tramway CIRCÉ ; en 2011 la hausse s'explique par une augmentation de 9,1 % des recettes de ventes de service. En 2010 il faut noter la baisse de la subvention d'exploitation versée par l'agglomération de Montpellier (- 3,3 M€ soit - 11 %) résultant de la cotraitance de l'activité transport avec TRANSDDEV-Montpellier qui, dans le cadre de la nouvelle DSP, assume désormais, comme il a été indiqué supra, l'exploitation des lignes suburbaines affrétées (bus) et de prestations sous-traitées par TRANSDDEV-Montpellier (informatique, assistance, formation,...). Les travaux sur la ligne 3 de tramway en 2011 ont entraîné une baisse de la vitesse et donc de la fréquentation qui a conduit à une perte de recettes et des charges exceptionnelles.

5.2.2. Les charges

L'évolution des charges connaît un double mouvement lié au changement du mode d'attribution de la DSP. Ainsi, pendant la période de la fin de la DSP 2003-2009 les charges diminuent de 4,7 % entre 2009 et 2010. Globalement, les charges d'exploitation suivent l'évolution augmentent de 17,5 % puis de 7,6 % pour le début de la période de la DSP 2010-2017 avec une moyenne des produits (4 %) sur la période et la conséquence de la cotraitance à partir de 2010 se matérialise dans la baisse des « autres achats et charges » spécialement la sous-traitance (- 8,4 M€) pour les prestations apportées auparavant par le groupe TRANSDDEV à TaM. Cependant les frais de personnels augmentent de 5,35 % en moyenne annuelle de 2006 à 2011 et sont passés de 36,9 M€ en 2006 à 47,9 M€ en 2011. Ceux-ci représentent désormais 53,5 % des charges d'exploitation (49,7 % en 2006). Sur les trois dernières années les charges de personnel ont augmenté annuellement de plus de 2 M€. Ces augmentations proviennent essentiellement de recrutements dans le secteur du transport (+ 15,6 ETC, + 8,1 ETC et + 42,3 ETC) qui a vu son réseau tramway s'accroître.

en milliers					
2006	2007	2008	2009	2010	2011
36 962	38 784	40 624	42 677	44 982	47 967
charges de personnel					

Parmi les autres charges d'exploitation, l'amortissement des immobilisations connaît une progression de 39,7 % sur la période 2006-2011 et les dotations aux provisions ont augmenté de 51 % de 2006 à 2009 puis diminué depuis de 36,5 % (- 4,1 % sur l'ensemble de la période).

5.2.3. Le résultat

Si avant 2011 le résultat d'exploitation est constamment négatif il devient positif en 2011 (455 k€) grâce à l'augmentation de 9,1% des recettes de production. En conséquence, on observe, en 2011, un résultat courant avant impôt également positif (262 k€) contrairement aux années précédentes.

Le résultat exceptionnel constamment bénéficiaire jusqu'en 2010, devient négatif en 2011 avec - 0,9 M€. Ce résultat exceptionnel retrace surtout la quote-part des subventions d'investissement. Celles-ci ont servi à financer des biens d'investissement, dont la valeur nette comptable résulte des amortissements effectués. Les amortissements étant calculés sur la base de la valeur d'achat du bien et la valeur réelle du bien étant diminuée du montant de la subvention, le coût réel doit être corrigé en constatant un produit exceptionnel qui neutralise l'opération.

En milliers d'euros	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Résultat d'exploitation	-1 103	-1 049	-450	-663	-1 180	455
Résultat financier	24	234	51	-180	-293	-193
Résultat courant avant impôt	-1 079	-815	-439	-844	-1 473	262
Résultat exceptionnel	2 266	1 647	1 469	1 998	1 492	-85
Impôt sur les sociétés et participation	325	395	491	618	2	168
Bénéfice ou perte	862	437	538	536	19	10

Source : Comptes de résultats filtrés des rapports du commissaire aux comptes

En 2010, le résultat net est de 19 k€ car l'activité transport apparaît déficitaire (- 151 k€) du fait du complètement nécessaire de provision (315,1 k€) pour le contentieux relatif au versement de la prime de pénibilité et joue en conséquence sur le résultat positif de l'activité stationnement (165 k€). A l'occasion des travaux de la ligne 2 du tramway, une prime de 400 € avait été accordée en 2007 aux 20 réguliateurs de la TAM « au titre du stress, de la pénibilité et de la technicité, à cause notamment des problèmes liés à la signalisation ». La direction refusant d'en faire bénéficier les autres agents, une procédure a été initiée en 2008 par une organisation syndicale et 280 salariés qui soulaient que la mise en service de cette prime à l'ensemble des affectés. La décision de la juridiction tendant au versement de cette prime a l'ensemble des salariés, l'avocat de la société a préconisé d'augmenter les provisions (voir partie sur le contentieux).

En 2011 il se réduit encore (10 k€) car il a été nécessaire de provisionner à nouveau 816 k€ à la suite du contrôle de l'administration fiscale portant sur les exercices 2008 à 2010 remettant en cause le non assujettissement à la TVA des taxes refacturées à l'agglomération et la déductibilité fiscale des cartes de transport attribuées aux familles des salariés et retraités.

5.2.4. La formation du résultat par activité

Le tableau ci-dessous extrait des rapports du conseil d'administration, détaille la formation du résultat de l'entreprise selon ses différentes activités.

TAM											
2006											
produits	65580,6	6488,0	4362,6	421,6	68521,2	9602,9	2653,5	526,8	72924,0	8391,6	2585,4
charges	64921,3	6382,0	4362,0	0,0	69459,8	9327,9	2653,5	186,2	72491,6	7987,3	2582,6
résultat	659,3	106,0	0,6	421,6	61,4	275,0	0,0	340,6	432,4	404,3	2,8
après IS	510,0	70,6	0,5	281,0	39,6	177,6	0,0	220,0	281,7	263,3	1,8
résultat											
avant IS											
après IS											
510,0	70,6	0,5	281,0	39,6	177,6	0,0	220,0	281,7	263,3	1,8	-8,7
538,1											

TAM											
2009											
produits	78503,2	8922,7	2914,5	420,4	74620,2	9378,3	3051,5	524,8	79088,8	8805,1	727,7
charges	77740,7	8880,1	2914,5	384,9	74848,2	9135,6	3051,5	519,8	78783,6	8815,6	3401,5
résultat	762,5	42,6	0,0	35,5	-227,9	242,7	0,0	5,0	305,2	-10,6	0,0
avant IS											
après IS											
762,5	42,6	0,0	35,5	-227,9	242,7	0,0	5,0	305,2	-10,6	0,0	-117,3
488,6	27,3	0,0	20,4	-150,9	164,9	0,0	3,4	205,1	-7,1	0,0	-188,2
536,2											

Les « autres activités » retracent celles qui n'ont pas été rattachées à une activité opérationnelle, en particulier les frais de structure. D'un point de vue analytique le poids déterminant de l'activité transport dans le résultat de l'entreprise (86 % des produits et des charges en 2011) doit être souligné ainsi que le poids plus important de l'activité structure en 2011. L'activité structure regroupe de nouvelles activités purement privées (parkings des cliniques Saint Jean et Millénaire et parking Mer et Glace à Odysseum), ainsi que les charges ne ressortant pas d'une activité en particulier comme par exemple la provision supplémentaire relative à la prime de pénibilité. Le montant de cette provision (315 k€) provoque un résultat négatif pour l'activité qui se répartit sur le résultat d'exploitation de TAM ; il convient de noter également en même temps l'activité déficitaire du stationnement pour cette année (baisse de clientèle horaire LAISSAC et GAMBETTA et de la clientèle des abonnés sur EUROPA).

6.1. Le transport

6. LES ACTIVITES DE TAM

L'activité transport concerne la SEML TAM à double titre : les études et la construction des lignes de transports urbains sont attribuées par l'AOT, la communauté d'agglomération de Montpellier, en maîtrise d'ouvrage déléguée (loi MOP) sous forme de mandat ; l'exploitation des transports urbains, quant à elle, est attribuée sous la forme de délégation de service public. Au cours de la période d'examen, deux DSP attribuées à TAM se sont succédées, l'une couvrant la période 2004-2009 et l'autre couvrant la période 2010-2017. Pendant la même période sera également analysé le mandat concernant la construction des lignes 3 et 4 du tramway.

LA DSP TRANSPORT

Selon le code des transports (article L. 1221-3) l'autorité organisatrice des transports urbains et l'exploitant sont obligatoirement liés par une convention à durée déterminée. Le transport public est qualifié par le code de service public industriel et commercial et le choix du mode de gestion du service public relève du pouvoir discrétionnaire des organes délibérants⁹. L'agglomération de Montpellier a choisi de confier l'exploitation de son service des transports urbains selon la procédure de délégation de service public (DSP) régie par les articles 1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales. A titre statistique, environ 90% des réseaux de transports urbains sont exploités en gestion déléguée, et, pour ce qui concerne leur dévolution, 82 % en DSP, 9 % en marché public et 9 % en régie directe.

6.1.1. La convention 2004-2009 et ses 6 avenants

6.1.1.1. Principes généraux

Dans le cadre des dispositions de la loi n° 82-1153 d'orientation des transports intérieurs, du 30 décembre 1982, l'autorité organisatrice, l'agglomération de Montpellier, a signé le 29 décembre 2003 avec TaM, le délégataire, une convention pour la gestion des services de transport public des voyageurs. Cette convention a été conclue pour une durée de 6 ans, du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2009. Dans les faits la nouvelle délégation de service public (2010-2017) sera signée le 29 décembre 2009, avant le terme de la précédente, sans pour autant indiquer la date de sa mise en œuvre que l'on peut supposer commencer à partir du 1^{er} janvier 2010.

L'autorité organisatrice définit la politique des transports publics à l'intérieur du périmètre des transports urbains (PTU) et décide donc de la création, modification et suppression des lignes et des services, notamment sur proposition du délégataire, elle fixe les tarifs, réalise les investissements nécessaires à l'exploitation du réseau qui seront mis à disposition du délégataire et assure leur renouvellement, le délégataire assurant en tant que de besoin tous les autres investissements nécessaires dans le cadre des dispositions de la convention.

Le délégataire a la responsabilité de la mise en œuvre de cette politique et gère l'ensemble des relations avec l'usager, fournit les moyens, matériels et humains nécessaires à l'exploitation, assure l'entretien et la maintenance de l'ensemble des biens, mobiliers et immobiliers nécessaires à l'exploitation, passe et gère les contrats de sous-traitance éventuellement nécessaires, conçoit et met en œuvre les actions d'information de la clientèle et de promotion du réseau, fait les propositions relatives aux adaptations du réseau, notamment en terme d'offre et de tarifs, assure la réalisation d'études en vue de la modification de services, participe aux travaux des différentes instances intervenant dans l'organisation des services publics.

En outre, plusieurs articles de la convention concernent l'information du délégataire et les obligations qui reposent sur TaM. Elles sont contenues au titre V article 33 relatif aux informations à fournir par le délégataire (rapport du délégataire) et au titre II article 8 et titre IV article 30 sur la qualité du service et les dispositions financières relatives au respect des indicateurs de qualité.

⁹ CE 18 mars 1988 Loupias c/ Commune de Montreuil-Bellay : CE 10 janvier 1992 Association des usagers de l'eau de Peyreleau.

La convention de 2004 étant arrivée à son terme en 2009 un bilan peut être tiré à partir de la convention de base et de ses avenants ainsi que des rapports du délégataire prévus en application des articles L. 1411-3 du code général des collectivités territoriales et R. 1411-7 dans sa rédaction issue du décret n° 2004-236 du 14 mars 2005.

6.1.1.2. Les éléments essentiels

1) La mise en service de la ligne 2 de tramway

La convention de 2004 prévoyait, à l'article 5, la mise en service d'une deuxième ligne de tramway pour l'année 2007 dont les caractéristiques, découlant de l'avant-projet adopté par la délibération du conseil communautaire du 18 septembre 2002, étaient prévues aux chapitres 2 et 11 du cahier des charges pour le tracé. Les caractéristiques étaient les suivantes : une longueur commerciale de 19,8 km dont 5 km en voie unique, des connexions avec la ligne 1 aux stations Gares, Rives du Lez, Place de l'Europe et Corum, 34 stations, 16 stations d'échange tramway/bus le long de la ligne pour favoriser la complémentarité avec le réseau bus. Les performances attendues étaient un temps de parcours de terminus à terminus de 55 mn, une vitesse commerciale de 20 km/h et une durée du trajet aller-retour de 122 mn. La vitesse commerciale de la ligne de tramway n° 2 s'établit, selon l'entreprise, à 20,78 km/h en 2010 et 20,65 km/h en 2011. Le parc de matériel roulant est de 22 rames + 2 réserves (longueur de 30 mètres, plancher bas et clim). La mise en service a été effectuée le 16 décembre 2006, en avance par rapport aux prévisions et l'exploitation commerciale a débuté le 18 décembre 2006.

2) Le programme de renouvellement des biens - L'âge moyen du parc

L'article 18 fixe le programme de renouvellement des biens, détaillé au chapitre 4 du cahier des charges dont, entre autres, celui des autobus avec indication de l'âge moyen prévisionnel du parc d'autobus et de l'âge maximum de chaque catégorie de véhicule.

L'âge moyen du parc, ainsi que les âges maxima des différents types de véhicules, est calculé à chaque fin d'exercice. Les autobus articulés, considérés comme véhicules de réserve (10 en 2004), sont exclus du calcul de l'âge moyen. En réalité une partie de ces véhicules a été en fonctionnement (2 en 2006 et 2007 puis 3 en 2008 et 2009) jusqu'en 2009 et même jusqu'en 2012 comme il est indiqué dans les propositions du plan de renouvellement à l'occasion de l'attribution de la DSP 2010-2017. Il est indiqué en outre, dans ce document, que le kilométrage moyen de ces autobus est de 18 708 km, les autobus plus récents effectuant environ 40 000 km par an. Compte tenu du rôle de véhicule de réserve des deux autobus restant, TaM estime n'avoir pas à les prendre en compte dans le calcul de l'âge moyen. Ils restent en stock dans le parc en attendant d'éventuels acheteurs.

Ainsi le parc utile (en ligne au même moment)¹⁰ doit évoluer de 172 véhicules en 2004 à 156 véhicules en 2009 (en incluant les bus articulés) selon les dispositions d'origine. Il convient de remarquer que si l'âge moyen prévisionnel est bien indiqué dans les différents rapports du délégataire, il n'en n'est pas de même pour l'âge maximum qui, quand il est calculé comme en 2006 ou 2009, ne concerne qu'une catégorie d'autobus et pas tous les autres « *différents types de véhicules* » (16 ans pour les 17 bus R312 acquis début 1991 [rapport 2006], 16 ans pour les derniers bus articulés de renfort sur la ligne 15 [rapport 2009]). L'affichage systématique de l'âge maximum serait pourtant utile pour attirer l'attention de la collectivité sur l'état de certains véhicules du parc justifiant un renouvellement éventuel. Il semblerait que l'âge maximum retenu soit de 18

¹⁰ Diffère du parc d'exploitation qui comprend notamment le parc en réparation.

ans, sans qu'il y ait une limite précise à cet âge qui n'est pas impacté par des travaux (notamment les opérations de grand levage qui consistent à remettre à neuf un bus de 8 ans).

D'après le rapport du délégataire 2009 le parc bus TaM est équipé à 100 % de vidéo surveillance et de portillons de sécurité. Le taux redescend à 94 % pour la climatisation et les planchers bas avec palettes d'accessibilité aux PMR¹¹, soit les 8 autobus PR112 encore en service.

Bus prévisions dép 2004	2006	2007	2008	2009	rapports délégataire date acquisition	2006	2007	2008	2009
Standards	149	133	133	133	Standards	149	133	136	136
spéciaux	13	13	13	13	articulés		2	3	3
articles	10	10	10	10	parc exploité	151	135	139	139
Parc utile	172	156	156	156	Agora	2000-02	71	71	71
Age moyen sans articles	7,75	8,14	8,65	9,38	man	1997-98	31	31	31
Age moyen véhicules standards	7,05	7,25	7,74	8,36	R 312	1991-92	33	11	0
					CITELIS GNV	2007-09	0	6	21
					PR 112	1994-95	14	14	13
					PR 180	1995	2	2	3
					âge moyen du parc standard		9,4	8,9	8,2
					(articulés)				8,7

D'après les rapports du délégataire, l'âge moyen du parc exploité, qui avait tendance à décroître jusqu'en 2008 (8,2), s'accroît à partir de 2009 pour atteindre 8,7 ans, soit un peu plus que l'âge moyen national du parc en service des autobus (hors RATP) au 1^{er} janvier 2010 qui est de 8,5 ans, selon les statistiques du commissariat général au développement durable¹², et ceci en excluant du calcul les 3 véhicules articulés. Compte tenu des dates d'acquisition des autobus et de leur âge moyen en 2009 (13,9 ans pour les PR 112, 12,1 pour les MAN) et du plan de renouvellement prévu pour la DSP de 2010-2017, l'âge moyen est passé à 9,5 ans en 2010 puis à 9,6 ans en 2011. En effet, selon le rapport du délégataire, un programme de « grand levage » est mis en place consistant en une remise à niveau complète esthétique et mécanique sur 42 bus à gaz AGORA acquis de 2000 à 2002 et qui resteront dans le réseau jusqu'au terme de la DSP. L'âge moyen des autobus devrait donc continuer à augmenter tant que le poids respectif des autobus récents sera inférieur à celui des autobus plus anciens. Quant aux trois bus articulés, acquis depuis 15 ans, ils ont été utilisés pour des renforts ponctuels sur les trajets des collèges jusqu'à la mise en service du tram ligne 3 en avril 2012.

Selon l'avenant n° 2 modifiant le cahier des charges relatif au plan pluriannuel des investissements, il devait y avoir 6 renouvellements de bus en 2006 et 2007 puis 5 renouvellements de bus en 2008 et 2009, soit au total 22 bus (CITADIS). Pour mémoire, avant cet avenant, le renouvellement prévu était de 20 bus, 11 en 2006 et 9 en 2008. L'avenant a donc augmenté de deux unités le renouvellement du parc des bus. Au vu des rapports du délégataire et de l'état du parc et donc en contradiction avec ces éléments, 6 bus ont été achetés en 2006, 9 bus

¹¹ PMR Personnes à mobilité réduite.
¹² Chiffres et statistiques n° 129 juin 2010 Commissariat général au développement durable.

Renouvellement des bus	2006	2007	2008	2009
Prévisions	9	0	9	0
Réalisations	6	9	6	5

ont été acquis et livrés en 2007, 6 en 2008 et 5 en 2009 alors même qu'il n'y a pas eu d'avenant au chapitre IV du plan de renouvellement des autobus.

Le titre III de la convention recense, aux articles 14 à 16, les biens nécessaires à l'exploitation : les biens mis à disposition du délégataire par l'autorité organisatrice et les biens fournis par le délégataire. Selon l'article 16, le délégataire s'engage à fournir tous les biens nécessaires à l'exploitation, autres que ceux qui sont mis à sa disposition par l'autorité organisatrice, qui pourra le cas échéant verser au délégataire une subvention d'équipement à cette fin. La deuxième partie de cet article a trouvé à s'appliquer lorsqu'il s'est agi de remplacer des anciens bus et de financer la station gaz GNV du dépôt CEMH (Centre d'exploitation et de Maintenance Les Hirondelles), l'avenant 3 stipulant qu'à partir de 2006 les bus (22) devaient être acquis par TaM et la charge d'investissement répercutée au réel à la communauté d'agglomération. TaM a donc du financer ces investissements en souscrivant des emprunts pour financer la 1^{ère} ligne de tramway (acquisition de rames supplémentaires). La conséquence aurait renforcé la 1^{ère} ligne de tramway (acquisition de rames supplémentaires). La conséquence aurait dû être une mise à jour des plans pluriannuels d'investissements dans les cahiers des charges (cahier des charges chapitre 4.1 « Biens financés par l'autorité organisatrice » et 4.2 « Biens autofinancés par le délégataire »), mise à jour qui n'est pas intervenue, malgré un document officialisant ces accords et matérialisés dans l'avenant 3 du 28 décembre 2006. La conséquence a été un ajustement (en fait une augmentation) des charges forfaitaires pour TaM à travers la prise en compte des dotations aux amortissements et des frais financiers.

TaM aurait donc dû proposer la mise à jour du programme d'investissement conformément à l'article 32.1 qui prévoit que le délégataire propose à l'autorité organisatrice chaque année, avant le 15 décembre, la mise à jour éventuelle de ce programme d'investissement.

3) Le régime financier

Le régime financier de la convention vise à assurer au délégataire une rémunération à travers la prise en compte des charges et des recettes d'exploitation. La différence sera comblée par une contribution (ou subvention) forfaitaire d'exploitation.

a) Les charges forfaitaires d'exploitation

L'exploitation des services suppose un niveau de charges d'exploitation prédéfini dans la convention, décomposé au chapitre 9 du cahier des charges entre charges fixes (charges indépendantes du nombre de kilomètres parcourus) et charges variables (proportionnelles au nombre de kilomètres parcourus).

Les charges forfaitaires d'exploitation comprennent les charges indépendantes (amortissements biens acquis, emprunts, crédit-bail...) dans une marge de validité, stituée à l'intérieur d'une variation de l'offre de plus ou moins 5 % par rapport aux prévisions, définie à l'article 26. Ainsi, en cas d'augmentation de l'offre tramway et autobus de 5 % à 10 %, les charges fixes subissent une augmentation de 67 000 € et ainsi de suite par tranche supplémentaire de 5 %.

De même, en cas de variation de l'offre tramway de plus de 5 % à 10 % il est prévu une augmentation de 7 500 € et une progression par tranche supplémentaire de 5 %.

DSP 2004	2006	2007	2008	2009	rapports délégataire	2006	2007	2008	2009
charges forfaitaires	56 012,0	62 159,0	63 440,0	65 194,0	Charges forfaitaires	60 287,0	64 654,0	68 038,9	71 095,0
charges fixes	24 671,1	28 005,0	28 489,7	29 401,2	charges fixes	26 119,1	28 178,2	32 935,4	33 823,2
charges variables	31 340,9	34 154,1	34 950,3	35 771,9	Charges variables	34 167,9	36 475,8	35 103,5	37 271,8

Les deux tableaux montrent l'écart entre les prévisions initiales (en euros constants) et les réalisations en euros courants pour les charges fixes et les charges variables, écart qui s'explique en partie par les formules d'indexation contractuelle. Ce sont surtout les charges fixes qui ont progressé (9 % en évolution moyenne). Indépendantes du nombre de kilomètres parcourus elles démontrent le poids de la structure et des investissements.

b) Les produits forfaitaires d'exploitation

Les produits forfaitaires d'exploitation sont constitués du produit de la recette unitaire par l'engagement sur la fréquentation. La recette unitaire contractuelle (RUC) comprend les recettes issues de la vente des titres de transport (billetterie) y compris les recettes des parcs d'échange intermodaux, les sommes versées par l'autorité organisatrice ou d'autres collectivités en vue de compenser des tarifs à certaines catégories d'usagers et les sommes versées par le département (le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault) au titre des transports scolaires. La RUC est égale au rapport entre les recettes de l'année 2003 et le nombre des déplacements de la même année ; sa valeur est fixée à 0,9143 € en 2003 et ce montant est indexé au moyen de la formule d'indexation des charges fixes (article 19.2). Par opposition, la recette unitaire réelle (RUR) par déplacement est égale, pour un exercice, à l'ensemble des recettes commerciales, des compensations pour réduction tarifaires et recettes prévues au titre du transport des scolaires, divisées par le nombre de déplacements.

Les autres produits concernent les recettes des services occasionnels, les produits de l'exploitation de la gare routière, les produits de la vente d'espace publicitaires, les produits des amendes..., déduction faite d'un versement annuel garanti à l'autorité organisatrice.

DSP 2004	2006	2007	2008	2009	rapport délégataire	2006	2007	2008	2009
Produits	28 320,1	32 629,1	33 707,0	34 023,6	Produits	34 129,0	37 697,5	38 285,9	39 393,2
produits forfaitaires	26 675,4	31 117,1	32 312,0	32 656,6	produits forfaitaires	32 526,0	35 694,1	37 040,9	38 263,5
autres produits	1 644,7	1 512,0	1 395,0	1 397,0	autres produits	1 603,0	1 393,4	1 245,0	1 093,7

c) La contribution forfaitaire d'exploitation

Selon l'article 31 de la convention, la contribution forfaitaire d'exploitation versée par l'autorité organisatrice est égale à la différence entre les charges forfaitaires d'exploitation et les produits forfaitaires d'exploitation augmentée de la redevance d'usage (montant des amortissements) des biens mis à disposition, éventuellement diminuée du montant des malus et des pénalités dus au titre des certifications qualité.

La convention a établi des prévisions de montant de la contribution forfaitaire d'exploitation sur la période :

DSP 2004	2006	2007	2008	2009
produits tarifaires trafic	26 675	31 117	32 312	32 637
autres produits	1 645	1 512	1 395	1 397
charges forfaitaires	56 012	62 159	63 440	65 194
contribution forfaitaire d'exploitation	27 692	29 530	29 733	31 160

Extrait de la convention DSP 2004

rapport délégataire	2006	2007	2008	2009
produits forfaitaires	32 526	35 694	37 041	38 264
autres produits	1 603	1 363	1 245	1 090
charges forfaitaires	60 287	64 654	68 039	71 095
charges et produits complémentaires	-	9	139	409
contribution forfaitaire d'exploitation	26 149	27 736	29 345	31 806

Extrait des rapports du réalisé du conseil d'administration en euro courant

Au vu du tableau ci-dessus, extrait des analyses du réalisé présentées en euros courants en conseil d'administration, les produits ayant moins progressé que les charges (4,6 % et 5,7 %), la contribution forfaitaire a dû compenser la proportion croissante des charges, ce qui explique sa progression moyenne plus élevée sur la période (6,7 %).

La charge nette pour l'agglomération, en tenant compte des recettes perçues directement auprès des usagers, des compensations sociales et des charges et produits de Vélomag, figure dans les tableaux ci-dessous. Cette charge pour la collectivité s'accroît de près de 3 millions d'euros par an, hors prise en compte de la convention d'indemnisation de TAM à la suite de difficultés d'exploitation engendrées par les travaux de la deuxième ligne de tramway (213 k€ en 2006).

2006	2007	2008	2009
26 149	27 736	29 345	31 806
8 866	9 652	9 835	9 935
270	524	513	636
35 285	37 912	39 693	42 377
14	200	366	499
37 240	40 197	42 242	45 207
charge nette TTC			
assujettie TVA			
subvention			
équipement non			
subvention			
Total HT			
vélo magasin			
nettes			
compensations			
nettes			
exploitation			
forfaitaire			
contribution			

Les différentes dispositions du régime financier prévoient que plusieurs évolutions, qui peuvent influencer sur la fréquentation, sont recalées au profit du délégataire : si l'évolution tarifaire a pu avoir un impact de plus de 1 % sur le niveau de fréquentation enregistré, l'engagement de fréquentation est recalé ; si les réductions tarifaires pour certaines catégories d'usagers imposées par l'autorité organisatrice entraînent des moins-values pour le délégataire elles sont compensées ; si des graves ont lieu dans l'entreprise, ce qui se traduit par une baisse des kilomètres, l'engagement de fréquentation sera recalé. Il apparaît ainsi que le risque que peut subir l'entreprise semble réduit et ne dépend principalement que des aléas de la fréquentation et de l'évolution des charges d'exploitation réelles.

6.1.1.3. Les indicateurs de la DSP

1) Les indicateurs implicites

a) L'offre de transport

L'article 3 de la convention décrit l'offre de transport (les kilomètres prévus par mode de transport) proposée par TAm pour la durée de la DSP (2004-2009). Les variations de l'offre décidées par l'autorité organisatrice ou acceptées par elle doivent donner lieu à l'adaptation de la rémunération du délégataire. Les modifications ayant pour effet de faire varier de plus de 5 % le niveau de l'offre font l'objet d'un avenant (article 4). En établissant le bilan des différentes offres modifiées par les 6 avenants successifs sur la période, et en retraçant le bilan des kilomètres effectués au moyen des rapports du délégataire, les tableaux suivants ont pu être établis (en milliers de kilomètres).

km/DSP	2006	2007	2008	2009	kilomètres effectués	2006	2007	2008	2009
lignes bus TAM	6 175	5 330	5 409	5 417	lignes bus TAM	6 132	5 238	5 319	5 317
tram	1 788	3 190	3 326	3 399	tram	1 742	3 147	3 271	3 367
total TAM	7 964	8 520	8 735	8 816	total TAM	7 874	8 385	8 590	8 684
différences	2 488	2 434	2 489	2 471	différences	2 408	2 160	2 243	2 254
total	10 452	10 954	11 224	11 287	total	10 282	10 545	10 833	10 938

Il ressort de l'analyse de ces tableaux qu'il y a une différence de 350 000 entre les kilomètres offerts et les kilomètres effectués en 2009. Cette différence se réduit si les kilomètres des services spéciaux et occasionnels (périscolaires, Amigo) sont pris en compte. En 2009 ils ont représenté 242 000 kilomètres. Sur un plan général, on constate que les kilomètres effectués ont augmenté d'un peu plus de 560 000 km en quatre ans, l'essentiel portant sur le doublement des

kilomètres effectués par le tramway alors que les kilomètres effectués par les bus ont baissé de près d'un million de kilomètres.

En comparant les chiffres établis lors de la signature de la convention et avant tout avenant, les projections d'offre de kilomètres, (certes six ans auparavant), étaient largement surevaluées par rapport aux kilomètres effectués (1 million de kilomètres en 2009). L'écart provient de la sortie de l'agglomération de la commune palavassienne et de la reconstruction des réseaux de bus à la suite de la mise en service de la 2^{ème} ligne de tramway et de la suppression des navettes de minibus en réseau piétonnier.

2006	2007	2008	2009
10 533	11 597	11 749	11 902
10 282	10 545	10 833	10 938
Bilan DSP			

b) La vitesse commerciale

La vitesse commerciale d'un moyen de transport en commun est la vitesse moyenne utile pour l'usager. Cette vitesse commerciale tient compte de la vitesse de pointe, des arrêts et, si le mode de transport en commun n'est pas en site propre, des embouteillages. Dans la DSP, les articles qui font référence à la vitesse commerciale, sont l'article 28.1, pour le tramway et les articles 28.2 et 28.3 pour les autobus. Il faut cependant préciser que cette référence n'est qu'indirecte car elle apparaît à l'occasion de la formule d'indexation retenue pour le calcul annuel des sommes mentionnées dans la convention. La vitesse apparaît également indirectement à travers le temps de trajet sur les kilomètres parcourus (sous réserve de connaître la longueur et le temps des différents trajets ainsi que la fréquentation du réseau). Il peut sembler étonnant que cet indicateur n'apparaisse pas plus clairement comme indicateur à part entière car il pourrait donner une image rapide, pertinente et d'interprétation claire de l'efficacité d'un réseau de transport.

Les tableaux suivants ont été établis à partir de la convention et des rapports au délégataire (et en excluant des tableaux la vitesse commerciale des bus suburbains.

vitesse prévue	2006	2007	2008	2009	rapports	2006	2007	2008	2009
tram L1	20,2	20,2	20,2	20,2	tram L1	19,89	19,66	19,42	19,32
tram L2	20	20	20	20	tram L2	20,4	20,62	20,75	20,73
autobus	16,4	16,7	16,7	16,7	autobus	16,43	16,94	17,01	16,51

Pour la dernière année de la convention la vitesse du tramway ligne 1 et des autobus urbains est inférieure aux objectifs fixés avec, comme conséquence contractuelle, une majoration des charges.

c) Engagement sur la fréquentation

Selon l'article 29 de la convention, le délégataire s'engage sur des niveaux de fréquentation minimum en déplacements validés. Selon l'article 29.4, la contribution forfaitaire d'exploitation est modulée au titre de la fréquentation ; au cas où la fréquentation constatée au titre de l'exercice dépasse l'engagement sur la fréquentation défini ci-dessus, une modulation de la contribution forfaitaire s'applique : jusqu'à un nombre de validations égal à 105 % de l'engagement contractuel par déplacement dépassant l'engagement sur la fréquentation ; entre 105 et 110 %, de la recette versera à l'AOC un montant égal à 70 % de la recette unitaire

le délégataire versera en outre un montant complémentaire égal à 50% de la recette unitaire contractuelle par déplacement compris entre + 5 % et + 10 % de l'engagement de fréquentation. A l'inverse, au cas où la fréquentation au titre d'un exercice se situe entre 95 % et 100 % de l'engagement sur la fréquentation, l'AO rétrocèdera au délégataire un montant égal à 50 % de la recette unitaire contractuelle par déplacement manquant par rapport à l'engagement sur la fréquentation. Au cas où la fréquentation se situe au-delà de 110 % ou en deçà de 95 % les parties se rencontreront afin d'envisager une nouvelle définition de cet engagement.

Le tableau ci-dessous retrace les prévisions initiales, avec les actualisations issues des avenants au cours de la durée de la délégation et les données finales des rapports du délégataire.

engagement	2006	2007	2008	2009
art 29.1	29 176	34 034	35 341	35 696
DSP 2004	34 406	38 447	40 300	41 000
rapports	38 887	40 427	41 000	41 187

L'examen des rapports du délégataire montre que la fréquentation (déplacements validés selon la convention) a toujours été supérieure aux premières prévisions ainsi qu'aux avenants. L'écart entre celles-ci et le réalisé est d'ailleurs particulièrement important pour l'année 2006 avec l'effort tarifaire effectué à cette époque (tarifs jeunes annuel et début du fonctionnement de la ligne 2 du tramway en décembre). L'écart est allé en s'amenuisant à partir de 2007 mais il faut mettre en perspective la date des avenants, systématiquement conclus en fin d'année, pour constater que ces prévisions deviennent de fait des ajustements par rapport au réalisé.

2) La certification

Selon l'article 30.4 le délégataire s'engageait à effectuer les démarches nécessaires afin d'obtenir la certification NF Service pour la ligne 2 et une ligne de bus majeure, au plus tard les 31 décembre 2008 (une autre certification pour la ligne de tramway 1 et la ligne 15 mais pour 2004). Cette certification est obtenue grâce au respect de 20 indicateurs qui sont plus contraignants que les indicateurs de qualité pour les lignes non certifiées. Le 20 juillet 2004, la ligne n°1 de tramway et la ligne 15 de bus ont été évaluées et jugées conformes aux exigences du règlement de certification de la marque NF (accueil, confort, disponibilité des équipements, information, propreté des installations et des modules de transport, ponctualité, contrôle). La durée de validité du certificat AFNOR CERTIFICATION est fixée au 20 juillet 2006. Le 14 février 2006, l'agence commerciale « centre-ville » (accueil, information, vente, propreté des locaux) et le service de contrôle (accueil, contrôle, information, service après verbalisation) ont également été certifiés jusqu'au 14 février 2008. La ligne de bus n°16 et la ligne de tramway n°2 ont été certifiées le 12 novembre 2008 jusqu'au 20 juillet 2010. Enfin, Le service de contrôle a de nouveau été certifié le 22 décembre 2010.

6.1.1.4. Résultat de l'activité transport pour la DSP 2004/2009

matières premières et autres approv.	2006	2007	2008	2009
variation de stock	- 841	- 855	- 403	- 138
autres achats et charges externes	20 481	23 051	23 330	24 724
taxes et versements	3 709	2 791	3 149	3 369
charges du personnel	33 777	36 080	38 038	39 757
autres charges	67	197	292	494
charges financières	-	87	170	163
charges exceptionnelles	158	68	10	1 152
dépenses aux amortissements	3 325	3 912	4 156	4 802
impôts et bénéfices	149	22	151	274
5 Total Charges	65 071	69 482	72 642	78 015
produits subventions	34 038	36 674	38 094	39 613
dépenses d'exploitation	23 760	25 506	27 535	29 849
autres produits	57	9	401	278
produits financiers	179	223	217	39
produits exceptionnels	2 181	2 135	1 774	3 207
reprises sur amortissements	1 718	859	1 102	1 239
et prov transferts de charges	3 649	4 117	3 803	4 278
dépenses d'exploitation	65 581	69 522	72 924	78 503
Résultat	510	40	282	489

Le résultat de l'activité transport, toujours positif sur les quatre dernières années de la DSP, a connu une baisse importante en 2007, année de la mise en place de la ligne 2, accompagnée d'une augmentation des frais de personnels (+ 17,7 %) et des autres achats et charges externes (+ 20,7 %). Les produits ont globalement augmenté de 2006 à 2009 de 19,7 % (dont subventions d'exploitation + 25,6 %) et les charges de 19,6 % En conséquence le résultat a connu une diminution modérée de 4,1 %.

6.1.2. La convention de DSP 2010-2017

Comme il a été plusieurs fois indiqué, une modification importante est intervenue entre la DSP 2004-2009 et la DSP 2010-2017. En effet, contrairement à la précédente, la nouvelle DSP

a été confiée au groupement momentané d'entreprises (GME) constitué par TaM et TRANSDEV Montpellier, entité répondant désormais distinctement à la consultation, alors que, dans l'ancienne convention de DSP, le groupe TRANSDEV apparaissait comme un « prestataire de services » de TaM auquel il était lié par une convention de partenariat et d'assistance technique. En conséquence, le périmètre de la DSP qui avait été entièrement attribué à TaM en 2004-2010 a été attribué à TaM et à TRANSDEV-Montpellier désormais constitués en GME. L'objet de ce contrôle concernant la seule TaM, il convient à partir de 2010 de retraiter les informations, notamment les comptes de la SAEM, pour isoler l'activité de la société d'économie mixte. Par exemple une baisse du chiffre d'affaire ne devra pas être analysée comme une baisse d'activité mais comme l'effet d'une nouvelle répartition à compter de 2010 des prestations entre les deux entités, TaM d'une part, TRANSDEV-Montpellier d'autre part.

La constitution du groupement

Par délibération du conseil d'administration du 4 mars 2009, la SAEM a autorisé la création d'un groupement momentané d'entreprises (GME) constitué de TaM et le groupe TRANSDEV pour répondre à la consultation portant sur la DSP Transport lancée par la communauté d'agglomération de Montpellier pour la période 2010-2017. En 2003, TaM et le groupe TRANSDEV étaient déjà partenaires pour répondre à l'offre de la CAM mais seul TaM apparaissait en tant que délégataire et cette solution offrait une moindre transparence et générerait potentiellement un conflit d'intérêt au regard de la jurisprudence concernant les SAEM.

Contrairement à l'organisation précédente, qui imposait la conclusion d'une convention de partenariat entre TaM et le groupe TRANSDEV prévoyant toute l'activité de conseil et le régime d'intervention des personnels mis à disposition, l'organisation retenue permet que les prestations de TRANSDEV-Montpellier (missions assurées par des personnels d'encadrement, mise à disposition de moyens sur le réseau suburbain, expertises, conseils, assistance et effet réseau, recherche et développement) soient incluses au premier niveau dans l'offre de réponse à la DSP. Autrement dit, les prestations de TRANSDEV-Montpellier ne seront pas apportées à TaM mais directement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre du contrat de DSP au titre des missions contenues dans le dossier de consultation. Ces apports plus directs de TRANSDEV-Montpellier concerneront la réalisation de prestations spécifiques : l'organisation des services de transport suburbain par le biais de l'affrètement, le financement de nouveaux investissements ou encore le partage de certains risques commerciaux avec TaM (vente à distance...). Enfin, l'impossibilité pour TaM de financer des investissements au-delà de la période contractuelle de la DSP peut être en partie outrepassée grâce à ce groupement. Il s'agit en effet d'une contrainte à laquelle le groupe TRANSDEV, compte tenu de son envergure internationale, peut répondre sous certaines conditions et pour certains équipements ou matériels.

Un accord de groupement a été passé entre TaM et TRANSDEV-Montpellier afin de déterminer les activités effectuées respectivement. Cet accord a fait l'objet d'un avenant, conformément à l'article 15 de l'accord de groupement ayant pour objet de détailler et préciser les modalités et les procédures de fonctionnement du groupement solidaire. La SEML TaM est le mandataire solidaire du Groupement. Elle gère et exploite les lignes de tramway et les lignes de bus urbaines (lignes 1 à 17), et assure la coordination des 2 réseaux en se portant garante des interfaces. Elle s'occupe également de l'exploitation des pôles d'échange et parking tramway, des vélos et autres modes alternatifs combinés (auto partage...). Elle mène pour le compte de l'autorité délégante les réflexions stratégiques en matière d'organisation et d'évolution de l'offre globale des transports. Elle s'appuie sur TRANSDEV-Montpellier, partenaire dans le groupement, et ses domaines de compétences spécifiques pour garantir la bonne tenue des objectifs de la Délégation de Service Public.

La société TRANSDEV-Montpellier, filiale à 100 % du groupe TRANSDEV, est créée localement pour gérer et exploiter l'activité suburbaine en s'appuyant sur l'affrètement des opérateurs locaux. Elle gère donc les lignes 17 à 39, avec les compagnies Pays d'Oc Mobilités (VEOLIA) pour 64 % de l'offre/Courriers du Midi (KEOLIS) pour 23 % de l'offre et BOULADOU/BOURRIER, outre des services périscolaires, occasionnels, spéciaux ainsi que la ligne Amigo (bus vers les discothèques les jeudi vendredi et samedi et retours de discothèques) auprès de deux transporteurs pour les 4 lignes de minibus du soir (TRANS OXYGENE et UTO) et les transports à la demande. Elle est parallèlement responsable du pilotage et de la réalisation de l'offre suburbaine, de la mobilisation des fonctions d'assistance et d'expertise du groupe TRANSDEV et de ses capacités d'investissement dans les projets d'innovation et de mobilités douces. Elle met également à disposition de TaM 5 cadres payés par le groupe TRANSDEV et dont les charges et frais seront remboursés par TaM.

La création du GME TaM-TRANSDEV-Montpellier semble avoir été concrétisée dans les meilleurs délais. En effet, l'avis d'appel à la concurrence pour le renouvellement de la convention de DSP prévoyant la constitution d'un GME porte la date du 13 février 2009 ; le GME TaM-TRANSDEV-Montpellier est préconstitué le 26 février 2009 et le conseil d'administration de TaM autorise la constitution du GME le 4 mars 2009, accord de constitution formalisé le 21 mars 2009. Une telle réactivité est exemplaire dans la mesure où il n'a fallu qu'un peu plus d'un mois entre l'appel à la concurrence et la constitution du GME, délai pendant lequel il a fallu rédiger la convention de constitution du groupement, rédiger les statuts de TRANSDEV-Montpellier, qui va se substituer au groupe TRANSDEV dans l'accord de groupement et obtenir l'accord des parties. Finalement l'attribution de la convention au GME porte la date du 31 décembre 2009 et un avenant n° 1 à l'accord de groupement signé le 1^{er} février 2010 a pour objet de détailler et préciser les modalités et procédures de fonctionnement du groupement solidaire. La question peut se poser de savoir si, en qualité de titulaire de la convention de DSP précédente, TaM n'a pas pu bénéficier d'informations privilégiées sur le contenu et les conditions d'attribution de la DSP 2010-2017.

Deux entreprises seulement ont retiré un dossier lors de la consultation de l'agglomération pour la DSP 2010-2017 et seule TaM a remis une offre.

6.1.3. Les éléments communs aux deux délégations (2006-2011)

Les chiffres qui viennent illustrer les éléments suivants sont tirés des tableaux de bord d'activité de TaM, des rapports du délégataire à l'autorité délégante prévus par les articles L. 1411-3 et R. 1411-7 du CGCT et d'un document interne intitulé « Analyse du réalisé ».

6.1.3.1. Description des principaux événements relatifs à l'activité 2006-2011

L'année 2006 a été marquée par la préparation et la mise en service de la ligne 2 intervenue le 18 décembre 2006. On constate également un fort développement des PDE (Plan Déplacement Entreprises) avec 21 conventions signées fin janvier 2007 totalisant 881 abonnés. Le volume des recettes, supérieur aux prévisions (le dépassement de l'objectif de trafic DSP dont 30 % des recettes restent acquises à TaM), a permis la distribution d'une prime exceptionnelle liée à la mise en service de la ligne 2 et la négociation d'un accord salarial sur 2 ans.

En 2007, la 2^{ème} ligne de tramway a rencontré le succès commercial escompté tout comme l'activité VELOMAGG « 1000 vélos ». En conséquence, la progression du trafic s'élève à 13,8 % (62 millions de voyage) par rapport à 2006 et à 9,5 % des déplacements validés, les recettes clientèles dépassant 26 M€. Cependant, les charges de fonctionnement transport (hors

investissements et provisions) atteignent 64,2 M€, en dépassement des prévisions, notamment en raison de l'augmentation des charges de personnel.

Année de stabilisation, l'année 2008 connaît une progression du trafic de 7 % (66,3 millions de voyages) et une stagnation de la recette moyenne (0,6737 € par déplacement contre 0,6725). Les recettes de trafic s'établissent à 37,1 M€ (+1,2 M€). Les charges de fonctionnement ont évolué de + 4,6 % du fait notamment des coûts en hausse de l'énergie (hausse du gazole et impact du nouveau contrat d'énergie en hausse de 8,6 %) ; l'évolution des frais de personnel est supérieure à celle des recettes externes de clients.

La prolongation de la ligne 1 jusqu'au centre commercial d'ODYSSEUM et la mise en place concomitante du parking tramway CIRCÉ de 1 200 places ont été réalisées en 2009. La fréquentation a atteint 67 millions de voyages (+ 2,2 %) et les recettes de trafic atteignent 38,3 M€ avec un tarif moyen par déplacement de 0,6889 € (+ 2,2 %). On note pour 2009 une dégradation de la productivité d'exploitation (effectifs en hausse de 1,8 % dont + 2,3 % pour la conduite pour autant à cause des bus) et à la hausse de l'absentéisme des conducteurs (qui atteint la barre des 10 %). Les charges de fonctionnement augmentent de 4,9 % en raison principalement d'une importante hausse des frais de personnel (+ 15,6 ETC).

L'année 2010 est singulière en raison du nouveau contrat de DSP transport géré en Groupement Momentané d'Entreprises (GME) sous le pilotage de Talm. Comme il a été indiqué, en raison du nouveau contrat de DSP, l'exploitation des lignes suburbaines affectées ainsi que les autres prestations apportées par le groupe TRANSDÉV en sous-traitance les années précédentes (assistance, informatique...), ne figurent plus dans les comptes ni en dépenses ni en subventions. La montée en puissance des travaux de la ligne 3 a fortement impacté l'offre, la vitesse et la fréquentation, impliquant une perte de recettes (qui donnera lieu à indemnisation en 2011). De nombreux mouvements sociaux et la poursuite de la hausse de l'absentéisme sont également à noter. L'impact des travaux sur les recettes 2010 est estimé à 666 k€ et l'impact des services non réalisés du fait des mouvements sociaux ainsi que les non validations consécutives à la diminution en 2010 du taux de contrôle est évalué à 324 k€.

En 2011, les impacts des travaux L3 et L4 sur l'activité transport sont supérieurs à ceux de 2010 mais le renforcement de la lutte contre la fraude associée à la paix sociale ayant succédé aux 50 journées de perturbations en 2010 sont à l'origine d'une remontée du CA. La fréquentation remonte à 63,5 millions de voyages. Les autres produits diminuent en raison notamment d'événements exceptionnels (en 2010, 3,6 M€ de produits exceptionnels incorporaient 2,9 M€ de taxe sur les salaires sur exercices antérieurs perçue auprès de l'agglomération suite aux remboursements de TVA et dont le versement à l'URSSAF figure en charges exceptionnelles). L'évolution du ratio entre les recettes commerciales et les dépenses de fonctionnement de l'activité transport est retracée dans le tableau ci-dessous. L'analyse révèle une amélioration du ratio de couverture des dépenses sur la période, l'année 2010 ayant été cependant marquée par une baisse des recettes commerciales (- 7,6 %) et des dépenses de fonctionnement pour les raisons évoquées ci-dessus (travaux des lignes 3 et 4, grèves et absentéisme).

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Recettes commerciales	34 272	36 894	38 650	39 844	36 818	40 561
Dépenses de fonctionnement	60 501	63 014	65 854	68 797	62 764	66 606
Recettes/Dépenses	56,6 %	58,5 %	58,7 %	57,9 %	58,7 %	60,9 %

Taux de couverture des dépenses (en k€)

6.1.3.2.1. Critères 2004-2009

L'appréciation de la qualité du service rendu est une donnée déterminante pour le délégant dont la mesure fait l'objet de dispositions très précises de la convention de délégation du service public. Comme l'indique l'agglomération de Montpellier dans son règlement de la consultation : « Du point de vue de la communauté d'agglomération, il importe que cette démarche qualité se traduise par des effets tangibles sur le service rendu à la clientèle et que soit par conséquent mis en place un système d'appréciation de la qualité de ce service dont l'objectif est de permettre à la communauté d'agglomération de suivre de manière permanente le niveau de la qualité et son évolution, d'inciter l'exploitant au respect des niveaux de qualité définis et d'apporter les actions correctives nécessaires au cas où les niveaux de qualité requis ne sont pas atteints ».

Au cours de la période examinée, l'appréciation de la qualité du service est un peu différente selon les conventions 2003-2009 et 2010-2017, même si les paramètres sont fondamentalement ressemblants, qu'il s'agisse par exemple du niveau de l'offre, de la ponctualité/régularité... Un objectif est fixé pour chacun des critères dans la convention, son non-respect étant sanctionné par des pénalités pour le délégataire.

6.1.3.2. L'analyse de la qualité du service

Evolution	2011	2010	2009	2008	2007	2006
Charge de transport (en M€ TTC)					37,2 M€	40,2 M€
(Subvention forfaitaire d'exploitation)	29,6 %	48,2 M€	45,3 M€	42,2 M€	0,64 €	0,65 €
Charge par voyageur	13,4 %	0,76 €	0,73 €	0,67 €	0,030 €	0,033 €
Charge à la place kilomètre offerte (PKO)	0,0 %	0,033 €	0,032 €	0,033 €	0,030 €	0,033 €

La charge de transport pour l'agglomération de Montpellier

Pour l'agglomération de Montpellier, organisatrice des transports urbains, la charge de transports (subvention forfaitaire d'exploitation) représente, en 2011, une dépense de 48,2 M€, en évolution de près de 30 % de 2006 à 2011 (+ 5,32 % en moyenne annuelle). La charge par voyageur s'est accrue de 13,4 % passant de 0,67 € en 2006 à 0,76 € en 2011 alors que la charge à la place kilomètre offerte est restée stable sur la période. Il convient de rappeler que Talm s'était engagé, dans le cadre de la nouvelle DSP, à faire diminuer la charge par voyageur de 28 % entre 2010 et 2017 ; entre 2010 et 2011 elle a néanmoins augmenté de 4,1 %. Selon Talm cette évolution temporaire est due à la structuration de son entreprise en 2011 et aux perturbations de réseaux liées aux travaux. La charge par voyageur n'inclut pas l'investissement réalisé pour les études et la construction des lignes ainsi que le matériel roulant.

L'article 8 « Qualité du service » de la convention indique que la qualité du service rendu par le délégataire à la clientèle sera suivie par une batterie d'indicateurs. Le non-respect des indicateurs de qualité, au-delà des seuils de tolérance définis pour chacun des indicateurs doit donner lieu à un système d'incitation financière. Cependant, la période de construction de la deuxième ligne de tramway devant se traduire par des risques de perturbation dans la qualité du service, les critères représentatifs de la régularité du service ont été adaptés en fonction des contraintes particulières pendant les travaux. Les critères de qualité sont définis par le cahier des charges et figurent au chapitre 10 de la convention de délégation de service public 2004-2009. L'objectif de qualité est décomposé en sept critères qui font l'objet d'une mesure régulière. L'éventuel non-respect des critères de qualité est sanctionné par un malus trimestriel dont le montant est retranché de la contribution (SFC) versée par l'agglomération de Montpellier.

La qualité du service à l'usager est donc approchée au moyen d'un ensemble de critères sur lesquels l'exploitant, sauf cas de force majeure (grève, arrêts ou modifications de l'exploitation en raison de manifestations ou à la demande des autorités compétentes pour des motifs de sécurité ou d'ordre public, intempéries exceptionnelles, vandalisme, sabotage ou acte de malveillance), a une obligation de résultat. Pour chacun des critères il est défini un service de référence, un niveau d'exigence, exprimé en pourcentage du nombre total de voyageurs bénéficiant du service de référence (objectif à atteindre), un niveau minimal d'acceptabilité (niveau au-dessous duquel le service est considéré comme insatisfaisant) et une situation inacceptable, qui devra donner lieu à une explication particulière de la part du délégataire. La valeur des indicateurs est calculée par trimestre ; dans le cas où la valeur d'un ou plusieurs indicateurs viendrait à tomber au-dessous du niveau minimal d'acceptabilité défini pour chacun d'entre eux, une pénalité trimestrielle sera pratiquée par la communauté d'agglomération.

Critères	Taux de référence		Française		Malus	
	99 %	0,3 point	de 0,1 en degré de 98,7 %	8 000 € + 400 € par pas	de 0,1 en degré de 98,7 %	2 000 € + 300 € par pas
Respect du niveau de l'offre tramway	98,7 %	0,3 point	de 0,1 en degré de 98,7 %	2 000 € + 400 € par pas	de 0,1 en degré de 98,7 %	2 000 € + 300 € par pas
Régularité ponctualité	70 %	0,3 point	de 0,1 en degré de 69,7 %	4 000 € + 150 € par pas	de 0,1 au-delà de 1,3 panne	2 000 € + 400 € par pas
Disponibilité du matériel roulant	1 panne/10 000 km	0,3 point	de 0,1 au-delà de 1,3 panne	4 000 € + 150 € par pas	2 000 € + 400 € par pas	2 000 € + 200 € par pas
Disponibilité des autres équipements (disponibilité des valdeurs)	97 %	1 point	de 0,1 en degré de 96 %	650 € + 130 € par pas	de 0,1 en degré de 75 %	2 000 € + 200 € par pas
Propreté des véhicules	80 %	5 points	de 0,1 en degré de 75 %	650 € + 130 € par pas	de 0,1 en degré de 75 %	2 000 € + 200 € par pas
Information des voyageurs	95 %	1 point	de 0,1 en degré de 94 %	2 000 € + 200 € par pas	de 0,1 en degré de 94 %	2 000 € + 200 € par pas

% pour les lignes de tramway) et des taux de fraude.

Les constations étant réalisées trimestriellement, le tableau ci-dessous a établi des moyennes annuelles

6.1.3.2.2. Critères DSP 2010-2017

Les indicateurs de la qualité du service sont prévus à l'article III.15 de la nouvelle convention de DSP et font l'objet de l'annexe 14. Le délégataire est tenu de mettre en œuvre une politique de qualité du service dans les domaines suivants : information des voyageurs aux agences commerciales, aux points d'arrêt, aux stations et abris voyageurs ; information des voyageurs en situation perturbée ; régularité/ponctualité des tramways, autobus et cars ; disponibilité des équipements à la disposition du public (valdeurs, automates de distribution des titres) ; propriété des véhicules, bâtiments et équipements dont il a la charge ; lutte contre la fraude ; amabilité et accueil ; qualité de la conduite ; tenue du personnel. Des pénalités en cas de non-respect des critères de qualité doivent être appliquées. Il convient de souligner que chaque relevé prévisionnel de pénalités est présenté préalablement au délégataire qui dispose de deux semaines pour présenter les explications ou les documents qu'il juge utile. L'autorité organisatrice décide ensuite librement de l'application ou de la non application de chaque pénalité. Enfin, les deux parties peuvent également, en cours de contrat convenir d'évolutions de ce système

Cependant, la chambre souhaite émettre plusieurs remarques : en premier lieu, une franchise en pourcentage ou en point est appliquée pour chaque indicateur, ce qui contribue à baisser l'objectif de référence. Par exemple l'indice ponctualité de 70 % est affecté d'une franchise de 0,3, il n'y aura donc pas de malus tant que le taux est supérieur à 69,7%. Ensuite, il convient de constater que l'indice de ponctualité du bus (70 %) est l'indice le moins élevé des sept retenus, alors même qu'il est, en terme d'affichage, un des plus importants pour l'usager, rendant par là même son respect très facile à obtenir comme le montrent les résultats, puisqu'à partir de 2007, le taux d'objectif dépasse la norme de 2 points et demi puis de plus de cinq. Un ajustement aurait pu être effectué, comme le prévoyait l'article 30.3 de la convention. Enfin, le critère de propriété des véhicules qui est également un aspect auquel la clientèle est particulièrement sensible se voit appliquer des pénalités particulièrement faibles (malus de 650 € plus 130 € par pas de 0,1 point) décroit en degré de 75 % de conformité). Pour le taux de contrôle le cahier des charges prévoit qu'un indicateur est calculé mensuellement par le délégataire, mais aucune indication ne précise la manière dont est comptabilisée cette fraude.

Dans l'ensemble les résultats sont satisfaisants et supérieurs aux objectifs fixés par la DSP. On constate cependant une dégradation du ratio de la propriété des bus et des rames qui demeure cependant au-dessus de l'objectif de qualité fixé par la DSP. Une pénalité a été infligée à la société en 2006 pour la ponctualité des bus, indicateur qui s'est sans cesse améliorée par la suite.

INDICATEURS QUALITE DSP RESULTATS ANNUELS												
Pénalités	Taux de conformité		DSP		Bus		Tram		Ponctualité bus		22 200 €	
	2009	2008	2006	2007	99,68	99,30	99,56	99,50	99,74	99,80		
Source : Rapports du délégataire												
Taux de contrôle réseau												
Information voyageurs												
Propreté des bus et des rames												
Disponibilité des valdeurs												
Disponibilité matériel roulant												
Taux de contrôle réseau L1												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												
Taux de contrôle réseau												

(indicateurs, seuils de conformité, niveaux et montant des pénalités) sans qu'elles puissent être imposées unilatéralement par l'autorité organisatrice ou le délégataire.

Període 2010-2011

INDICATEURS DE QUALITE DSP RESULTATS ANNUELS			
Pénalités	Taux de conformité		Objectifs DSP
	2010	2011	
Disponibilité tramway	99,53%	99,74%	98,7%
Ligne 1	99,53%	99,74%	98,7%
Ligne 2	99,86%	99,71%	
Total courses réalisées	99,65%	99,88%	
Disponibilité bus urbains	99,59%	99,59%	
Ligne 1	99,59%	99,59%	
Ligne 2	99,55%	97,5%	
Total tramway	99,55%	96,7%	
Bus urbains	99,55%	96,7%	
Sécurité tramway	99,55%	96,7%	
- de 0,40/10 000 km	99,55%	96,7%	
Sécurité bus urbains	99,55%	96,7%	
- de 0,30/10 000 km	99,55%	96,7%	
Total taux d'accidents	99,55%	96,7%	
Fraude bus (3)	99,55%	96,7%	
Fraude tramway	99,55%	96,7%	

(1) Au-delà de la première année d'exploitation.
(2) Ce critère est neutralisé jusqu'à la fin des travaux des lignes de tramway 3 et 4 (avant 14).
(3) Les valeurs d'objectif seront définies à l'issue de la 2^{ème} enquête annuelle ; le critère est neutralisé d'ici là.

En réalité, le système de pénalités n'a pas été appliqué jusqu'en 2012, ni pour l'activité transport, ni pour l'activité Véloamag ni encore pour les parcs relais, activités qui ne sont pourtant pas directement concernées par les travaux. Un contrôle de « simulation » a été effectué fin 2010 selon le système du « client mystère » qui a conduit à calculer une pénalité de 87 000 € si les critères de la DSP avaient été appliqués (34 000 € sur les parcs relais, 19 000 € sur la propriété des véhicules et l'information dans les véhicules, 7 000 € sur l'information dans les arrêts et l'agence et 7 000 € pour Véloamag [état des stations et des vélos]). Suite à ce contrôle, une réunion a eu lieu entre TaM et la direction Transport de l'agglomération pour établir contractuellement les critères de l'annexe 14 de la convention de DSP pour « négocier des bons niveaux d'objectifs en connaissance de causes des particularités du réseau local ». Selon TaM, des pénalités seront sans doute appliquées en 2013 au titre de 2012 notamment 20 000 € sur des critères d'information dans les bus ou d'accueil dans les parkings relais (environ 10 000 €).

Kilomètres perdus

Les kilomètres produits sont systématiquement inférieurs (de 2,7 % à 0,4 %) aux kilomètres prévus au budget. Cependant, on constate une augmentation générale plus marquée pour le tramway (+ 8,22 %) que pour les bus (+ 5,13 %).

(1) A partir de 2010, part Tam uniquement.
(2) Selon présentation de l'offre Tam : 2010 et 2011 8 845 (3 428 tramway et 5 417 bus urbains).

Convention DSP initiale (2)	Bus Tram Avenant n°1 Bus Tram	Km Bus réalisés Km Tram réalisés Total Km réalisés	-0,5% -1,2% +2,5%	-0,4% -2,67% -0,23%	+1,1% +0,1%	+2,5%	-0,3% -0,21%	+5,1% +8,22% +6,29%
2007		5 237,6 3 147,1 8 384,7						
2008		5 319,2 3 271,5 8 590,3						
2009		5 317,4 3 366,6 8 684,0						
2010 (1)		8 930,0 5 548,0 8 981,4 5 599,4 3 382,0 3 413,0 5 518,3 3 413,0						
2011		8 915,0 5 502,0 3 413,0 8 931,3 5 518,3 3 413,0						
2011/2007								

Kilomètres (en milliers) produits par la Tam

6.1.3.3. Les indicateurs d'activité

6.1.3.3.1. L'offre de réseau

La moyenne 2004-2011 s'établit à 152 916 km perdus par an avec une variation très importante au cours de deux dernières années de l'étude. On peut en effet noter que 2010 est marqué par un fort niveau de pertes de production pour cause de grèves et le d'absence de conducteurs, par la hausse du taux d'accident bus et tramway figure 1 et par des perturbations sur la qualité du service de la ligne 1 (traux aux km manifestes) : 312 264 kms ont été perdus dont 227 137 à cause des grèves (72,7 %), 14 039 à cause de pannes (4,5 %), 43 485 pour cause d'absence du conducteur (13,8 %). Les kilomètres perdus en raison de pannes (+ 22,3 %) ou d'accidents (+ 56,5 %) à tendance à croître sur la période 2007-2011. Cependant, en valeur absolue, les kilomètres perdus du fait de grève représentent la part prépondérante du total.

Grave	2007	2008	2009	2010	2011
	64 944	124 835	94 002	227 137	25 827
	50,1%	73,1%	62,6%	72,1%	32,5%
Absence CR	30 365	16 362	19 064	43 485	20 544
	23,4%	9,6%	12,7%	13,9%	25,9%
Pannes	11 702	10 809	15 074	14 039	14 315
	2,41%	2,60%	2,56%	3,08%	3,77%
Accidents	1,3%	1,3%	1,7%	1,0%	4,9%
	20 270	16 211	19 471	24 505	14 914
	15,6%	9,5%	13,0%	7,8%	18,9%
Total km perdus	129 692	170 823	150 170	312 264	79 375
Km perdus/Km produits	1,55%	1,99%	1,73%	3,59%	0,89%
(1) Régulation, incident CR ou client, divers dont météo, indisponibilité Matériel Routier/Installations Fixes					

Services non assurés pour motif d'absence du conducteur-receveur (hors grève, accidents, pannes intempéries).

2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
364	84	115	69	245	121	157	443	188

Il faut cependant relativiser ces données en précisant que le nombre de services est de 270 par jour soit un peu moins de 100 000 par an. Le taux de non réalisation pour absence de conducteur est donc compris entre 0,07 % et 0,45 %. Il s'agit d'absence « de dernière minute » (appel le matin pour signaler un problème ou une maladie) et il est prévu dans chaque dépôt un conducteur d'astreinte pour pallier ces absences à l'heure de prise de service. Il est donc possible de constater que le dimensionnement de cette réserve de conducteurs d'astreinte est nécessaire mais pas suffisante puisqu'il existe certains services non couverts.

6.1.3.3.2. La fréquentation

Fréquentation (en milliers)

	2007	2008	2009	2010	2011
Voyages	60 641	65 028	66 483	61 165	62 317
Déplacements urbains TaM	38 887	40 427	41 197	36 537	37 486

Un voyage est mesuré par une validation et un déplacement est constitué d'une suite de voyages. Ainsi, on peut déduire qu'un déplacement est en moyenne constitué de 1,66 voyage en 2011 (1,56 en 2007). Les grèves sur le réseau ont un impact important ; elles ont ainsi représentés 82 500 déplacements en 2011 contre 890 000 en 2010 et 250 000 en 2008.

Fréquentation des nouvelles lignes 3 et 4

Selon des statistiques publiées par TaM en septembre 2012, la fréquentation des nouvelles lignes 3 et 4 de tramway s'établissait ainsi :

Moyennes de voyages par jour	Trafic cible 2015	Du lundi au vendredi	Samedi	Dimanche	Cumul depuis le lancement
LIGNE 3	77 000	43 500	27 000	13 500	5 303 895
LIGNE 4	14 900	16 000	6 800	3 500	1 732 273

L'entreprise explique que la différence constatée par rapport au niveau de fréquentation espéré tient en grande partie au retard pris sur les programmes d'urbanisation prévus sur Juvignac et le quartier Pablo Picasso à Montpellier ; par contre, pour la ligne 4 les gains de clientèle sont supérieurs aux prévisions sur les troncs communs avec les lignes 1 et 2 entre Gare St-Roch/ Nouveau St Roch et entre ALBERT 1^{er} et Corum (ce qui devrait se traduire en toute logique par une diminution de la fréquentation de ces lignes). En avril 2012, lors de la mise en service commercial, le trafic enregistré pendant les vacances scolaires s'élevait à 15 000 voyages pour la ligne 4 et à 40 000 voyages pour la ligne 3.

Le magazine Montpellier Agglo (n° 9 - février 2013), donne une information sur la fréquentation de la ligne 3, évaluée à 49 000 voyages, qui serait la fréquentation journalière moyenne sur la ligne 3 depuis sa mise en service en avril 2012 alors que 19 000 voyages auraient été réalisés sur la ligne 4. Avant l'ouverture des deux lignes, la fréquentation était estimée à 14 900 voyages pour la ligne 4 et à 77 000 voyages pour la ligne 3. Si les prévisions sont

dépassées pour la fréquentation de la ligne 4 (+ 35,7 %) les résultats de la ligne 3 seraient notablement inférieurs aux prévisions (- 36,4 %).

6.1.3.3.3. Evolution de la vitesse commerciale et de la vitesse d'exploitation

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Variation 2008-2012
BUS							
Vitesse d'exploitation (en Km/h)	13,50	13,60	13,50	13,30	13,00	13,04	-3,41%
Vitesse commerciale (en Km/h)	16,40	16,90	17,01	16,50	15,90	15,80	-7,11%
TRAMWAY L1							
Vitesse d'exploitation (en Km/h)	15,50	15,50	15,00	14,71	14,51	14,16	-5,60%
Vitesse commerciale (en Km/h)	19,90	20,20	19,42	19,32	19,24	18,85	-2,93%
TRAMWAY L2							
Vitesse d'exploitation (en Km/h)			15,70	15,56	15,29	15,45	-1,59%
Vitesse commerciale (en Km/h)			20,75	20,73	20,78	20,65	-0,48%
MOYENNE RESEAU							
Vitesse d'exploitation (1)	14,40	14,10	14,20	13,93	13,68	13,63	-4,01%
Vitesse commerciale (1)	18,10	18,10	18,20	17,75	17,31	17,08	-6,15%
V. exploitation/V. commerciale	0,7956	0,7790	0,7802	0,7848	0,7903	0,7980	+0,3%

(1) avec travaux 2009-2010-2011

Source : rapport au CA « Analyse du réalisé »

La vitesse d'exploitation tient compte des contraintes d'exploitation (retournement en bout de ligne, temps de repos des conducteurs...) et est donc naturellement inférieure à la vitesse commerciale qui mesure la vitesse de transport des voyageurs. La vitesse commerciale dépend de la configuration de l'aire urbaine (géographie du centre-ville, couloirs de bus) qui pénalise Montpellier par rapport à d'autres villes, comme Strasbourg par exemple. On constate un mouvement général de baisse de la vitesse tant d'exploitation que commerciale. La baisse de la vitesse commerciale est de 7,11 % entre 2008 et 2011 pour le réseau de bus, de 2,93 % et 0,48 % respectivement pour les lignes 1 et 2 du tramway sur la même période. Les travaux entrepris entre 2009 et 2011 pour la construction des lignes 3 et 4 du tramway expliquent vraisemblablement cette évolution.

Le rapport entre les deux vitesses (qui permet la comparaison des réseaux entre eux) augmente régulièrement depuis 2007 pour ce qui concerne la moyenne du réseau ce qui signifie que la performance du réseau s'améliore ; cependant cette performance n'a été rendue possible que parce que la baisse de la vitesse d'exploitation est moins rapide (- 4,1 %) que celle de la vitesse commerciale (- 6,15 %). Les pistes recherchées pour améliorer ce rapport consistent à accélérer la vitesse de retournement et à diminuer, par une nouvelle organisation les immobilisations résultant du temps de pose des conducteurs.

6.1.3.3.4. Les ventes de billetterie

Le délégataire est autorisé par convention de délégation de service public à percevoir auprès des usagers des prix calculés sur la base des tarifs applicables. La structure et le niveau des tarifs sont fixés par l'autorité organisatrice, dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, de sa propre initiative ou sur proposition du délégataire. Les tarifs applicables lors de l'entrée en vigueur des conventions figurent au cahier des charges. Les tarifs sont révisés par l'autorité délégante, sur proposition motivée du délégataire. L'autorité organisatrice peut à tout moment imposer au délégataire des réductions tarifaires (tarif réduit ou gratuit) pour certaines catégories d'usagers ; dans ce cas elle compense toutes les moins-values qui en résultent. Le

197

montant de la compensation tarifaire correspond à la différence entre le tarif réduit décidé par l'autorité déléguée et le tarif que le voyageur aurait dû acquitter en l'absence de réduction tarifaire.

De son côté, le délégataire peut, après accord de l'autorité déléguante, accorder des réductions tarifaires à caractère exceptionnel et temporaire dans le cadre de sa politique commerciale. Ces opérations n'ont pas droit à modification de la subvention forfaitaire d'exploitation ni à versement de compensations tarifaires. Des tarifs bonifiés ont été testés par l'Atf (office tourisme, tarifs congrès, Aquanum Mare Notturnum) : ces quelques essais à la marge n'ont pas donné lieu à des variations de fréquentation notables).

Les tarifs

Moyenne 2010	Tous réseaux	Agglomérations de - 450 000 habitants	Tarifs appliqués Tam 2010
1,13 €	1,20 € 1,34 € 1,50 €	1,20 € 1,34 € 1,50 €	1,40 €
Ticket unitaire	Minimum Moyenne Maximum	Minimum Moyenne Maximum	
	0,88 €	0,87 € 1,12 € 1,23 €	1,18 €
Ticket extrait du carnet	Minimum Moyenne Maximum	Minimum Moyenne Maximum	
Abonnement mensuel	27,71 €	31,00 € 38,46 € 45,30 €	43,00 €
Abonnement annuel	279,89 €	223,00 € 260,78 € 453,00 €	390,00 €
Minimum Moyenne Maximum			

Source : Etude du GART (Groupement des Autorités Responsables de Transport)

Les tarifs pratiqués par Tam sont supérieurs en 2010 à la moyenne des agglomérations de + 200 000 habitants et - 450 000 habitants. De son côté, sans citer ses sources, Tam allègue qu'en comparant les réseaux pour lesquels les collectivités ont investi des Transports en Commun en Site Propre (TSCP) et surtout en Tamways, il apparaît que Tam se situe dans la moyenne ou en deçà concernant les tickets. Le chambre note cependant que selon des éléments communiqués, Tam est plus cher pour la quasi-totalité des abonnements mensuels (tout public, étudiants, 4-18 ans) ou annuels (tout public, étudiants, seniors).

Recettes billetterie (part client) en k€

Recettes billetterie	2007	2008	2009	2010	2011
NN-1	26 150	27 235	27 065	26 905	
	+9%	+4,1%	-0,6%	-0,7%	
Compensations	9 694	9 835	11 244	9 184	
Recettes totales avec compensation	35 844	37 070	38 309	36 089	38 914
NN-1	+9,2%	+3,5%	+3,3%	-5,79%	+7,9%

Comme il a été indiqué, aux termes de la LOTI la fixation des tarifs est de la responsabilité de l'AOT et compense par elle. De ce point de vue, la notion d'exploitation aux risques et périls du délégataire, qui est l'un des fondements de la délégation de service public, semble être assez faible. TSM prétend que cette notion est antinomique avec la notion de SEMI dont les collectivités locales sont les principaux actionnaires ; en clair, les risques

d'exploitation de la SEML seraient en fin de compte pris en charge par les collectivités en cas d'exploitation déficitaire, ce qui supposerait de recapitaliser Tam. Au surplus, existent quand même les risques tenant au trafic et à la fréquentation.

Certains tarifs particuliers, décidés par l'agglomération de Montpellier font l'objet de compensations pour les montants indiqués dans le tableau ci-dessus. Celles-ci concernent principalement les demandeurs d'emploi, les personnes âgées de moins de 25 ans, les personnes âgées de 65 ans ou plus, les personnes handicapées et les personnes âgées de 65 ans ou plus, les personnes handicapées et les personnes âgées de 65 ans ou plus.

6.1.3.3.5. Les parkings tramway

[illegible]

Fréquentation des parkings tramway en nombre de véhicules

6.1.3.4. Les contrôles par le déléguant

La fréquentation des parkings tramway est en progression constante sur la période d'examen (9,3 % en moyenne annuelle). Cette fréquentation est deux fois plus importante pour les abonnés (+ 81 % que pour les forfaits (+ 43 %). C'est l'ouverture du parking de très grande capacité CIRCÉ à Odysseum qui a notablement contribué à cette évolution que l'on peut constater avec l'augmentation du nombre des véhicules des usagers abonnés de 2010 à 2011 (+ 103 %). En revanche, les parkings du premier tronçon de la ligne 1 de tramway sont, pour la fréquentation des abonnés, en diminution depuis 2008 (Mosson, Eurymédécine, Occitane).

« Le contrôle du délégué par le délégué n'est pas seulement une option, c'est une obligation ».

Les deux conventions analysées prévoient la possibilité pour l'autorité organisatrice de procéder à un contrôle étendu sur l'exécution des missions du délégué. Ainsi, l'ADT peut demander au délégué des informations complémentaires sur tous les comptes-rendus et pour contrôler la bonne exécution de ses missions, le délégué peut être organisé et délégué à la demande de l'autorité.

L'article 13 de la convention de la DSP 2004-2009 et l'article V.5 de la convention de DSP 2010-2017 relatifs au droit de contrôle de l'autorité organisatrice prévoient un droit de contrôle des renseignements communiqués dans le rapport du délégataire : à cet effet, des agents accrédités pourront se faire présenter toutes les pièces de comptabilité nécessaires à leur vérification ainsi que tout contrat souscrit par le délégataire. L'autorité délégataire peut également avoir recours à des organismes de contrôle extérieurs choisis par elle. Ainsi les personnes accréditées par le délégant peuvent se rendre sur place et se faire présenter toutes les pièces nécessaires à leur contrôle ; elles peuvent procéder à toutes vérifications utiles pour s'assurer que les biens concédés sont exploités et entretenus dans les conditions du contrat de délégation et que les intérêts contractuels de l'autorité délégataire sont sauvegardés. Dans tous les cas, les procédures de contrôle mises en œuvre et leurs résultats s'imposent au délégataire.

Interrogé sur ce point TaM a répondu que les personnels de la direction Transport de l'agglomération « *procèdent souvent par recoupements en interrogeant directement plusieurs directeurs sur les mêmes sujets* » que le contrôleur de gestion de la communauté d'agglomération « *recoupe les déclarations avec nos comptes et avec les clauses contractuelles* » et qu'une enquête « *client mystère* » a été diligentée directement par la direction des Transports de l'agglomération fin 2012 concernant les objectifs qualitatifs de l'annexe au contrat. Ainsi, aucune enquête n'a été mise en œuvre par la communauté d'agglomération de Montpellier pendant toute la durée de la DSP 2006-2009.

Sur les deux premiers thèmes il apparaît que les agents de la communauté d'agglomération de Montpellier ne font que leur devoir de contrôle qui relève de l'exécution ordinaire de la délégation de service public et qu'il ne s'agit pas du dispositif externe de contrôle tel qu'il est évoqué ci-dessus. Par contre, les thèmes comme la bonne exécution sur le terrain, le respect des prescriptions techniques et qualitatives la consistance des recettes commerciales le contrôle de l'entretien ne semblent pas faire l'objet d'une fiche de contrôle normalisée élaborée et mise en œuvre par le délégant. Comme indiqué, il n'existe sur la période de contrôle qu'une seule enquête externe indépendante (fin 2012) sur le suivi et la vérification des objectifs qualitatifs définis par les différentes conventions de délégation. La communauté d'agglomération de Montpellier précise que les méthodes de contrôle des délégataires de service public ne sont nullement définies en droit, en dehors du contrôle opéré par application de l'article L.1411-3 du CGCT relatif au rapport annuel du délégataire. Elle ajoute que le recours à des organismes de contrôle extérieurs tel qu'évoqué au sein de l'article V.5.2 du contrat de délégation de service public ne relève pas d'une obligation mais d'une simple faculté le cas échéant.

6.2. Les mandats

La chambre s'est limitée à l'examen de la convention de mandat couvrant les exercices sous revue, c'est-à-dire la convention relative à la réalisation de la troisième ligne de tramway et de l'extension ouest de la première ligne, signée le 25 juin 2004 entre la communauté d'agglomération de Montpellier et Transports de l'agglomération de Montpellier, ainsi que ses avenants n° 1 du 23 mars 2005, n° 2 du 28 juillet 2008, n° 3 du 18 octobre 2010 et n° 4 du 8 août 2012.

6.2.1. Le mandat de la construction des lignes 3 et 4 de tramway

Dans le cadre des dispositions de l'article 3 la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique (loi MOP), l'agglomération de Montpellier a souhaité confier à un mandataire la mission de faire réaliser l'opération « troisième ligne de tramway ». Par délibération

du 28 avril 2004, la CAM avait arrêté le programme de la 3^{ème} ligne qui comportait le planning de réalisation (la mise en service commerciale devait intervenir au plus tard fin 2009) ainsi que l'enveloppe financière prévisionnelle (480 M€ HT valeur 2004). Un marché de prestations intellectuelles sur appel d'offres ouvert a été passé en application des articles 33 à 57 et 59 du code des marchés publics en vigueur à l'époque. Le mandat pour les missions complètes d'étude et de la réalisation de la 3^{ème} ligne a été confié le 4 août 2004 au groupement solidaire TAM/TRANSAMO avec TAM comme mandataire du groupement. La rémunération du mandataire était fixée à 14 312 80,96 € HT (17 118 217,59 € TTC).

Le premier avenant du 23 mars 2005 procède à la désignation de la SEML TaM comme seule titulaire du marché ; en conséquence, les droits et obligations du mandat de réalisation sont transférés du groupement TAM/TRANSAMO à TAM désormais seul titulaire.

L'avenant n° 2 du 28 juillet 2008 a pour objet d'entériner la modification du programme et de l'enveloppe financière de l'opération, de réadapter le montant et l'échéancier de rémunération du mandataire en fonction du nouveau planning et enfin, de prendre en compte le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant sur le code des marchés publics (la chambre remarque que la prise en compte des nouvelles dispositions réglementaires est intervenue près de deux ans après leur entrée en vigueur, le 1^{er} septembre 2006). Au terme de cet avenant, la date de mise en service commerciale est repoussée de fin 2009 au troisième trimestre 2012. L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est ajustée au montant de 450 M€ HT (valeur 2004) : coût prévisionnel des travaux, du système tramway et des dépôts pour 270 M€ HT, matériel roulant et équipements annexes pour 61 M€ HT et opérations d'accompagnement et frais nécessaires à la réalisation du projet pour 119 M€ HT. La redéfinition du planning de réalisation de l'opération générant une prolongation de trois ans, le montant de la rémunération du mandataire, initialement fixée à 14 312 80,96 €, est portée à 15 540 614,84 € (valeur avril 2004).

L'avenant n° 3 du 18 octobre 2010 a élargi le périmètre du mandat confié à TaM afin d'y intégrer le programme de l'opération prévoyant la mise en service de la ligne 4 « La Circulade » qui s'appuie sur les infrastructures réalisées dans le cadre du programme de travaux de la ligne 3, d'y intégrer également la conduite des opérations de remplacement des abris sur les stations de tramway de la ligne 1 et les opérations connexes demandées par les villes de Montpellier, Lattes et Pérols et par la communauté d'agglomération de Montpellier concernant certains travaux sur les réseaux d'eau potable (AEP) et eaux usées (EU). L'ensemble des équipements complémentaires de la création de la ligne 4 est évalué à 6 M€ HT mais l'enveloppe financière globale de l'opération reste fixée à 450 M€ HT compte tenu des marges financières disponibles sur l'opération et de l'avancement favorable des travaux. L'opération est désormais intitulée « *Ligne 3, extension Ouest de la ligne 1 et ligne 4 « La Circulade » du réseau de tramway de l'agglomération de Montpellier* ». L'opération de remplacement des abris tramway de la ligne 1 confiée à l'entreprise DECAUX par marché notifié le 23 août 2010, a été réalisée sous conduite d'opération de TaM, mandataire qui avait accepté de réaliser cette prestation sans rémunération complémentaire. Enfin, les opérations connexes résultent d'opérations d'accompagnement pour garantir une parfaite cohérence entre les projets développés par différents maîtres d'ouvrage et la ligne 3 en raison de leur étroite imbrication ; le prix de ces opérations connexes AEP ET EU est estimé pour la ville de Montpellier à 5 970 017,75 €, pour la ville de Pérols à 105 486,80 €, pour la ville de Lattes à 47 742,00 € et pour la communauté d'agglomération à 3 480 480,00 € (valeur septembre 2008) soit 8 152 859,33 € HT ramené à 1 500 000 € HT (valeur 2004). En conséquence, l'enveloppe financière prévisionnelle est portée à 458,15 M€ HT (valeur 2004) et la rémunération du mandataire 15 700 828,55 € HT (+ 160 213,70 € HT valeur 2004 pour les ouvrages et aménagements connexes).

L'avenant n° 4 du 8 août 2012 prend en compte le fait que le programme de la ligne 3 prévoyait un parking d'échange au sol d'une capacité de 600 places extensible à 1000 places qui,

compte tenu des contraintes de réalisation, a été limité à 430 places ; or depuis la mise en service des lignes 3 et 4 depuis le 7 avril 2012, la fréquentation de ce parking est importante et conduit à une saturation à court terme. Le programme a donc été adapté pour permettre la réalisation de ce parking d'échange en ouvrage d'une capacité de 1200 places sur l'emprise de l'actuel parking extensible à terme à 1600 places. L'enveloppe financière prévisionnelle pour les études et la réalisation de ce parking est fixée à 14,4 M€ HT (valeur juin 2012 et à 10,6 M€ en valeur d'origine (avril 2005) y compris la rémunération du mandataire (309 000 € HT valeur 2004). Cependant, l'enveloppe financière globale de l'opération reste fixée, y compris opérations connexes de l'avenant n° 3, à 458,15 M€ HT. Par contre, la rémunération totale du mandataire est portée à 16 009 828,55 € (valeur avril 2004).

Ainsi, au total la rémunération du mandataire s'élève, hors opérations connexes, à 3,52 % du montant total de l'opération (450 M€ HT). Compte tenu des opérations connexes sa rémunération s'établit à 16 009 828,54 € HT soit 19 147 754,93 € TTC.

Décomposition de la rémunération du mandataire par phases

Période	Part en %	Montant € HT	Montant € TTC
De la notification du mandat à l'approbation de l'avant-projet	22,0%	3 528 515,84	4 220 103,75
De l'approbation de l'avant-projet au démarrage des travaux	18,5%	2 963 700,00	3 544 585,20
Du démarrage des travaux à la mise en service commerciale	46,3%	7 417 956,20	8 871 875,62
De la mise en service commerciale à la fin de la garantie de parfait achèvement	13,1%	2 099 657,50	2 511 190,37
TOTAL	100,00%	16 009 657,50	19 147 754,93

6.2.2. Historique des opérations réalisées sous mandat pendant la période

En 2008, dans le cadre du mandat ligne 3, les premières consultations d'entreprises ont été engagées à la fin de l'année et se sont concrétisées par le démarrage des travaux préparatoires en mars 2009 ; la consultation pour le matériel roulant s'est conclue par l'attribution du marché en 2009. Pour le mandat de la ligne 2 : quelques travaux complémentaires ont été réalisés. L'inauguration de l'extension de la ligne 1 à ODYSSEUM a eu lieu le 23 septembre 2009. Le programme d'aménagements complémentaires prévu à l'avenant n° 8 à la convention de mandat sur la ligne 2 St Jean-de-Védas/Jacou s'est poursuivi en 2009. Le premier coup de pioche pour l'engagement des travaux de la ligne 3 a été donné le 19 mars 2009. Le marché pour l'attribution du matériel roulant a été attribué par le conseil d'agglomération du 25 mai 2009 à ALSTOM TRANSPORT pour 23 rames de marque CITADIS et 12 rames additionnelles avec une première livraison à partir d'avril 2011. La communauté d'agglomération a délibéré le 28 septembre 2010 pour modifier le programme initial de l'opération ligne 3 pour y inclure la réalisation de la ligne 4 « La Circulade ». L'ensemble des connexions avec les lignes 1 et 2 a été réalisée et 40% du linéaire de voie ferrée a été posé fin 2010.

Le mandat extension de la ligne 1 s'est achevé avec l'inauguration de la station MONDIAL le 17 décembre 2010. Les premiers roulages des lignes 3 et 4 ont débuté en 2011 et leur mise en service est intervenue le 7 avril 2012. Pour la ligne 5 LAVERUNE-CLAPIERS-PRADES LE LEZ et le bouclage de la ligne 4 « La Circulade » la première phase de concertations préalables a été lancée en juin 2011.

Les résultats financiers

Les résultats financiers des opérations sous mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée, tous mandats confondus, sont retracés dans le tableau ci-dessous. Comme il est logique, ces opérations sont quasi équilibrées en charges et produits, compte tenu de la rémunération du mandataire. On observe qu'à partir de 2010, en raison des conditions d'attribution de la nouvelle DSP transport, les coûts de sous-traitance ont été ramenés à zéro. Les frais de personnel, et donc les effectifs, évoluent en fonction du calendrier de la réalisation des différents mandats (ligne 1, ligne 2, ligne 3).

Compte de résultat des activités mandats ou MOD

Unité d'œuvre Effectifs ETC	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Produits	4 456,4	2 899,8	2 670,6	3 024,2	3 046,7	3 396,9
Rémunération mandats	4 340,8	2 510,2	2 571,5	2 904,1	3 032,9	3 372,2
Autres recettes annexes	0,8	15,8	8,3	3,8	13,8	0,6
Produits divers hors exploitation	114,8	373,8	90,8	116,3	0,0	24,1
Charges	4 455,8	2 899,8	2 667,9	3 024,2	3 046,7	3 396,9
Coûts liés aux équipements	20,8	3,8	0,0	6,5	5,9	12,3
Sous-traitance	403,5	370,5	593,8	670,4	0,0	0,0
Impôts et taxes	128,3	67,6	43,6	55,7	40,2	43,3
Frais de personnel	2 693,0	1 964,6	1 565,9	1 945,6	1 928,6	2 114,0
Frais de structure	1 143,7	558,4	409,5	299,6	1 024,9	1 180,1
Autres charges	66,5	-65,1	85,1	46,4	47,1	47,2
Résultat avant impôt	0,6	0,0	2,7	0,0	0,0	0,0
Impôt sur les sociétés	0,1	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0
Résultat après IS	0,5	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0

Certains marchés passés sous opérations de mandat sont évoqués dans la partie du rapport consacré à la commande publique.

6.3. Le stationnement

Cette activité concerne les parkings en ouvrage qui font l'objet d'une DSP (concession ou affermage) de la ville ou de l'agglomération de Montpellier (Corum) et le stationnement en surface, qui fait l'objet d'un marché avec la ville de Montpellier.

Le précédent plan de déplacement urbain (PDU) ayant été annulé en 2007 pour un vice de forme lié aux conditions de l'enquête publique, un nouveau plan aurait dû être adopté en 2010 pour la décennie à venir. Il a finalement été adopté le 19 juillet 2012 (délibération du conseil de communauté n° 10998) après enquête publique en été 2011. Ses axes stratégiques sont l'articulation des politiques d'urbanisme et de mobilité afin de promouvoir et organiser un urbanisme de proximité permettant de limiter la dépendance automobile et l'allongement des distances parcourues, favoriser les comportements de mobilité et déployer une offre de transport intermodale à l'échelle de la métropole montpelliéraine.

Toujours est-il que les objectifs des PDU tendant à la réduction de la circulation automobile, conformément à la loi SRU, doivent guider la stratégie à venir et viser à limiter les déplacements en voiture par le biais de l'organisation ou la réorganisation de la politique du stationnement. Dans cette optique, les tarifs des parcs de stationnement devraient être

harmonisés ou modifiés de façon à rendre l'offre de stationnement en ouvrage systématiquement plus attractive que celle sur voirie, que les abonnements réduits, hors résidents, les exclusions horaires (entre midi et 2) soient réétudiées, que des zones résidentielles soient instaurées et que les déplacements en bus soient rendus plus attractifs (modernes, anti polluants, climatisés).

6.3.1.1. Les parkings en ouvrage

Des compensations tarifaires sont versées à TaM par la ville de Montpellier pour les parkings Europa et Gambetta et correspondent aux charges des investissements financés par le concessionnaire et n'ayant pu être récupérées sur la tarification publique ainsi que, pour le parking Gambetta, aux pertes de recettes générées par les travaux. En revanche, une redevance d'affermage est versée par le délégataire au titre de l'occupation et de l'utilisation des biens à sa disposition par le délégant. Elle est généralement composée d'une partie fixe, calculée en valeur et d'une partie variable fixée en pourcentage des produits d'exploitation ou du chiffre d'affaire au-delà d'un certain montant. Chaque convention de DSP fixe les règles de la redevance versée. Les montants respectifs des compensations tarifaires perçues et la redevance d'affermage versée par TaM sont regroupés dans le tableau ci-dessous.

En k€	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Compensations tarifaires reçues	252,2	247,9	455,8	255,1	229,2	595,3
Redevance d'affermage versée	950,3	2 776,2	1 340,4	1 655,4	1 769,3	2 003,7

6.3.1.1. L'activité stationnement au cours de la période 2006-2011

En 2006, la ville de Montpellier a attribué à TaM pour 7 ans l'affermage du parking COMEDIE. La mise en exploitation de 30 places supplémentaires à LAISSAC n'a pas permis de réduire le déficit d'exploitation de ce parking. TaM a perçu 252,2 k€ HT de la ville au titre des compensations tarifaires (réhabilitation GAMBETTA) et a versé 950,3 k€ HT de redevances d'affermage concernant les différents parkings gérés. En 2007, l'affermage du parking COMEDIE double le volume de « production » parking de l'entreprise. Le parking CORUM retrouve un équilibre précaire après les déficits générés par les travaux de la ligne 2. TaM a perçu 247,9 k€ HT de la ville au titre des compensations tarifaires (réhabilitation GAMBETTA) et a versé 2 776,2 k€ HT de redevances d'affermage (en hausse du fait de la redevance pour COMEDIE) concernant les différents parkings gérés. Pour les parkings, on constate en 2008 une baisse de 12 % des produits, due en grande partie à la perte de la DSP ARC DE TRIOMPHE et des places condamnées pour la réfection du parking COMEDIE. L'année 2009 constitue la première année d'exploitation pour les DSP LAISSAC et CORUM à nouveau remportées en 2008. TaM a également remporté en 2009 la DSP NOMBRE D'OR. L'activité parking révèle une hausse de 9,9 % des produits (715 k€) et de 14 % des charges (961 k€). TaM a perçu 255,1 k€ HT de la ville au titre des compensations tarifaires (suppression de la compensation tarifaire pour la réhabilitation GAMBETTA) et a versé 1 655,4 k€ HT de redevances d'affermage. En 2010, la baisse d'activité des parkings GAMBETTA et LAISSAC est due aux travaux de la ligne 3 et a été compensée par l'activité en année pleine du parking rénové de la COMEDIE et par la hausse continue des recettes commerciales du parking EUROPA. TaM a remporté la DSP du parking NOMBRE D'OR depuis le 1^{er} février 2010. L'impact des travaux a de nouveau entraîné en 2011 sur les parkings LAISSAC et GAMBETTA une forte baisse de la clientèle horaire ; par ailleurs la clientèle abonnée du parking EUROPA a souffert du départ de son plus gros client institutionnel (ORANGE). TaM a obtenu un nouveau contrat d'affermage pour le parking ARCEAUX (2011-2015).

Le tableau ci-dessous regroupe les parkings en ouvrage gérés par TaM avec l'indication de leur mode de gestion, le délégataire, la date d'attribution et la fin de la délégation de service public.

Nombre d'Or	DSP	Délégant	Date	Fin
Arceaux	Affermage	Ville	01/01/201	2013
Corum	Affermage	Ville	23/12/2010	2015
Europa	Affermage	ENJOY (1)	04/02/2009	2018
Arc de Triomphe	Concession	Ville	29/07/1994	2035
Laisac	Affermage	Ville	15/12/2002	2006
Gambetta	Affermage	Ville	01/2009	2011
Comédie	Concession	Ville	22/05/1985	2029
Prefecture	Affermage	Ville	20/11/2006	2013
ENJOY est délégataire de Montpellier Agglo et TaM est subdélégataire.	Amortisation (2)	Ville	30/12/1993	2012

(1) ENJOY est délégataire de Montpellier Agglo et TaM est subdélégataire.
(2) Convention de location par amortissement.

6.3.1.2. L'examen des conventions de délégation de trois parkings

Trois parkings ont été plus particulièrement étudiés : Comédie car il s'agit du plus vaste et de celui qui procure les recettes les plus importantes, Gambetta en raison des contentieux qui ont émaillé son fonctionnement et Europa pour la durée de la concession.

6.3.1.2.1. Parking Gambetta

Une concession a été signée le 22 mai 1985, pour une durée de 21 ans à compter de la mise en service de l'ouvrage, avec la SMTU (Société Montpelliéraine de Transports Urbains), devenue par la suite TaM, avec un double objectif, la réalisation du parc de stationnement et son exploitation.

La rémunération du concessionnaire est constituée des ressources de l'exploitation (usagers horaires du parc de stationnement et abonnés, publicité). L'équilibre financier de la concession supposait un taux d'occupation normal de 2 074 800 places heures pour 300 jours d'exploitation et 494 places de stationnement. La ville de Montpellier pouvait être amenée à attribuer une compensation financière en fonction d'un nombre de places horaires non utilisées. Une participation pour occupation du domaine public est fixée selon les modalités suivantes : quand le montant de la recette réelle est insuffisant pour assurer l'équilibre du compte conventionnel, aucune redevance ne sera versée à la collectivité ; quand le montant de la recette réelle est suffisant une participation de 5% de l'excédent d'exploitation est versée à la ville.

Plusieurs avenants sont venus modifier le contrat initial et notamment sa durée. Par avenant n° 3 du 25 octobre 1989, compte tenu de l'évolution favorable prévisible de la fréquentation du parking, la ville a décidé de supprimer sa compensation financière en échange de la prolongation de la durée de la concession qui est portée à 40 ans à compter du 1^{er} janvier 1990. Par avenant n° 4 du 26 juillet 1996, dans le but de rendre plus cohérente sa politique tarifaire et d'harmoniser l'ensemble des clauses contractuelles, la SEMI a bénéficié, comme pour tous les autres parkings qu'elle gère, de la liberté tarifaire dans la limite de montants maxima indexés fixés par l'avenant.

765

Contentieux

Le 28 octobre 1987 des précipitations importantes et exceptionnelles ont endommagé le parc de stationnement et ont entraîné la fermeture du parking GAMBETTA. Ce parking a fait l'objet de deux autres gros sinistres d'inondation, les 26 avril 1989 et 25 novembre 1997 qui ont également entraîné la fermeture du parking puis sa réouverture partielle (250 places). En attendant la terminaison des travaux de réhabilitation, la ville a autorisé la SEM à exploiter comme parking la place des Arceaux dans les mêmes conditions (avenant n° 5 du 6 janvier 1998).

S'agissant du premier sinistre, le tribunal administratif de Montpellier a, le 2 juillet 1993, rejeté la demande de la SMTU tendant à condamner la SERM et les autres sociétés associées et à réparer le préjudice subi. La cour administrative d'appel de Bordeaux a annulé le 6 mars 1995 le jugement précité au motif que le contrat de mandat conclu entre la SMTU et la SERM ainsi que les contrats passés entre la SERM et les sociétés étaient des contrats privés et que le contentieux relevait de la juridiction judiciaire. En effet, le contrat conclu le 22 mai 1985 entre la ville de Montpellier et la SMTU portait non seulement sur la construction d'un parc de stationnement mais aussi sur son exploitation et présentait donc le caractère d'un contrat de concession de travaux public et de service public ; ainsi, c'est en qualité de concessionnaire et non pas en agissant pour le compte de la ville de Montpellier que la SMTU a fait construire ce parc de stationnement. Il s'ensuit que tant le contrat de mandat conclu entre la SMTU et la SERM que les marchés passés entre celle-ci et les constructeurs ont le caractère de contrats de droit privé.

Le dégât causé par cette première inondation du 28 octobre 1987 a donné lieu, après expertise judiciaire et procès, à une indemnisation prise en charge par l'assureur responsabilité civile de la SMTU. Les travaux de réparation nécessités par le second sinistre du 26 avril 1989 ont été pris en charge par l'assureur sans procédure judiciaire.

S'agissant du sinistre du 25 novembre 1997, une expertise judiciaire a été diligentée afin de déterminer notamment si les trois sinistres avaient la même cause et devaient être considérés comme un dommage unique permettant d'obtenir une indemnisation sur la base de l'article 1792 du code civil alors même que l'action en responsabilité décennale était prescrite de 2 mois (réception du parking le 21 septembre 1987). La procédure judiciaire a été longue et complexe car participaient à l'instance tous les intervenants à l'acte de construction (dont la SERM mandataire) et tous les assureurs (assureurs multirisques, responsabilité, dommage, ouvrage). Cette procédure s'est conclue par une décision favorable de la Cour d'Appel du 1 décembre 2009 confirmant le jugement du TGI du 15 mai 2008. Ce jugement a retenu que le sinistre du 25 novembre 1997 constituait un sinistre décennal évolutif, le mettant à la charge de l'assureur et fixant une somme de 4 689 945 € en faveur de TaM.

La ville ayant demandé à TaM d'engager les travaux de réhabilitation sans attendre l'issue de la procédure judiciaire, l'avenant n° 6 du 23 décembre 2002 a institué une compensation à hauteur du financement des travaux de remise en état (coût prévisionnel de remise en état de l'ouvrage 3 575 600 €) et des pertes d'exploitation occasionnées par la réalisation des travaux. Le montant prévisionnel annuel de cette compensation est plafonné à 762 245 € HT. TaM était autorisé à recourir à l'emprunt pour financer les travaux et la ville s'engageait à garantir les emprunts souscrits dans la limite de 50 % de leur montant.

6.3.1.2.2. Parking Comédie

La ville de Montpellier, par convention de concession du 8 octobre 1974, avait confié la construction du parc de stationnement de la Comédie, d'une capacité de 914 places, à la société BALENCY BRIARD puis à la société SABLAISE DES EAUX reprise par la SOGEA LANGUEDOC-

ROUSSILLON, devenue SOGEA SUD OUEST puis EFFIPARC SUD OUEST. La durée de concession, à l'origine de 30 années après le mise en service du parc, a été prolongée d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2006, en contrepartie de la prise en charge par le concessionnaire de travaux d'aménagement intérieurs.

Une convention de délégation de service public pour la modernisation et l'exploitation du parc de stationnement de la Comédie a été signée le 20 novembre 2006 entre TaM, nouveau délégataire et la ville de Montpellier. Sur cette convention figure un cachet de la préfecture du 13 novembre 2006.

La convention précise que la ville met à disposition du délégataire les installations et équipements selon le descriptif communiqué dans le dossier de délégation de service public. L'exploitation est effectuée par voie d'affermage ; le délégataire assure pour le compte de la ville le fonctionnement général du parc dont l'accueil des usagers et les relations avec la clientèle. Il se rémunère directement auprès des usagers, encaisse les recettes, assume la surveillance, le nettoyage et l'entretien technique du parc. Il exploite le service à ses risques et périls et verse chaque année à la ville une redevance.

La convention doit prendre fin le 31 décembre 2013. Le délégataire doit en outre assurer des travaux d'amélioration (création d'un ascenseur, d'un hall caisse climatisé, des locaux d'exploitation et d'accueil des clients, visiophone, Véloparc, modernisation de la vidéosurveillance et la sonorisation, réaménagement des accès véhicules et piétons du service selon les modalités) pour un montant prévisionnel de 5 020 000 € HT. Les travaux devaient démarrer dans les trois mois de la notification de la convention. La réception des travaux a été prononcée sans réserve avec effet à la date du 27 avril 2009.

La convention prévoit que la ville et un agent de la TaM effectuent chaque année une visite des locaux afin de constater l'état des lieux et de l'appareillage ainsi que les modalités d'exploitation des ouvrages (article 22). Un procès-verbal de cette visite doit être dressé contradictoirement. Selon TaM, ce droit de contrôle n'est pas exercé par la ville ce dont témoigne l'absence de procès-verbal. Même si l'article 22 concerne le droit de contrôle de la ville il serait de bonne gestion qu'en l'absence de l'exercice de ce droit de contrôle, TaM attire l'attention de la collectivité.

La redevance annuelle à verser à la ville comprend une partie fixe de 850 000 € et une partie variable calculée par application du taux de 70% sur le chiffre d'affaires au-delà du montant réalisé de 2 550 000 € ainsi que d'un plafonnement du résultat du délégataire à 5%, l'excédent éventuel étant intégré à la redevance variable.

Par avenant N°1 (non daté) la ville a été contrainte de modifier le phasage et l'ordonnement de l'ensemble du chantier suite à un contentieux avec le précédent gestionnaire ; comme il n'était pas envisageable de répercuter le coût des travaux supplémentaires sur la tarification du parking (réfection de la totalité du réseau incendie avec neutralisation de 25 % de la capacité du parking pendant une durée de deux mois) il a été convenu de modifier l'équilibre de la convention initiale. Ainsi, la ville ne souhaitant modifier ni la durée du contrat ni les engagements de TaM concernant la part fixe et la part variable de la redevance, la charge induite est supportée en reportant de 24 mois la clause de plafonnement du résultat de TaM. Puis par avenant n°2 (non daté) la ville a à nouveau modifié l'article 26.4 relatif au plafonnement du résultat du délégataire en ne reportant pas la date d'entrée en vigueur en 2009 mais en faisant en sorte que TaM reste redevable dès 2007 de la clause de plafonnement sous réserve d'exigibilité différée en 2009 des sommes dues au titre des exercices 2007 et 2008.

746

Les différentes versions de l'article 26.4 sont les suivantes :

Convention initiale - « Le résultat du délégataire sera plafonné à 5% du résultat brut d'exploitation, l'excédent sera intégré à la redevance variable versée à la ville »

Avenant n°1 - « A compter de l'exercice 2009 et dès que le montant réalisé de chiffre d'affaires atteindra 2 550 000 € HT, le résultat du délégataire sera plafonné à 5% du résultat brut d'exploitation, l'excédent sera intégré à la redevance variable versée à la ville »

Avenant n°2 - « Dès que le montant réalisé de chiffre d'affaires atteindra 2 550 000 € HT, le résultat du délégataire sera plafonné à 5% du résultat brut d'exploitation, l'excédent sera intégré à la redevance variable versée à la ville. Le montant du au titre des exercices 2007 et 2008 ne sera toutefois exigible par la ville et à verser par TamI qu'en juin 2009, après l'arrêt des comptes de l'exercice 2008 ».

Extrait des résultats par activité de TAM					
Résultat exercice					
Charges	2 789 988	2 477 523	2 916 694	3 007 333	3 121 957
Produits	2 841 503	2 613 998	2 969 528	3 071 047	3 197 698
Résultat	51 514	136 475	52 834	63 714	75 740

Il faut noter les variations entre 2007 et 2008 : les recettes baissent en raison des places condamnées (25% de la capacité) par les travaux qui vont durer jusqu'au début 2009 et la redevance est exceptionnellement élevée en 2007. Le décalage des travaux sur l'année 2008 a entraîné un résultat brut d'exploitation plus élevé en raison de moindres charges. Comme le résultat du délégataire est plafonné à 5 % du résultat d'exploitation, (article 26.4) l'augmentation du résultat brut d'exploitation a entraîné le versement d'un montant plus élevé de la redevance variable à la ville en application du plafonnement. Conformément à l'avenant 2 au contrat d'affermage, la clause de plafonnement du résultat de TamI a été réintroduite pour les exercices 2007 et 2008, mais l'exploitabilité des montants a été portée à juin 2009. Excepté 2008, pour les raisons expliquées ci-dessus, les recettes du parc de stationnement sont en progression constante. Les charges évoluent de 8% sur les quatre dernières années (redevance +8%). Dans le même temps les charges de personnel se stabilisent pendant que baissent les frais de gardiennage (-10%) et les frais d'entretien (-26%). Le résultat est en progression de 10% sur la période 2007/2011.

Selon l'article 11.2, l'abonnement résident doit offrir un prix inférieur de 30% par rapport au tarif de l'abonnement travail. Les formules d'abonnement des résidents peuvent être plafonnées à 60% du nombre total des abonnements. Pourtant, selon les tarifs au 1^{er} août 2012, sur le site de Tam Agglo, l'abonnement mensuel permanent travail est de 1,29 € et l'abonnement résident est de 84 €. Il représente donc un tarif inférieur de 34,88 % à celui prévu dans la convention confirmée par l'avenant n°1 sans que la convention ait fait l'objet de modification ultérieure sur ce point. Comme l'indique le tableau ci-dessous, l'augmentation de la différence avec le tarif travail a eu pour effet d'augmenter la part des résidents de plus de 10% en 2009 avec, depuis, une stabilisation à 38% du total des abonnements soit nettement en dessous du plafond de déclenchement de limitation du nombre d'abonnés. En 2011 il y a 237 résidents et 372 abonnés travail.

fin

Le délégataire bénéficie des recettes du parking, à charge pour lui de financer les travaux d'investissement. En contrepartie il a versé à la ville, une redevance de 27,5 millions de francs (4,19 M€).

En accord avec la ville de Montpellier le financement d'une partie de l'opération a été réalisé par un crédit-bail d'une durée de 15 ans avec Cinergie-Sofergie pour un montant de 5,49 M€ HT en échange duquel le crédit bailleur avait un droit d'occupation du domaine public et la propriété des biens financés durant toute la durée de l'opération de crédit-bail. (Selon les normes comptables internationales est considéré comme crédit-bail, l'acquisition d'un bien par redevances dont le contrat prévoit le transfert de la propriété au locataire à l'issue du contrat ; le contrat, qui a une durée proche de la durée d'utilisation du bien, prévoit un prix de levée de l'option suffisamment avantageux pour qu'il soit pratiquement certain que le locataire achètera le bien à la fin du contrat. Le contrat indique au début que la valeur actualisée des paiements minimaux dus par le locataire est au moins égale à la valeur de l'actif loué).

L'exploitation du parc comprend la gestion ou amodiation (droit d'occupation de longue durée) des places de stationnement ainsi que d'emplacements situés dans l'emprise du parc à caractère commercial ou publicitaire. Selon l'article 25 de la convention le régime des places de stationnement est horaire, par abonnement, location par place ou amodiation. 31 amodiations ont été réservées à l'ouverture. Il était convenu que les amodiations ne pouvaient dépasser 7% de la capacité totale du parc soit 42 places.

En 1994 la ville de Montpellier a confié la concession du parc de stationnement public à la SMTU, ancêtre de TamI, pour une durée de 40 ans après le début de la mise en service de l'ouvrage. Dans le cadre de cette concession il a été mis à la charge du concessionnaire la reprise et l'achèvement de 480 places de parking et la réalisation, par extension, de 113 places de stationnement supplémentaires ainsi que des deux rampes de sortie et d'entrée des véhicules en même temps que la réalisation d'un ascenseur (le site du parking fait état d'une capacité de 600 places). La SMTU a confié la réalisation de cette extension à la SERM. Le coût global des travaux d'extension était évalué à 11,5 MF HT (1,75 M€) valeur décembre 2003.

6.3.1.2.3. Parking Europa

A partir de 2010 les rapports du délégataire sont rassemblés dans un rapport unique regroupant l'ensemble des délégations concernant la ville de Montpellier. Ce faisant les effectifs de l'exploitation qui devaient y figurer n'apparaissent plus dans ce document. La chambre n'a pas trouvé trace d'une délibération ou d'une quelconque décision validant cette présentation groupée et la modification des éléments devant figurer dans ce rapport.

Extrait des résultats par activité et des rapports du délégataire					
COMEDIE	2007	2008	2009	2010	2011
taff travail	110	110	120	123	126
taff résident	77	77	80	81	82
différence	30%	30%	33,3%	34,1%	34,90%
total résident nbre	28%	28%	39%	39%	38%

SERM) les amodiations acquises par elle durant la concession auprès de l'ancien titulaire pour un montant de 20,78 MF (3 168 k€) (article 32 de la convention de concession).

Un avenant n°1 du 26 janvier 1995 fixe le financement par la ville de la réalisation de l'extension du parking, pour ne pas grever l'équilibre économique de la concession, à 3,75 MF.

Compte tenu de l'investissement prévu pour l'extension, le résultat net du parking devait commencer à être positif à partir de 2014. Mais l'équipement était prévu à l'origine pour être intégré dans un centre international d'affaires et de commerces et devait rapidement atteindre l'équilibre économique. L'adaptation ultérieure des choix d'urbanisme par la création, à côté de la piscine olympique, d'une médiathèque a modifié la structure de fréquentation du parking : la clientèle horaire ne représentait plus en 2002 que 15% des recettes. L'économie de l'activité stationnement étant bouleversée, un réexamen des conditions de l'équilibre de l'activité a été sollicité et rendu nécessaire en application des articles 35 et 38 du contrat.

Un avenant n°2 en date du 23 décembre 2002 a donc modifié le contrat de concession en prévoyant une compensation tarifaire à verser par la Ville à TaM avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2002, assurant une prise en charge de l'ordre de 80% du déficit cumulé du parking Europa sur la période 2002 à 2013 et estimé à 4,5 M€, le montant versé pour un exercice considéré étant plafonné au déficit avant compensation. La compensation est fixée en 2002 à 209 700 €, incrimentée de 10% par an à partir de 2003 jusqu'en 2013 avec un plafond annuel fixé à 600 000 € TTC. Selon cet avenant, les résultats prévus du parking, en tenant pour base un montant des produits de 657 000 € seraient négatifs jusqu'en 2013 avec pour cette année un déficit de 64 912 €. En outre, afin de réduire et de lisser cette compensation tarifaire, la convention de crédit-bail a été modifiée par l'avenant n°2, à la demande de la ville, en rallongeant de trois ans la durée de crédit-bail et en réduisant les loyers devenus progressifs.

Comme indiqué à propos du parking GAMBETTA, une délibération du conseil municipal du 29 juillet 2004, a adopté le principe d'une restructuration tarifaire globale de tous les parcs de stationnement gérés par TaM afin d'harmoniser les politiques de stationnement et de transport dans les objectifs du Plan de Déplacements Urbains (PDU). L'avenant n°3 du 16 août 2004 à la convention du 29 juillet 1994 a introduit le principe que « Les tarifs pratiqués doivent répondre aux exigences d'un équilibre économique tout en permettant à la ville la mise en œuvre d'une politique de stationnement cohérente avec le stationnement payant sur voirie, la politique des transports en commun et sa volonté de faciliter le stationnement des résidents et des visiteurs ».

	2007	2008	2009	2010	2011
Charges	1 037 600	1 218 852	1 315 827	1 351 581	1 375 577
Produits	1 000 636	1 208 179	1 315 827	1 351 581	1 297 288
Résultat exercice	- 36 964	- 10 673	-	-	- 78 289

Extrait des résultats par activité de TaM

Les résultats des exercices sont très fortement impactés par le crédit-bail. Malgré la mise en place de la formule de compensation qui a permis de réduire les exercices déficitaires, 2011 est à nouveau négatif à la suite du départ d'un employeur (ORANGE). Ce parking subit la répartition très déséquilibrée des formules d'abonnements travail (89% des abonnements en 2011).

* -

Les conditions financières de la délégation de service public

L'équilibre financier du contrat repose sur les éléments suivants :

- le délégataire prend à sa charge les investissements correspondant à l'aménagement du parc de stationnement et son extension pour un montant total maximum de 5,48 M€;
- en contrepartie le délégataire perçoit les recettes de l'exploitation des parcs (usage horaire, usage par abonnement ou par location des places de parking) ainsi que celles issues de l'amodiation d'un nombre de places fixé dans la convention.
- TaM se rémunère également auprès des utilisateurs des emplacements à caractère commercial et auprès des sociétés de publicité par location d'emplacements publicitaires

L'analyse de cette opération appelle les observations suivantes de la chambre :

- S'agissant de la durée de la délégation : l'article L.1411-2 du code général des collectivités territoriales dispose que : « les conventions de délégation de service public doivent être limitées dans leur durée. Celle-ci est déterminée par la collectivité en fonction des prestations demandées aux installations. Lorsque les installations sont à la charge du délégataire, la délégation tient compte, pour la détermination de sa durée, de la nature et du montant de l'investissement à réaliser et ne peut dans ce cas dépasser la durée normale d'amortissement des installations en cause ». La chambre aurait pu s'interroger sur la durée particulièrement longue de 40 ans de la convention, mais le bouleversement économique engendré par le changement de destination des lieux a nécessité des aménagements obérant les perspectives de la rentabilité de l'équipement et donc, indirectement, de l'amortissement de l'équipement.

- S'agissant des recettes perçues par le délégataire : les tarifs d'exploitation des places de parking ont été plafonnés par la ville dans la convention à 800 F HT (122 €) par mois pour l'abonnement permanent, 500F HT (76,2 €) par mois pour l'abonnement jour et à 10F HT (1,5 €) pour l'abonnement horaire. L'avenant 3 du 16 août 2004 viendra porter ces tarifs respectivement, pour les tarifs permanents, à 70 € TTC pour le résident et 95 € TTC pour le permanent ordinaire, l'abonnement journalier travail à 77 € et à 1,6 € le tarif horaire. Il est précisé que l'évolution des tarifs sera régie par le dispositif des tarifs plafond pour les années de la convention à courir. Au 1^{er} août 2012 les tarifs résidents sont à 56 €, le tarif permanent travail à 121 € l'abonnement journalier travail à 103 € et le tarif horaire à 2,10 €.

Les tarifs d'exploitation des places de parking ont été plafonnés et indexés par la ville dans la convention : l'analyse révèle que les tarifs fixés par le délégataire restent inférieurs à ces plafonds excepté pour le tarif journalier ce qui rend précaire l'équilibre de la concession.

Outre ces recettes d'exploitation, le délégataire est autorisé à consentir des amodiations d'emplacement pour la durée de la concession. Il n'y a pas d'amodiation actuellement sur ce parking.

6.3.1.3. Les éléments chiffrés

L'arrêt de l'exploitation du parking Arc de Triomphe en 2007 a conduit en 2008 à une perte de 9,30% de fréquentation horaire et de 16,7% de fréquentation abonnés. Si l'on raisonne à périmètre constant (hors Arc de Triomphe) sur la fréquentation des parkings en ouvrage (1 396 197 en fréquentation horaire et 32 784 en fréquentation abonnés en 2007) la baisse sur la période 2007-2011 est respectivement de 11,9% et de 1,4%. En 2009 le Parking Gambetta connaît une baisse -25,1% due à l'impact des travaux de la L3 du tramway ; en 2010 on relève

718

une activité en baisse en raison des travaux de la L3 qui ont particulièrement affecté les parkings Gambetta et Laissac et que ni la forte fréquentation horaire du parking Comédie, ni le maintien d'Europa ni l'augmentation de la fréquentation abonnés ne permettent de compenser. En 2011, l'impact des travaux de la L3 sur Gambetta et Laissac se traduit par une fréquentation inférieure à celle de 2010 ; pour ce qui concerne la fréquentation abonnés, l'effet du départ du principal client du parking Europa se traduit pour cet ouvrage par une fréquentation abonnés inférieure de 27% à celle de 2010. Hors Europa, la fréquentation des abonnés est supérieure de 2,2% à celle de 2010

Fréquentation des parkings en ouvrage

	2007	2008	2009	2010	2011	11/07	Moyenne
Nombre d'Or	15 921	18 647	16 385	14 146	14 136	-11,2%	
Arceaux	149 347	155 219	145 926	143 341	136 839	-8,4%	
Corum	130 857	140 771	141 364	138 300	138 300	+5,7%	
Europa	35 609	36 365	38 430	39 231	36 802	+3,3%	
Arc de Triomphe	170 755					-	
Laissac	190 840	212 767	204 385	166 018	125 578	-34,2%	
Gambetta	263 607	275 211	257 479	176 897	105 486	-60,0%	
Comédie	609 704	582 216	647 116	659 481	666 558	+9,3%	
Fréquentation horaire	1 566 952	1 421 196	1 451 085	1 337 414	1 229 426	-21,5%	-5,9%
Nombre d'Or	3 408	3 528	3 365	3 279	3 775	+10,2%	
Arceaux	984	876	950	1 111	1 254	+27,4%	
Corum	3 864	4 032	4 178	4 149	4 015	+3,9%	
Europa	11 292	11 028	11 104	11 303	8 250	-26,9%	
Arc de Triomphe	5 952					-	
Laissac	1 824	1 752	1 844	1 759	1 706	-6,5%	
Gambetta	4 020	3 828	4 622	5 023	5 021	+24,9%	
Préfecture	864	864	826	804	804	-6,9%	
Comédie	6 528	6 336	6 779	7 430	7 493	+11,8%	
Fréquentation abonnés	38 736	32 244	33 668	34 858	32 318	-16,6%	-4,4%

Globalement, les recettes de l'activité parkings sont en baisse sensible sur la période ; en effet, la baisse de recettes par rapport à 2007 est de 1,8% en moyenne annuelle ; à périmètre constant (hors parking Arc de Triomphe), l'on constate sur la période 2007-2011 une hausse de 6,9%. En 2008, deux parkings sont en retrait, Gambetta (malgré une fréquentation de +4,4%) et Comédie (travaux). La hausse de la fréquentation de Laissac est liée à l'amélioration de l'accès du parking depuis 2007 (accès par le Bd du Jeu de Paume). En 2009, 55% de la hausse est consécutive à la réouverture de tous les niveaux du parking Comédie. En 2010, la chute d'activité est liée aux travaux de la L3 qui a absorbé l'augmentation tarifaire de 2010. Le ticket moyen en 2011 est supérieur de 2,9% à celui de 2010 (3,66 € pour 3,55 €). La recette moyenne par abonné passe de 948,8 € à 953,2 € soit un accroissement de +0,5%.

Recettes (horaires + abonnés) des parkings du centre-ville en k€

	2007	2008	2009	2010	2011	Evolution période	Moyenne annuelle
Nombre d'Or	303	327,1	319,0	342,0	306,8		
Arceaux	417	435,6	430,0	424,7	439,0		
Corum	805	880,9	927,5	967,8	930,9		
Europa	977	985,6	1 049,2	860,5	1 109,7		
Arc de Triomphe	1 062						
Laissac	692	712,5	766,4	587,4	716,4		
Gambetta	1 013	940,7	1 062,8	744,5	919,3		
Comédie	2 750	2 547,0	2 885,7	3 061,7	3 014,5		
Préfecture	67	67,3	70,7	75,4	73,2		
TOTAL	8 085	6 896,6	7 511,2	7 064,0	7 509,7	-7,11%	-1,83%

Le compte de résultat des parkings en centre-ville montre, sur la période 2007-2011, une dégradation du résultat après impôt sur les sociétés de plus de 30% sur la période ; le résultat est en effet ramené de 147,8 k€ en 2007 à 33,2 k€ en 2011 en raison d'une diminution des produits plus importante en moyenne annuelle (-1,2%) que celle des charges (-0,7%). Les recettes procurées par les clients, qu'il s'agisse des clients horaires ou des clients abonnés, baissent respectivement de 3,4% et de 3,2% en raison notamment, comme il a été indiqué ci-dessus, des travaux entrepris pour la ligne 3 du tramway. Les recettes de compensations tarifaires ont quant à elles connu de fortes progressions en 2008 et en 2011. Parmi les fortes diminutions de charges on remarquera la baisse des redevances d'affermage (-772,5 k€), la baisse constante des charges de personnel (-349 k€) et dans une moindre mesure la baisse des charges financières (-11 k€).

Compte de résultat des activités parking de centre-ville

	2007	2008	2009	2010	2011	Evolution moyenne
Produits	8 233,2	7 235,2	7 950,4	7 920,5	7 854,6	-1,2%
Recette commerciale parking	8 084,8	6 896,5	7 511,3	7 509,7	7 064,0	-3,3%
Dont : Clients horaires	5 165,5	4 442,4	4 878,1	4 753,5	4 497,1	-3,4%
Clients abonnés	2 918,3	2 454,1	2 633,2	2 756,2	2 567,0	-3,2%
Compensations	18,3	231,8	255,1	229,2	595,3	+138,8%
Autres recettes d'exploitation	89,9	62,7	110,4	100,2	107,2	+4,5%
Dont : Redevance publicité		43,6	60,5	68,8	62,9	
Autres produits d'exploitation		19,1	49,9	31,4	44,3	
Produits divers hors exploitation	40,2	44,2	73,6	41,7	88,1	+21,7%
Charges	8 034,9	6 851,7	7 812,3	7 661,5	7 805,1	-0,7%
Coûts liés aux équipements	142,9	75,9	166,2			
Coûts liés aux bâtiments	507,7	880,5	735,0	712,4	600,5	+4,3%
Coûts liés à la clientèle	85,3	78,8	67,3	72,5	71,8	-4,2%
Impôts et taxes	375,8	360,0	362,4	344,5	369,9	-0,4%
Frais de personnel	2 182,8	2 044,6	2 036,9	1 966,8	1 833,7	-4,3%
Frais de structure	544,6	463,7	591,3	568,7	585,1	+1,8%
Provisions	41,1	115,3	140,4	-14,4	56,1	+8,1%
Charges financières	111,1	37,8	119,2	109,9	100,6	-2,5%
Charges exceptionnelles	0,7	0,6	46,4	16,7	7,2	+79,1%
Crédit-bail	519,5	687,8	762,2	762,2	865,1	+13,6%
Amortissements autofinancés	747,2	762,2	1 129,4	1 352,8	1 311,3	+15,1%
Redevances d'affermage	2 776,2	1 344,5	1 655,6	1 769,3	2 003,7	-7,8%
Résultat avant impôt	198,3	383,5	138,1	259,0	49,5	-29,3%
Impôt sur les sociétés	50,5	133,8	49,6	83,1	16,3	-24,6%
Résultat après IS	147,8	249,7	88,5	175,9	33,2	-31,2%

Chaque année, les tarifs plafonds fixés dans les contrats de DSP sont indexés selon une formule prévue à la convention. Il convient de noter que les tarifs pratiqués sont systématiquement inférieurs aux tarifs plafonds. Il est pourtant indiqué dans chaque contrat de délégation que « dans la limite des tarifs plafonds, le délégataire a la possibilité de réviser la grille tarifaire pour préserver l'équilibre économique de la convention et/ou pour améliorer la cohérence de celle-ci aux objectifs du PDU ».

6.3.2. Le marché du stationnement public sur voirie

Ce marché, attribué par la ville de Montpellier à TaM, notifié le 26 février 2008, est un marché public de fournitures courantes et de services qui a fait l'objet d'un appel d'offres ouvert au titre des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du code des marchés publics. Il comporte une tranche ferme et une tranche conditionnelle. La tranche ferme concerne la collecte et le comptage des

droits de stationnement versés dans les horodateurs, la gestion des cartes de stationnement, l'entretien et la maintenance des matériels ainsi que des enquêtes de stationnement. La tranche conditionnelle comporte le changement des lecteurs de carte. Le montant total du marché s'élève à 3 400 838 € HT réparti à hauteur de 2 193 818 € HT pour la tranche ferme et 1 207 020 € HT pour la tranche conditionnelle. Le marché a été conclu pour une durée de quatre ans, du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2011. Il convient de remarquer que l'acte d'engagement a été signé le 19 février 2008, transmis au représentant de l'Etat le 21 février 2008 et notifié le 26 février au titulaire, soit deux mois après le début effectif du marché.

Les 733 horodateurs au 28/09/2007, implantés dans les rues, sont propriété de la ville de Montpellier.

Zone	Places payantes	Horodateurs
Courte durée (jaune)	5 150	225 Stello
Moyenne durée (orange)	4 156	193 Stello
Longue durée (verte)	6 091	215 DG
TOTAL	15 397	733

Les opérations de comptage sont effectuées sous l'autorité et la responsabilité personnelle et pécuniaire d'un régisseur de recettes nommé par arrêté municipal après accord du trésorier municipal.

En matière d'information de la ville, le titulaire doit adresser à la collectivité des comptes rendus techniques et financiers, qu'il s'agisse d'un document de présentation mensuel illustré et commenté ou de comptes rendus annuels qui doivent être produits avant le 31 mars de l'année suivante. Le CCTP (article 7) détaille les éléments qui doivent figurer dans ces comptes rendus.

Les avenants au marché

L'avenant n°1 du 24 septembre 2009 a pour objet une diminution du montant initial du marché en raison de l'adaptation des modalités d'exécution des enquêtes et de la réduction de leurs périmètres ; il se traduit par une diminution de 120 000 € sur la période du marché.

L'avenant n°2 (exemplaire non daté et non signé par la ville transmis à la chambre) définit les conditions de délivrance des macarons des résidents de la zone verte par TaM à partir du 1^{er} janvier 2009 « le transfert de cette tâche était antérieurement assurée par les services municipaux ». Cette prestation s'élève à 34 000 € HT par an soit 102 000 € HT sur la durée restante du marché.

L'avenant n°3 du 3 décembre 2009 définit les conditions de délivrance des parcmètres individuels comportant la possibilité d'un rechargement par internet. Les parcmètres individuels sont destinés aux usagers désignés par arrêté municipal. La ville doit verser au titulaire un montant de 16,50 € HT par primo adhésion ou par renouvellement de l'adhésion au système ; sur la base de 300 abonnements, le montant de l'avenant est estimé à 4 950 € TTC par an soit 14 850 € TTC pour la durée du marché.

En outre, la ville rembourse à TaM de façon forfaitaire les frais de mise en œuvre du système correspondant à la création d'un logiciel de gestion spécifique et à l'achat des équipements nécessaires à la gestion administrative des parcmètres individuels, des macarons attestant de l'abonnement au dispositif et à l'enregistrement des encaissements. Le montant des frais de mise en œuvre s'élève à 14 950 € TTC.

Le tableau ci-dessous récapitule les différents avenants au marché initial :

Montant initial du marché	3 400 838 € HT	
Avenant n°1 (enquêtes)	-120 000 € HT	
Montant suite à avenant n°1	3 280 838 € HT	-3,54%
Avenant n°2 (gestion résidents zone verte)	102 000 € HT	
Montant suite à avenant n°2	3 382 838 € HT	+3,11%
Avenant n°3 (parcmètres individuels)	24 916 € HT	
Montant suite à avenant n°3	3 407 754 € HT	+0,74%

Un avenant n°4 du 9 mars 2012, est venu prolonger la durée du marché pour une période de trois mois en raison des modalités de renouvellement qui ont nécessité une prolongation de délai pour la remise des offres afin de répondre aux questionnaires des différents candidats. Le montant de cet avenant s'élève à 250 531,67 € HT soit +7,3% du montant du marché. Là encore, il peut être remarqué que l'avenant de prolongation est intervenu plus de deux mois après le terme contractuel du marché initial.

Le tableau ci-dessous relatif à la maintenance des horodateurs montre une augmentation conséquente des charges en 2009. Les produits diminuent plus rapidement (-5,9%) que le nombre des horodateurs (-2,2%) alors que dans le même temps les charges augmentent de 1,4% ; en conséquence le résultat est négatif de 2009 à 2011 particulièrement en 2009 (6,4% des produits) et en 2011 (4,4% des produits).

Maintenance des horodateurs

k€	2007	2008	2009	2010	2011
Nombre d'horodateurs	734	736	733	729	718
Produits	969,9	866,2	956,5	937,3	912,2
Charges	939,9	853,1	1 017,8	948,6	952,6
Résultat après impôt	30,0	13,1	-61,3	-11,3	-40,4
Produit par horodateur	1,32	1,18	1,30	1,29	1,27

6.4. L'opération Vélomagg

La chambre a souhaité analyser plus en détail l'opération Vélomagg qui fait partie du périmètre de la délégation de service public « Transports » attribuée à TaM par l'agglomération de Montpellier. Selon la publication « Harmonie » de Montpellier Agglomération, parue à l'occasion de la mise en place, en juin 2007, de locations de vélo par l'agglomération montpelliéraine via TAM, « Vélomagg est un nouveau système de transport public complémentaire au réseau de tramway et de bus de l'agglomération, dans une logique de multi modalité alternative à la voiture individuelle. Vélomagg permet de lutter quotidiennement pour la préservation de la couche d'ozone. » Vélomagg fait suite à Tam Vélo qui avait été mis en place à partir de 2006 et qui proposait à la location des vélos à la journée ou demie journée.

Selon l'avis de marché de l'époque ce service devait être mis à disposition des habitants, en particulier du centre-ville. Cependant quelques stations ont été mises en service à la périphérie de la ville de Montpellier comme dans les stations de Saint Jean Le Sec, Castelnau le Lez, Lattes, Jacou.

150

6.4.1. La mise en place de VéloMag

La mise en place de VéloMag, prévue pour juin 2007, a nécessité pas moins de trois procédures pour trouver un candidat et les modalités de mise en œuvre. Deux consultations successives ont d'abord été lancées par la communauté d'agglomération de Montpellier sur la base de l'article 35 du code des marchés publics selon lequel peuvent être négociés, après publicité et mise en concurrence, les marchés de service.

En février 2006 Trois candidatures ont été retenues : Transdev, Decaux et Clear Channel mais la procédure n'est pas allée à son terme et a été déclarée sans suite sur le fondement de l'article 66 (« la personne responsable du marché peut à tout moment mettre fin à la procédure pour des motifs d'intérêt général »).

En novembre 2006, une nouvelle procédure a été relancée, toujours sur la base du même article 35, mais selon la version 2006 du code des marchés publics. Trois candidats ont déposé un dossier, Clear Channel, Movimento, Effia Transports, mais un seul a déposé une offre, Movimento. Cette procédure a de nouveau été déclarée sans suite en mars 2007. Les coûts proposés par les candidats expliquent sans doute la clôture de ces procédures. Pour cette dernière procédure, les critères d'attribution étaient le prix forfaitaire de la prestation au regard du plan d'exploitation pour 45%, la qualité de l'exécution du service pour 30%, et la caractéristique esthétique, technique et fonctionnelle pour 25%.

L'échéance de juin 2007 approchant, début initialement envisagé de mise en place de VéloMag, et compte tenu de la difficulté de conclure un marché, il a été fait le choix de recourir au délégataire, TAM, dont la mission d'assurer la gestion du « transport doux » était d'ailleurs inscrite dans la convention de DSP de 2004.

Un marché négocié avec mise en concurrence préalable a donc été lancé en avril 2007 par TAM avec une date limite de remise des offres fixée au 2 mai 2007. L'objet en était la fourniture de vélos urbains à utilisation de courte durée et longue durée : 400 à 500 vélos urbains courte durée (200 vélos pour le 15 juin, 200 vélos 1^{er} trimestre 2008, 100 autres en tranche conditionnelle) et longue durée 500 à 600 dont 300 fin juillet 2007, 200 octobre 2007, 100 en tranche conditionnelle) ainsi qu'un lot de pièces détachées pour une estimation de prix de 350 000 €HT.

Sur 33 dossiers envoyés, deux candidats ont remis une offre : INTERCYCLES (devenu par la suite ARCADE CYCLES) d'une part qui a proposé, conformément au règlement, deux types de vélos différents (courte et longue durée) et trois modèles pour chaque type, et CYCLEUROPE d'autre part, qui n'a pas respecté la demande de 2 vélos spécifiques. Au final INTERCYCLES a été retenu avec des modèles à cardan pour les vélos courte durée (ces vélos ne déraillent pas et ne salissent pas, favorisant ainsi le confort du client ; ils sont, de plus, peu répandus, ce qui diminue le risque de vols) et, pour les locations de longue durée, des vélos trois vitesses à chaîne, lesquels avaient obtenu des notes bien supérieures et présentaient également un moindre coût. Un mail a été envoyé au candidat retenu le 16 mai 2007 et le courrier de confirmation avec accusé de réception le 4 juin 2007. Le tableau utilisé pour la notation des offres présenté ci-dessous réaffirmait la nécessité d'agir rapidement en attribuant une note pondérée à 20% pour le délai de livraison.

Marché 2007
Valeur technique 50%
Prix 30%
Délai de livraison 20%

L'application des clauses du contrat concernant les vélos

L'article 8 du CCAP prévoyait qu'un mois après la livraison sur site des vélos, TAM organiserait une réception contradictoire des fournitures en présence du fournisseur. Cette réception devait faire l'objet d'un procès-verbal dans lequel devaient figurer les éventuelles réserves. Ce document, demandé à TAM, n'a pu être retrouvé dans les archives. Il n'est donc pas certain qu'il ait été établi.

L'article 7 stipulait que si les délais étaient dépassés, le fournisseur encourait des pénalités par jour de retard. D'après TAM, il n'y a pas eu de pénalités de retard appliquées. En l'absence du procès-verbal précité il n'a donc pas été possible de vérifier ces deux points du contrat. En conséquence, il n'a donc également pu être vérifié que les vélos et installations prévues ont bien été réceptionnés, aux dates prévues indiquées dans le tableau ci-dessous.

Vélos courte durée	200 vélos 15/6/2007	200 vélos 1 ^{er} trimestre 2008	100 en tr conditionnelle
PV de réception			
Vélos longue durée	300 vélos fin juillet 2007	200 vélos octobre 2007	100 en tr conditionnelle
PV de réception			
Fournitures de vélos et accessoires			

Un tableau par année a été demandé pour les vélos achetés ainsi que l'état du stock, par année, pour les vélos courte durée, longue durée et vélos plage. Celui-ci a été établi par le biais du suivi des vélos dans le système d'exploitation, car il n'existait pas de document de suivi du stock consolidé, ce qui semble étonnant pour une entreprise de la taille de TAM. Il n'y a en conséquence pas de statistiques par année concernant les vols, dégradations et accidents. Un point global a été réalisé en 2010, à l'issue de la délégation et sera décrit et commenté dans la partie sur le bilan proposée ci-dessous.

TAM a donc procédé à l'achat de plusieurs vélos en tranche conditionnelle pour faire face aux besoins (existence d'une liste d'attente pour les vélos longue durée ainsi que la constatation des vols, des disparitions et des mises hors service pour l'ensemble des vélos).

Le contrat concernant les arceaux et les totems

En même temps que l'acquisition des vélos, un appel d'offres a été lancé pour la fourniture et la pose des arceaux et totems (systèmes de fixation des vélos et bornes de paiement et de réservation). Sur les 24 candidats ayant reçu un dossier de candidature, 4 candidats ont remis une offre. Les critères de jugement des offres étaient les mêmes que pour les vélos (50% pour la valeur technique, 30% pour le prix et 20% pour les délais de livraison).

Un bilan a été établi après analyse des différents critères et une négociation a suivi avec les quatre candidats. Trois candidats ont remis une nouvelle offre financière. Le 8 juin 2007 la commission d'appel d'offres a sélectionné la société ALTINOVA jugée mieux-disante d'un point de vue technique et financier. Il est souligné que le critère du prix, dont la pondération était de 30%, semble être établi à partir d'un prix fixé en amont par TAM. Ainsi le candidat jugé le moins cher (en l'occurrence le deuxième candidat) n'a pas la note maximale de 10, comme cela est souvent le cas dans l'appréciation de critères, mais 6,81. Comme pour les vélos, un calendrier, souple, a été fixé pour la pose des arceaux et des totems, un procès-verbal de réception devait être établi avec les

éventuelles réserves. TaM n'a pu trouver aucun document spécifique quant au respect du calendrier et au procès-verbal.

	Septembre à décembre 2007	Arcaux	
		30 à 40	5 à 10
Courant 2008	2007	70 à 80	30 à 50
		10 à 50	10 à 30

Selon l'article 8.02 du CCAP, un mois après la livraison et la pose des arceaux et totems correspondant à chaque bon de commande, TaM devait organiser une réception contradictoire des fournitures livrées et posées en présence du fournisseur. Il n'a pas été possible de déterminer si les équipements prévus pour accrocher les vélos (arceaux, totems, vélostations automatisées) ont d'une part été installés dans les délais, et d'autre part, si c'était le cas, dans quels délais ils ont été installés.

Les vélostations automatisées

Au cours d'une deuxième étape du développement de l'opération VELOMAGG, il a été procédé à la mise en place de vélostations automatisées. Le candidat retenu devait installer ce système de gestion dans 50 vélostations réparties dans l'agglomération de Montpellier dans un délai de quatre mois à compter de la notification du contrat. Selon l'article 10.4 du CCAP une vérification d'aptitude au bon fonctionnement et une vérification de service régulier devaient être établies avant la réception des prestations.

Au total, 18 vélostations devaient être automatisées par la société GFR pour le 8 février 2008 : Lemasson, vélostation centrale, Esplanade, Comédie, Halles Castellane, Antigon, Beaux-Arts, Odysseum, Castelnau-le-Lez, Voitaire, les Aubes, Près d'Arènes et Hôtel de Région et dans les parkings tramway de l'Agglomération (Occitanie, Sables, Euromedecine, Notre Dame de Sablassou, Saint Jean le Sec). L'automatisation devait s'étendre sur 25 vélostations du centre-ville à l'horizon fin février 2008, puis à l'ensemble des 50 vélostations ouvertes pour fin avril 2008. Selon le magazine de l'agglomération (Harmonie n°245) le déploiement devait être le suivant : 25 vélostations installées en janvier 2008 et 25 de plus fin du premier trimestre 2008.

Dans le rapport du réalisé de 2009 il est constaté qu'en définitive il n'y a que 36 vélostations début 2009 et 40 en fin d'année 2009 qui étaient automatisées, ce qui tend à démontrer que les délais d'installation n'ont pas été respectés.

6.4.2. Le bilan après quatre ans

A travers les documents établis par TaM concernant le service VéloMagg, des statistiques et des enquêtes diverses, il peut être établi un bilan mitigé de la mise en place de ce service. En effet, si la fréquentation montre le succès auprès des utilisateurs de VéloMagg, sa formule même explique les inconvénients relevés.

6.4.2.1. L'attractif de VéloMagg

Nombre de locations de vélos

	2007	2008	2009	2010	2011
Vélos	25 167	71 220	118 024	132 912	161 214
Vélo-piège	5 578	6 479	6 425	5 369	5 754
Vélos longue durée	-	3 780	9 101	9 239	10 337
Total	30 745	78 239	133 550	147 520	177 305

L'activité location de vélos a connu une véritable explosion à compter de l'inauguration de VéloMagg en juin 2007, le nombre de locations de vélos ayant progressé de +126,62% entre 2008 et 2011 (grâce également aux vélostations automatisées). Par contre le nombre de locations de vélo-piège (Villeneuve-les-Maguelone de juin à septembre) après avoir connu une hausse significative de 2007 à 2009 (+15,18%), a décrû en 2010 (-16,43%) avant de progresser à nouveau en 2011 (+7,17%) pour revenir quasiment au même niveau qu'en 2007. L'augmentation des abonnés de longue durée entre 2008 et 2011 (+173%) et +140% entre 2008 et 2009) est due au succès de la formule et à l'augmentation du nombre de vélos qui sont tous loués ce qui a provoqué une liste d'attente.

Les locations de courte durée (161 214 en 2011 contre 132 912 en 2010) continuent d'évoluer depuis le développement des vélos stations automatisées (2009) qui permettent d'emprunter un vélo 24h/24 et 7J/7 pour les abonnés au service. En 2011, il faut noter le succès par carte bancaire à la borne vélo station et en obtenant un code d'accès par téléphone portable.

Plusieurs enquêtes ont été effectuées en 2010 et 2011, une enquête sur les vélos longue durée et deux enquêtes sur les locations de courte durée en juin 2010 et janvier 2011. Il ressort de l'enquête longue durée, effectuée par TaM via internet, que la clientèle est assez ou très satisfaite à 93%, ce qui conduit 80% de celle-ci à renouveler la formule. L'usage est essentiellement lié au travail (75%), ce qui explique qu'il y ait peu de déplacements (de 2 à 4 par jour pour 89%) mais qu'ils soient assez fréquents pour 93% (plusieurs fois par semaine voire quotidiennement).

La satisfaction diminue à près de 50% quant à la signalisation des vélos parcs, à l'étendue géographique de ceux-ci ainsi qu'à leur nombre ou le nombre d'arceaux disponibles. Par ailleurs, des dysfonctionnements sont fréquents pour le badge permettant d'accéder aux véloparcs et le fonctionnement de ces parcs ne serait pas bien connu. Les enquêtes sur les locations de courte durée, effectuées par TaM, se sont déroulées sur les stations les plus fréquentées (Comédie, Gare, Esplanade, Fac de lettres, Fac de sciences, Occitanie) et ont concerné à chaque fois environ 150 personnes, ce qui est peu par rapport au nombre d'utilisateurs annuels de vélos, de l'ordre de 160 000. La seconde enquête a porté sur deux thèmes stratégiques, l'influence des tarifs sur la location d'une part et la connaissance et l'usage des véloparcs d'autre part. Le niveau de satisfaction est très élevé sur les stations automatisées (92%), un peu moins sur les stations humanisées (70%). L'usage est constitué des déplacements de loisirs à hauteur de 73%, la clientèle est majoritairement étudiante (55%) et près de 88% des utilisateurs résident à Montpellier.

Pour la seconde enquête, 54% des utilisateurs expliquent le choix de la formule par la gratuité du service (gratuit pour les abonnés TaM lorsque le vélo est ramené à la vélostation de départ). 48% des utilisateurs ne connaissent pas les véloparcs ce qui peut paraître

normal car ceux-ci sont surtout fréquentés par les usagers des locations longue durée ou les cyclistes ayant leur vélo personnel.

Il faut remarquer que ces enquêtes sur la location courte durée ont porté sur le service proposé et non sur la qualité du service (les vélos sont-ils en bon état, confortable, pannes, attente...). Ces éléments auraient pourtant contribué à donner une appréciation plus qualitative de la pratique du vélo à Montpellier par les utilisateurs de VELOMAGG.

6.4.2.2. Les inconvénients relevés

6.4.2.2.1. Pour les locations de courte durée

Le bilan pour les services de courte durée révèle l'effet tarif sur la fréquentation mais aussi sur le fonctionnement. En effet « la tarification la moins chère de France » (pour reprendre les termes du bilan dressé par TaM), fixée par la communauté d'agglomération de Montpellier ramène à la même borne de location ou 1 heure d'utilisation gratuite pour les abonnés TaM), engendre 52 000 € de recettes pour la location courte durée en 2010 et 56 633,15 € HT en 2011. Pour 2010, le taux de couverture R/D est très faible représentant 7,3%. Compte tenu d'un coût global du service de 713 000 € en 2010 et de 140 000 locations le coût global est de 5,10 € par location, et de 1 920 € par vélo (713 000/ 371 vélos).

Ces bas tarifs contribuent à une faible rotation des vélos puisque les clients peuvent conserver le vélo pour une longue durée à peu de frais. D'après les statistiques, les clients conservent en moyenne leurs vélos 3 heures 40 mn pour une durée d'utilisation inférieure à 30 minutes et le nombre de location/vélo/jour est de 1 alors que la moyenne nationale est de 1,7. Il s'ensuit inévitablement une dégradation du service avec une attente des éventuels utilisateurs potentiels qui ne trouvent pas de vélo disponible. De plus le maillage du service n'apparaît pas optimum, entraînant des immobilisations de vélos sur des sites peu fréquentés. Ainsi la lecture du tableau du nombre de locations VELOMAGG courte durée fait apparaître en 2011 plusieurs stations avec un nombre total de locations annuelles très souvent inférieur à 365 soit moins d'une location d'un vélo par jour (les vélos stations ont souvent un minimum de 6 vélos voire, pour les plus importantes, 18 ou 24 : parking Gambetta/12 locations annuelles, parking Europa/174 locations annuelles, Millénaire/0 location, Jacou Intermarché/7 locations, Saint Jean de Védas/16, Saint Jean le Sec/154, Pignan maison d'agglomération/7, Castries maison d'agglomération/32...). Et encore ne s'agit-il que d'une évaluation à minima sans prendre en compte le nombre de vélos disponibles théoriques dans la station. Ainsi dans une station de 6 vélos, une location par vélo et par jour aboutirait à 2010 utilisations dans l'année.

Par ailleurs le processus utilisé pour la location des vélos (remise de la clé du vélo par un distributeur automatique), s'il est peu coûteux ne permet pas de s'assurer de la restitution du vélo au retour (la clé peut être remise dans la borne contenant les clés mais rien ne prouve la restitution du vélo). Ceci a contribué à un taux très élevé (32%) de vélos courte durée non restitués (28%) ou vides (4%). Il faut noter à ce propos que ces proportions sur les vélos non restitués ou vides n'ont été établis que pour 2011 et qu'il n'a pas été possible d'obtenir des statistiques sur la période en l'absence de tenue de comptabilité de stocks.

Dans les rapports du délégataire (voir infra) il n'est pas fait état, de façon précise, du nombre de vélos disponibles à une certaine date : tout au plus peut-on relever l'acquisition de nouveaux vélos. Il n'a ainsi pas été possible de déterminer le nombre de vélos réellement détenus chaque année, avant 2011, entre ceux achetés, ceux exploités et les autres vides ou perdus. Par

ailleurs le tableau fourni en cours d'instruction ne présente pas le même nombre de vélos courte-durée que celui présenté dans le bilan de Vélomagg1 (768 vélos courte durée).

Nombre de vélos	2007	2008	2009	2010	Total	2011	Total
Achetés hors tranche ferme	0	250	225	115	590	100	690
Vélos courte durée	100	0	0	90	190	95	285
Vélos longue durée	600	100	400	100	1 200	400	1 600

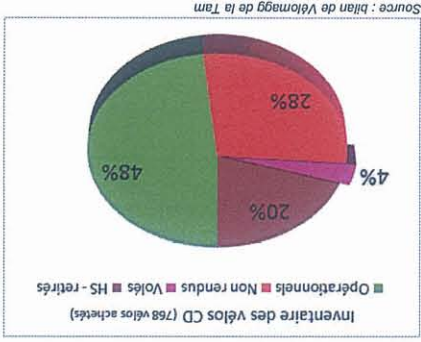
En 2011 le nombre de vélos disponibles courte-durée était de 371. Il a donc fallu en acheter près du triple (690 + 400 en tranche ferme) pour en avoir 371 disponibles au bout de cinq ans. Il manque donc 719 vélos, ce qui, rapporté au nombre d'années, donne un peu plus de 140 vélos vides, disparus ou hors service par an (719/5) soit un ratio de 13% par an. A Paris en 2009 il a été constaté 12% de vélos vides (CfRC Ile de France 2012). La disparition de vélos englobe les vides et les non-restitutions. Les non-restitutions sont, sous la réserve soulignée plus haut de la clé rendu et du vélo disparu, garanties en partie par l'encaissement de la caution (150€ par vélo). Le tableau ci-dessous a été établi par TaM et décrit un nombre particulièrement élevé de cautions perçues et notamment les quatre derniers mois de fonctionnement de la formule VELOMAGG1 puisque 70 cautions n'ont pas été restituées.

Réponse au questionnaire n°5

Cautions perçues	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Nombre de cautions	6	30	95	84	81	70
Montant	900	4500	14 250	12 600	12 150	10 500

C'est l'agglomération de Montpellier qui compense les frais correspondant aux vélos vides à travers la contribution forfaitaire d'exploitation, le délégataire ne supportant de ce fait aucun risque.

Enfin il faut également relever le taux d'usure des vélos plus rapide que le temps d'amortissement prévu (5 ans) lors de la création du service puisque 20% du parc est hors service avant cette période. Ainsi pour pouvoir offrir à la location 371 vélos en 2010 il a été nécessaire d'en acheter le double (768) sur la période.



6.4.2.2.2. Pour les locations de longue durée

Le succès de la formule proposée est illustré par l'existence d'une liste d'attente d'une centaine de personnes en 2010 ; cette formule intéresse une clientèle essentiellement montpelliéraine (94%) car la commercialisation s'effectue exclusivement à l'agence centrale près de la gare Saint Roch pour VELOMAGG1. Les tarifs sont également très attractifs, comme pour les vélos de courte durée, puisqu'ils varient de 25 € à 80 € par an. Ceci a donc pour conséquence un taux de recettes sur dépenses assez faible de 8,8% (26k€ de recettes et près de 300k€ de dépenses). Le coût du vélo ressort donc à près de 280 € par an soit 1 400 € sur 5 ans (durée d'amortissement initiale)¹³ et le coût global annuel à la location est de 283 €.

6.4.2.2.3. Pour les vélos plages

Ce service propose gratuitement 189 vélos sur la période estivale pour les voyageurs de la ligne de bus n°32 arrivant à Villeneuve-les-Maguelone. 6 500 locations ont été effectuées en 2010 pour un coût global de 145 k€ par an, soit un coût total à la location très élevé, (location gratuite) de 22,30 € (et de 767 € par vélo).

6.4.3. Les évolutions de VéloMagg

6.4.3.1. Les perspectives d'évolution et d'optimisation

Compte tenu du bilan évoqué ci-dessus, TaM a préconisé et mis en place, pour les locations de courte durée, une politique de sécurisation, de modernisation et une accessibilité 24h sur 24, 7 jours sur 7, sur un nombre plus important de stations (49) liée à la mise en place des lignes 3 et 4 du tramway. Pour les locations de longue durée, la société a prévu le déploiement de 17 vélostations, avec un pool de près de 1 200 vélos sur l'ensemble du territoire de l'agglomération et la location par le biais des maisons d'agglomération pour favoriser la multimodalité avec le réseau existant ; précédemment, la location longue durée ne s'effectuait qu'à la station centrale près de la gare de Montpellier.

Pour la location estivale il est proposé 2 vélostations automatisées à Lattes et Pérols et le maintien du service de location gratuite à Villeneuve les Maguelonne. Ces préconisations vont trouver une première application à l'occasion un nouveau marché passé en 2011.

Par ailleurs, les statistiques sur la location de vélo avaient permis de déterminer que des stations vélos étaient parfois très peu utilisées. Ceci a conduit TaM, en réponse au mécontentement des usagers du service VéloMagg (Midi Libre du 21 mars 2012), à procéder à un redéploiement, en fonction des stations les plus fréquentées, et à retirer les vélos stations des endroits les moins fréquentés. En remplacement des Vélostations courte durée excentrées, un fort développement de la location des vélos longue durée est réalisé dans les Maisons de l'Agglomération.

Ainsi, à Castelnau le Lez, les deux stations VéloMagg courte durée place Charles de Gaulle et Notre Dame de Sablassou, dont l'usage hebdomadaire était limité respectivement à 11 et 16 locations par semaine en moyenne, sont remplacées par la location de vélos longue durée à la Maison de l'Agglomération et par le Véloparc du pôle d'échange de Notre Dame de Sablassou.

¹³ 300 000 € dépenses - 26 000 € recettes = 273 600 € ; 273 600/974= 1404 €.

Cinq années après la mise en service des matériels du système VéloMagg, une évolution du système de base s'imposait donc compte tenu, d'une part, de la très forte aggravation des dégradations (non restitution ou vol des vélos, maintenance des bornes automatiques), et d'autre part de l'inefficacité du système de location de courte durée dans les stations isolées du fait de leur très faible fréquentation.

1.1.1.1. Le nouveau marché

Un nouveau marché, dont l'objet est le renouvellement des équipements VLS (vélos libre-service) VéloMagg courte durée ainsi que les prestations associées, a été passé en 2011, selon une procédure négociée.

Pour les vélos de longue durée, TaM continue de gérer ceux déjà utilisés sans passer un nouveau marché, en redéployant au besoin les anciens vélos proposés en location courte durée, en augmentant de 200 vélos supplémentaires son parc et en instaurant une nouvelle gestion des locations longue durée impliquant les 11 maisons d'agglomération et l'agence commerciale.

L'envoi de l'avis à la publication date du 20 septembre 2011, la date limite de réception des candidatures était fixée au 12 octobre et celle de réception des offres au 21 novembre 2011. Trois sociétés ont répondu à la consultation mais seulement 2 dossiers sont arrivés dans les délais (SMOOVE et FLEX-BIKE). Seule SMOOVE ayant présenté un dossier administratif complet, cette société a été retenue pour transmettre une offre qui a été finalement acceptée (FLEX-BIKE n'ayant pas donné d'indication sur ses moyens matériels, son dossier a été considéré comme incomplet). Cette société ne présentait par ailleurs pas autant d'expérience ni les mêmes garanties financières. Les critères utilisés pour juger l'offre ont été la valeur technique pour 55% et le prix pour 45%.

Le marché comporte deux types de prestations : la mise en place de vélos et la mise en place de mobiliers urbains pour le support des vélos et les bornes de locations. Sur le plan technique chaque vélo est équipé d'une « SMOOVE box » qui est un petit boîtier électronique, placé dans la potence du vélo, qui contrôle de façon sécurisée l'ouverture de la « fourche cadenas » brevetée SMOOVE et permet un accès direct au vélo, sans clé ni totem, soit par une carte sans contact soit en composant un code.

La durée du marché est de 48 mois à compter de sa notification, le 9 janvier 2012, reconductible tacitement 3 fois pour une période de 12 mois. La durée de ce marché, même avec le maximum des reconductions autorisé (7 ans), est donc compatible avec la durée de la DSP Transport (8 ans). Le montant estimatif du marché est de 1 276 283,54 € HT comprenant une tranche ferme avec minimum et maximum et une tranche conditionnelle détaillée dans le tableau ci-dessous.

	Tranche ferme	Tranche conditionnelle
Vélos stations	Mini 40 (dont 20 CB) maxi 60 (dont 30 CB)	10 à 50 par tranche de 10 (dont 5 à 25 CB)
Vélos	Mini 400 maxi 600	50 à 500 par tranche de 50
Points d'accroche	Mini 560 maxi 8400	70 à 700 par tranche de 70

Le déploiement des équipements devait s'effectuer en plusieurs temps : 380 vélos à livrer pour le 6 avril 2012 et 20 au 1er trimestre 2013, installation de 49 vélostations dont 22 équipées d'un lecteur de carte bancaire pour une mise en service au 6 avril 2012 et 665 points d'accroche. Le CCTP prévoyait un plan de déploiement de l'ensemble des stations ne devant pas

excéder 5 jours ouvrés (et un planning devait préciser au moins deux mois à l'avance le calendrier précis et détaillé de toutes les opérations liées à la pose de nouveaux mobiliers). Le non-respect de la programmation hebdomadaire de livraison des équipements devait entraîner des pénalités de 200 € à 800 € par jour et par station, la non-exécution des chantiers entraînant des pénalités de 20 000 € par station non-exécutée et, au-delà d'une semaine et pour chaque semaine supplémentaire de décalage, une pénalité de 10 000 € par station. Une récapitulation finale a été synthétisée dans le tableau ci-dessous.

Mise en service	6 avril 2012	20 avril 2012	25 avril 2012	total
Stations réceptionnées	13	15	11	38
Vélos livrés	93	107	100	300

Ainsi, le 6 avril, moins de 30 % de l'équipement prévu (vélostations et vélos) était installé. D'autres équipements ont été installés les 20 et 25 avril, mais après ces dates par rapport aux prévisions, la livraison de 10 stations et 80 vélos fait encore défaut.

Par ailleurs en comparant le plan de déploiement initial et la récapitulation précitée, plusieurs stations ont été équipées d'un nombre de vélos inférieur à ce qui était prévu (stations gare Saint Roch 10 vélos au lieu de 22, Esplanade 8 vélos au lieu de 22, Corum 6 vélos au lieu de 10, Albert Premier 7 vélos au lieu de 14...). L'explication apparaît dans les courriers échangés entre la société SMOOVE et TaM. En effet TaM, sur proposition de la société SMOOVE, en mars 2012, a accepté une solution non-conforme aux engagements pour maintenir l'ouverture commerciale partielle au 6 avril 2012. L'expérimentation de la nouvelle formule qui devait se dérouler jusqu'au 30 mars a été interrompue afin de permettre de récupérer les composants nécessaires à une livraison de 100 vélos au 6 avril qui auraient dû être installés dans 14 stations. Il était en outre acté que le reste des équipements et vélos devait être installé entre le 7 et le 15 avril avec application des pénalités prévues au contrat.

Plusieurs autres courriers éclairent sur les difficultés et retards conséquents de mise en place de ces équipements. A la suite de pluies en avril 2012, la quasi-totalité des 90 premiers boîtiers électroniques révèlent des défauts d'étanchéité et ont dû être adaptés, les cintres (partie allongée qui, avec la potence, forme le guidon du vélo) ont nécessité une reprise intégrale (sur les 300 vélos réceptionnés 120 vélos ont dû être retournés aux ateliers). Un premier décompte des pénalités a été effectué, arrêté au 27 avril 2012 (ouverture de l'ensemble des stations) « afin de ne pas mettre en péril la pérennité » de l'entreprise. Le montant s'élève à 336 000 € HT (401 856 € TTC) dont TaM retiendra 70% « dans un souci de préservation de la trésorerie » de SMOOVE en se réservant le droit d'imputer les 30% restant sur les factures ultérieures.

Par courrier du 4 juin 2012, pour tenir compte des difficultés de trésorerie de l'entreprise, des dettes fournisseurs, frais salariaux et des risques sur la pérennité de l'entreprise en même temps que de « la forte implication des équipes » (de SMOOVE), TaM décide de reporter le principe et les modalités d'application des pénalités retenues au 30 septembre 2012 et donc de payer la somme retenue sur facture (281 000 €). Le quantum des pénalités devait être revu lors de l'échéance du 30 septembre 2012 sous réserve des résultats des remises à niveau.

En avril 2013 un retrofit final (conformité de tous les guidons traités antirouille, du câble dans le guidon servant à sécuriser le vélo en stationnement, et nouvelle version de la SMOOVE box anti-infiltration et anti condensation) devait permettre, un an après, le début la mise en place de VELOMAGG2 tel que prévu dans les cahiers des charges. Il devait être décidé à ce moment du montant de la pénalité laissée à charge du prestataire. Il a été relevé en outre que plusieurs déclarations attestant l'achèvement et la conformité des travaux ne sont pas revêtues de la

signature de l'architecte bien qu'indiquées sur le tableau comme installés (n°14, 28). Selon TaM il s'agirait d'un oubli de plume, les équipements étant effectivement installés.

Si la nouvelle formule a été choisie en partie pour sa plus grande sécurisation du dispositif de vélo, selon les premières statistiques en décembre 2012 il y a eu 40 vols de vélos, les dysfonctionnements du système de diapason (support sur lequel est posé le vélo) étant vraisemblablement à l'origine de ce chiffre élevé. Un suivi attentif ne peut qu'être recommandé.

Il est par ailleurs remarqué que le nouveau système ne délivre pas d'accusé de réception lors du retour du vélo dans une station sauf un « bip sonore » et un message « retour ok » sur le boîtier Smoove du vélo. Le client doit vérifier après coup sur son compte internet l'information confirmant la bonne remise du vélo ; ce procédé est un inconvénient pour l'utilisateur puisqu'il ne disposera pas de preuve de remise lors du retour du vélo.

6.4.3.2. Les modifications importantes des tarifs

Cette modification de la formule VELOMAGG s'est accompagnée, en avril 2012, d'un changement de stratégie matérialisé par des tarifs à la hausse, que ce soit en courte durée (0,50 € l'heure) ou en longue durée (150 €). Les tableaux ci-dessous montrent les différences entre les deux années. Au cours de la période il y a eu deux tarifs. Prévu à l'origine, en 2007, pour 50 vélos stations et 1 000 vélos les tarifs étaient les suivants :

2007

Courte durée	Clients Occasionnels	Clients réguliers
4 heures	1€	Abt mensuel 5€
1 jour	2€	Courte durée gratuité
Longue durée	Sans Pass-agglo	Avec Pass-agglo
3 mois	40 €	25 €
12 mois	80 €	50€
12 mois	Jeunes – 25 ans	25€

Extrait de harmonie n°21 Montpellier agglomération

2012

Courte durée	Longue durée	
Carte bleue à la borne 0,50 €/h	Pass agglo 100 €/an	Abt Tam 60 €/an
Carte option VéloMagg 0,50 €/h	Sans Pass agglo 150 €/an	Abt Tam 100 €/an
Carte abonné Tam avec extension Gratuit 1 h puis 0,50 €/h	Jeune – de 26 ans 60 €/an	Jeune et abt Tam 35 €/an

Extrait du site de Montpellier Agglo

En recoupant les deux tableaux, pour les éléments qu'il est possible de comparer, le prix de la location courte durée à l'heure a augmenté en 2012 de 100% par rapport à 2007, passant de 25 centimes l'heure à 50 centimes pour les clients occasionnels. Pour la location de longue durée l'augmentation a été du même ordre (client avec Pass-agglo, de 50 € à 100 € pour 12 mois ou de 80 à 150 €). Ces changements tarifaires ne seront pas sans influence sur la fréquentation courte durée mais aussi et surtout pour la longue durée. En effet dans ce dernier cas, le doublement du tarif rend la formule moins attractive puisque le coût annuel correspond à peu près au coût d'achat d'un vélo. Pour la courte durée l'accent est mis avant tout sur les

TS

abonnés TAm qui bénéficient de la gratuité pour une utilisation d'une heure, soit le temps correspondant à la durée de validité d'un ticket dans le cadre d'une intermodalité.

6.4.4. Tableaux de bord et données marketing sur l'utilisation des vélos

Le compte d'exploitation

En HT	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Charges	289 422	567 654	624 785	718 852	852 000	769 000
Recettes vélos	19 345	44 070	61 617	82 593	93 800	108 000
Subventions			50 000			
Résultat	270 077	523 584	513 168	635 899	758 200	661 000

Extrait des rapports du réalisé et du délégataire

Au vu du tableau ci-dessus, même si les recettes ont progressé de 41% sur la période, les poids des charges croissantes est tel (elles représentent 7 fois les recettes en 2011), que le résultat négatif progresse en moyenne de 20%. Bien que de faible montant, les recettes de location ont été multipliées par 5,5 entre 2006 et 2011 alors que, dans le même temps, les charges étaient multipliées par 2,3. La mise en place de l'opération VELOMAG en 2007 et son succès ont sensiblement fait progresser les recettes (+130% de 2006 à 2007) mais également les charges (+96%).

6.4.5. Les rapports du délégataire et les enquêtes de satisfaction

6.4.6. Le rapport du délégataire

En application des dispositions des articles L.1411-3 du code général des collectivités territoriales et R. 1411-7 dans sa rédaction issue du décret n°2004-236 du 14 mars 2005, le délégataire transmet à l'autorité délégante, chaque année avant le 1^{er} juin, un rapport comprenant les données comptables, une analyse de la qualité du service, et une annexe comprenant un compte rendu technique et financier.

Ces dispositions auraient dû conduire, d'une part, à la définition d'indicateurs de qualité détaillés dans la convention de délégation, d'autre part, à l'insertion de tels indicateurs dans le rapport du délégataire. Il n'en a rien été. La première convention de délégation n'avait prévu d'indicateurs de qualité que pour le transport en bus et en tramway et n'avait pas été modifiée pour prendre en compte la nouvelle mission concernant VELOMAG1 à partir de 2007. Ainsi, si les vélos sont évoqués dans les rapports du délégataire de 2006 à 2009, il ne s'agit que de renseignements concernant le nombre de locations de vélos et le nombre d'abonnés sans élément tenant à la qualité de service. La convention de DSP suivante (2010-2017) prévoit par contre quelques indicateurs (V1, V2 et V3) applicables à partir de 2010 avec comme particularité d'être renseignés par l'autorité délégante à son entière initiative et à ses frais, de façon à assurer l'objectivité des contrôles. Ces indicateurs ont évolué dans le temps, notamment, l'accueil en station centrale retenu en début de délégation a été abandonné au profit de la disponibilité de l'équipement. Les autres indicateurs sont l'entretien des arceaux et totems et l'entretien des vélos.

257

Les critères de qualité sont les suivants :

V1 : qualité accueil de la station centrale avec un nombre limité de contrôles de 8 par an.

V2 : disponibilité des vélos : constat par l'autorité organisatrice.

V3 : entretien des vélos : utilisation de 10 vélos choisis de façon aléatoire dans au moins 3 vélos stations en contrôlant l'état des freins, les pneus, la selle, la transmission et la propreté, avec un maximum de 8 contrôles par an.

Les modalités de contrôle de la qualité du service consistent concrètement en huit contrôles par an au maximum sur trois stations choisies aléatoirement pour la disponibilité de vélos (via le site internet et contrôle sur place), en huit contrôles par an au maximum sur trois stations choisies aléatoirement pour l'entretien des arceaux et totems, et enfin en huit contrôles par an maximum sur dix vélos choisis aléatoirement répartis dans au moins trois vélos stations pour l'entretien des vélos. Pour ce critère de la qualité, les modalités de calcul sont particulières car si chaque vélo est noté sur 10 (5 sous-critères, frein, pneus, selle, transmission et propreté notés chacun sur 2), la note est attribuée de façon collective : l'indicateur précise en effet que le total des points doit être égal ou supérieur à 90 pour les 10 vélos sélectionnés. En procédant ainsi le résultat est moins fin qu'un résultat par vélo extrapolé à l'ensemble du parc au vu des échantillons contrôlés.

On peut s'interroger sur le nombre de contrôles, limités à 8 par an pour la qualité de la station centrale ou l'entretien des vélos : un minimum de 12 contrôles, soit un par mois, paraissant un minimum pour s'assurer du suivi de la qualité sur ces points. De même au niveau des sous-critères il est étonnant qu'il n'ait pas été prévu de contrôle sur l'état de l'éclairage des vélos dans la mesure où il s'agit d'un élément propre à assurer la sécurité. Il semble que le risque couru par le délégataire de se voir infliger des pénalités, (de 2000 à 10 000 € par indicateur) soit ainsi limité.

Au vu des rapports du délégataire, les indicateurs vélos n'ont été produits qu'en 2010. Rien ne figure en 2011 au rapport du délégataire concernant VELOMAG2, ceci privant l'autorité organisatrice d'éléments relatifs à la qualité du service rendu. TAm fait effectuer quant à lui des enquêtes en propre pour son suivi interne et qui reprennent les points de contrôle des indicateurs qualité.

6.4.6.1. Enquêtes

En 2010 il y a eu une série d'enquêtes sur les clients testeurs de vélos électriques, les utilisateurs de Vélomag, la clientèle Vélomag de longue durée, et des campagnes de publicité. Selon le rapport de 2010 des enquêteurs, formés par une société spécialisée aux spécificités du référentiel qualité DSP, effectuent tous les mois des parcours sur les lignes tramway et bus et 6 visites de l'agence commerciale et de Vélomag.

7. LA MESURE DE LA QUALITE DU SERVICE

Le code des transports, entré en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2010, permet de définir les contours du « droit du voyageur à disposer d'un service de qualité ». L'article L.1111-1 du code indique que « le système des transports doit satisfaire les besoins et rendre effectif le droit qu'a toute personne, y compris celle dont la mobilité est réduite ou souffrant d'un handicap, de se déplacer et la liberté d'en choisir les moyens (...) ». La mise en œuvre de cet objectif s'effectue dans les conditions économiques sociales et environnementales les plus avantageuses

pour la collectivité et dans le respect des objectifs de limitation ou de réduction des risques, accidents, nuisances, notamment sonores, émissions de polluants et de gaz à effet de serre ». L'article L.1111-2 précise que « la mise en œuvre progressive du droit au transport permet à l'usager de se déplacer dans des conditions raisonnables d'accès, de qualité, de prix et de coût pour la collectivité, notamment par l'utilisation d'un moyen de transport ouvert au public ». Enfin, l'article L.1111-4 prévoit que « le droit au transport comprend le droit pour l'usager d'être informé sur les moyens qui lui sont offerts et sur les modalités de son utilisation ».

7.1. Lutte contre la fraude

TaM a fait de la lutte contre la fraude une préoccupation constante. La société considère en effet que la lutte contre la fraude fait également diminuer les agressions contre les personnes et les biens ainsi, qu'en règle générale, toutes les incivilités.

Taux de contrôle et taux de fraude apparent

	2007	2008	2009	2010	2011
Voyageurs transportés (en milliers)	60 703	65 014	66 515	61 129	62 299
Taux de contrôle	2,24%	3,02%	3,14%	2,51%	2,37%
Taux de fraude apparent	2,05%	1,26%	1,55%	1,67%	3,08%
Taux de contrôle bus	0,78%	1,01%	1,07%	0,91%	1,98%
Taux de contrôle tramway	2,99%	4,00%	4,14%	3,24%	2,54%

Le taux de contrôle est mesuré par le rapport entre nombre de voyageurs contrôlés et le nombre de voyageurs ayant validé leur titre de transport. Ainsi, ce taux de contrôle ne permet pas d'intégrer les voyageurs n'ayant pas validé et n'ayant pas été contrôlés. Le taux de fraude apparent est le volume des voyageurs en infraction par rapport aux personnes contrôlées. On constate une évolution inverse entre le tramway et le bus pour ce qui concerne le taux de contrôle, en augmentation pour les bus et en diminution pour le tramway. Le taux de fraude apparent est, lui, en augmentation depuis 2008. Cependant il est vraisemblable, surtout pour le tramway, que le taux de fraude réel soit bien plus important que le taux de fraude apparent.

Dans le cadre de sa politique de sécurisation et de lutte contre la fraude, la société TaM a fusionné ses équipes de sécurisation et de contrôle, lesquelles ont été renforcées de 4 agents en novembre 2010, financés par l'agglomération de Montpellier, par avenant n°1 à la convention de DSP ; puis par avenant n°3, l'équipe a été complétée de 5 agents supplémentaires. L'effectif atteint ainsi un effectif de 82 agents à l'ouverture des lignes 3 et 4. Enfin, des missions de renforts ponctuels (les « cravates rouges ») ont été sous-traitées à une société extérieure, en complément des agents de la TaM. Cette prestation externe de la société SCAT s'élève à 336 k€ et, selon TaM, a été largement remboursée par les recettes de ces agents de contrôle.

Nombre de PV et taux de recouvrement

	2007	2008	2009	2010	2011	Evolution	Evolution Moyenne
Nombre de PV	27 833	32 802	32 598	25 552	45 365	+62,99%	12,99%
Ecart N-1	-0,8%	+17,5%	-0,6%	-21,6%	+77,5%		
Taux de recouvrement	42,4%	46,5%	45,5%	47,6%	49,4%	+16,5%	3,89%
Ecart N-1	-4,5%	+9,7%	-2,2%	+4,6%	+3,6%		

Le taux de recouvrement des PV est inférieur à 50% malgré une augmentation régulière. Le nombre de PV a été multiplié par deux entre 2010 et 2011 mais a connu une évolution erratique sur la période. Toutefois, compte tenu de l'accent mis sur la sécurisation dans les bus et sur la lutte contre la fraude dans les tramways, le nombre de PV et les recettes d'infraction sont en hausse aux dépens du taux de contrôle (les contrôles sont plus longs et concernent tous les voyageurs montants et descendants ainsi que les voyageurs restant dans la rame). Le bilan semble satisfaisant car 45 365 PV ont été émis soit +77,5% par rapport à 2010 ; avec un taux de recouvrement supérieur (49,4% contre 47,6% en 2010) la lutte contre la fraude a généré 706 k€ de recettes infraction soit + 386 k€ par rapport à 2010. En valeur absolue, le nombre de PV Tram est très supérieur à celui des bus : 42 725 (94,2%) pour le tramway et 2 640 (5,8%) pour le bus contre respectivement 24 626 et 926 en 2010.

Cependant, au-delà de la fraude apparente, des enquêtes régulières tentent de déterminer le taux de fraude réel. Le rapport du délégataire pour l'année 2011 fait état d'une enquête de mesure du taux de fraude réel sur le réseau TaM, réalisée en mars 2011 par la société TEST SA, spécialiste dans ce domaine. Cette étude, qui avait pour objet de mesurer le plus précisément possible le taux de fraude avec évocation de recettes et le taux de non-validation des titres en cours de validité, (la somme de ces deux taux représentant le taux d'irrégularité sur le réseau) a été menée auprès de 11 665 clients du réseau, en face à face et en embarqué sur les lignes du réseau TaM, selon la méthode dite « aléatoire »¹⁴. Il ressort de l'enquête une progression des situations irrégulières depuis 2008 avec un taux de fraude de 22% tous modes et toutes périodes confondus dont un taux de fraude quasiment trois fois supérieur dans le tramway (28,4%) par rapport au bus (10,4%). Dans près de 40% des cas la fraude correspond à l'absence de titres de transport ce qui génère une perte de recettes pour l'entreprise. Compte tenu du résultat de cette étude, il est aisé de comprendre que la lutte contre la fraude au regard des enjeux financiers représente un axe majeur de la politique de l'entreprise.

Au mois de novembre 2010, TaM a fait procéder à une enquête après avoir constaté un décalage entre l'évolution des recettes et l'évolution de la fréquentation du réseau. L'enquête sur le phénomène de non validation a porté sur un échantillon de 20 000 voyageurs répartis sur 64 courses tramway et 25 courses bus (dont 69 un jour de semaine et 20 le samedi). L'enquête a démontré la fiabilité du système billettique de remontée de l'information mais une non validation importante sur le réseau et plus particulièrement sur les deux lignes de tramway, en particulier aux heures de pointe où les rames sont les plus chargées.

La dernière enquête produite en cours d'instruction a été publiée à la fin de l'année 2012.

Cas comptabilisés dans le taux de fraude

FRAUDE DURE	AUTRE CAS DE FRAUDE	NON VALIDATION SUR TITRE VALIDE
Titre Périmé	Ticket 1 heure dépassé de moins de 10 mn	Ticket non validé en correspondance
Titre magnétique non validé	Carte sans coupon ou sans ticket	Carte non validée en correspondance
Absence de titre sur la carte	Ticket illisible	Carte non validée
Carte d'une autre personne	Carte illisible	
Ticket 1 heure dépassé de plus de 10 mn		

¹⁴ Consiste à déterminer les personnes interrogées selon un pas de tirage déterminé et non pas à l'initiative de l'enquêteur ;

Le taux de fraude constaté est de 17,5% dont 11,7% de fraude dure, 1% d'autres fraudes et 4,8% de non validation ; dans 34,3% des cas, la situation irrégulière correspond à une absence de titre. Le taux de fraude global, apprécié à différentes époques, s'élève à 22% en 2011, 14,5% en mars 2012 (-34%) et enfin à 17,5% en octobre 2012 (+21%). Selon le mode de transport, le total de la fraude s'élève à 19,0% dans le tramway, à 10,1% dans les bus urbains et à 7,6% dans les bus suburbains. Selon les lignes de tramway, la ligne 1 cumule un total de fraude de 19,3%, la ligne 2 de 16,0%, la ligne 3 de 22,5% et la ligne 4 de 17,6%. Selon le type de jour, la fraude est de 15,3% en semaine et de 21,9% le samedi. Les autres données de l'enquête sont synthétisées dans le tableau ci-dessous :

	%	Dont pas De titre		%	Dont pas De titre
Selon le genre			Selon l'activité		
Total	17,4%		Total	17,4%	
Hommes	21,3%		Actif ayant un emploi	15,4%	34,2%
Femmes	14,8%		Ecoliers	42,9%	100,0%
			Collégiens	28,6%	42,1%
			Lycéens	22,1%	31,3%
			Etudiants	16,0%	28,5%
			Retraités	8,9%	12,0%
			Inactifs, Autres	27,6%	46,0%
Selon l'âge			Selon le motif de déplacement		
Total	17,3%		Total	17,3%	
-20 ans	24,9%	37,8%	Domicile-Travail	13,5%	34,6%
20-26 ans	17,8%	37,8%	Domicile-Ecole	17,0%	34,5%
27-64 ans	14,5%	30,7%	Domicile-Université	12,1%	17,7%
65 ans et plus	6,9%	10,8%	Domicile-Achats	16,1%	36,2%
			Domicile-Loisirs	22,0%	33,3%
			Domicile-Démarches	16,7%	37,1%
			Domicile-Autres	21,4%	26,9%
			Autres (sans domicile)	20,8%	42,1%

Selon le lieu d'habitat		
Total	17,4%	
Montpellier	18,3%	33,8%
Agglomération de Montpellier	15,5%	32,5%
Hors agglomération	14,4%	39,5%

7.2. Les réclamations

Réclamations par motif en nombre

	2007	2008	2009	2010	2011	Evolution Moyenne
Ponctualité	233	223	219	324	350	
Offre de transport	101	67	72	56	84	
Information et accueil	274	95	52	66	11	
Comportement CR		105	125	120	147	
Confort-Propreté	117	28	32	30	30	
Sécurité	14	24	28	30	26	
Disponibilité des équipements	262	269	266	426	601	
Vélo-magg (1)	11	123	45	13	3	
Tarification	78	252	279	217	114	
Parking d'échange		21	21	26	12	
Evénements exceptionnels			44	80	30	
Total	1 090	1 207	1 139	1 388	1 431	7,04%

(1) Lancement de Velomagg en juillet 2007

Les réclamations les plus fréquentes concernent la ponctualité (24 % en 2011) et la disponibilité des équipements et véhicules (42%). Les réclamations liées à la ponctualité résultent en grande partie des travaux de construction des lignes 3 et 4 ; les réclamations concernant les achats sur les DAT tiennent en partie à la migration de ces équipements. Le comportement et la technicité du conducteur font l'objet de 10% de plaintes des usagers, ce qui paraît important. La cause en serait la multiplication des conduites brusques liées aux travaux. En revanche, les réclamations ayant pour objet l'information et l'accueil sont en constante diminution, ce qui démontre l'effort fait sur ce point par la SEML. Il n'en reste pas moins que, globalement, le total des réclamations représente une hausse de 31,3% sur la période 2007-2011 soit une importante évolution moyenne annuelle de 7,04%

Par exemple, sur la période, les réclamations ont été formulées en raison des grèves et du lancement nouveau réseau L2 en 2007, des réclamations de ponctualité concernant « La Ronde » et les travaux à l'Observatoire ont occasionné des retards sur 4 lignes de bus. En 2011 des réclamations ont fait état de retards en raison de problèmes techniques sur le réseau bus dus, entre autres, à la migration du système SAE, à la signalisation ferroviaire et aux différentes coupures de lignes pour la mise en place de la L3

7.3. Les pannes et la sinistralité

Les statistiques relatives aux pannes et à la sinistralité ne sont plus publiées à partir de l'exercice 2010. Le tableau ci-dessous retrace les données disponibles depuis 2003. L'objectif de la DSP 2004-2009 pour les autobus était un plafond de 1. Comme il est logique, le taux de panne a tendance à augmenter avec le vieillissement du parc. On assiste à une baisse du taux en 2007, tant pour les autobus que pour la ligne 1 du tramway en raison du rajeunissement du parc.

Taux de panne aux 10 000 km

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Autobus	1,44	1,49	1,60	1,46	1,11	1,26	1,33
Age moyen	6,4	7,4	8,4	9,4	8,9	8,6	8,7
Tramway							
Ligne 1	2,87	2,64	2,68	2,86	1,19	1,20	1,77
Ligne 2					0,44	0,42	0,61
Age moyen rames							
Ligne 1	3,6	4,6	5,6	6,6	7,0	8,0	9,0
Ligne 2					0,9	1,9	2,9

Sur le réseau urbain, le taux d'accidents déclarés, en hausse depuis 2009 pour le bus et pour le tramway s'améliore légèrement en 2011. Il convient de noter que le taux d'accident pour les bus a augmenté de près de 71% entre 2008 et 2010. Le coût de la sinistralité sur certains dommages corporels graves a entraîné un rappel de +10% des primes d'assurance au titre de 2011 et devrait conduire à une hausse des primes dans l'avenir.

Taux d'accident par an pour 10 000 km

	2007	2008	2009	2010	2011
TRAM	0,36	0,27	0,28	0,34	0,31
BUS	0,28	0,24	0,37	0,41	0,36

Source : rapport du délégataire

Avec un maillage plus complexe en raison de la mise en service des lignes 3 et 4 du tramway depuis mars 2012 et une circulation de voitures toujours plus importante dans l'agglomération, l'accidentéisme et l'immobilisation des véhicules vont devenir des enjeux importants pour l'exploitation du réseau.

7.4. La sécurité

Incidents par type

	2007	2008	2009	2010	2011	Evolution	Evolution moyenne
Atteintes aux personnels	224	308	332	486	386	+72,3%	+14,57%
Atteintes aux clients	118	148	190	194	179	+51,7%	+10,98%
Atteintes aux biens	504	519	484	587	533	+5,8%	+1,41%
Incivilités	403	511	501	563	332	-17,6%	-4,73%
Total incidents	1 249	1 486	1 507	1 830	1 430	+14,5%	+3,44%
Tags			510	514	552	+8,2%	

L'année 2010 apparaît comme une année particulière du point de vue du nombre des incidents (+21,4% par rapport à 2009). « La mise en place du plan API (Accompagner pour Prévenir l'Incivilité) a provoqué deux phénomènes : l'augmentation des signalements par les conducteurs receveurs et un mécontentement grandissant chez les clients fraudeurs ». D'une façon globale, les atteintes aux personnels connaissent la hausse la plus forte (+72,3% de 2007 à 2011). Des actions ont manifestement été entreprises en 2011 pour lutter contre la hausse continue des incidents ce qui s'est traduit positivement par une baisse d'ensemble de 21,8% et plus particulièrement des atteintes aux personnels (-20,6%) et les incivilités (-41,0%). Quant à la nature des incidents, ce sont en valeur absolue, les atteintes aux biens qui représentent entre 30 et 40% du total des incidents. Le conseil d'administration (27/04/2010) a constaté que depuis de début de l'année 2010 une recrudescence des événements en hausse de +46% par rapport au 1^{er} trimestre

2009. Un renforcement des moyens humains et matériels a été mise en œuvre ainsi qu'est envisagée une collaboration avec les services de police nationale et municipale

8. DIVERS

8.1. Les marchés passés par TaM

La société TaM est soumise au code des marchés publics pour les opérations passées en mandat pour le compte d'une collectivité publique (l'agglomération de Montpellier en l'occurrence) ; il s'agit des marchés d'études et de construction des lignes de tramway et les contrats de maîtrise d'ouvrage déléguée. Par contre, pour les autres achats, TaM est soumis à l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics. Le règlement (UE) n° 1251/2011 de la commission du 30 novembre 2011 a modifié les seuils applicables pour les procédures de passation des marchés passés en application des directives 2004/17/CE et 2004/18/CE : pour les marchés de fournitures et de services, 400 000 € pour l'activité transport et 200 000 € pour les activités stationnement ; pour les marchés de travaux : 5 M€. En deçà de ces seuils légaux et selon les décrets 2005-1308 du 20/10/2005 et 2005-1742 du 30/12/2005, les SEM ont une obligation de mise en concurrence selon des procédures adaptées.

Le conseil d'administration de TaM, dans le cadre de ces procédures adaptées, a retenu le principe de mise en concurrence dès 2 000 €. Pour des montants compris entre 10 000 € et 50 000 € il est demandé au minimum la production de deux devis et pour les montants compris entre 50 000 € et 90 000 €, une consultation directe et formalisée est exigée, avec au minimum une publicité internet sur le site TaM. Dans ce dernier cas, l'attribution du marché est opérée par un comité interne composé du DG, du DAF, du responsable budgétaire et du juriste. Seul le directeur général est signataire du marché sur la base d'une fiche indiquant les conditions de mise en concurrence et motivant le choix du fournisseur.

Pour l'activité réalisée sous mandat de la loi MOP du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique, TaM est représentant de l'agglomération de Montpellier ; ainsi au titre de l'article 5-2 du cahier des clauses particulières (CCP)¹⁵ de la convention de mandat du 4 août 2004 pour la réalisation de la troisième ligne de tramway et de l'extension ouest de la première ligne « Le représentant légal du mandataire est autorisé à signer tous les marchés sans formalité préalable inférieurs au seuil de 412 000 € HT ».

En pratique, pour les marchés passés en qualité de maître d'ouvrage délégué, le cadrage financier est opéré par l'agglomération de Montpellier et TaM apporte un appui technique pour la constitution du dossier de consultation des entreprises (DCE) et l'analyse des offres, la décision étant prise par la commission d'appel d'offres de l'agglomération. Pour les marchés relatifs à l'exploitation, chaque direction opérationnelle de TaM prépare la partie technique avec l'appui de la cellule juridique (guide des procédures) et c'est la commission d'appel d'offres de l'entreprise qui propose la décision.

La commission d'appel d'offres de TaM a donc vocation à sélectionner les attributaires des consultations engagées par l'entreprise directement, soumises aux directives européennes ou aux seuils de procédures formalisées de mise en concurrence adoptées par le conseil d'administration (consultation d'un montant supérieur à 90 000 €). La CAO est convoquée par le président ou le directeur général ; elle est composée de 5 membres soit 4 administrateurs, dont le

¹⁵ Issu de sa rédaction modifiée par l'avenant n°2 en date du 28 juillet 2008 tirant les conséquences de la modification du code des marchés publics opérée par le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006

président, et le directeur général de TaM ; le quorum est de trois membres et la majorité est constituée de la moitié des membres présents ou représentés avec voix prépondérante du président. Les dernières nominations à la CAO ont fait l'objet d'une décision du CA du 26 octobre 2011.

8.2. Les dépenses de l'inauguration des lignes 3 et 4

Ces opérations ont été réalisées pour le compte de l'agglomération de Montpellier, en maîtrise d'ouvrage déléguée, dans le cadre d'une opération de mandat.

Selon un document transmis par TaM les dépenses d'inauguration des lignes 3 et 4 du tramway le 6 avril 2012, ont donné lieu à un total de dépenses de 720 093,34 €. Pour cette opération, les marchés ont été passés par TaM en qualité de mandataire de l'agglomération de Montpellier qui a finalement pris en charge l'ensemble de ces dépenses dans le cadre de la convention de mandat. Il n'est pas certain que ce coût soit le coût total de l'opération dans la mesure où des dépenses ont pu également être prises en charge par d'autres collectivités territoriales.

Parmi les dépenses, la chambre relève 10 000 € à l'association MONTPELLIER DIVA (cantatrice, musiciens, danseurs, location de piano) « *La sensibilité, la tendresse, la gentillesse, la drôlerie et son attachante personnalité font de Nathalie NICAUD une soprano Colorature au grand cœur, dans un répertoire éclectique et électrique survoltant et survolant le temps* »¹⁶, 30 000 € à MEDIAS TRANSPORTS (achat d'espace palissade à la gare de Lyon), 84 000 € à PLASTICIENS VOLANTS (prestations événement de jour pour inauguration), « *Plasticiens Volants, compagnie de théâtre de rue, investit les ciels, places et rue des villes des cinq continents avec ses créatures gonflables volantes extraordinaires, drôles de marionnettes géantes. Manipulées depuis le sol, elles survolent le public et jouent avec lui pour raconter une histoire* »¹⁷ 88 900 € à LA MAISON PRODUCTION (Prestation événement de nuit inauguration), 12 860 € à DNS (1000 draps de bain inauguration), 11 050 € à LEVET COMMUNICATION (chocolats inauguration), etc.

Il convient également de noter que préalablement à cette inauguration une manifestation pour le personnel de TaM a été organisée le dimanche 18 septembre 2011 sous la forme d'une journée « portes ouvertes » (découverte du parcours, visite des chantiers et présentation des nouveaux équipements) avec l'organisation d'un déjeuner buffet ; le coût total de l'opération s'est élevé pour TaM à 13 806,50 € dont 10 720 € pour le traiteur.

8.3. Le marché du concept image du matériel des lignes 3 et 4 du tramway

Il s'agit également d'un marché passé dans le cadre du mandat confié par l'agglomération de Montpellier à la SEMI TaM. En fonction des seuils évoqués ci-dessus, le marché de la livrée de la ligne 3 a été passé par la communauté d'agglomération de Montpellier (Valeur estimée : 500 000 € HT) et le marché de la ligne 4 a été passé par TaM (valeur estimée inférieure à 412 000 € HT)

Le marché de la ligne 3

L'organisation de la consultation a été confiée à TaM dans le cadre de son mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée. La procédure choisie est celle de l'appel d'offres restreint en application de l'article 30 du CMP. La commission d'appel d'offres est celle de la communauté

¹⁶ Extrait du programme officiel de l'inauguration.

¹⁷ Ib.

d'agglomération de Montpellier avec, en complément, des « membres désignés en raison de leur compétence en matière de design avec voix consultative » :

Mme Joséphine MATAMOROS¹⁸, directrice du musée de Céret
M. Vincent BIOULES, artiste peintre
M. Michel HILAIRE, conservateur en chef du musée FABRE
M. Jean-Paul MONTANARI, directeur général de Montpellier Danse
M. Antoine GARCIA-DIAZ, architecte
M. François DELACROIX, DGS de Montpellier Agglomération

M. DELACROIX est le seul de la catégorie des membres désignés à avoir assisté à toutes les phases de la procédure.

Au sujet de l'utilisation de la procédure de l'article 30 du CMP concernant les marchés à procédure adaptée, la chambre s'interroge sur l'intérêt qu'il y aurait eu à adapter au MAPA la procédure du jury de concours, dans la mesure où l'attribution du marché s'opérait en fonction de critères subjectifs (originalité 50%, esthétique 30%). En effet, la procédure du concours est qualifiée comme telle lorsque le pouvoir adjudicateur prévoit la remise d'une prestation sous la forme d'un plan ou d'un projet par les opérateurs mis en concurrence. Tous les domaines peuvent être concernés dès lors que la remise d'un projet est exigée. Les trois caractéristiques de la procédure de concours sont la désignation d'un jury de personnalités qualifiées, l'indemnisation des candidats non retenus et le dialogue avec le jury. Le fondement de l'intervention d'un jury repose sur la nécessité de voir intervenir, outre les représentants habituels du pouvoir adjudicateur, un tiers de personnalités ayant la même qualification ou une qualification équivalente à celle exigée des concurrents dans un esprit de « commission paritaire » compte tenu de la spécificité de cette commande publique.

L'objet du marché concernait l'établissement du concept image du matériel roulant et des prestations associées pour l'opération troisième ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier. La consultation comprenait une tranche ferme et quatre tranches conditionnelles :

- .Tranche principale : production des documents permettant au maître d'ouvrage de choisir une ligne esthétique générale pour l'extérieur et l'intérieur du véhicule tramway ;
- .Tranche conditionnelle 1 : réalisation du cahier des charges concept image pour le matériel roulant (MR), analyse des offres du concept image, mise au point et suivi avec constructeur du MR ;
- .Tranche conditionnelle 2 : harmonisation visuelle des stations de la ligne 3 avec les véhicules tramways ;
- .Tranche conditionnelle 3 : image de la billetterie (cartes à puce, tickets, ...)
- .Tranche conditionnelle 4 : habillage extérieur et intérieur des bus et harmonisation des points d'arrêt (poteaux, affichage, ...).

Le nombre de candidats admis à soumissionner était limité à cinq et le marché devait être attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères suivants : originalité du projet proposé (50%), esthétique (30%), prix (20%). Enfin, chaque candidat qui remettait une offre conforme aux exigences du règlement de consultation devait recevoir une prime de 35 000 €.

¹⁸ Membre du conseil économique et social de la région Languedoc-Roussillon depuis 2001.

L'offre de chacun des candidats devait comprendre deux propositions et pour chacune d'entre elles, pour l'extérieur, une esquisse du véhicule tramway complet et du bout avant et, pour l'intérieur, une esquisse représentant chaque zone à l'intérieur du tramway (cabine de conduite, intercatalanes, plates-formes zones d'accès). Une cohérence et une harmonie étaient recherchées par rapport aux lignes de l'agglomération de Montpellier. Une note d'intention devait exprimer le concept proposé, sa justification et sa mise en œuvre.

Le rapport de présentation des offres, soumis à la CAO le 24 octobre 2006, pour le choix du prestataire (parmi les cinq retenus par la CAO du 21 juillet 2007) est particulièrement peu développé sur les critères des offres non retenues pour les critères de l'originalité (50%) et esthétique. Pour le vainqueur (candidature n°77 Christian LACROIX) il est soigneusement

« 1^{re} proposition : degré de couleur de froid au chaud du bleu (appel ligne 1) à l'orange (appel ligne 2) avec application d'éléments enlumines et éléments marins : 2^{ème} proposition : fond stylisé d'une gravure ancienne représentant la côte languedocienne en disposant quelques motifs quasi abstraits. La note méthodologique est synthétique mais définit précisément les interventions prévues à chaque étape avec les intervenants » La note originale attribuée est de 8 et la note esthétique de 8,18.

« 4^{ème} proposition : Mer – Reflets ; 2^{ème} proposition : Mer – Indescent¹⁹. Les deux projets sont marqués par un travail fort sur la forme extérieure (formes nouvelles très « arrondies ») et la couleur générale bleue avec une forte utilisation des reflets.

Par délibération du 28 septembre 2010, la CAM a décidé de créer une nouvelle ligne (la « Circulade ») circulant en périphérie du centre-ville et empruntant les différents barreaux des lignes existantes ou en cours de réalisation (ligne 3). La procédure choisie pour l'établissement du concept, image du futur matériel roulant de cette nouvelle ligne 4 est la procédure adaptée, engagée sans mise en concurrence préalable pour raisons artistiques, conformément aux articles 114-11-3° et 146 du code des marchés publics. Le recours à cette procédure est justifié pour des

19 Qui réfléchit les couleurs de l'arc-en-ciel

peuvent être confiés qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques, artistiques ou tenant à la protection de droits d'exclusivité.

Ce marché a été attribué par la personne responsable du marché à TaM, le directeur Jean-Luc FRIZOT, le 25 novembre 2010, avec l'accord, au sein de la commission, du représentant de l'agglomération de Montpellier.

Lors du développement du réseau de tramway, et dans l'objectif d'une lisibilité optimale de l'offre pour l'usager, certaines agglomérations font le choix de différencier les lignes en jouant sur la livrée des véhicules. Si elle contribue à améliorer le confort de l'usager, cette mesure induit des contraintes d'exploitation non négligeables, et implique notamment de disposer d'un parc de véhicules par ligne plus important que dans le cas d'une uniformité du matériel roulant, à taux de réserve comparable avec ceux des réseaux disposant d'un besoin comparable de lignes, ainsi que de dépôts de taille plus grande. A l'inverse, d'autres réseaux, priorisant une maîtrise des contraintes et des coûts d'exploitation, optent pour la mise en compatibilité des nouveaux matériels à l'échelle du réseau : toutes les rames peuvent circuler indifféremment sur l'ensemble des lignes du réseau, induisant une meilleure souplesse d'exploitation. Il semblerait que seule l'agglomération de Montpellier, en France (et même dans le monde), ait fait le choix de différencier les lignes de tramway en jouant sur la livrée des véhicules. L'agglomération de Montpellier et TaM justifient ce choix par une stratégie globale d'attractivité du territoire qui concourt à l'amélioration du cadre de vie des habitants et à la renommée internationale du tramway.

8.4. Le marché de communication SENS INEDIT

Un contrat de stratégie de la communication a été passé entre TaM et ALTERNATIVES-SYNTHÈSE (ancêtre de SENS INEDIT) le 9 mai 2006. Ce contrat avait pour objet de « rendre cohérente l'image de TaM à travers les différentes entités visuelles des tramways première et deuxième ligne (rames, bus, vélos, parkings tramway, parkings, mobilier urbain, documentation) et renforcer son image d'opérateur multimodal, avec notamment le stationnement ». La durée du contrat était de 12 mois, reconductible et a pris la forme d'un marché à bons de commande dont le montant minimum était de 150 000 € HT et le montant maximum de 200 000 € HT par an. Les prix étaient soit des prix unitaires fixés au bordereau des prix pour les prestations intellectuelles non suivies de fabrication et de prix forfaitaires pour les prestations intellectuelles suivies de fabrication et pour les prestations d'achat d'espaces. Comme la chambre l'avait signalé lors des contrôles de l'agglomération de Montpellier et de la région Languedoc-Roussillon, en rémunération des prestations d'achat d'espaces, TaM verse au prestataire une commission de 4% du montant brut du budget média investi par opération et à titre de rémunération complémentaire de son activité de mandataire, TaM autorise le mandataire à percevoir la moitié des rabais, remises et ristournes obtenus des supports (article 5.2.1.3).

Par avenant N°1 du 19 mai 2009, le contrat a été prolongé jusqu'au 30 juin 2010. Une nouvelle procédure de consultation a été relancée et un contrat daté du 10 juin 2010 a été conclu pour une durée de 18 mois avec 1 an de prolongation possible avec cette même société désormais appelée SENS INEDIT.

2006	2007	2008	2009	2010	2011
62 702	291 074	177 130	257 845	128 570	138 241

Les montants relevés en 2007 et 2009 semblent dépasser les montants maximum prévus au contrat.

L'objet du contrat est la définition et la mise en œuvre de la stratégie de communication de TaM liée à l'exploitation des services des transports en commun de l'agglomération de Montpellier et toutes les activités annexes en transport. Les missions de l'agence sont le conseil en communication globale, la conception, réalisation et mise en place de campagne de communication publicitaire avec diffusion de textes ou visuels.

Le montant du dernier contrat est compris entre 100 000 € et 230 000 € HT. Comme le contrat précédent, c'est un marché à bons de commande d'une durée de 18 mois reconductible une fois pour 12 mois maximum. Les prix sont soit unitaires mentionnés dans le bordereau, soit horaires soit forfaitaires. La rémunération des prestations varie selon la réalisation ou non de la fabrication (prestations intellectuelles non suivies des fabrications : prix horaires du bordereau ; prestations intellectuelles suivies de fabrication rémunération basée sur le bordereau des prix unitaires et honoraires forfaitaires de 15% du montant global du budget HT investi par opération). La rémunération de l'achat d'espace et autres prestations soumises au mandat comprend une commission de 4% du montant du budget investi par opération et, à titre de rémunération complémentaire de son activité de mandataire, TaM autorise le mandataire à percevoir la moitié des rabais, remises et ristournes obtenus des supports (dans ce dernier cas la facture est transmise à TaM directement par le support, mentionne les montants correspondant à l'achat et les rabais, remise ou ristourne tarifaires consentis par le support..)

Toute commande définitive fait l'objet d'un bon de commande signé par TaM après acceptation d'un devis détaillé ; toute modification de devis doit être formellement approuvée par TaM. La facture détaillée mentionne les prix hors taxes, les taux et montants de la taxe sur la valeur ajoutée et le prix TTC. Le montant de la facture doit correspondre au devis transmis et accepté avec l'application des pourcentages contractuels pour les honoraires (15%), commission de 4% pour l'achat d'espace, perception de la moitié des rabais obtenus, barème du nombre d'heures pour la définition de la stratégie créative.

L'examen des pièces en 2011 n'a pas permis de trouver d'anomalies excepté une facture concernant la conception et recherche graphique pour laquelle les heures indiquées, qui doivent être un maximum, sont dépassées.

9. LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Pour l'activité transport, le régime applicable à TaM est la convention collective nationale de transports publics urbains de voyageurs du 11 avril 1986, étendue par arrêté du 25 janvier 1993, à laquelle s'ajoutent les différents accords d'entreprise négociés entre la direction et les organisations représentatives des salariés. Mais l'entreprise TaM n'a pas de centres d'activités autonomes et cette convention collective s'applique donc à tout le personnel, même si TaM a 10% de son activité dans le domaine du stationnement. Les tâches sont réparties par domaines de compétence, ainsi, certains personnels de la direction stationnement peuvent être affectés à deux « activités » impliquant un savoir-faire proche : parking d'échange tramway (activité transport) ou pôle d'échange gare routière (activité transport) ou bien encore maintenance VELOMAGG (activité transport).

9.1. Les effectifs

Quand on suit les effectifs, selon les différentes sources (rapport du délégataire, analyse du réalisé, ...) on ne retrouve pas les mêmes chiffres. Exemple : pour l'activité transport - analyse du réalisé 2009 (868,8 ETC) ; rapport du délégataire 2009 (876,4 ETC) ; pour l'activité

stationnement - analyse du réalisé 2009 (38,1 ETC) ; rapport du délégataire 2009 (36,7 ETC). Il en est de même lorsque l'on observe les séries d'un même document plusieurs années de suite. Exemple : analyse du réalisé pour l'activité stationnement 2010 (35,8 ETC en 2010) et analyse du réalisé pour l'activité stationnement 2011 (34, ETC en 2010). Il y aurait un intérêt à rendre l'ensemble des documents produits cohérents. En conséquence les résultats doivent être interprétés avec prudence.

En ETC	Effectifs au 31/12/N					Evolution
	2007	2008	2009	2010	2011	
Transport	847,0	866,4	876,4	892,7	935,0	+10,4%
Direction Tramway (mandats)	23,3	26,9	34,9	29,5	32,0	+37,3%
Stationnement	41,2	40,2	36,7	35,8	33,6	-18,4%
Total dont PMAD	911,5	933,5	948,0	958,0	1 000,6	+9,8%

Source : rapports du délégataire et analyse du réalisé

Globalement les effectifs ETC (Equivalent Temps Complet) Transport progressent de 10,4% pour la période 2007-2011, soit une évolution moyenne annuelle de +2,5%, ce qui paraît important. En 2010, l'effectif transport progresse de 1,9% pour une offre produite par TaM de +1,1%. Cette distorsion entre les deux progressions provient d'une diminution de la vitesse d'exploitation (incidence des travaux du tramway et d'une forte augmentation de l'absentéisme, en particulier au dernier trimestre avec les fermetures de classes liées à la grippe H1N1 impliquant la présence des parents). 42 agents ont été recrutés en CDI sur 2009 dont 27 sur des postes de conducteur-receveur.

Recommandation :

6. Rendre cohérents, pour une meilleure lisibilité, les différents documents portant sur le compte rendu de son activité en donnant au besoin si nécessaire, les explications méthodologiques sur les méthodes de calcul.

9.2. Les rémunérations

Les rémunérations des agents de TaM dépendent notamment de la convention collective nationale de transports publics urbains de voyageurs du 11 avril 1986 et d'un ensemble de primes dont la revalorisation fait l'objet d'accords d'entreprises. Les agents sont classés selon une grille des emplois dont le classement hiérarchique dépend des connaissances générales et professionnelles ainsi que de la classification exigée, des aptitudes physiques requises, des sujétions de l'emploi, des rendements obtenus et de la responsabilité. La valeur du point de référence est fixée chaque année au cours des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO).

En application des articles L.2242-1 à L.2242-14 du code du travail, un accord d'entreprise a été conclu le 13 décembre 2011 : il intègre les mesures salariales 2012 dont un volet rétroactif 2011 qui n'avait pas l'objet d'un accord. La valeur du point augmente, en niveau, rétroactivement de 1,7% en 2011 et de 2,7% en 2012. De la même façon un certain nombre de primes sont également valorisées du même pourcentage (prime de vacances, prime dimanche, prime de technicité, prime de panier, prime de salissure, prime de fin d'année et indemnités d'astreinte hebdomadaire et jours fériés). Des mesures complémentaires ont également été décidées concernant des mesures salariales diverses (création d'une prime de troisième samedi mensuel, versement d'une prime de 450 € brut pour prendre en compte la période de travaux pour la construction des lignes 3 et 4 ainsi que « la contribution et la mobilisation de tous à la préparation et au lancement du nouveau Réseau 2012 dans des conditions optimales ») et le

déroulement des carrières notamment. Il est également institué une clause de garantie sur l'évolution minimale de la valeur du point de 2013 à 2017 (soit sur la durée de la DSP qui lie TaM à l'agglomération de Montpellier) par rapport à l'évolution de l'inflation. Cet accord d'entreprise, qui a obtenu l'accord de la communauté d'agglomération, paraît très favorable et met un terme à une période où les relations sociales au sein de l'entreprise ont été quelque peu tendues.

Au 1^{er} janvier 2012, il n'existait pas moins de 37 types de primes, mensuelles ou occasionnelles attribuées au forfait ou sous forme de taux en général non hiérarchisées (35 sur 37). La plupart de ces primes est liée aux contraintes d'horaires notamment pour le tramway. Le pourcentage de primes par rapport au salaire était, en 2012, de 6,89% pour les cadres, de 9,24% pour les ETAM et de 12,56% pour les ouvriers.

Selon les éléments communiqués par l'entreprise, le salaire net moyen de base au 1^{er} novembre 2012 s'établit de 1 515,91 € pour un agent du parc à 3 477,67 € pour un cadre. Le salaire de base est affecté d'un coefficient d'ancienneté à hauteur de 0% pour un débutant, 18% après dix ans d'ancienneté et 35% en fin de carrière. A ce salaire de base s'ajoutent diverses primes générales ou spécifiques ; celles qui sont attribuées à l'ensemble du personnel sont la prime de 13^{ème} mois. A titre d'exemple, les conducteurs receveurs perçoivent une prime de dimanche (71,93 € par jour travaillé) et une prime de non accident (1,62 € par jour de conduite travaillé) et les agents de régulation la prime de dimanche (71,93 € par jour travaillé) et la prime de progrès (28,97 € par mois en moyenne). Le tableau des primes fourni par la SEML indique que le bénéfice de la prime de vacances versée en juin (1 380,25 € en novembre 2012) est accordé à l'ensemble du personnel hors cadre.

Depuis plus de douze ans à TaM, comme pour le Groupe (car généralement négocié avec la mise en place des jours de RTT), tous les cadres sont « au forfait », et donc sans prime de vacances. La rémunération forfaitaire est constituée d'une part fixe répartie sur 13 mois (50% du 13^e mois en juin et 50% en décembre) et une prime d'objectif « maxi » versée pour tout ou partie à l'issue de l'entretien annuel. A noter qu'il n'y a pas non plus pour les cadres TaM, bénéfice du coefficient d'ancienneté prévu à la CCN (convention collective nationale).

Montant des rémunérations

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	
Montant des rémunérations	24 733 911	25 938 130	27 317 338	28 597 880	29 933 394	31 990 763	29,34%

Source : Bilans sociaux

Comme partout ailleurs, le volume des rémunérations évolue en fonction du nombre des agents, de l'augmentation de la valeur du point (8, 7152 € en janvier 2012 et 8,9171 € en novembre 2012, soit une progression de 2,3%) et du glissement vieillesse technicité (GVT), à une augmentation moyenne annuelle de 5,28%

Rémunération mensuelle mois de novembre (effectif permanent) 2008-2011

	2008		2009		2010		2011		Evolution	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Cadres	3 847	4 065	4 145	4 422	4 237	4 203	4 009	4 258	4,2%	4,7%
Ateliers	0	2 312	0	2 518	0	2 347	0	2 422	-	4,6%
Administration	2 285	2 532	2 435	2 699	2 424	2 613	2 460	2 660	7,7%	5,1%
Structure mouvt	2 365	2 769	2 513	2 964	2 555	2 919	2 433	3 052	2,9%	10,2%
Commercial	1 964	2 002	2 143	2 122	2 030	2 193	2 183	2 197	11,2%	9,7%
Conduct-receveur	2 082	2 125	2 100	2 210	2 113	2 189	2 167	2 271	4,1%	6,9%
Stationnement	2 154	2 225	2 220	2 316	2 286	2 287	2 253	2 433	4,6%	9,3%

Source : Bilans sociaux

A la lecture du tableau ci-dessus on remarquera que jusqu'en 2011 il n'y a pas de femmes employées dans les ateliers de maintenance et que le rapport des salaires féminins et masculins est, en 2011, de 94,1% pour les cadres, de 92,5% pour les agents de l'administration, de 79,7 % pour la fonction structure mouvement, de 99,4% pour les agents commerciaux de 95,4% pour les conducteurs receveurs et de 92,6% pour les agents du stationnement. En termes d'évolution moyenne 2008-2011, c'est la catégorie des agents du secteur commercial qui a bénéficié des hausses de rémunérations les plus importantes.

Le recours à l'intérim

Bilan 2006-2011 des ETC intérim par motif

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
En euros	216 317 €	329 157 €	162 081 €	220 586 €	323 017 €	327 571 €
Surcroît	3,38	5,87	0,75	1,62	6,38	8,51
Remplacement	2,48	3,27	2,62	3,32	3,93	2,51
Total ETC	5,86	9,14	3,37	4,94	10,31	11,02
Coût par ETC	36 914 €	36 013 €	48 095 €	44 653 €	31 331 €	29 725 €

Source : contrôle de gestion

Montants versés à des entreprises extérieures pour mise à disposition de personnel

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Entreprises de travail temporaire	239 774	396 827	308 421	213 810	474 930	468 225
Autres entreprises	1 186 237	1 060 564	947 171	1 161 059	478 730	442 004

Source : Bilans sociaux

La différence entre la ligne « entreprises de travail temporaire » du 2^{ème} tableau (source bilan social), et la ligne « intérim en euro » du 4^{ème} tableau (source contrôle de gestion), correspond à la convention passée avec l'entreprise de réinsertion EVISA que TaM ne considère pas comme une entreprise d'intérim (140.653€ en 2011). Le coût du travail en intérim a progressé de plus de 50% entre 2006 et 2011 avec un recours stable pour ce qui concerne les remplacements mais avec une augmentation significative pour ce qui concerne le surcroît. Le total en ETC (équivalent temps complet) a presque doublé passant de 5,86 ETC en 2006 à 11,02 ETC en 2011. Inversement, le coût par ETC a globalement baissé sur la période (-19,5%) après avoir augmenté de 2006 à 2008 (+30,3%).

9.3. La durée du travail

L'horaire hebdomadaire moyen est fixé par accord d'entreprise à 34,12 h soit 1 546 heures annuelles et le nombre moyen de jours de congés annuels est fixé à 32. En complément, selon leur catégorie et leur fonction, les agents bénéficient d'un certain nombre de jours fériés payés :

Ingénieurs et cadres : 9 jusqu'en 2010, 8 en 2011
ETAM²³ roulants (contrôleurs de ligne, régulateurs) : 10 jusqu'en 2010, 11 en 2011
ETAM non roulants : 9 jusqu'en 2010, 8 en 2011
Ouvriers roulants (conducteurs receveurs) : 10 jusqu'en 2010, 11 en 2011
Ouvriers non roulants : 9 jusqu'en 2010, 8 en 2011

²³ Employés, Techniciens, Agents de maîtrise

Les modalités de contrôle de la durée du travail sont différentes selon la fonction exercée. Les conducteurs receveurs sont soit classés, soit auxiliaires : le conducteur classé suit un roulement (avec heure de début et heure de fin de service et badge à sa prise de service). A la fin de son service il remplit sa feuille de route. Le conducteur auxiliaire dispose de son affectation de service la veille pour le lendemain et le processus est identique à celui du conducteur classé. En cas de dépassement de temps de service, le conducteur renseigne sa feuille de route et l'heure de rentrée est enregistrée par le service d'exploitation. Pour les autres services, le responsable de l'attachement enregistre la présence ou l'absence pour chaque jour du mois puis il transmet chaque mois à la DRH l'attachement mensuel du service validé par le directeur du service. Pour les agents qui ne sont pas soumis à un contrôle automatisé des horaires, les heures supplémentaires font l'objet de déclarations par les chefs de service, système qui repose donc sur la confiance.

9.4. Le compte épargne temps

Par accord d'entreprise du 2 juin 1998 les partenaires sociaux ont défini les conditions de création et de fonctionnement du compte épargne temps (CET). Ce CET peut être alimenté par le report des congés annuels conventionnels et légaux, dans la limite maximale de 16 jours (ramenée depuis à 14 jours suite aux évolutions législatives), par les heures effectuées au-delà de la durée journalière théorique, et ce qui constitue une originalité, par la conversion de tout ou partie de primes annuelles (prime de 13^{ème} mois, prime de vacances, prime de progrès, primes d'objectif ou de résultat) en congés supplémentaires.

La prise de congé ne peut être inférieure à un mois (il est cependant possible de prendre une semaine dans la limite d'une fois par an) et supérieure à 6 mois à l'exception du congé de fin de carrière pour lequel la durée n'est pas limitée. Ce congé pourra être utilisé pour les congés sans solde (congé parental d'éducation, congé de création d'entreprise, congé sabbatique, congé formation, congé de fin de carrière, prolongation du congé de maternité, congé sans solde pour convenance personnelle) et exceptionnellement le CET pourra être utilisé pour les événements familiaux. Bien entendu, l'absence du salarié pendant la durée indemnisée du congé pour convenance personnelle ou de fin de carrière est assimilée à un temps de travail effectif pour le calcul des droits à l'ancienneté.

Dans le cas de l'alimentation du CET au titre des heures effectuées au-delà de la journée journalière théorique, ces heures seront affectées dans le CET avec un bonus de 5% au moment du transfert.

Exemple pour un salarié à un coefficient de 205 avec une ancienneté de 10% qui souhaite épargner sa prime de vacances

Horaire contractuel moyen journalier de l'agent : 6,33
Coefficient agent : 205
Ancienneté : 10%
Horaire mensuel : 164,5

Calcul du taux horaire de l'agent :
 $205 \times 10\% \times \text{Valeur du point (8,9171)} / 164,5 = 12,22 \text{ €}$

Si la prime de vacances est de 1 372,24 €, le nombre d'heures transférées dans le CET sera de :
112 heures et 29 centièmes (1 372,24 € / 12,22 €)

Compte tenu de l'utilisation possible du CET, sans limitation, comme congé de fin de carrière et le loisir, pour ces agents, de prendre leur retraite à partir de 62 ans et jusqu'à 70 ans, il est difficile pour la DRH de faire des simulations sur les départs en retraite, et, en conséquence sur la planification des recrutements. C'est une des raisons pour laquelle le Plan Senior (voir ci-dessous) a mis en place un dispositif attractif d'aménagement de la durée du temps de travail qui devait permettre la prise de congés dans le cadre de l'utilisation du compte épargne temps en fin de carrière.

Les CET ont fait l'objet de provisions en charges de fonctionnement, comme les primes et les congés. Pour les CET c'est la variation du nombre de jours d'une année sur l'autre (en augmentation) qui est comptabilisée à la valeur du point d'indice au jour de la constitution de la provision.

Recommandation :

7. Mieux encadrer les différentes possibilités de l'utilisation du compte épargne temps par les salariés. En particulier, il est suggéré de séparer l'utilisation du CET sur une courte durée de celle de l'utilisation en fin de carrière.

9.5. L'absentéisme

Absentéisme des conducteurs (maladie et accident du travail/trajet)

	2007	2008	2009	2010	2011	Evolution 2007-2011
Taux moyen d'absentéisme	8,7%	9,4%	12,2%	10,1%	8,7%	
Maladie	6,3%	7,3%	10,8%	7,1%	7,2%	
Accident du travail/trajet	2,4%	2,1%	1,4%	3,0%	1,5%	
Nb de jours d'absence maladie	10 769	13 749	17 022	18 638	16 141	+49,88%
Nb jours d'absence accident de travail/trajet	4 249	4 475	3 382	4 908	5 540	+30,38%
Total jours d'absence	15 018	18 224	20 404	23 546	21 681	+44,37%
ETC (225 jours ouvrés)	66,7	81,00	90,7	104,6	96,4	

L'analyse du tableau montre une progression continue de l'absentéisme de 2005 à 2009 où il culmine à 12,2%, proportion qui est très importante, puis une décroissance jusqu'en 2011. Le nombre de jours d'absence pour cause de maladie entre 2006 et 2010 augmente de

77,37% et l'on note également une forte augmentation du nombre des jours d'absence ayant pour cause des accidents de travail et de trajet (+30,38%). Le nombre d'accidents de travail significatifs survenus en 2011 et ayant entraîné un arrêt de travail d'au moins 30 jours (18) concerne principalement les agressions (9) les chutes (4) et les malaises, faux mouvements ou bousculades (3). Le taux d'absentéisme des conducteurs a particulièrement augmenté en 2009, passant de 9,4% en 2008 à 12,2%. Cette évolution est le reflet de l'absentéisme maladie (hors maternité) passant de 7,3% en 2008 à 10,8% avec une forte hausse du nombre de longues maladies et une évolution du taux d'accident du travail en diminution de 2,1% à 1,5%. Depuis 2011, le taux moyen d'absentéisme est revenu aux valeurs de 2007. Cependant, en 2010 et 2011, le total de jours d'absence, calculé en ETC (Equivalent Temps complet) sur la base de 225 jours ouvrés, représente un effectif d'environ 100 salariés.

L'absentéisme, plus particulièrement celui des conducteurs receveurs a une influence déterminante sur l'activité de production de la SAEM. C'est la raison pour laquelle il est très précisément suivi et analysé et des mesures sont mises en œuvre pour y remédier en cas d'augmentation singulière du nombre des journées d'absence. A cet égard, la période observée est marquée par une progression très significative (+6,88% en moyenne annuelle) du volume global du nombre des journées d'absence, particulièrement pour cause de maladie et pour cause d'accidents de travail et de trajet.

Absentéisme

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2011/2006	Evolution moyenne
Effectif mensuel moyen (1)	913	948	969	968	986	1 028	12,6%	2,40%
Nombre de journées d'absence	31 943	31 312	36 344	39 602	49 605	44 559	39,5%	6,88%
.Maladie	15 398	15 478	19 242	22 430	25 568	24 450	58,8%	9,69%
.Accidents de travail/trajet	3 785	4 868	5 322	4 015	6 169	6 583	73,9%	11,70%
.Maternité/paternité	1 326	1 238	716	1 255	1 276	990	-25,3%	-5,68%
.Congés autorisés (événements familiaux...)	358	399	424	432	473	485	35,5%	6,26%
.Autres causes	11 076	9 329	10 640	11 470	16 119	12 051	8,8%	1,70%
% Maladie	48,2%	49,4%	53,2%	56,6%	51,5%	54,9%		
% Accidents travail/trajet	11,8%	15,5%	14,6%	10,1%	12,4%	14,8%		
Total	60,0%	64,9%	67,8%	66,7%	63,9%	69,7%		
Jours d'absence/effectif moyen mensuel	34,98	33,03	37,51	40,91	50,31	43,34	23,9%	4,38%
Maladie+accidents de travail/effectif moyen mensuel	21,05	21,46	25,35	27,32	32,19	30,19	43,4%	7,52%

(1) Somme des effectifs budgétaires (toute personne au prorata de sa présence ayant perçu un salaire) totaux mensuels/12
Source : Bilans sociaux

A l'analyse du tableau ci-dessus (seule la première partie sur le nombre de journées d'absence est tirée des bilans sociaux), la chambre constate une très importante progression du nombre global de journées d'absence ; parmi celles-ci la progression est spectaculaire pour les accidents de travail et de trajet (+ 11,7% en moyenne annuelle) et pour les arrêts maladie (+9,69% en moyenne annuelle). La somme de ces deux causes d'absentéisme passe de 60% du total des nombres de jours d'absence en 2006 à 69,7% en 2011, soit une progression de près de dix points, les absences maladie en représentant près de 55%. Rapporté à l'effectif moyen mensuel, lequel a progressé en moyenne annuelle de 2,40% entre 2006 et 2011, le nombre de jours d'absence, toutes causes confondues, progresse de près de 24% sur la période et de plus de 43% si l'on s'en tient aux seules absences maladie et accidents de travail/trajet. Ces évolutions méritent un suivi particulier qui doit impérativement être mis en place. Le tableau ci-dessous détaille le nombre des accidents de travail et de trajet ; une progression est à signaler en 2010 (+21% par rapport à la moyenne de la période) alors que les accidents de trajet avec arrêt de travail ont doublé à partir de 2008.

765

Accidents de travail et de trajet

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Nombre d'accidents avec arrêt	80	80	81	67	96	71
Nombre de journées perdues	3 785	4 868	5 322	4 015	6 169	6 583
Accident de trajet avec arrêt de travail	5	5	11	9	11	9

Source : Bilans sociaux

9.6. Le plan Senior

L'article L.135-24 du code de la sécurité sociale dispose que « Les entreprises, y compris les établissements publics, mentionnées aux articles L. 2211-1 et L. 2233-1 du code du travail employant au moins cinquante salariés ou appartenant à un groupe au sens de l'article L. 2331-1 du même code dont l'effectif comprend au moins cinquante salariés sont soumises à une pénalité à la charge de l'employeur lorsqu'elles ne sont pas couvertes par un accord ou un plan d'action relatif à l'emploi des salariés âgés ». En application de cette réglementation la SEML TaM s'est engagée dans l'élaboration d'un plan d'action relatif à l'emploi des seniors au sein de l'entreprise : ce plan, qui a fait l'objet d'une consultation du comité d'entreprise le 8 octobre 2009, est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2010 pour une période de trois ans.

D'après les projections réalisées par l'entreprise, le nombre de salariés en CDI âgés de 55 ans et plus est, pour les années 2010 à 2012, le suivant :

	2010	2011	2012
CDI 55 ans et +	123	151	181
% effectif en CDI	13%	16%	19%

Les objectifs du plan senior sont de recruter, pendant la période d'application du plan d'action 5% de salariés de plus de 50 ans parmi l'ensemble des recrutements effectués sous CDI. Au titre de l'anticipation de l'évolution des carrières professionnelles au sein de l'entreprise, devra être proposé aux agents âgés de 45 ans et plus un entretien de seconde partie de carrière mené par la direction des ressources humaines (objectif 50% des salariés concernés sur la durée du plan) ; ensuite, au titre de l'aménagement des fins de carrière et de transition entre activité et retraite, un dispositif attractif d'aménagement de la durée du temps de travail devrait permettre la prise de congés dans le cadre de l'utilisation du compte épargne temps en fin de carrière (objectif : 6 agents sur la durée du plan) ; enfin, au titre de la transmission des savoirs et des compétences et du développement du tutorat, TaM va confier en priorité à des salariés âgés de 45 ans ou plus, qui ont l'ancienneté requise, des missions de tutorat auprès des salariés nouvellement recrutés (objectif : 15 agents sur la durée du plan).

Les résultats constatés sur la durée du plan (2010-2012) sont les développés dans le tableau ci-dessous :

	2010	2011	2012
Nombre de salariés de + 50 ans recrutés en CDI (dont CR)	2 (1)	5 (4)	8 (7)

Nombre d'agents formés à la sensibilisation à la non-discrimination	93	1	6
Nombre d'actions de rapprochement engagées dans le cadre du partenariat avec Pôle Emploi (candidats invités)	3 (205)	7 (524)	8 (504)
% de candidats invités âgés de 50 ans et plus	17	49	42
Nombre de salariés de 45 ans et plus en entretien professionnel	0	0	0
Nombre de salariés ayant bénéficié d'un entretien de seconde partie de carrière	0	0	0
Nombre de salariés de + 55 ans optant pour un aménagement du temps de travail	8	12	12
Nombre de salariés utilisant son CET pour un aménagement du temps de travail	25	14	127
Nombre de salariés 45 ans et + qui ont une mission de tuteur	14	15	23
Nombre de stages de formation à la mission de tutorat	8	-	22

Les objectifs du plan semblent avoir été atteints en ce qui concerne l'aménagement du temps de travail des salariés, les missions de tutorat assurées par des salariés de plus de 45ans. Par contre, faute de demande semble-t-il, aucun salarié de 45 ans ou plus n'a été reçu en entretien professionnel de même qu'aucun salarié n'a bénéficié d'un entretien de seconde partie de carrière. Enfin, selon les informations délivrées par TaM sur ce point particulier, il apparaît qu'en 2010 et 2011, les objectifs de recrutement en CDI de 5% de salariés de plus de 50 ans par rapport au nombre d'embauches totales n'ont pas été atteints (3,33% en 2010 et 2011 et 9,28% en 2012).

9.7. La formation

La formation à TaM concerne principalement la formation des conducteurs receveurs, qu'il s'agisse de la formation des nouveaux salariés recrutés ou de la formation adaptation au pilotage des tramways pour les conducteurs de bus.

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
% masse salariale consacrée à la formation	4,27%	4,12%	3,96%	3,28%	3,40%	5,33%
Montant consacré à la formation continue	1 056 927	1 067 666	1 081 901	937 923	1 015 843	1 704 431
Nombre de stagiaires	527	404	730	813	1 325	859
IC	14	17	15	24	19	23
ETAM	112	92	142	197	165	671
Ouvriers	401	295	573	592	1 111	671
Contrats en alternance conclus	10	0	0	8	32	47

Source : Bilans sociaux

On relève en 2011 une augmentation significative (+688 k€ soit +68,8%) du volume financier des actions de formation (5,33% de la masse salariale en 2011 contre 3,40% en 2010) avec une baisse du nombre de stagiaires mais un volume d'heures rémunérées en forte progression (+103,6%). Cet effort correspond à la formation des futurs conducteurs des lignes 3 et 4 du tramway (les postes de conduite et les manœuvres de pilotage sont différents de ceux des lignes 1 et 2).

Le montant consacré à la formation en 2011 s'élève à 1,7 M€ soit 5,3% de la masse salariale (1,0 M€ et 3,4% en 2010) : 45 336 heures rémunérées aux salariés et 987,5 heures de DIF (droit individuel de formation). En 2010 22 269 heures + 1 140 heures DIF. Le volume en très importante augmentation (+70%) résulte, d'une part, de l'intégration de nouveaux entrants, des habitations sur les nouvelles lignes 3 et 4 et les habitations des nouveaux conducteurs sur les anciennes lignes 1 et 2 et, d'autre part, des retards de formation de 2010 du fait d'un fort absentéisme. La formation des CR en 2011 a mobilisé 68,9% du total des heures de formation hors DIF.

766

En 2009 le volume s'élève à 19 898 heures + 641 heures de DIF représentant 3,3% de la masse salariale. Le nombre moyen d'heures de formation est, en 2009, de 22 heures par agent contre 26 heures en 2008. La formation a été consacrée à l'intégration des 27 nouveaux conducteurs et à l'habilitation tramway compte tenu des besoins accrus en personnel de conduite tramway.

Après évaluation des besoins, le recrutement de futurs conducteurs receveurs fait participer Pôle Emploi qui présélectionne les candidats sur un profil défini, ces candidats présélectionnés subissant également des tests psychotechniques. Leur formation dure 4 semaines après le recrutement (par groupes de 4 personnes au minimum pour rationaliser la formation). Une des contraintes de la formation initiale de conducteur de tramway exige que, d'une part, la ligne soit construite et que, d'autre part, le matériel soit livré, c'est-à-dire pratiquement qu'elle doit intervenir peu de temps avant l'exploitation commerciale de la ligne en question. A l'issue de la formation et après avoir été évalués, les CR sont habilités à la conduite commerciale par une commission interne et sont en période d'essai pendant une durée de 9 mois³⁴, (un an selon la convention collective) période raccourcie actée à l'issue d'un accord d'entreprise. Les habilitations sont accordées pour une ligne déterminée ou pour l'ensemble du réseau. Depuis quelques années, les candidats recrutés ont la double compétence bus/tramway : en même temps sont formés à la conduite de tramways d'anciens chauffeurs receveurs de bus afin d'assurer une polyvalence. En complément de cette formation initiale, est organisée une formation tout au long de la carrière, des réunions régulières « échanges de pratique » dans le but, là encore de développer la notion de polyvalence. Enfin, les contrôleurs sont recrutés parmi les CR afin de favoriser la promotion interne.

9.8. Les relations professionnelles

Nombre d'heures consacrées aux	différentes réunions de personnel	Nombre d'instances judiciaires engagées où l'entreprise est en cause	Œuvres sociales	Logement	Prime transport (50%)	Restauration (TR + Paniers)	Mutuelle	Budget CE et omnisport	Préstations complémentaires	Médaille et retraite	Habilitation				
2006	15 827	3	2	0	0	0	0	544 146	570 639	601 849	285 062	280 386	56 685	39 070	276 157
2007	12 462	20 325	345	0	0	0	0	147 737	153 568	153 568	0	280 386	56 685	39 070	276 157
2008	20 325	16 528	6	0	0	0	0	147 737	153 568	153 568	0	280 386	56 685	39 070	276 157
2009	52 722	6	7	0	0	0	0	147 737	153 568	153 568	0	280 386	56 685	39 070	276 157
2010	54 862	6	7	0	0	0	0	147 737	153 568	153 568	0	280 386	56 685	39 070	276 157
2011	54 862	6	7	0	0	0	0	147 737	153 568	153 568	0	280 386	56 685	39 070	276 157

Source : Bilans sociaux

On constate une très importante progression du nombre d'heures consacrées aux différentes réunions de personnel à partir de 2010. Un accord important sur l'organisation du travail des conducteurs a été conclu le 30 juin 2011. Suite à une consultation des conducteurs et afin de permettre une meilleure articulation entre la vie professionnelle et la vie privée tout en respectant les équilibres collectifs, des grilles de roulement spécifiques ont été établies : ces grilles ont été progressivement mises en place à titre expérimental en septembre 2011 et en avril 2012.

S'agissant de la participation de l'entreprise aux œuvres sociales, il semblerait que l'administration de TAm n'ait communiqué les informations aux représentants du personnel au comité d'entreprise qu'à partir de 2009. Le nombre d'instances judiciaires dans lesquelles l'entreprise est en cause en 2008 est très important en raison du contentieux relatif à la prime des régulateurs (voir ci-dessous)

Le nombre des procédures disciplinaires a été évalué à 5/6 par mois : elles se manifestent principalement par des avertissements pour des motifs de non-respect des consignes de sécurité ou d'exploitation, pour absences injustifiées ou pour non réponse à une convocation de la médecine du travail. Les sanctions les plus graves sont prononcées par la direction générale sur proposition du conseil de discipline. Le nombre de sanctions pour les trois dernières années est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

	2010	2011	2012
Procédures disciplinaires	34	36	30
Sanctions disciplinaires	29	21	21
Licenciements	2	-	3

Les jours de grève constatés relèvent soit d'un mouvement d'ordre national (retraites, ...) soit de motifs d'ordre interne à l'entreprise (sécurité, agressions, conditions de travail, primes, ...). Concernant la sécurité, le chantier API (Accompagner pour Prévenir les Incivilités) a été mené pour sensibiliser l'ensemble des acteurs à la nécessité de la prévention, gage de l'amélioration globale du service rendu aux usagers. Par ailleurs les conditions de travail des conducteurs receveurs ont fait l'objet d'une négociation et ont été améliorées notamment la programmation des jours de congés compte tenu des contraintes de fonctionnement du service.

³⁴ Des CR peuvent être également embauchés sous contrat de professionnalisation de 6 mois

9.9. Les divers contentieux

Prime de pénibilité

A l'occasion des travaux de la ligne 2 du tramway, une prime de 400 € avait été accordée en 2007 aux 20 régulateurs de la TAM « au titre du stress, de la pénibilité et de la technicité, à cause notamment des problèmes liés à la signalisation ». La direction refusant d'en faire bénéficier les autres agents, une procédure a été initiée en 2008 par une organisation syndicale et 280 salariés qui soulignaient que la mise en service de la ligne 2 les avait aussi affectés.

Cette affaire a été audenciée le 13 avril 2011. L'avocat de l'organisation syndicale a soutenu devant le conseil des prud'hommes que *"en réalité, la mise en service de la ligne 2 du tram a mis en difficulté tous les agents, ces difficultés ayant même persisté après son lancement. Que le versement de cette prime de 400 euros à ces 20 régulateurs seulement violait le principe du travail égal, salaire égal d'un accord salarial signé en octobre 2006, en favorisant une catégorie du personnel"*. A l'audience, l'avocat de TaM a plaidé que *"cette prime de 400 euros versée aux seuls régulateurs n'était pas discriminatoire dans la mesure où l'employeur ne doit assurer l'égalité des rémunérations qu'aux salariés placés dans une situation identique, ayant le même travail, les mêmes formations et les mêmes qualifications. Que les régulateurs ont une formation et une qualification différentes des autres agents"*. Les prud'hommes ont écarté les conclusions de TaM, en jugeant que *"les dysfonctionnements et les perturbations liés aux problèmes de lignes, de signalisation, de phobie et de gestion du trafic, notamment lors de la mise en service de la ligne 2 du tramway sont subis sur le terrain au premier chef par les agents sur place, parmi lesquels les conducteurs receveurs. Il en résulte que la pénibilité, le stress et la technicité, bien que de nature différente sont à l'œuvre pour l'ensemble des agents de la Tam"*. Ce sont 120.000 euros au total que l'entreprise devait donc verser aux 280 agents.

Le conseil des prud'hommes de Montpellier a en conséquence décidé le 13 avril 2011 d'attribuer par salarié, avec versement immédiat, 400 euros de prime, auxquels s'ajoutent 40 euros au titre des congés payés (soit 120 000 € pour les 280 agents. TaM a interjeté appel de ce jugement en indiquant qu'une prime de 400 € avait été octroyée à tous les salariés lors de la mise en exploitation de la deuxième ligne. Cependant, le commissaire aux comptes de la société a préconisé d'augmenter les provisions pour 2011 de 315 k€ (elles étaient auparavant de 245k€) en tablant sur un versement de ces primes aux 865 agents présents à l'époque.

Au total, il y a eu 5 vagues de demandes successives devant la juridiction prud'homale entre août 2008 et Juillet 2012 qui ont concerné 423 salariés de l'entreprise.

Il est à noter que TaM a été contrainte de verser une prime de pénibilité même à certains salariés qui en ont fait la demande alors qu'ils étaient absents de l'entreprise l'année en question.

Période d'essai

Fin octobre 2011, le conseil des Prud'hommes a condamné TaM à verser 4 000 € d'amende à un conducteur de bus ayant travaillé 6 mois avant de voir son contrat rompu. Une période d'essai jugée « excessive », par le tribunal. Selon la défense de cet agent, depuis 2008, la période d'essai ne peut être supérieure à 2 mois, renouvelable une fois. Mais TaM a fait appel de la décision. Selon la direction de TaM, et comme évoqué plus haut, avait été signé avec les représentants du personnel un accord d'entreprise antérieur à cette loi de 2008, lorsque la période d'essai était de 12 mois, pour la ramener à 9 mois ; c'est donc, selon elle, cet accord qui prévalait.

Les représentants du personnel appellent tout ex-salarié Tam « ayant fait une période d'essai de plus de 4 mois à demander une requalification en licenciement sans cause réelle et sérieuse ». Une dizaine d'agents serait concernée chez TaM, selon un syndicat.

Carte de transport gratuite

En janvier 2011, TaM a fait l'objet d'un contrôle de l'URSSAF sur les comptes 2007 à 2010. Un redressement à hauteur de 18 k€ a été prononcé correspondant entre autres à l'obligation de calculer les cotisations de CSG/CRDS sur la carte de transport pour les pré-retraités, retraités et familles d'agents de TaM qui disposaient jusqu'alors de la carte de transport gratuite.

Délibéré à la chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon le 3 octobre 2013.

b7c

LISTE DES ABBREVIATIONS UTILISEES

AG	assemblée générale
AGE	assemblée générale extraordinaire
AGO	assemblée générale ordinaire
AOT	autorité organisatrice des transports
AOTU	autorité organisatrice des transports urbains
BFR	besoin en fonds de roulement
CA	communauté d'agglomération
CA	conseil d'administration
CAM	Communauté d'agglomération de Montpellier
CAO	commission d'appel d'offres
CC	communauté de communes
CCAP	cahier des clauses administratives particulières
CCI	chambre de commerce et d'industrie
CDC	Caisse des dépôts et consignations
CDI	contrat à durée indéterminée
CE	comité d'entreprise
CE	Communauté européenne
CET	compte épargne temps
CG	conseil général
CGCT	code général des collectivités territoriales
CHRU	centre hospitalier régional universitaire
CL	collectivité locale
CLCV	(association) Consommation logement et cadre de vie
CMP	code des marchés publics
CR	conducteur receveur
CRC	chambre régionale des comptes
CRDS	contribution pour le remboursement de la dette sociale
CSG	contribution sociale généralisée
CU	communauté urbaine
DAF	directeur administratif et financier
DAS	déclaration annuelle des salaires
DG	directeur général
DIF	droit individuel à la formation
DSP	délégation de service public
EPCI	établissement public de coopération intercommunale
ETAM	employés, techniciens et agents de maîtrise
ETC	équivalent temps complet
FDR	fonds de roulement
FRNG	fonds de roulement net global
GME	groupement momentané d'entreprises
GNV	gaz naturel véhicules

ROD2 - Tam

ROD2 - Tam

HT	hors taxes
IC	ingénieurs et cadres
IS	impôt sur les sociétés
KE	kilo euros = millier d'euros
LOTT	loi d'orientation des transports intérieurs
ME	million d'euros
MAPA	marché à procédure adaptée
MOP	maîtrise d'ouvrage public
NF	norme française
PDU	plan de déplacements urbains
PMAD	personne mise à disposition
PTU	périmètres de transports urbains
PV	procès-verbal
RATP	Régie autonome des transports parisiens
RTT	réduction du temps de travail
SAAM	Société d'aménagement de l'agglomération de Montpellier
SAEM	société anonyme d'économie mixte
SAEML	société anonyme d'économie mixte locale
SEM	société d'économie mixte
SEML	société d'économie mixte locale
SERM	Société d'équipement de la région montpelliéraine
SFE	subvention forfaitaire d'exploitation
SIVOM	syndicat intercommunal à vocations multiples
SMTU	Société montpelliéraine de transports urbains
SNCF	Société nationale des chemins de fer français
SPLA	société publique locale d'aménagement
SRU	solidarité et renouvellement urbain
TAM	Transports de l'agglomération de Montpellier
TER	transport express régional
TR	tickets restaurant
TTC	toutes taxes comprises
TVA	taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UFCV	(association) Union féminine civique et sociale
URSSAF	Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales
VLS	vélos libre-service

**Réponse de l'ordonnateur aux observations définitives
en application de l'article L. 243-5 du code des juridictions financières**

2 réponses enregistrées :

- réponse du 21 novembre 2013 de Monsieur Robert SUBRA, président de TaM ;
- réponse du 28 novembre 2013 de Monsieur Jean-Pierre MOURE, président de Montpellier Agglomération.

Article L. 243-5 du code des juridictions financières, 4^{ème} alinéa :

« Les destinataires du rapport d'observations disposent d'un délai d'un mois pour adresser au greffe de la chambre régionale des comptes une réponse écrite. Dès lors qu'elles ont été adressées dans le délai précité, ces réponses sont jointes au rapport. Elles engagent la seule responsabilité de leurs auteurs ».



Transports de l'agglomération de Montpellier
CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES
DE LANGUEDOC ROUSSILLON

25 NOV. 2013

136/1077

COURRIER ARRIVÉE

M. Nicolas BRUNNER
Président de la Chambre Régionale
des Comptes du Languedoc Roussillon
500, Av des Etats du Languedoc
CS70755
34064 MONTPELLIER Cedex 2

LR/AR
CONFIDENTIEL

Objet : rapport d'observations définitives n° 136/1077

Montpellier, le 21/11/13

Monsieur le Président de la Chambre Régionale des Comptes,

Vous nous avez adressé par courrier du 25 octobre 2013 le rapport d'observations définitives concernant la vérification des comptes et l'examen de la gestion des activités (transport, stationnement et mandats) de TaM transports de l'agglomération de Montpellier sur les exercices 2006 et suivants.

A titre liminaire, nous tenons à exprimer notre satisfaction sur le déroulé du contrôle et sur la qualité des échanges respectifs.

Nous notons avec plaisir que vous soulignez les qualités d'adaptation, de modernité et de performance dans la gestion du réseau de transports associés à un succès de fréquentation incontestable et à une gestion financière globalement satisfaisante.

Plus généralement, nous vous assurons que toutes vos recommandations et observations seront prises en considération et que nous adopterons les mesures correctives adéquates telles que suggérées.

Dés à présent, nous pouvons vous confirmer que la modification des statuts et l'adoption d'un règlement intérieur sont à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire de TaM (recommandations 1 et 3) et nous veillerons bien, pour ce faire, à ce que les assemblées délibérantes se soient préalablement prononcées sur lesdites mises à jour (recommandation 2).

Nous nous assurons à l'occasion du prochain rapport du Commissaire aux Comptes que la justification du recours à la procédure de validation pour les conventions règlementées, figure expressément dans ledit rapport (recommandation 4).

Nous avons noté avec satisfaction que sur les 17 Conseils d'administrations vérifiés, le quorum et la présence effective de représentants des collectivités ont été respectés, mais nous serons également particulièrement vigilants sur les procédures et règles relatives aux Conseils d'administration (recommandation n°5) et sur la cohérence entre les différents documents retraçant nos activités (recommandation n° 6)

Enfin, pour ce qui concerne la recommandation sur le CET, nous avons d'ores et déjà intégré cette recommandation n° 7 en dissociant le CET courte et longue durée suivant accord d'entreprise signé le 4 juin 2013, prenant effet en janvier 2014.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de notre respectueuse considération.

SAEML Transports de l'Agglomération de Montpellier
125 rue Léon Trotski - CS 60014 - 34075 Montpellier Cedex 3
Tél. : 04 67 07 61 00 - Fax : 04 67 07 61 61

RCS 314 871 815 Montpellier - Capital social : 4 286 000 €

Robert SUBRA
Le Président de TaM





CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES
DE LANGUEDOC ROUSSILLON
28 NOV. 2013
136/1078

RECOMMANDÉE AVEC AR
Objet : Réponse au courrier (réf : 136/1078) relatif au rapport d'observations définitives n° 136/1077 du 25 octobre 2013.

Monsieur le Président,

J'ai pris connaissance du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de Languedoc-Roussillon concernant le contrôle des comptes et l'examen de la gestion de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale « Transports de l'Agglomération de Montpellier » pour les exercices 2006 et suivants.

En réponse à ce rapport, conformément aux articles L. 243-5, R. 241-17, R. 241-18 et R. 241-21 du code des juridictions financières, je tenais à vous remercier pour la prise en compte des quelques observations formulées dans le cadre de notre réponse à votre courrier relatif aux observations provisoires de nature à concerner la Communauté d'Agglomération de Montpellier : aussi je tenais à apporter quelques précisions permettant d'éclaircir le contenu des observations définitives formulées, avant notamment leur présentation à l'Assemblée délibérante de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

D'abord, en qualité d'actionnaire de la SABML TAM, et dans le cadre de la gouvernance de la structure, la Communauté d'Agglomération de Montpellier prend bonne note des quelques recommandations formulées relatives, d'une part à la modification statutaire expressément visée concernant la référence aux articles des SEML dans le Code Général des Collectivités Territoriales, et d'autre part à l'approbation préalable des modifications statutaires par les assemblées délibérantes des collectivités (par application de l'article L.1524-1 du CGCT), que ces modifications aient ou non le caractère de modifications substantielles. A cet effet, les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ne manqueraient pas d'insister sur la prise en compte de ces recommandations à l'occasion des prochaines séances du conseil d'administration et des prochaines séances de l'Assemblée Générale Extraordinaire habilitée à entériner notamment les modifications statutaires propres à l'objet social, la composition du capital et les structures des organes dirigeants.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération se satisfait d'avoir pu soumettre l'ensemble des conventions réglementées visées par l'article L.225-38 à la procédure d'autorisation préalable du Conseil d'Administration et note ne pas avoir été concernée par l'ensemble de ses actes par la procédure de ratification dérogatoire au sens de l'article L.225-42 du CGCT.

Egalement, la Communauté d'Agglomération note que la Chambre Régionale des Comptes relève le fait que la structure de l'actionariat procure « une grande stabilité et prévisibilité » à la SABML et « un contrôle des collectivités territoriales actionnaires », et qu'elle souligne, quant à sa situation financière, le fait que « jusqu'à maintenant, le montant des fonds propres (capital + réserves) n'inspire pas d'inquiétude ».

Ensuite, en qualité de délégant propre au service public des transports exploités par la Régionale des Comptes qui relève dans son analyse au titre de la qualité du service rendu à l'usager de 2006 à 2009 (cadre de la précédente DSP), que « dans l'ensemble les résultats sont satisfaisants et supérieurs aux objectifs fixés par la DSP ».

Aussi, au titre de l'activité Véloag, si la Chambre relève pour sa part un bilan mitigé de l'opération sur 4 ans compte tenu de la faible couverture des dépenses par rapport aux recettes et de la politique de bas tarifs adoptée par la Communauté d'Agglomération, il apparaît néanmoins que la Chambre a nécessairement souligné le succès de ce service par l'importance notable de sa fréquentation à la fois au titre des opérations de courte durée que de longue durée. Concernant le nouveau marché adopté en 2011, la Communauté d'Agglomération prend bonne note des recommandations de la Chambre concernant le suivi attentif des indicateurs et des stocks de vélos permettant de contrôler la qualité du service rendu.

Enfin, en qualité de maître d'ouvrage dans le cadre des opérations déléguées d'études et de constructions des lignes de transport réalisées par la SABML TAM, la Chambre note que « seule l'agglomération a fait le choix de différencier les lignes de tramway en jouant sur la livrée des véhicules », et que « si elle contribue à améliorer le confort de l'usager, cette mesure induit des contraintes d'exploitation non négligeables... ».

Il convient, à cet effet, de rappeler que le choix de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour une livrée différenciée du matériel roulant est un choix novateur qui s'inscrit dans la volonté de développer une stratégie globale d'attractivité du territoire appuyée sur une image forte du tramway, comme dans le souhait de répondre à la satisfaction globale des usagers.

Ce choix est d'ailleurs plébiscité par la presse internationale (New York Herald Tribune août 2012) : aussi, de nombreuses délégations étrangères viennent chaque année pour rencontrer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et échanger sur la politique des transports menée sur son territoire. On pourra noter à cet effet qu'en 2013, une délégation de 8 pays africains assistée de la Banque Mondiale a été reçue, ainsi que des membres de l'Université de Rome et du Comité économique de la Préfecture de Shiga au Japon ; en 2012 ce sont des délégations de Jérusalem, du Danemark, de Berlin et de Barcelone qui ont été accueillies.

Par ailleurs, l'enquête de satisfaction réalisée fin 2012 auprès des usagers démontre, avec 89 % de personnes satisfaites sur la qualité du réseau de transports de l'Agglomération de Montpellier, que cette décision constitue un élément positif de confort. Cette satisfaction est renforcée lorsque l'on s'adresse aux personnes à mobilité réduite, et en particulier les malvoyants, puisque cette distinction des lignes de tramway par le design du

matériel roulant offre l'avantage de s'orienter plus facilement dans un réseau où le maillage avec des troncs communs peut être source d'erreur. Le Comité de Liaison et de Coordination des Associations de Personnes Handicapées et de Malades Chroniques représentant une soixantaine d'associations tous types de handicap rappelle à chaque occasion l'effet positif d'un design différencié en faveur de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

La croissance continue du nombre de voyageurs empruntant le tramway est le résultat notamment d'une politique d'image importante renforçant l'attractivité et l'identité du territoire. Avec plus de 300 000 voyageurs/jour dont 80 % utilisant le tramway, c'est une véritable marque urbaine qui est ainsi développée, concourant à l'amélioration du cadre de vie des habitants de la Communauté d'agglomération de Montpellier et à la renommée internationale du tramway.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée et de mes sentiments les meilleurs.

Jean-Pierre MOURE

Président de Montpellier Agglomération

PJ : Annexe à la réponse de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au rapport d'observations définitives n°136/1078 du 25 octobre 2013.

Annexe à la réponse de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
au rapport d'observations définitives n°136/1078 du 25 octobre 2013

Réponse au point « 6.1.2 La convention de DSP 2010-2017 »

■ La Chambre note au sein de l'avant dernier paragraphe concernant la constitution du groupement, qu'une « telle réactivité est exemplaire dans la mesure où il n'a fallu qu'un peu plus d'un mois entre l'appel à concurrence et la constitution du GME, délai pendant lequel il a fallu rédiger la convention de constitution du groupement, rédiger les statuts de Transdev Montpellier...et obtenir l'accord des parties ». A cet effet, la chambre indique que « la question peut se poser de savoir si, en qualité de titulaire de la convention de DSP précédente, TaM n'a pas pu bénéficier d'informations privilégiées sur le contenu et les conditions d'attribution de la DSP 2010-2017 ».

Il convient de préciser, afin d'éclairer la Chambre, que l'avis d'appel public à la candidature transmis le 6 février 2009 a fait l'objet d'une publication dans les journaux d'annonces légales (JOUE, BOAMP, Midi Libre, Ville et Transports, Transports Publics) entre le 11 et le 13 février 2009. La date limite de remise des offres ayant été fixée au 30 mars 2009. A cet effet, les candidats potentiels disposaient de plus de 1,5 mois pour établir leur dossier de candidature et le cas échéant une proposition de groupement assortie d'une convention de groupement. Ce délai apparaît tout à fait suffisant pour des groupes d'envergure nationale voire internationale tel que Transdev, disposant de services juridiques et administratifs conséquents et intégrés leur permettant d'établir une convention de groupement. Il est nécessaire de rappeler que la seconde candidature a été déposée par la société Kéolis représentant elle-même un bilan financier de 589 M€ en 2007. Aussi, dans le cas de la candidature du GME TaM-Transdev, la convention de groupement s'est limitée à 19 pages dont 15 de dispositions contractuelles ne présentant pas de complexité intrinsèque ; l'élément essentiel demeurant par ailleurs la définition précise du rôle de chacun des membres du groupement et leurs responsabilités respectives. Ce document a été signé le 24 mars 2009 soit exactement 1 mois 11 jours à compter de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence au JOUE.

La constitution d'un groupement de commande répond à une possibilité définie à l'article III.1.3 de l'avis d'appel public à la concurrence précisant que les entreprises candidates peuvent se présenter seules ou en groupement. Le capital de la société TaM étant détenue à 19,99% par la société Transdev, il apparaît tout à fait normal que des synergies puissent rapidement se concrétiser entre la société exploitante et son principal actionnaire privé dans la constitution d'un groupement momentané d'entreprises afin de répondre au mieux aux exigences exprimées par la Communauté d'Agglomération dans son avis d'appel public à la concurrence.

L'article II.1.5 rappelle qu'outre l'exploitation de 3 lignes de tramway et de 14 lignes urbaines, le futur délégataire doit gérer 17 lignes suburbaines, 15 pôles d'échanges et mettre en place un service de vélos en libre service de 50 stations et 1650 vélos. De plus l'article VI.3 précise que le candidat pourra proposer de prendre en charge une partie des investissements nécessaires à l'exploitation du service (véhicules, systèmes monétiques /billettiques, système d'information aux usagers...)

La solution du groupement avec son principal actionnaire privé constitue un cadre de collaboration adapté et permet à la société TaM de répondre aux attentes de la Communauté

d'Agglomération avec une sécurité financière, juridique et technique optimale, garante de la continuité du service public.

Réponse au point « 8.3. Le marché du concept image du matériel des lignes 3 et 4 du tramway »

■ La Chambre s'interroge dans le paragraphe 4 concernant le marché concept image dans le cadre du mandat ligne 3 confié par l'agglomération de Montpellier à la SAEML TaM, sur « l'intérêt qu'il y aurait eu à adapter au MAPA la procédure du jury de concours, dans la mesure où l'attribution du marché s'opérait en fonction de critères subjectifs (originalité 50%, esthétique 30%) ».

Le choix d'un designer pour l'établissement de la livrée des rames de tramway et le concept graphique du mobilier urbain de la ligne 3 relève des prestations de conception graphique (Code CPV 79822500-7) qui ne figurent pas dans l'annexe II A de la Directive services 2004/18/CE mais dans l'annexe II B, et participent donc de la procédure adaptée de l'article 30, comme le relève la Chambre.

La procédure de concours énoncée à l'article 70 du Code des marchés publics définit précisément les modalités de remise des prestations par les différents candidats et leur examen par un jury, toutefois elle ne prévoit pas l'organisation d'audition permettant de mieux appréhender une proposition de création graphique.

Contrairement à cette dernière, la procédure adaptée définie à l'article 30 offre une grande liberté aux entités et pouvoirs adjudicateurs pour définir un mode allégé d'échanges et de dialogue avec les candidats, dans le strict respect de l'égalité des candidats, sans basculer dans les contraintes du dialogue compétitif.

De plus, à l'instar de ce qui est prévu dans la procédure de concours et en application de l'article 49 du Code des marchés publics, le maître d'ouvrage délégué a pu fixer dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de consultation, le versement d'une prime de 35 000 €, correspondant à l'investissement des candidats pour l'établissement de leur offre.

Le marché de concept image des lignes 3 et 4 représentant un montant estimatif de plus de 200 000€ HT, une Commission d'appel d'offres spécifique a été constituée par délibération du Conseil Communautaire, en application de l'article 22 du Code des marchés publics. Aussi, des personnalités disposant de compétences en matière de conception graphique ou de réalisation de tramway ont été désignées par le président de la Commission d'appel d'offres, pour participer avec voix consultative aux travaux de la Commission et éclairer ses choix en application de l'article 23 du Code des marchés publics.

La procédure mise en œuvre par le maître d'ouvrage délégué nous paraît effectivement la plus adaptée à l'objet de la consultation car elle a permis de concilier la remise de prestations, le versement de primes et l'examen des propositions par des personnalités disposant d'une réelle compétence comme dans les procédures de concours et les possibilités de dialogue et d'audition permises par l'article 30.

■ La Chambre indique dans le paragraphe 1 concernant le marché concept image dans le cadre du mandat ligne 4 confié par l'agglomération de Montpellier à la SAEML TaM, qu'elle « ne comprend pas bien pourquoi, dans ces conditions, on n'aurait pas dû confier l'établissement du concept image aux artistes ayant œuvré pour les lignes 1 et 2 (Mattia BONETTI en association avec Elisabeth GAROUSTE) et candidats pour la ligne 3 ».

La création de la ligne 4 a été intégrée dans l'opération de la ligne 3, au titre de l'avenant n°3 au marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la ligne 3 qui a fait l'objet d'une délibération le 28 septembre 2010 ; aussi l'inauguration des lignes 3 et 4 et leurs mises en services sont intervenues le même jour. L'homogénéité des concepts graphiques entre les rames des lignes 3 et 4 et la coordination des mobiliers urbains de ces 2 lignes étaient beaucoup plus prégnants qu'avec les lignes 1 et 2. Il y avait alors en effet unité de temps et de lieu entre les lignes 3 et 4.

■ La Chambre précise par ailleurs que : « Les raisons techniques justifiant le recours à cette procédure doivent pouvoir être démontrées par le pouvoir adjudicateur. En l'espèce la justification du recours à cette procédure dérogatoire des principes de la commande publique ne paraît pas avoir été apportée. »

Compte tenu de la forte imbrication des lignes 3 et 4 à la fois en termes de réalisation et d'exploitation, l'attribution du marché de design de la ligne 4 à une autre société que XLCX aurait engendré des inconvénients majeurs en termes de coordination des aspects graphiques des mobiliers urbains et des rames de tramway et généré des surcoûts compte tenu de l'augmentation des interfaces liées à la désignation d'un autre designer.

■ La Chambre indique dans le dernier paragraphe, « Lors du développement du réseau de tramway, et dans l'objectif d'une lisibilité optimale de l'offre pour l'utilisateur, certaines agglomérations font le choix de différencier les lignes en jouant sur la livrée des véhicules. (...) Il semblerait que seule l'agglomération de Montpellier, en France (et même dans le monde), a fait le choix de différencier les lignes de tramway en jouant sur la livrée des véhicules. »

Montpellier Agglomération a fait le choix d'une livrée différenciée du matériel roulant pour chaque ligne de tramway et entend poursuivre cette stratégie dans le cadre de la ligne 5 du tramway. En effet, cette décision s'inscrit dans la volonté de développer une stratégie globale d'attractivité du territoire appuyée sur une image forte du tramway.

Ce choix est d'ailleurs plébiscité par la presse internationale (New York Herald Tribune août 2012) et de nombreuses délégations étrangères viennent chaque année pour rencontrer la Communauté d'agglomération de Montpellier et échanger sur la politique des transports menée sur son territoire. On pourra noter à cet effet qu'en 2013, une délégation de 8 pays africains assistée de la Banque Mondiale a été reçue, ainsi que des membres de l'université de Rome et le Comité économique de la Préfecture de Shiga au Japon ; en 2012 ce sont des délégations de Jérusalem, du Danemark, de Berlin et de Barcelone qui ont été accueillies.

Les usagers apprécient également ce choix : l'enquête de satisfaction réalisée fin 2012 démontre ainsi, avec 89 % de personnes satisfaites sur la qualité du réseau de transports de l'agglomération de Montpellier, que cette décision constitue un élément positif de confort.

ntt

Cette satisfaction est renforcée lorsque l'on s'adresse aux personnes à mobilité réduite, et en particulier les malvoyants, puisque cette distinction des lignes de tramway par le design du matériel roulant offre l'avantage de s'orienter plus facilement dans un réseau où le maillage avec des troncs communs peut être source d'erreur. Le Comité de Liaison et de Coordination des Associations de Personnes Handicapées et de Malades Chroniques représentant une soixantaine d'associations tous types de handicap rappelle à chaque occasion l'effet positif d'un design différencié en faveur de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

La croissance continue du nombre de voyageurs empruntant le tramway est le résultat notamment d'une politique d'image importante renforçant l'attractivité et l'identité du territoire. Avec plus de 300 000 voyageurs/jour dont 80 % utilisant le tramway, c'est une véritable marque urbaine qui est ainsi développée, concourant à l'amélioration du cadre de vie des habitants de la Communauté d'agglomération de Montpellier et à la renommée internationale du tramway.

■ La Chambre indique également dans le même paragraphe : « Si elle contribue à améliorer le confort de l'usager, cette mesure induit des contraintes d'exploitation non négligeables, et implique notamment de disposer d'un parc de véhicules par ligne plus important que dans le cas d'une uniformité du matériel roulant, ainsi que des dépôts de taille plus grande. À l'inverse, d'autres réseaux, priorisant une maîtrise des contraintes et des coûts d'exploitation, optent pour la maîtrise en comparabilité des nouveaux matériels à l'échelle du réseau : toutes les rames peuvent circuler indifféremment sur l'ensemble des lignes de réseau, induisant une meilleure souplesse d'exploitation ».

Le parc de matériel roulant tramway actuellement en exploitation sur le réseau de la Communauté d'agglomération de Montpellier comprend un total de 83 rames. En comparaison avec les autres réseaux de tramway français, celui de la Communauté d'agglomération de Montpellier n'apparaît pas comme le plus important. Aussi, le taux de réserve du parc tramway, avec 77 rames en services en heure de pointe inférieure à celui des réseaux disposant d'un besoin en ligne comparable tel que le souligne le tableau ci-dessous.

Réseau	Parc Total	Nombre de rames en heure de pointe
1-Strasbourg	94	76
2-Nantes	91	78
3-Grenoble	90	78
4-Montpellier	83	77
5-Bordeaux	74	66

Source : Tati

En outre, afin d'introduire plus de souplesse dans l'exploitation des lignes et assurer une totale fiabilité dans la continuité du service, la Communauté d'agglomération de Montpellier a fait le choix récent d'acquiescer 4 nouvelles rames de tramway dont 2 rames banalisées. Ces rames pourront ainsi circuler sur toutes les lignes de tramway. Parallèlement le taux de réserve s'affichera à près de 13% se rapprochant du taux standard des autres réseaux de tramway comparables, et apparaissant toujours comme un gage de performance économique et d'efficacité dans la gestion du parc, au regard de la limitation à l'immobilisme du matériel roulant.

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Communication au Conseil Municipal du compte- rendu retraçant l'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux pour l'année 2013

Max LEVITA rapporte :

La Ville de Montpellier a créé une Commission Consultative des Services Publics Communaux par arrêté en date du 8 juillet 1994, dans le cadre de la Commission de concertation de la population intitulée « Montpellierr au quotidien », elle-même créée en 1987.

La loi 2002-276 du 27 février 2002 sur la démocratie de proximité a instauré de nouvelles dispositions relatives à cette commission, lesquelles sont reprises à l'article L1413-1 du Code général des collectivités territoriales et sont entrées en vigueur le 28 février 2003.

Par délibération du 12 juillet 2002, la Ville a décidé de mettre en oeuvre ces modifications par anticipation et de remplacer en conséquence le règlement intérieur de la commission existante par un nouveau règlement.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) ainsi instituée, est actuellement présidée par le représentant de Madame le Maire, M. FLEURENCE. Elle comprend cinq représentants du Conseil Municipal, et cinq représentants d'associations d'usagers.

Cette Commission a pour mission d'examiner :

- les rapports annuels des délégataires de services publics ;
- les bilans d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière.

Cette Commission est obligatoirement consultée pour avis par le Conseil Municipal sur :

- tout projet de délégation de service public ;
- tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, article L.1413-1, il convient de présenter à l'assemblée délibérante, un état annuel des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

En 2013, la CCSPL s'est réunie le 5 février 2013 pour donner son avis sur la création de la délégation de service public d'exploitation du futur parc de stationnement Nouveau Saint Roch.

Elle s'est ensuite réunie le 20 septembre 2013 pour examiner l'ensemble des rapports des délégataires de service public pour l'exercice 2012 ainsi que le bilan d'activité du parking de l'hôtel de Ville exploité en régie dotée de l'autonomie financière.

Lors de ces réunions la commission a procédé à :

1 / La consultation pour la création de la délégation de service public d'exploitation du parc de stationnement Nouveau Saint-Roch.

Le parking devrait ouvrir début 2015, il sera situé dans le futur quartier Nouveau Saint-Roch, dans le secteur de la gare (pôle multimodal), à proximité immédiate de l'Ecusson et de la Place de la Comédie, en bordure de la zone piétonne.

Il s'agira d'un parking public en élévation de 9 niveaux comprenant environ 800 places.

Le parking sera destiné à la clientèle du Pôle d'Echange Multimodal, des commerces, des bureaux, du programme immobilier, mais aussi à la clientèle de proximité qui utilise les autres équipements du quartier. Il permettra également une dépose minute pour les clients voyageurs du train.

La délégation de service public sera conclue pour une durée de 15 ans.

La commission réunie le 5 février 2013 émet un avis favorable.

2 / L'examen des rapports des délégataires de services publics pour l'exercice 2012

- Rapport du délégataire de service public concernant la crèche Joséphine Baker :

La Ville de Montpellier a confié à la Mutualité Française Hérault Petite Enfance la gestion de la crèche Joséphine Baker pour une durée de 3 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public qui a pris effet au 1er septembre 2012.

La crèche Joséphine Baker est un établissement d'accueil des jeunes enfants, d'une capacité de 60 places d'accueil collectif et de 9 places d'accueil familial.

En 2012, pour les 4 premiers mois d'activité et sur l'accueil collectif seul, le nombre d'enfants inscrits est de 98 dont 55% à temps complet (> 4 jours par semaine soit 7 demi-journées).

En 2012, pour les 4 premiers mois d'activité et sur l'accueil collectif seul, la Crèche J. Baker, gérée par la Mutualité Française Hérault, enregistre un résultat négatif de 19,676 K€.

- Rapport du délégataire de service public concernant le réseau de chaleur et de froid :

La Ville de Montpellier a confié à la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM) la réalisation et l'exploitation d'un réseau de distribution publique d'énergie calorifique dans le secteur d'Antigone et du Polygone pour une durée de 30 ans à compter du 1er janvier 1986 et prolongée par avenants jusqu'au 31/12/2022.

En 2012, les ventes de chaleur sont en hausse de 13% (84 443 MWh contre 74 821 en 2011) reflétant surtout l'évolution météorologique.

Les ventes de froid baissent de 5% (37 617 MWh contre 39 755 en 2011). Cette baisse s'explique notamment par un été plutôt frais.

Au 31 décembre 2012, Le résultat net avant impôt de RMCF s'élève à 1 774 K€ en 2012, contre 2 202 K€ en 2011.

- Rapport du délégataire de service public concernant la fourrière automobile :

La Ville de Montpellier a confié à EFFIA stationnement l'exploitation du service public de fourrière automobile pour une durée de 6 ans à compter du 01/01/2012.

L'année 2012 est la première année d'activité de la délégation de service public fourrière automobile.

Le nombre de réquisitions reçues et traitées s'est élevé à 10 376 contre 11 925 en 2011 soit une diminution de 14,92 %.

8 986 véhicules sont entrés en fourrière, incluant 2 039 procédures pour la police nationale et 6 947 pour la police municipale, contre un total de 10 460 en 2011. 1 307 véhicules ont fait l'objet d'une restitution sur place, 8 ont fait l'objet d'un déplacement technique.

75 réquisitions ont été annulées avant intervention effective de la fourrière.

Le taux d'efficacité d'EFFIA Stationnement (nombre de réquisitions valables/nombre de réquisitions totales) s'élève à 99,27 % en 2012 contre 99 % en 2011.

- Rapport des délégataires de service public concernant les parcs de stationnement :

La Ville de Montpellier a confié la gestion de 9 parcs de stationnement à des sociétés.

Pour l'année 2012, le montant total des redevances versées à la Ville par les délégataires s'élève à 1839.7 K€, comme défini ci-dessous :

Dénominations DSP	Délégataire	Nombre de places	CA 2012 (K€)	Redevances (K€)	
				2011	2012
Parking Antigone - Nbre d'or	TaM	252	328,4	125,2	123,5
Parking Arc de triomphe	EFFIA	471	969,3	287,4	287,4
Parking Arceaux	TaM	200	408,3	175,4	175,0
Parking Comédie	TaM	824	3 129,9	1 236,1	1 110,9
Parking Foch Préfecture - Marché aux Fleurs	Vinci Park	685	1 854,8	42,4	42,9
Parking Laissac	TaM	250	599,0	240,0	100,0
Parking Peyrou Pitot	Vinci Park	519	740,3	0,0	0,0
Total			8 030,0	2 106,5	1 839,7

Dénominations DSP	Délégataire	Nombre de places	CA 2012 (K€)	Redevances 2011	
Parking Antigone - Nbre d'or	TaM	252	328,4	125,2	
Parking Arc de triomphe	EFFIA	471	969,3	287,4	
Parking Arceaux	TaM	200	408,3	175,4	
Parking Comédie	TaM	824	3 129,9	1 236,1	1
Parking Foch Préfecture - Marché aux Fleurs	Vinci Park	685	1 854,8	42,4	
Parking Laissac	TaM	250	599,0	240,0	
Parking Peyrou Pitot	Vinci Park	519	740,3	0,0	

Total			8 030,0	2 106,5	1
--------------	--	--	----------------	----------------	----------

Pour l'année 2012, le montant total des compensations versées par la Ville aux délégataires s'élève à 520.8 K€, comme défini ci-dessous

Dénominations DSP	Délégataire	Nombre de places	CA 2012 (K€)	Compensation (K€)	
				2011	2012
Parking Europa	TaM	600	1 153,9	-413,4	-454,8
Parking Gambetta	TaM	482	919,2	-181,9	-66,0
Total			2 073,1	-595,3	-520,8

3 / L'examen du bilan du Parking de l'Hôtel de Ville exploité en régie dotée de l'autonomie financière

La Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement le marché de gestion du parking Hôtel de Ville à Montpellier, pour une durée de 5 ans, prenant effet à compter du 12 octobre 2011 jusqu'au 12 octobre 2016.

Le parking est situé sous le nouvel Hôtel de Ville de Montpellier, avec un accès public rue Germaine TILLION, et un accès privatif rue Chélia. L'ouvrage est composé de 682 places réparties sur quatre niveaux.

Le parc ainsi que le bureau d'accueil sont ouverts 24h/24, tous les jours de l'année.

Au 31 décembre 2012, le Parking Hôtel de Ville enregistre un résultat comptable de 465 K€.

En conséquence, nous vous demandons :

- de prendre acte de ce compte rendu.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Report d'affectation de subventions votées en 2013

Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre de l'exécution du budget 2013, certaines subventions n'ont pu être versées sur l'exercice. Ceci concerne notamment les subventions concernant les projets (manifestations, travaux, etc...) dont le versement nécessite la production des éléments définitifs du dossier.

Conformément à l'article 4 de la convention établie pour l'attribution d'une subvention, ces crédits peuvent faire l'objet d'un report.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de réaffecter ces montants de subventions aux structures bénéficiaires suivant la liste ci-dessous pour un montant total de 1 016 326 € et de proroger pour un an la convention ou la lettre d'engagement.

Thématique santé :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
681	AFD 34 ASSOCIATION DES DIABETIQUES DE L'HERAULT	F	3 000 €	3 000 €
5444	SOCIETE FRANCAISE D ETUDE ET TRAITEMENT DES BRULURES	P	1 200 €	1 200 €
578	AVENIR SANTE	P	3 600 €	3 600 €
5577	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER	P	6 000 €	6 000 €
5882	ESPACE RENAISSANCE	F	5 000 €	5 000 €
			TOTAL	18 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 17563, nature 6574, chapitre 925

Thématique Jeunesse Ville étudiante :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
1458	OLYMPIQUE DU PETIT BARD FUTSAL	P	1 500 €	1 500 €
3294	ASSOCIATION LES ZICONOFAGES (AZ)	P	1 000 €	1 000 €
			TOTAL	2 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 1937, nature 6574, chapitre 924

Thématique Petite Enfance :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
1205	CRECHE ASSOCIATIVE UNE SOURIS VERTE	I	150 000 €	150 000 €
			TOTAL	150 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 21433, nature 20422, chapitre 900

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
64	ADAGES ESPACE FAMILLE	P	7 500 €	2 250 €
			TOTAL	2 250 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 1963, nature 6574, chapitre 925

Thématique Action Internationale et Jumelages :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
420	MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIE ENTRE LES PEUPLES	F	300 €	300 €
525	ECOLE ELEMENTAIRE LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR MONTPELLIER	P	1 500 €	1 500 €
1679	CENTRE REGIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES ET SOCIALES CROUS	P	2 000 €	2 000 €
2060	ASSOCIATION DES ALGERIENS DU LANGUEDOC ROUSSILLON	P	200 €	200 €
2815	AMIS DE DALAT SUR LES TRACES DE YERSIN - ADALY	F	200 €	200 €
2882	ETINCELLE LANGUEDOC-ROUSSILLON	P	2 800 €	2 800 €
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	F	50 000 €	10 000 €
5880	FEMINATELIERS ROSE ET MIEL DE FLEURS	P	600 €	600 €
			TOTAL	17 600 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 1350, nature 6574, chapitre 920

Thématique Droit au Logement :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
1784	AGENCE IMMOBILIERE A VOCATION SOCIALE	F	2 665 €	2 665 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	P	9 000 €	2 700 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	P	2 700 €	2 700 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	P	9 000 €	2 700 €
			TOTAL	10 765 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 16191, nature 6574, chapitre 928

Thématique Egalité des Droits et des Devoirs:

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
3633	FORUM FRANCAIS POUR LA SECURITE URBAINE	P	800 €	800 €
			TOTAL	800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 1398, nature 6574, chapitre 925

Thématique Exclusion:

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
1118	ATD QUART-MONDE COMITE DE MONTPELLIER	F	1 000 €	1 000 €
4917	GESTARE - ASSOCIATION DE GESTION ANIMATION ET RECHERCHE	P	1 500 €	1 500 €
1913	CONFERENCE SAINTE CROIX ASSOCIATION SAINT VINCENT DE PAUL	F	350 €	350 €
			TOTAL	2 850 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 1966, nature 6574, chapitre 925

Thématique Sport:

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
25	CLRISTALS LES PETITS DEBROUILLARDS	P	990 €	990 €
128	MONTPELLIER HANDBALL	F	70 000 €	14 000 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB	P	1 200 €	1 200 €
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34	P	1 500 €	1 500 €
863	BOXING CLUB MONTPELLIERAIN	F	3 400 €	3 400 €
964	MUC LUTTE	P	2 000 €	2 000 €
964	MUC LUTTE	P	2 000 €	2 000 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	F	13 000 €	6 500 €
1309	POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	F	4 000 €	2 000 €
1309	POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	F	4 000 €	2 000 €
1768	MECENAT CHIRURGIE CARDIAQUE	P	12 000 €	3 600 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	F	1 500 €	1 500 €
2055	AIKIDO CLUB MONTPELLIER	F	500 €	500 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	P	1 200 €	1 200 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	P	4 000 €	1 200 €
3176	FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES - FISE	P	9 000 €	2 700 €
3659	MONTPELLIER AGGLOMERATION TAEKWONDO DRAGONS TEAM	P	4 500 €	1 350 €
4265	ATTITUDE	P	1 080 €	1 080 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE	P	4 200 €	4 200 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE	P	14 550 €	14 550 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE	P	3 000 €	3 000 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE	F	45 000 €	9 000 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE	P	62 500 €	18 750 €
5442	EURSL MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL	F	50 000 €	50 000 €
5443	SASP MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	F	95 000 €	95 000 €
5890	CLUB DES INTERNATIONAUX DE FOOTBALL CIF	P	10 000 €	10 000 €
			TOTAL	253 220 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 1776, nature 6574, chapitre 924

Thématique Montpellier Territoire Numérique :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
4549	EMBRUN	P	5 000 €	1 500 €
5604	SCHARFFE François	p	1 500 €	1 500 €
5573	CNRS - CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	P	25 000 €	25 000 €
5573	CNRS - CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	P	4 000 €	1 200 €
5573	CNRS - CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	P	50 000 €	25 000 €
5590	CLUB BUSINESS LR 34	P	3 000 €	3 000 €
5902	AMAR Raphael	P	5 000 €	5 000 €
5881	COWORK'IN MONTPELLIER	P	3 500 €	3 500 €
			TOTAL	65 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 21364, nature 6574, chapitre 920

Thématique Réussite Educative :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	P	1 890 €	1 890 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	F	1 000 €	1 000 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	P	4 000 €	1 200 €
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	P	27 172 €	27 172 €
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34	P	2 000 €	2 000 €
1035	OCCE CRDEP 34	P	1 000 €	1 000 €
1035	OCCE CRDEP RESSOURCES DEP EDUCATION PRIORITAIRE	P	12 100 €	3 630 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE ET CO	P	3 500 €	1 050 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE ET CO	P	1 500 €	1 500 €
1281	KAINA	P	3 500 €	1 050 €
1281	KAINA	P	1 050 €	1 050 €
1329	COLLEGE ESCHOLIER DE LA MOSSON	P	2 000 €	2 000 €
1424	COLLEGE LAS CAZES	P	1 200 €	1 200 €
1424	COLLEGE LAS CAZES	P	4 000 €	1 200 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	P	3 000 €	3 000 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	P	5 000 €	1 500 €
1902	ASSOCIATION SAINTE ANNE	P	500 €	500 €
2737	SWING GUM ENFANCE	P	4 500 €	1 350 €
3818	CENTRE REGIONAL DE DOCUMENTATION PEDAGOGIQUE - CRDP	P	1 100 €	1 100 €
4034	AGIR LIRE COORDONNER INTERVENIR - ALCI34	F	2 500 €	2 500 €
5011	CANTAR E DANSAR	F	7 000 €	7 000 €
5011	CANTAR E DANSAR	F	68 000 €	68 000 €
5446	CREACTION	P	1 200 €	1 200 €
5446	CREACTION	P	4 000 €	4 000 €
5885	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CALANDRETAS DE L'HERAULT	P	20 000 €	20 000 €
			TOTAL	157 092 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 1495, nature 6574, chapitre 922

Thématique Vie Associative :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
1894	AMICALE DES ANCIENS DU MAROC EN LANGUEDOC	F	1 200 €	1 200 €
2785	ZEPETRA	P	1 000 €	1 000 €
5883	COLLECTIF DES QUARTIERS SOLIDAIRES CQS CA	F	6 000 €	6 000 €
1878	COMITE DE MONTPELLIER D'ENTRAIDE MEMBRES LEGION D'HONNEUR	P	1 500 €	1 500 €
2101	LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER	F	1 500 €	1 500 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	F	1 500 €	1 500 €
5777	UNION DEPARTEMENTALE DE LA CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES DE L'HERAULT - UD CSF 34	F	1 500 €	1 500 €
5900	MOUVEMENT RURAL DE L'HERAULT FDFR34	P	3 000 €	3 000 €
			TOTAL	17 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 1260, nature 6574, chapitre 920

Thématique Culture et Patrimoine :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	P	7 000 €	2 100 €
2621	MAISON 2 LA CHANSON	P	8 000 €	8 000 €
3746	ASSOCIATION UNI'ONS	P	20 000 €	20 000 €
4472	LA VISTA THEATRE DE LA MEDITERRANEE	F	50 000 €	10 000 €
5736	CHAMBRE SYNDICALE DES CERAMISTES ET ATELIERS D'ART DE FRANCE	P	20 000 €	4 000 €
5878	RESEAU EN SCENE LANGUEDOC-ROUSSILON	P	50 000 €	15 000 €
			TOTAL	59 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 1596, nature 6574, chapitre 923

Thématique Cohésion sociale :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
64	ADAGES CA64!	F	11 500 €	11 500 €
71	LPROJET-ECHANGES INTERNATIONAUX CULTURE CITOYENNETE	P	4 000 €	1 200 €
661	ASSO DEPARTEMENTALE D'INFORMATION ET D'AIDE AUX VICTIMES	P	7 000 €	2 100 €
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	P	3 880 €	3 880 €
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	P	6 000 €	1 800 €
1161	CIA - COMPAGNIE INTERNATIONALE ALLIGATOR	P	5 000 €	1 500 €
1196	ASSO EMPLOI DEVELOPPEMENT ENTREPRISES BOUTIQUE GESTION	P	11 000 €	3 300 €
1281	KAINA	P	10 000 €	3 000 €
1281	KAINA	P	4 000 €	1 200 €
1464	CESAM MIGRATIONS SANTE LANGUEDOC, COMITE POUR LA SANTE	P	5 500 €	1 650 €
1755	APAJ CENTRE GITAN	P	3 200 €	960 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDF	P	6 500 €	1 950 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDF	P	6 500 €	1 950 €
1961	UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE L'HERAULT	P	4 000 €	1 200 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	P	4 000 €	1 200 €
2101	LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER	P	4 000 €	1 200 €
2190	COLLECTIF YVES DU MANOIR	P	4 000 €	1 200 €
2575	ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS DE L'HERAULT	P	6 000 €	1 800 €
2776	DECLIC FAMILLES ET TOXICOMANIES	P	4 000 €	1 200 €
3932	ASSOCIATION DES CEVENNES INSERTION, LOISIRS ET EDUCATION - ACLE	P	4 500 €	1 350 €
4163	VIA VOLTAIRE	P	7 000 €	2 100 €
4163	VIA VOLTAIRE	P	6 000 €	1 800 €
4388	LE PASSE MURAILLE	P	10 000 €	3 000 €
4773	DEFI - DEVELOPPEMENT, FORMATION, INSERTION	P	5 000 €	5 000 €
4773	DEFI - DEVELOPPEMENT, FORMATION, INSERTION	P	5 000 €	5 000 €
4841	VIVRE ENSEMBLE EN CITOYENS QUARTIER DES CEVENNES	P	4 000 €	1 200 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	P	5 000 €	1 500 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	P	9 500 €	2 850 €
4908	FACE HERAULT	P	4 000 €	1 200 €
4955	MUSIQUES SANS FRONTIERES	P	4 000 €	1 200 €
5214	INSTITUT FORMATION INSERTION MEDITERRANEE	P	4 500 €	1 350 €
5607	PASTORALE PROTESTANTE ET EVANGELIQUE DE MONTPELLIER	P	8 000 €	2 400 €
5765	COLLECTIF RUE PIERRE CARDENAL	F	4 000 €	2 000 €
5895	COMASOR	P	2 500 €	2 500 €
	LES 4 CHEMINS	P	1 000 €	1 000 €
			TOTAL	79 240 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 21498, nature 6574, chapitre 925

CODE	STRUCTURE		ACCORDE	A REPORTER
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34		225 000 €	68 166 €
			TOTAL	68 166 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 16306, nature 65733, chapitre 925

Thématique Solidarité :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
369	INSTITUT DE VICTIMOLOGIE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	P	1 500 €	1 500 €
4901	PROMOTION ACTIVITES COMITES ENTREPRISES	F	20 000 €	10 000 €
			TOTAL	11 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 21497, nature 6574, chapitre 925

Thématique Finances :

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
739	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	F	20 000 €	10 000 €
1863	MEDIA FORMA SUD	P	10 000 €	3 000 €
2432	ALLONS'Z'ENFANTS - CIE DIDIER THERON	P	6 810 €	2 043 €
5329	PRES SUD DE FRANCE	F	50 000 €	10 000 €
5702	UNSA - UNION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOMES FEDERATION DES	P	10 000 €	3 000 €
			TOTAL	28 043 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 18891, nature 6574, chapitre 920

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
674	SOS AMITIES MONTPELLIER LANGUEDOC	P	500 €	500 €
	CIRAD (CONGRES E-SOVE 2012)	P	1 000 €	1 000 €
			TOTAL	1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 17566, nature 6574, chapitre 920

CODE	STRUCTURE	NATURE	ACCORDE	A REPORTER
474	ASSOCIATION LA GERBE	I	50 000 €	50 000 €
4151	HABITAT ET HUMANISME HERAULT	I	20 000 €	20 000 €
			TOTAL	70 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédits 21433, nature 20422, chapitre 900

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter l'affectation des subventions indiquées ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou, le cas échéant, des conventions notifiées en 2013 ;
- D'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attributions de subventions Exercice 2014

Max LEVITA rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

Ces attributions de subventions sont assorties d'engagements définis par la réglementation en vigueur et par les documents suivants qui garantissent la bonne utilisation des deniers publics, ainsi :

- Les structures bénéficiaires d'une subvention inférieure ou égale à 3 000 € transmettront, par mesure de simplification administrative, une lettre d'engagement dont le modèle est annexé à la présente délibération ;
- Les structures bénéficiaires d'une subvention supérieure à 3 000 € s'engageront sur la base d'une convention avec la Ville. Deux modèles de convention (selon le type de subvention : fonctionnement ou projet) sont annexés à la présente délibération.

Les subventions se répartissent en deux catégories :

- Subvention de fonctionnement (F) pour la gestion des activités courantes de l'association ;
- Subvention pour un projet (P) pour les frais liés à une manifestation, un tournoi, une conférence, une exposition ...

Les sommes allouées sont inscrites au budget de la Ville au titre de l'exercice 2014 et se répartissent comme suit :

1) Attributions de subventions dans le cadre de la qualité de l'espace public :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
4612	ASSOCIATION DES PARCS ET JARDINS	P	TEMPS DES JARDINS EN LANGUEDOC ROUSSILLON	500 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	F		2 000 €
4031	ETAT DES LIEUX	F		500 €
5343	LA HUERTA LIBRE	F		500 €
5667	LE VOILE DE NEPTUNE	P	FETE DE LA BIODIVERSITE	500 €
262	LES ECOLOGISTES DE L'EUIZIERE	P	FETE DE LA BIODIVERSITE	500 €
1457	MOSSON COULEE VERTE	F		3 000 €
5375	SEMILLA, LES JARDINIERS PLANETAIRES	P	JARDIN DE LA REINE	500 €
31	SOCIETE D'HORTICULTURE ET D'HISTOIRE NATURELLE DE L'HERAULT SHNH	F		1 000 €
5946	HORTICULTURE FESTIVALS MEDITERRANEE HORTI FM	P	SEVE 2014	3 000 €
5946	HORTICULTURE FESTIVALS MEDITERRANEE HORTI FM	F		500 €
344	TERRE NOURRICIERE	F		1 500 €
Total				14 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928.

2) Attributions de subventions dans le cadre de l'action internationale et jumelages :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
1005	ARTISANS DU MONDE	F		200 €
1057	ASSIANA	P	JAPAN MATSURI OUTDOOR	400 €
1710	AMICALE ARMENIENNE DE MONTPELLIER ET LA REGION AAM	F		300 €
4355	AMITIE FRANCO-VIETNAMIENNE COMITE HERAULT	P	PROJET DE COOPERATION CULTURELLE A MONTPELLIER ET PROJET DE SOLIDARITE AU VIETNAM	300 €
1608	AMITIES FRANCO-COLOMBIENNES DE MONTPELLIER	P	ECHANGES LITTERAIRES MEDITERANEENS AMERIQUE LATINE	200 €

1608	AMITIES FRANCO-COLOMBIENNES DE MONTPELLIER	P	SEMAINE CULTURELLE	300 €
1608	AMITIES FRANCO-COLOMBIENNES DE MONTPELLIER	P	REGARDS SUR LE CINEMA DE COLOMBIE. GRAN CARIBE ET AMERIQUE DU SUD 8EME EDITION	300 €
400	AMITIES RUSSES ET AVEC LES PEUPLES DE L'EX URSS	P	SEMAINE CULTURELLE RUSSE	400 €
4826	ASSOCIATION COLONIA ESPAGNOLA DE MONTPELLIER	F		200 €
2229	ASSOCIATION COOPERATIVE SENS DE VIE	P	CARNAVAL DE LA BIODIVERSITE FES	750 €
3746	ASSOCIATION UNI'SONS	P	JEUNESSE EN ARABESQUES	3 000 €
1847	CENTRE DE DOCUMENTATION TIERS-MONDE	F		2 700 €
2984	COUP DE SOLEIL LANGUEDOC-ROUSSILLON ASSOCIATION CULTURELLE FRANCE MAGHREB	P	"FILLES DE..."	500 €
548	EURO-GRECE FRANCE	F		1 000 €
548	EURO-GRECE FRANCE	P	MANIFESTATION CULTURELLE ET ARTISTIQUE DANS LE CADRE DU JUMELAGE	700 €
425	FRANCE ALGERIE MEDITERRANEE FAM	F		500 €
1073	FRANCE-ISRAEL - ALLIANCE GENERAL KOENIG	F		500 €
4816	I DILETTANTI	F		300 €
3756	LES AMIS DE LA BULGARIE	P	EXPOSITION PEINTURE. MAISON RELATIONS INTERNATIONALES	200 €
5677	LES AMIS DE MONTPELLIER BETHLEEM	F		200 €
5677	LES AMIS DE MONTPELLIER BETHLEEM	P	WEEKEND MONTPELLIER/BETHLEEM	300 €
909	LES DANSEUSES DU SINAI	P	SINAI SHOW	300 €
1396	MAISON DE HEIDELBERG	F		15 000 €
1397	MAISON DE L'EUROPE DE MONTPELLIER	F		20 000 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE MTMSI	F		8 500 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE MTMSI	P	COLLOQUE "DROITS ET SOUVERAINETE ALIMENTAIRE"	1 400 €
4763	MONTPELLIER CUBA SOLIDARITE	F		500 €

3342	MONTPELLIER HERAULT QUEBEC	P	LA GRANDE VIREE COUNTRY CHANTEUSE GYLAINE TANGAY	500 €
5748	RACINES SUD	F		1 000 €
931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	P	TOURNOI INTERNATIONAL VILLES JUMELEES	3 000 €
3873	SERVICE DES TRADUCTEURS D'URGENCE STU	F		2 500 €
459	TERRE DES HOMMES FRANCE TDHF	F		300 €
3	UNICEF	F		700 €
Total				66 950 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920.

3) Attributions de subventions dans le cadre de la santé :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
681	AFD 34 ASSOCIATION DES DIABETIQUES DE L'HERAULT AFD 34	F		3 000 €
1803	AFM COORDINATION TELETHON AFM	F		1 000 €
5532	ALLO PARENTS MONTPELLIER	P	GROUPES DE PAROLES ET SOUTIEN POUR PARENTS DE JEUNES ENFANTS	1 000 €
164	AMICALE LANGUEDOC ROUSSILLON DES INSUFFISANTS RESPIRATOIRES	F		1 000 €
132	AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE DES HOPITAUX DE MONTPELLIER	F		800 €
5638	ARCOPRED	F		1 500 €
4903	ASSOCIATION DE CARDIOLOGIE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	F		1 000 €
5520	ASSOCIATION DE PREVENTION EN ORTHOPHONIE DE L HERAULT	P	UN BEBE UN LIVRE	800 €
4200	ASSOCIATION ENVIE	F		4 000 €
5615	ASSOCIATION FRANCAISE POUR LES FAMILLES DE DONNEURS D'ORGANES - AFFDO	F		30 000 €
4452	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES SOINS PALLIATIFS	F		2 000 €
578	AVENIR SANTE	F		4 000 €

578	AVENIR SANTE	P	LOS ANGELS DE LA NUECH	12 000 €
1024	CHEMINS DES ALLIANCES	F		300 €
1956	COMITE FEMININ 34	F		1 500 €
2776	DECLIC FAMILLES ET TOXICOMANIES	F		5 000 €
5803	ENTREE DE SECOURS	F		1 500 €
4120	EPILEPSIE FRANCE	F		1 000 €
2882	ETINCELLE LANGUEDOC-ROUSSILLON	P	PROGRAMME PERSONNALISE D'ACCOMPAGNEMENT POUR LES FEMMES ATTEINTES DE CANCER	5 000 €
5726	FRANCE ADOT 34	F		500 €
1948	FRANCE ALZHEIMER HERAULT FAH	F		1 000 €
3527	GROUPE DES APHASIQUES DE MONTPELLIER ET DE L'HERAULT CA3527!	F		300 €
5124	HOMEOPATHIE POUR TOUS	F		300 €
1480	INFO DON 34	F		700 €
155	INTERVALLE - JALMALV MONTPELLIER	F		2 000 €
723	JALMAV CRERSI	F		2 000 €
657	LA CORDEE	F		2 500 €
5538	LA SANTE DE LA FAMILLE	F		500 €
720	LIGUE CONTRE LE CANCER COMITE DE L'HERAULT	F		1 500 €
233	MA VIE	P	MALADIES CHRONIQUES ET ACTIVITEES PHYSIQUES ADAPTEES	2 500 €
4242	MEDECINS DU MONDE	F		1 000 €
1734	MUSIKA	F		1 000 €
2814	OPERES DU COEUR ET MALADES CARDIAQUES	F		1 500 €
1945	PHARMACIE HUMANITAIRE INTERNATIONALE HERAULT	F		4 500 €

3794	PREVENTION ET SOIN DES ADDICTIONS (BRANCHE DE PEPA SOS DROGUE) PEPA	F		1 500 €
2874	REDUIRE LES RISQUES	F		4 000 €
1425	RIRE CLOWNS POUR ENFANTS HOSPITALISES	F		3 000 €
674	SOS AMITIES MONTPELLIER LANGUEDOC	F		1 300 €
1763	SOS RETINITE FRANCE	F		2 000 €
3317	SPHERES SOINS PALLIATIFS HOPITAL ET RESEAUX EXTERNES DE SANTE	F		2 000 €
5882	ESPACE RENAISSANCE	F		25 000 €
Total				137 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

4) Attributions de subventions dans le cadre de la vie associative :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
4840	ADEQV QUARTIERS PETIT BARD PERGOLA ADEQV	F		500 €
1772	ALGER CLUB LES ENFANTS LES AMIS	F		1 200 €
2301	AMICALE BELABBESIENNE D'AIDE ET SOLIDARITE LABAS	F		1 200 €
1894	AMICALE DES ANCIENS DU MAROC EN LANGUEDOC AAML	F		1 200 €
2706	AMICALE DES LOCATAIRES DU PAS-DU- LOUP	F		400 €
361	AMICALE DES LOZERIENS DE MONTPELLIER	F		500 €
92	AMICALE DES RETRAITES LOU CLAPAS	F		500 €
92	AMICALE DES RETRAITES LOU CLAPAS	P	CARNAVAL LOU CLAPAS	300 €
2698	AMICALE FRANCAIS D'OUTRE-MER ET LEURS AMIS	F		1 200 €
1453	AMICALE HERAULTAISE DES ENFANTS DE BONE ET DE CONSTANTINE	F		1 000 €
2198	ANFANOMA - FRANCAIS D'AFRIQUE DU NORD ET D'OUTRE MER	F		1 200 €

4747	ANIMATION ET VIE DES AUBES AVA	F		500 €
4747	ANIMATION ET VIE DES AUBES AVA	P	AUBESSION D ARTISTES	700 €
5182	ASSO DES RIVERAINS DE LA RUE DE FONTCOUVERTE ET RUES ADJACENTES	F		500 €
3791	ASSOCIATION A L'ECOUTE SAINT MARTIN PRES D'ARENES	F		500 €
1907	ASSOCIATION CULTURELLE JUDEO MUSULMANE DU LANGUEDOC ROUSSILLON	F		500 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	F		500 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	P	FEE DE QUARTIER	700 €
4339	ASSOCIATION DE QUARTIER PUECH VILLA LES BASTIDES	F		500 €
4339	ASSOCIATION DE QUARTIER PUECH VILLA LES BASTIDES	P	EQUIPEMENT DE L ASSOCIATION EN INFORMATIQUE ET INTERNET	700 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	F		500 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	P	EXPOSITION PHOTO UNE MEILLEUR CONNAISSANCE CATALAN	500 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	F		500 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	P	ANTIGONE DES PEINTRES	400 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	F		1 500 €
474	ASSOCIATION LA GERBE	F		13 000 €
388	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE CROIX D'ARGENT MONTPELLIER	F		600 €
515	AVF MONTPELLIER (ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES MONTPELLIER)	F		1 500 €
5463	BAGAT'ELLES COMITE DE QUARTIER BAGATELLE	F		500 €
5463	BAGAT'ELLES COMITE DE QUARTIER BAGATELLE	P	CARNAVAL	700 €
4535	BIEN VIVRE AU COURREAU ET AU PLAN CABANES	F		500 €
3679	BOUT'ENTRAIN	F		500 €
3679	BOUT'ENTRAIN	P	CINEMA DE QUARTIER EN PLEIN AIR ET REPAS	700 €

1029	CENTRE 665	F		12 500 €
1430	CENTRE D'ANIMATION CULTURELLE DU QUARTIER SAINT FRANCOIS	F		500 €
3632	CERCLE CULTUREL AMIS DE MALTE DU LR ET AMICALE ANCIENS DE TUNISIE	F		1 200 €
3324	CERCLE DES ANCIENS DE L'ETOILE BLEUE DE MONTPELLIER	F		400 €
1530	CLUB DE LA PRESSE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON	F		20 000 €
4038	CLUB PYRAMIDE PHILAE 34	F		300 €
4737	CLUB QUESTION POUR UN CHAMPION MONTPELLIER	P	TOURNOI ANNUEL INTER CLUBS	300 €
5460	COLLECTIF DE COORDINATION DES COMITES DE QUARTIER DE MPL CCCQ.	F		500 €
5460	COLLECTIF DE COORDINATION DES COMITES DE QUARTIER DE MPL CCCQ.	P	EDITION PLAQUETTE	500 €
5578	COMITE ASSOCIATIF DE LA RAUZE SAYSET	F		500 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC	F		300 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC	P	SOUTIEN SCOLAIRE	200 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC	P	CARNAVAL	250 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC	P	FETE DE NOEL	300 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC	P	VIDE GRENIER	100 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC	P	APRES MIDI FEUX	150 €
5789	COMITE DE QUARTIER CITE ASTRUC	F		500 €
4605	COMITE DE QUARTIER CLERONDEGAMBE	F		500 €
2011	COMITE DE QUARTIER CROIX D'ARGENT-SABINES	F		500 €
322	COMITE DE QUARTIER DE CELLENEUVE	F		500 €
322	COMITE DE QUARTIER DE CELLENEUVE	P	ANIMATION ET SUIVI QUALITE DU MARCHE DE PRODUCTEUR	1 000 €
325	COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	F		700 €

325	COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	P	VOEUX 2014/ REPAS QUARTIER	500 €
3440	COMITE DE QUARTIER DE TOURNEZY	F		500 €
3440	COMITE DE QUARTIER DE TOURNEZY	P	FETE DU QUARTIER	250 €
1340	COMITE DE QUARTIER DES CEVENNES ET ENVIRONS	F		500 €
1340	COMITE DE QUARTIER DES CEVENNES ET ENVIRONS	P	FETE DE QUARTIER CEVENNES ET ENVIRONS	700 €
219	COMITE DE QUARTIER DES HAUTS DE MASSANE	F		500 €
5717	COMITE DE QUARTIER HAUTS DE BOUTONNET	F		500 €
1780	COMITE DE QUARTIER LES AIGUERELLES LA RAUZE	F		500 €
1780	COMITE DE QUARTIER LES AIGUERELLES LA RAUZE	P	COMITE DE QUARTIER LES AIGUERELLES LA RAUZE	200 €
4594	COMITE DE QUARTIER LES AMOUREUX DE CANDOLLE	F		500 €
4594	COMITE DE QUARTIER LES AMOUREUX DE CANDOLLE	P	"LES AMOUREUX DE CANDOLLES FONT LEURS PRINTEMPS"	700 €
5826	COMITE DE QUARTIER LES AUBES	F		500 €
3680	COMITE DE QUARTIER MION ASSOCIATION	F		500 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO PDB	F		500 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO PDB	P	FETE DE LA SAINT JEAN	700 €
396	COMITE DE QUARTIER POMPIGNANE - LES AUBES	F		500 €
5372	COMITE DE QUARTIER PORT MARIANNE SUD CQPMS	F		500 €
4234	COMITE DE QUARTIER RICHTER	F		500 €
4234	COMITE DE QUARTIER RICHTER	P	FETE DE LA MUSIQUE	700 €
948	COMITE DE QUARTIER ROCAMBALE OUEST	F		500 €
4250	COMITE DE QUARTIER SAINT CLEMENT	F		500 €
76	COMITE DE QUARTIER SAINT ROCH ET ECUSSON	F		500 €

317	COMITE DE QUARTIER TASTAVIN- LEMASSON-MAS DREVON- MARQUEROSE	F		500 €
1671	COMITE DES FETES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	F		1 500 €
1984	COMITE ENVIRONNEMENT URBAIN EQUIPEMENT NATURE - CEVEN	F		500 €
283	COMITE PROSPECTIVE ET CONCERTATIONS DU MILLENAIRE ER QUARTIERS ES	F		500 €
3846	CONFLUENCES.	P	INTERNATIONAL DE LA GUITARE DANS LES MAISONS POUR TOUS	5 000 €
1687	CROIX D'ARGENT PLUS	F		500 €
1687	CROIX D'ARGENT PLUS	P	AGIR AVEC ART	500 €
13	FRANCE BENEVOLAT MONTPELLIER HERAULT	F		1 550 €
296	JASMIN D'ORIENT	F		800 €
296	JASMIN D'ORIENT	P	VOYAGE EN FAMILLE A PORT AVENTURA	700 €
2957	LA BARONNIE DE CARAVETES	F		2 000 €
182	LA GARRIGA LENGADOCIANA	F		2 150 €
2013	LA PENA DEI CLAPAS	F		3 000 €
5820	LA TEJERA-LES GENETS ET LEURS AMIS	F		1 200 €
122	MAJORETTES DE MONTPELLIER DITES MAJOR'S GIRLS	F		3 000 €
121	MAJORETTES IMPERIALES DE MONTPELLIER	F		3 000 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	F		500 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	P	FAITES DU SPORT	200 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	P	ATELIER D ECRITURE	500 €
3940	MARE NOSTRUM	F		500 €
3940	MARE NOSTRUM	P	ANIMATION MUSICALES DANS LE QUARTIER	700 €
428	MOUVEMENT DE LA PAIX - COMITE DE MONTPELLIER	F		500 €

424	MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE NON-VIOLENTE	F		500 €
434	MOUVEMENT UNIFIE DES RAPATRIES	F		1 200 €
2305	MOZAIK OUTRE MER	F		500 €
2305	MOZAIK OUTRE MER	P	FESTIVAL D OUTRE MER 2014	700 €
4203	OPIFAC	F		500 €
1014	ORANIE 83	F		1 200 €
5624	OVALIE PROVIDENCE	F		500 €
5624	OVALIE PROVIDENCE	P	FETE DE QUARTIER: VIDE GRENIER + CONCERT	700 €
5703	PLAYM'HERAULT	P	RASSEMBLEMENT NATIONAL ET INTERNATIONAL DE COLLECTIONNEURS DE PLAYMOBILS	500 €
3174	PROJET AVENIR HARKIS FRANCAIS MUSULMANS	F		1 000 €
3174	PROJET AVENIR HARKIS FRANCAIS MUSULMANS	P	51 ANNIVERSAIRE DES ACCORD D'EVIAN	1 000 €
4754	RESEAU ACTIONS JEUNES LR	P	TROC TON TROC	500 €
5746	VOIX DE GARAGE	P	2 EME CARREFOUR DES ARTS	700 €
Total				127 450 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920.

5) Attributions de subventions dans le cadre du droit au logement :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
3328	ADIL DE L'HERAULT	F		36 000 €
2096	ASSO. INDEPENDANTE AIDE CITOYENNE PAR LE SOCIAL ET LE LOGEMENT AIAC	F		1 200 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	P	ATELIER DE QUARTIER MONTPELLIER VILLE	9 000 €
3259	CONCORDA LOGIS	F		33 000 €
1139	CONFEDERATION NATIONALE DU LOGEMENT FEDERATION DE L'HERAULT	F		2 100 €

244	CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE DE MONTPELLIER CLCV	F		7 300 €
1347	ECOHABITONS	F		600 €
4908	FACE HERAULT	P	ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LOGEMENT	1 900 €
2309	HABITER C'EST CHOISIR	P	DEVELOPPEMENT PROJET HABITAT PARTICIPATIF	1 000 €
4904	HABITER ENFIN	F		1 000 €
Total				93 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928.

6) Attributions de subventions dans le cadre de la jeunesse et ville étudiante :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
290	ARGOS	P	SYAGES E ATELIERS "HELP! A L'EMJ	2 500 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	P	ACCES DES JEUNES A LA VIE DE LA CITE	1 500 €
625	ECLAIREURS ET ECLAIREUSES DE FRANCE	F		2 800 €
195	ECLAIREUSES ECLAIREURS UNIONISTES DE FRANCE	F		1 200 €
195	ECLAIREUSES ECLAIREURS UNIONISTES DE FRANCE	P	ASSEMBLEE GENERALE	300 €
5370	ENV AGROTECH	P	COLLOQUE ENV AGROTECH LE 5.02.2014	500 €
3675	ESSOR SAVOIRS ET PARTAGE	F		4 300 €
3675	ESSOR SAVOIRS ET PARTAGE	P	SEMAINE DES ARTS AU PETIT BARD	1 000 €
5210	MDA 34 - GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE ET MEDICO SOCIALE MAISON DES ADOLESCENTS DE L'HERAULT	F		30 000 €
4488	MONTPELLIER CONTRE LA VIOLENCE	F		1 500 €
4754	RESEAU ACTIONS JEUNES LR	F		250 €
4754	RESEAU ACTIONS JEUNES LR	P	POUR AVOIR LE CHOIX, INSCRIS TOI !	250 €
633	SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	F		2 900 €

797

4867	SOS JEUNES	F		9 800 €
4867	SOS JEUNES	P	DVD INTEGRER LA JUSTICE A L'EDUCATION	1 500 €
586	UEAM UNEF	F		5 800 €
5904	AS paillade	P	TOURNOI DE FOOT -MOSSON	1000 €
Total				67 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924.

7) Attributions de subventions dans le cadre du droit des femmes et de la petite enfance :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	F		15 000 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	P	INTERVENTIONS EGALITE FILLES GARCONS EN ECOLE ELEMENTAIRE MONTPELLIER	3 000 €
4744	CHEVRE FEUILLE ETOILEE EDITIONS	F		2 500 €
5377	CICADE	P	LIEU RESSOURCE	1 500 €
777	MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL	F		8 900 €
55	UNION FEMININE CIVIQUE ET SOCIALE	F		2 000 €
497	ASSOCIATION ANIM'FRIMOUSSES	F		300 €
689	ASSOCIATION LANGUEDOCIENNE POUR LA JEUNESSE	F		1 000 €
846	BENJAMINS MEDIA	F		2 000 €
846	BENJAMINS MEDIA	P	COLLECTION LIVRES NUMERIQUES ENFANTS SOURD	300 €
5229	COLLECTIF DES CRECHES ASSOCIATIVES ET PARENTALES DE L'HERAULT	F		4 000 €
3075	FAMILLE RURALES FEDERATION DEPARTEMENTALE DE L'HERAULT	P	FAVORISER LA MIXITE SOCIALE. PREVENTION ET APPUI AUX FAMILLES FRAGILES	1 000 €
3901	HALTE POUCE	F		4 300 €
3901	HALTE POUCE	P	ACCUEIL SPECIFIQUE, DES LE PLUS JEUNE AGE DANS LA VIE SOCIALE	2 114 €

409	JOUONS EN LUDOTHEQUES	F		1 000 €
4770	RIROLI	F	ACCUEIL SPECIFIQUE, DES LE PLUS JEUNE AGE DANS LA VIE SOCIALE	600 €
Total				49 514 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1963, nature 6574, chapitre 925.

8) Attributions de subventions dans le cadre de la réussite éducative :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
2037	ANIMA	P	TIME OUT	2 000 €
3421	APEDYS HERAULT	F		800 €
3473	ARDI ASSOCIATION RENAISSANCE DEVELOPPEMENT INSERTION	F		1 000 €
644	ASSOCIATION DE PARENTS D'ELEVES ENSEIGNEMENT PUBLIC PEEP 34	F		1 100 €
3932	ASSOCIATION DES CEVENNES INSERTION, LOISIRS ET EDUCATION - ACLE	F		11 000 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	P	CARNAVAL ET FÊTE DE L'ECOLE LAMARTINE	500 €
5850	ASSOCIATION PARENTS D'ELEVES SENGHOR JOYCE	P	ORCHESTRE POUR CARNAVAL + DEGUISEMENT ET GOUTER	500 €
1386	ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT AUX MALADES OU ACCIDENTES	F		1 400 €
3746	ASSOCIATION UNI'IONS	P	JEUNESSE EN ARABESQUES	3 000 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	P	ACTIONS CLASSES DE VILLE	3 000 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	P	MOSSON AU FIL DES SAISONS	2 500 €
309	CENTRES D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVES - CEMEA -	F		1 000 €
309	CENTRES D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVES - CEMEA -	P	FESTIVAL DU FILM D EDUCATION	3 000 €
3777	CITE CITOYENNE	F		2 000 €
25	CLRISTALS LES PETITS DEBROUILLARDS	F		3 500 €
25	CLRISTALS LES PETITS DEBROUILLARDS	P	LE SCIENCE TOUR AU PETIT BARD	1 000 €

5207	COLLECTIF EDUCATION POPULAIRE ET TRANSFOR	F		800 €
1330	COMITE DE L'HERAULT D'EDUCATION POUR LA SANTE	P	INTERVENTION EDUCATIVE POUR LA SANTE EN MILIEU SCOLAIRE ET PERISCOLAIRE	3 000 €
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34	P	DAJEF Dispositif d'Accompagnement des Jeunes vers l'Emploi et la Formation	2 500 €
5012	COMPAGNIE MINIBUS	P	SUR LA ROUTE AVEC ANABELLE LA COCCINELLE	2 600 €
3461	CONVERGENCES 34	F		1 500 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	P	REUSSITE EDUCATIVE	6 000 €
525	ECOLE ELEMENTAIRE LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR MONTPELLIER	P	JUMELAGE BEN SOUDAI	1 000 €
525	ECOLE ELEMENTAIRE LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR MONTPELLIER	P	PIQUE NIQUE REPUBLICAIN	1 000 €
5211	ENFANTS PRECOCES SURDOUES - HAUT POTENTIEL INTELLECTUEL LR	F		2 000 €
5211	ENFANTS PRECOCES SURDOUES - HAUT POTENTIEL INTELLECTUEL LR	P	MEDIATION ET REMEDIATION	500 €
642	FEDERATION DES CONSEILS DE PARENTS D'ELEVES DE L'HERAULT	F		7 500 €
105	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER CINEMED	P	FESTIVAL JEUNE PUBLIC FEVRIER 2014	7 000 €
2294	GROUPE FRANCAIS D'EDUCATION NOUVELLE LR GFEN LANGUEDOC.	F		1 000 €
3012	INTERNATIONAL EDUCATION ASSOCIATION OF MONTPELLIER OUTBOUND	F		500 €
1281	KAINA	P	ESPACE DE CREATION AUDIOVISUEL DE PROXIMITE	3 500 €
5305	LA MAISON THEATRE	F		500 €
4388	LE PASSE MURAILLE	P	ATELIER JEUNESSE	1 000 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	F		6 000 €
5483	LES AMIS DE JULES	F		400 €
3536	LES AMIS DE LA MEMOIRE PEDAGOGIQUE	F		300 €
3536	LES AMIS DE LA MEMOIRE PEDAGOGIQUE	P	CAFE JUIN 2014 COMEDIE DU LIVRE	450 €
5498	LES BAMBINS DE VASCO	P	DECOUVERTE DE LA MUSIQUE D AMERIQUE DU SUD	500 €

262	LES ECOLOGISTES DE L'EUZIERE	P	ANIMATIONS SCOLAIRES	1 300 €
5097	LES ENFANTS D'HELENE	F		5 000 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	F		2 500 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	P	PREVENIR POUR EDUQUER	1 000 €
1621	MOHICANS CREER DU LIEN PAR DES ACTIONS ECO-CITOYENNES	F		400 €
919	MUC ESCRIME	P	INTERVENTION ECOLE LAMARTINE	2 300 €
5272	OCCE ECOLE TERESA	F		1 000 €
4754	RESEAU ACTIONS JEUNES LR	P	TRIER C'EST PAS SORCIER	400 €
344	TERRE NOURRICIERE	P	BIEN MANGER AFFAIRE POUR TOUS	1 000 €
1814	UNION DEPARTEMENTALE DES DELEGUES DE L' EDUCATION NATIONALE	P	PRIX DE LA LAICITE	200 €
1814	UNION DEPARTEMENTALE DES DELEGUES DE L' EDUCATION NATIONALE	F		750 €
5385	ZADIGOZINC	P	DEVELOPPEMENT DE L'ACCUEIL DES 0-16ANS AU CAFE DES ENFANTS	3 500 €
Total				106 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922.

9) Attributions de subventions dans le cadre des anciens combattants et de l'écomobilité :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
512	AMICALE DES TRANSMETTEURS DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	F		200 €
1760	ASSOCIATION DES COMBATTANTS DE L'UNION FRANCAISE	F		200 €
1081	ASSOCIATION NATIONALE DES CHEMINOTS ANCIENS COMBATTANTS	F		200 €
1203	ASSOCIATION RHIN ET DANUBE	F		200 €
540	FEDERATION NATIONALE ANCIENS COMBATTANTS ALGERIE-MAROC-TUNISIE FNACA	F		1 220 €
1204	FONDATION MARECHAL DE LATTRE	F		200 €

4845	SOUVENIR FRANCAIS COMITE DE MONTPELLIER	F		500 €
4845	SOUVENIR FRANCAIS COMITE DE MONTPELLIER	P	RENOVATION DES TOMBES ET STELES DES SOLDATS MORTS POUR LA FRANCE	892 €
Total				3 612 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21363, nature 6574, chapitre 920.

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
4534	LE VIEUX BICLOU	F		6 000 €
Total				6 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 22755, nature 6574, chapitre 928.

10) Attributions de subventions dans le cadre de Montpellier Territoire Numérique :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
5813	FEDERATION REGIONALE DES UTILISATEURS DU LIBRE	P	RENCONTRES MONDIALES DU LOGICIEL LIBRE 2014	30 000 €
1641	MONTPEL'LIBRE	F		2 250 €
1641	MONTPEL'LIBRE	P	SALON + CARTOPARTIES	1 750 €
5573	CNRS	P		50 000 €
Total				84 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21364, nature 6574, chapitre 920.

11) Attributions de subventions dans le cadre de animal dans la ville :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
4469	CONSEIL DE PROTECTION FELINE DE L'HERAULT	F		3 000 €
5170	SOS NATURE	F		1 000 €
4104	VETERINAIRES POUR TOUS LANGUEDOC ROUSSILLON	F		2 000 €
Total				6 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925.

12) Attributions de subventions dans le cadre de l'exclusion :

2110	A COEUR OUVERT	F		5 000 €
4703	AMICALE DU NID	F		2 000 €
1118	ATD QUART-MONDE COMITE DE MONTPELLIER	F		1 000 €
1942	BANQUE ALIMENTAIRE DE L'HERAULT	F		10 000 €
1913	CONFERENCE SAINTE CROIX ASSOCIATION SAINT VINCENT DE PAUL	F		350 €
5448	CULTURE ET SPORTS SOLIDAIRES 34 CSS 34	F		7 500 €
1664	L'AVITARELLE	F		85 000 €
3359	MOUVEMENT DU NID	F		7 500 €
1493	RESTAURANTS DU COEUR - RELAIS DU COEUR	F		60 000 €
666	SECOURS CATHOLIQUE	F		14 000 €
1068	SECOURS POPULAIRE FRANCAIS MONTPELLIER SPF 34	F		34 000 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	F		25 000 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	P	MOBILITE PAR LA CULTURE	2 000 €
5863	SOS SDF LES AMOUREUX DE LA VIE	F		300 €
Total				253 650 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925.

13) Attributions de subventions dans le cadre de la solidarité :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
4529	AIDE AUX PERSONNES EN DIFICULTES	F		2 750 €
1755	APAJ CENTRE GITAN	F		4 000 €
1106	ASSOCIATION D'AIDE AUX FAMILLES D'HOSPITALISES LA PASQUIERE	F		2 000 €

2800	ASSOCIATION NOUAS	F		8 000 €
1742	ASTREE	F		1 500 €
4773	DEFI - DEVELOPPEMENT, FORMATION, INSERTION	F		10 000 €
2882	ETINCELLE LANGUEDOC-ROUSSILLON	F		3 000 €
4279	J'OSE LIRE ET CLAIR DE PLUME	F		1 300 €
618	LA CLE DES CHANTS	F		500 €
4636	LE PEYROU LES SENIORS EN ACTION	F		500 €
2101	LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER	F		6 000 €
1539	PAIN DE L'ESPOIR	F		1 500 €
4163	VIA VOLTAIRE	F		18 000 €
4048	VISITE MALADES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS VMEH	F		2 000 €
Total				61 050 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21363, nature 6574, chapitre 920.

14) Attributions de subventions dans le cadre de l'économie des ressources du patrimoine :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE DU LANGUEDOC ROUSSILLON M'ALR	F		1 500 €
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE DU LANGUEDOC ROUSSILLON M'ALR	P	SENSIBILISATION SCOLAIRE A L ARCHITECTURE	3 000 €
4254	PATRIMOINE ET ARCHITECTURE	F		1 200 €
Total				5 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 988, nature 6574, chapitre 920.

15) Attributions de subventions dans le cadre de la cohésion sociale :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
------	-----------	------	---------------	---------

2971	ASSOCIATION DE MEDIATION PENALE MONTPELLIERAINE	F		5 000 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	P	AGORA DES PROJETS	1 500 €
5202	ASSOCIATION JUSTICE POUR LE PETIT BARD	F		4 500 €
5765	COLLECTIF RUE PIERRE CARDENAL	F		4 000 €
2190	COLLECTIF YVES DU MANOIR CYDM	F		3 000 €
2920	COMITE D'ANIMATION ET DE PREVENTION GELY-FIGUEROLLES	F		1 000 €
2920	COMITE D'ANIMATION ET DE PREVENTION GELY-FIGUEROLLES	P	GELY 2014	3 000 €
1110	COMPAGNIE ODETTE LOUISE	F		1 000 €
1110	COMPAGNIE ODETTE LOUISE	P	POLE ARTISTIQUE SOCIAL ET SOLIDAIRE	1 000 €
5446	CREACTION CIE CREACTION	P	EXPIDITION REVES# 2 SUITE ET FIN	3 500 €
4908	FACE HERAULT	F		5 000 €
4908	FACE HERAULT	P	FACE CITE	3 000 €
1853	FEMMES ACTIVES LANGUEDOC ROUSSILLON	F		1 000 €
4478	IDENTITES ET PARTAGE	P	SEMAINE CULTURELLE BERBERE	2 000 €
3574	MOUVEMENTS CITOYENS	F		3 500 €
1463	PEDAGOGIE ET PRISON	P	JOURNAL D HECTOR	500 €
429	RAIPONCE	F		3 200 €
4841	VIVRE ENSEMBLE EN CITOYENS QUARTIER DES CEVENNES AVEC	F		1 500 €
Total				47 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925.

16) Attributions de subventions dans le cadre de l'emploi et du développement économique et commercial :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
33	ASSO EURO MEDITERRANEENNE POUR LE TRAVAIL ET LES ECHANGES - AETE -	F		2 500 €
1196	BGE MONTPELLIER	P	CITESLAB	4 000 €
2245	CLUB ENTREPRENARIAT RESSOURCES LANGUEDOC ROUSSILLON	P	INCUBATEUR SOCIAL	1 000 €
77	COMIDER - COMITE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE REGIONALE	P	MARKHETON DE L EMPLOI 2014	2 800 €
2725	CREER - MAISON DES CHOMEURS	F		4 000 €
4908	FACE HERAULT	P	ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI	3 000 €
4908	FACE HERAULT	P	FACE ENERGIE SPORT	3 000 €
5331	MILLENERGIES + 2500 euro pas saisi	F		7 500 €
4623	PLEIADES EMPLOI SERVICE HERAULT	P	DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI A DOMICILE	10 000 €
5840	ACAM	F		1 000 €
5840	ACAM	P	PRESERVATION DE LA NATURE ET ACTIVITES COMMERCIALES SUR LES MARCHES	1 000 €
211	ARS FABRIC	F		6 000 €
5704	ASSOCIATION DES ANTIQUAIRES ET BROCANTEURS DE MONTPELLIER ET SA REGION	F		2 500 €
5704	ASSOCIATION DES ANTIQUAIRES ET BROCANTEURS DE MONTPELLIER ET SA REGION	P	CREATION D' UN SITE D INFORMATION ET DE SERVICE A LA VENTE	2 500 €
4664	ASSOCIATION DES MARCHES PAYSANS DE L'HERAULT	F		300 €
5372	COMITE DE QUARTIER PORT MARIANNE SUD	P	ANIMATION INAUGURATION MARCHÉ PORT MARIANNE	1 200 €
1084	JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	F		1 000 €
3546	LES VOIES DES PALAIS	F		1 200 €
3135	QUARTIER DE L'ANCIEN COURRIER - ASSOCIATIONS DES COMMERCANTS	F		1 500 €
249	UFC QUE CHOISIR	F		1 000 €

Total				57 000 €
-------	--	--	--	----------

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929.

17) Attributions de subventions dans le cadre de l'égalité des droits et des devoirs :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
4559	ASSO DEPARTEMENTALE DE DEFENSE DES FAMILLES ET DE L'INDIVIDU ADFI	F		800 €
661	ASSO DEPARTEMENTALE D'INFORMATION ET D'AIDE AUX VICTIMES	F		10 000 €
4618	ASSOCIATION DES NOUVEAUX GAYS ET LESBIENNES ANGEL	F		518 €
3318	ASSOCIATION NATIONALE LE REFUGE DELEGATION MONTPELLIER	F		5 000 €
1150	CIMADE - SERVICE OECUMENIQUE D'ENTRAIDE	F		4 000 €
5233	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT CDAD	F		4 800 €
5751	CONTACT HERAULT	F		500 €
4786	LESBIAN AND GAY PRIDE LANGUEDOC-ROUSSILLON	F		8 000 €
514	LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN	F		1 500 €
419	LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME	F		5 000 €
1253	ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE	F		1 600 €
1253	ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE	P	1 ER PRIX PISTE EDUCATION ROUTIERE	200 €
2076	LIGUE CONTRE LA VIOLENCE ROUTIERE SECTION HERAULT	F		3 000 €
Total				44 918 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1398, nature 6574, chapitre 925.

18) Attributions de subventions dans le cadre des finances :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
756	AMICALE DES RETRAITES MUNICIPALES	F		3 500 €

807

248	ASSOCIATION FORCE OUVRIERE CONSOMMATEURS - AFOC	F		1 100 €
240	CFDT UNION LOCALE	F		4 700 €
2797	FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE FSU 34	F		2 800 €
1302	UNION LOCALE CFE-CGC DE MONTPELLIER	F		1 400 €
232	UNION LOCALE CFTC DE MONTPELLIER ET ENVIRONS	F		450 €
237	UNION LOCALE CGT	F		4 700 €
4914	UNION SYNDICALE SOLIDAIRES 34	F		2 800 €
1273	UNITE POLICE SNPT	F		850 €
392	UNSA EDUCATION 34 - FEN 34	F		2 800 €
Total				25 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920.

Code	Structure	Type	Thématique	Montant
64	ADAGES	F	Petite enfance	7 500 €
		F	Solidarité	5 000 €
		F	Jeunesse	1 000 €
Total				13 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920.

19) Attributions de subventions dans le cadre du handicap :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
4861	AMETHYSTE	F		5 000 €
697	APSH 34 - ASSOCIATION POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	F		10 000 €
703	ASSOCIATION DES DONNEURS DE VOIX	F		2 400 €

sol

2136	ASSOCIATION GROUPE D ENTRAIDE MUTUEL GEM LESSEPS	P	PORTES OUVERTES DU GEM-FÊTE DES VOISINS DU 30 MAI 2014	800 €
2099	ASSOCIATION SOCIOCULTURELLE BILINGUE FREDERIC PEYSON	F		3 000 €
3246	ATELIER HANDICAP HABITAT	F		1 000 €
700	AUXILIAIRE DES AVEUGLES	F		800 €
4652	CAP HORIZON	F		500 €
309	CENTRES D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVES - CEMEA -	P	DIFFERENT COMME TOUT LE MONDE	12 000 €
696	COMITE LIAISON DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPEES	F		10 000 €
699	FEDERATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE - LANGUEDOC ROUSSILLON	F		10 000 €
699	FEDERATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE - LANGUEDOC ROUSSILLON	P	ACCESSIBILITE	1 400 €
1543	FNATH ACCIDENTES DE LA VIE SECTION MONTPELLIER	F		5 000 €
5180	GHANDIS	F		500 €
693	GIHP GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES HANDICAPES PHYSIQUES LR	P	ASSEMBLEE GENERALE JUIN 2014	1 000 €
1621	MOHICANS CREER DU LIEN PAR DES ACTIONS ECO-CITOYENNES	P	ACTIONS POUR CREER DU LIEN ENTRE PERSONNES	400 €
2827	SESAME AUTISME HERAULT	F		1 000 €
582	SURDI 34 DEFICIENTS AUDITIFS	F		400 €
582	SURDI 34 DEFICIENTS AUDITIFS	P	ACTIVITES CULTURELLES ET SPORTIVES ADAPTES AUX MALENTENDANTS	300 €
5475	UNION DES SENIORS SOURDS MONTPELLIER HERAULT	F		500 €
1058	APF34	F		15 500 €
5470	UNION POUR LA PROMOTION DE TOUS LES TALENTS	P	PROMOTION COMMUNICATION	1 000 €
Total				82 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21496, nature 6574, chapitre 925.

20) Attributions de subventions dans le cadre du sport solidaire :

Code	Structure	Type	Nom du projet	Montant
5400	A.K SPORT (EX : GRINGO TOP TEAM)	F		11 500 €
2055	AIKIDO CLUB MONTPELLIER	F		500 €
985	AMICALE BOULES LA PAILLADE	F		500 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	F		14 500 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	P	TOURNOI REGIONAL DE FOOTBALL	2 500 €
914	ASLJ MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY BEACH VOLLEY	F		39 000 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	F		69 300 €
2639	ASSO PRESIDENTS PETANQUE SECTEUR MONTPELLIER VILLE	F		6 000 €
5565	ASSOCIATION CULTURELLE ET SPORTIVE MONTPELLIER OUTRE MER	F		500 €
5086	ASSOCIATION FOOT-FAUTEUILS - LES FAUTEUILS DE FEU	F		3 000 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	F		1 500 €
3001	ASSOCIATION LES FOULEES DU MILLENAIRE	F		2 500 €
3088	ASSOCIATION LOISIRS FIGUEROLLES	F		1 000 €
95	ASSOCIATION SOCIO-CULTURELLE DES JEUNES SPORTIFS DE MONTPELLIER OMNISPORTS	F		1 000 €
4913	ASSOCIATION SPORTIVE ATLAS PAILLADE	F		15 000 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	F		7 000 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	P	ORGANISATION DE TOURNOI ANNUEL	3 000 €
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX- ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	F		27 800 €
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX- ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	P	L'ASBAM AU COLLEGE	500 €
2466	ASSOCIATION SPORTIVE DES CEVENNES	F		3 200 €
4561	ASSOCIATION SPORTIVE EMPLOYES MUNICIPAUX DE MONTPELLIER	F		12 500 €

4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	F		4 000 €
3081	BLEU VERTIGE	F		3 900 €
5527	BOWLING CLUB DES SOURDS DE MONTPELLIER BCSM	F		500 €
3398	BUJINKAN DOJO MONTPELLIER	F		1 950 €
5187	CARREFOUR DES CIVILISATIONS ACC	F		7 000 €
963	CEP MONTPELLIER GYM	F		31 000 €
4748	CHEMIN DES CIMES	F		2 900 €
4748	CHEMIN DES CIMES	P	TSI GALEM	3 000 €
971	CLAPAS PETANQUE BOULISTE	F		450 €
4821	CLUB DES SUPPORTERS BLUE FOX DU MONTPELLIER HANDBALL	F		4 800 €
1819	CLUB SPORTIF BOULISTE DE MONTPELLIER	F		2 250 €
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER ET DE L'HERAULT	F		1 500 €
1549	COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT ADAPTE HERAULT	F		3 000 €
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	F		11 800 €
72	CROIX D'ARGENT BASKET CAB	F		27 000 €
2470	CROIX D'ARGENT PETANQUE	F		450 €
5610	DES FOULEES VOUS	P	COURSES SOLIDAIRES, JOURNEE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT	500 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	F		7 300 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	P	CHESSATHLON 2013/2014	1 900 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER	F		2 450 €
4897	ENERGIE PAILLADE	F		1 000 €
4233	ENTENTE CHEMINOTS LANTISSARGUES	F		2 250 €

978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	F		1 950 €
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	P	GRAND PRIX DE BOULISTE DE MONTPELLIER	8 000 €
5442	EURSL MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL	F		223 000 €
2066	FETE LE MUR MONTPELLIER	F		9 000 €
102	FOOTBALL CLUB PETIT BARD	F		39 000 €
5167	GENERATION TAEKWONDO	F		5 900 €
5635	GOREE BASKET CLUB	F		1 000 €
3649	GYMNASTIQUE VOLONTAIRE SECTION D'ALCO	F		380 €
5698	INSTITUT DE BOXE PIEDS POING MONTPELLIERAIN	P	CEINTURE MONDIALE DE CHAUSSFIGHT	4 000 €
4533	JEUNESSE SANS FRONTIERES	F		1 450 €
5032	LA BOULE CATALANE GELY FIGUEROLLES	F		500 €
5032	LA BOULE CATALANE GELY FIGUEROLLES	P	CHALLENGE HERNANDEZ	500 €
1234	LA BOULE DU LANTISSARGUES	F		3 000 €
4547	LA MAISON DU JUDO	F		2 900 €
1195	LIONS CLUB MONTPELLIER LANGUEDOC	P	20 KM DE MONTPELLIER 2014	3 000 €
577	MALBOSC PETANQUE	F		1 000 €
4701	MFA MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN LES HURRICANES	F		3 500 €
1238	MONTPELLIER A M JUDO	F		2 900 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE M2AM	F		95 000 €
864	MONTPELLIER AGGLOMERATION CANOE KAYAK UC	F		2 800 €
4012	MONTPELLIER AGGLOMERATION FUTSAL	F		6 000 €
3659	MONTPELLIER AGGLOMERATION TAEKWONDO	F		9 000 €

3659	MONTPELLIER AGGLOMERATION TAEKWONDO	P	CENTRE DE FORMATION	2 000 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	F		7 500 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	P	LA TNJ MONTPELLIERAINE	3 000 €
1918	MONTPELLIER ATHLETIC RUNNING CLUB MARC	F		2 500 €
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	F		1 500 €
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	P	MBC TOUR	900 €
1417	MONTPELLIER BASEBALL UNIVERSITE CLUB, LES BARRACUDAS DU LEZ	F		4 800 €
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	F		16 000 €
702	MONTPELLIER BEACH VOLLEY	P	CEV BEACH MASTERS	6 000 €
2140	MONTPELLIER CHAMBERTE HANDBALL MCHB	F		1 000 €
2260	MONTPELLIER CLUB HANDISPORT	F		19 000 €
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE MCSA.	F		3 500 €
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE MCSA.	P	CHACUN SA FOULEE	2 000 €
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE-KAYAK	F		5 800 €
4643	MONTPELLIER FUNNY RIDERS	F		2 000 €
128	MONTPELLIER HANDBALL	F		70 000 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	F		13 000 €
284	MONTPELLIER INLINE	F		1 000 €
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	F		4 800 €
4176	MONTPELLIER NATATION SYNCHRONISEE MNS.	F		8 000 €
788	MONTPELLIER PAILLADE NATATION	F		2 900 €
984	MONTPELLIER PETANQUE SAINT MARTIN MPSM	F		3 700 €

1225	MONTPELLIER PETIT BARD FUTSAL	F		12 000 €
3933	MONTPELLIER ROLLER HOCKEY CLUB MRHC	F		10 500 €
5368	MONTPELLIER RUGBY CLUB SASP	F		118 000 €
1850	MONTPELLIER RUGBY CLUB	F		112 000 €
1828	MONTPELLIER TANDEM CLUB HANDISPORT MTCH	F		500 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	F		27 000 €
5734	MONTPELLIER XIII	F		10 000 €
5002	MOSSON FULL CONTACT	F		4 000 €
845	MUC AVIRON UNIVERSITE CLUB	F		3 000 €
919	MUC ESCRIME	F		21 300 €
926	MUC OMNISPORTS	F		86 000 €
917	MUC VOLLEY-BALL	F		19 000 €
794	OCCITANIE PETANQUE	F		1 500 €
2722	PETANQUE CLUB MONTPELLIER CELLENEUVE	F		3 000 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	F		10 000 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	P	TOURNOI NATIONAL ET INTERNATIONAL + ECHANGES	3 000 €
2320	RIMBAUD PETANQUE	F		2 000 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	F		1 500 €
931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	F		12 500 €
931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	P	TOURNOI INTERNATIONAL DE FOOTBALL	10 000 €
1403	SARBACANE DE L' HERAULT	F		1 200 €
5443	SASP MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB SASP MHSC	F		95 000 €

979	SOCIETE BOULISTE MONTPELLIERAINE	F		450 €
979	SOCIETE BOULISTE MONTPELLIERAINE	P	ORGANISER LE CHALLENGE EN SOUVENIR B.GASSET	450 €
897	SOCIETE DE TIR DE MONTPELLIER	F		1 800 €
4291	SPORT INSERTION JEUNES SIJM 34	F		1 200 €
1584	SPORT QUILLES MONTPELLIER SQM	F		950 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	F		950 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	F		8 000 €
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	F		26 000 €
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	P	TOURNOI OPEN	1 950 €
3534	UNION MONTPELLIERAINE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SPORT ET DE LA CULTURE	F		2 900 €
1634	VOLLEY LOISIR MONTPELLIER VLM	F		500 €
1634	VOLLEY LOISIR MONTPELLIER VLM	P	DEVELOPPEMENT VOLLEY JEUNES LICENCIES	250 €
Total				1 556 280 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de **2 907 824 €**.
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types, ainsi que les conventions spécifiques, annexées à la présente délibération ;

D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 février 2014

Nom de la structure: entiteTiers_nom - NumeroAction
Nature de la subvention : TypeDemande
Intitulé du projet : ficheSyntheseDossier_objetDossier
Montant attribué : montantAccorde€
Thématique : dispositif_nom

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Libelle_CP

Et :

La structure bénéficiaire entiteTiers_nom représentée par PresidentCivile PresidentPrenom PresidentNom, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire entiteTiers_nom a sollicité une subvention de montantDemande euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2014.

La structure bénéficiaire entiteTiers_nom poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire entiteTiers_nom contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de dispositif_nom et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire entiteTiers_nom une subvention d'un montant de **montantAccorde euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire entiteTiers_nom s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

**CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION
AUX CLUBS SPORTIFS DE LA VILLE DE MONTPELLIER**

Exercice 2014

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX Maire agissant es qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014,

D'une part,

Et :

S.A.S.P. MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB,

Immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés, SIRET 43818052300013

Le siège étant situé :

Domaine de Grammont, avenue Albert Einstein, 34967 Montpellier cedex 2

Représentée par Monsieur NICOLLIN, Président délégué, autorisé à signer la présente convention,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Engagement de la Ville

Dans les conditions définies par le Code du Sport (articles L 100-1, L100-2, L122-1 à 3, et notamment le L113-2), la Ville de Montpellier souhaite renouveler son soutien et attribuer une subvention à la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club.

La société s'engage à utiliser cette subvention pour développer ses activités d'intérêt général ; conformément aux orientations de la politique sportive de la Ville de Montpellier et à l'article R 113-1 et 2 du Code du Sport.

Pour des missions d'intérêt général, la Ville de Montpellier octroie à S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club une subvention de : **95 000 € T.T.C.** pour l'exercice 2014 réparti selon les modalités suivantes :

- 95 000 € pour la saison 2014-2015.

Conformément aux dispositions de l'article R 113-1 et R 113-2 du Code du Sport, le versement de cette subvention est conditionné par la présentation des sommes allouées par les autres collectivités territoriales ou établissements publics sollicités afin que le montant total des subventions versées à la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club n'excède pas 2,3 Millions d'Euros par saison sportive (cf. annexe 1 à compléter).

Article 2 : Interventions dans le cadre de missions d'intérêt général

Ces subventions sont attribuées pour des missions d'intérêt général, conformément aux dispositions de l'article L 113-2 du Code du Sport.

Les missions d'intérêt général seront précisément définies en tenant compte des priorités affichées par la Ville de Montpellier en matière de politique sportive.

MISSIONS D'INTERÊT GENERAL : Art L 113-2 et R 113-1 et 2 du Code du Sport

1 Actions de formation, de perfectionnement et d'insertion scolaire ou professionnelle de jeunes sportifs accueillis dans les structures de formations agréées :

Montant des sommes affectées : 95 000 €

Des actions de formation seront engagées dans la formation sportive pour amener le joueur à son plus haut niveau de pratique, mais aussi dans la formation scolaire avec une obligation de résultat et un objectif de protection du joueur contre les aléas de la vie professionnelle.

Des bilans d'orientation seront effectués à l'entrée et à la sortie du Centre de Formation, et l'aide à l'insertion socio professionnelle sera améliorée par une relation globale avec les entreprises partenaires dans le cadre de stages, de travail saisonnier ou de découverte de métiers

Article 3 : Liens avec les autres collectivités

La S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club est un partenaire traditionnel d'autres collectivités territoriales comme la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Département de l'Hérault et la Région Languedoc-Roussillon.

La S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club devra tenir informée la Ville de Montpellier (Service des Sports) des partenariats à conclure pour chaque prochaine saison sportive.

Article 4 : Respect de la convention

La Ville de Montpellier se réserve le droit de modifier son soutien financier au club ou de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention, en cas de non-respect des engagements souscrits par la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de modifier son soutien financier au club ou de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention, en cas de non-respect des engagements souscrits par la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club.

Dans ce cas, le Maire de la Ville de Montpellier pourra mettre en demeure le Montpellier Hérault Sport Club de tenir ses engagements dans un délai de 15 jours. A défaut, la convention sera résiliée.

La Ville de Montpellier se réserve également le droit de diminuer de façon significative son soutien financier à la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club en cas d'exclusion temporaire dudit club du Championnat de France de Division 1 pour raison disciplinaire ou de rétrogradation dans une division inférieure.

Dans ce cas, le Maire de la Ville de Montpellier pourra mettre en demeure le Montpellier Hérault Sport Club de tenir ses engagements dans un délai de 15 jours. A défaut, la convention sera résiliée.

La Ville de Montpellier se réserve également le droit de diminuer de façon significative son soutien financier à la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club en cas d'exclusion temporaire dudit club du Championnat de France de Division 1 pour raison disciplinaire ou de rétrogradation dans une division inférieure.

Article 5 : Financement des opérations

La S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club assure l'équilibre financier de ses comptes et notamment le financement complémentaire de toutes les opérations concernées par la présente convention. En conséquence, la Ville de Montpellier ne pourra pas être appelée pour les mêmes opérations, à combler les déficits éventuels provoqués par l'absence ou l'insuffisance des ressources prévues dans les plans de financement.

Article 6 : Modalités de paiement de la subvention et obligations financières

Conformément aux dispositions de l'article R 113-3 du Code du Sport, la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club devra fournir préalablement à l'attribution de la subvention les documents suivants :

- bilans et compte de résultat des deux derniers exercices clos ainsi que les budgets prévisionnels de l'année sportive pour laquelle les subventions sont sollicitées,
- un rapport retraçant l'utilisation des subventions versées par les collectivités territoriales au titre de la saison sportive précédente.
- un document prévisionnel qui indique pour chaque structure l'utilisation prévue des subventions sollicitées.

En vertu de son droit de contrôle prévu par l'article 7, et dans un souci de transparence et de coopération souhaitée avec les clubs sportifs, la Ville de Montpellier se réserve le droit d'énumérer selon une liste non exhaustive, les documents financiers et ceux liés à l'activité que le club est tenu de lui fournir.

- Au 15 février 2015, une situation financière arrêtée au 31 décembre 2014
- Au 15/05/2015, le compte prévisionnel de la saison 2013/2015.
- Au 1^{er} septembre 2015, un rapport d'activité sur la saison 2013/2014 (nombre de spectateurs, nombre de matchs joués, nombre de licenciés, état des déplacements).
- Au 15 octobre 2015, les documents de synthèse arrêtés au 30/06/2014 et certifiés par le commissaire aux comptes (bilan, compte de résultat, annexe).
- A tout moment et d'une manière générale, toute information juridique survenue au cours de l'année lors de la tenue d'une Assemblée Générale extraordinaire ou au cours d'un Conseil d'administration.

Article 7 : Résiliation de la convention

Le présent accord pourra être résilié de plein droit par la Ville de Montpellier, 30 jours après notification par lettre recommandée au Président de la S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club, avec accusé de réception, dans les cas suivants :

-violation ou inexécution des engagements souscrits dans le cadre de la présente convention.

-liquidation ou dissolution de la SASP entraînant la suppression de la section professionnelle du Montpellier Hérault Sport Club,

-mise en règlement judiciaire, dans le cas où la poursuite autorisée des activités ne permettrait pas au club le maintien d'une activité sportive de haut niveau,

-retrait ou exclusion temporaire ou définitive par les instances sportives compétentes du club de la compétition professionnelle.

La résiliation n'ouvrira pour la SASP, aucun droit à indemnisation, et pourra donner lieu au remboursement des sommes et attributions indûment acquises

Article 8 : Contrôles financiers

Conformément aux dispositions de l'article R 113-5 du Code du Sport, un représentant de la Ville de Montpellier pourra être désigné pour suivre l'utilisation des subventions accordées par la Ville de Montpellier. A ce titre, il se réserve le droit de contrôler les informations comptables et financières de S.A.S.P. Montpellier Hérault Sport Club et de procéder ou faire procéder sur place et sur pièces à toutes vérifications utiles.

Fait à Montpellier, le

Lu et approuvé

Madame Le Maire,
Montpellier

Hélène MANDROUX

Lu et approuvé

Le Président Délégué de la S.A.S.P.

Hérault Sport Club

Laurent NICOLLIN

CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION AUX CLUBS SPORTIFS DE LA VILLE DE MONTPELLIER

Au titre de l'article 19-3 de la loi du 16 juillet 1984 modifiée

ANNEXE 1

SUBVENTIONS ATTRIBUEES AU TITRE DE L'ANNEE 2013 POUR LA SAISON 2012-2013 :

Par le **Conseil Régional du Languedoc Roussillon**

Au titre de l'article 19-3 montant :

Au titre de l'article 19-4 montant :

Par le **Conseil Général de l'Hérault :**

Au titre de l'article 19-3 montant :

Au titre de l'article 19-4 montant :

Par la **Ville de Montpellier :**

Au titre de l'article 19-3 montant :

Au titre de l'article 19-4 montant : ...

Par un autre établissement public :

Au titre de l'article 19-3 montant : ...

Au titre de l'article 19-4 montant : ...

SUBVENTIONS ATTRIBUEES AU TITRE DE L'ANNEE 2013 POUR LA SAISON 2013-2014 :

Par le **Conseil Régional du Languedoc Roussillon**

Au titre de l'article 19-3 montant :

Au titre de l'article 19-4 montant :

Par le **Conseil Général de l'Hérault :**

Au titre de l'article 19-3 montant :

Au titre de l'article 19-4 montant :

Par la **Ville de Montpellier :**

Au titre de l'article 19-3 montant :

Au titre de l'article 19-4 montant : ...

Par un autre établissement public :

Au titre de l'article 19-3 montant : ...

Au titre de l'article 19-4 montant :

CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION AUX CLUBS SPORTIFS DE LA VILLE DE MONTPELLIER

Exercice 2014

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX Maire agissant es qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014,

D'une part,

Et :

E.U.S.R.L. MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL,

Immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés, SIRET 479 620 544 00011

Le siège étant situé : centre Jean-Paul Lacombe, 1000 avenue du Val de Montferrand – 34090 MONTPELLIER

Représentée par son Gérant Monsieur Serge GRANGER, autorisé à signer la présente convention,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Engagement de la Ville

Dans les conditions définies par le Code du Sport (articles L 100-1, L100-2, L122-1 à 3, et notamment le L113-2), la Ville de Montpellier souhaite renouveler son soutien et attribuer une subvention à la E.U.S.R.L. Montpellier Agglomération Handball.

La société s'engage à utiliser cette subvention pour développer ses activités d'intérêt général ; conformément aux orientations de la politique sportive de la Ville de Montpellier et aux articles R 113-1 et 2 du Code du Sport.

Pour des missions d'intérêt général, la Ville de Montpellier octroie à la E.U.S.R.L. Montpellier Agglomération Handball une subvention de **223 000 € T.T.C.** réparti de la manière suivante :

- 78 000 € pour la saison sportive 2013-2014 ;
- 145 000 € pour la saison sportive 2014-2015.

Conformément aux dispositions de l'article R 113-1 et R 113-2 du Code du Sport, le versement de cette subvention est conditionné par la présentation des sommes allouées par les autres collectivités territoriales ou établissements publics sollicités afin que le montant total des subventions versées à l' E.U.S.R.L. Montpellier Agglomération Handball n'excède pas 2,3 Millions d'Euros par saison sportive (cf. annexe 1 à compléter).

Article 2 : Interventions dans le cadre de missions d'intérêt général

Ces subventions sont attribuées pour des missions d'intérêt général, conformément aux dispositions de l'article L 113-2 du Code du Sport.

Les missions d'intérêt général seront précisément définies en tenant compte des priorités affichées par la Ville de Montpellier en matière de politique sportive.

MISSIONS D'INTERÊT GENERAL : Art L 113-2 et R 113-1 et 2 du Code du Sport

1 Actions de formation, de perfectionnement et d'insertion scolaire ou professionnelle de jeunes sportifs accueillis dans les structures de formations agréées :

Montant des sommes affectées : 50 000 €

Des actions de formation seront engagées dans la formation sportive pour amener le joueur à son plus haut niveau de pratique, mais aussi dans la formation scolaire avec une obligation de résultat et un objectif de protection du joueur contre les aléas de la vie professionnelle.

Des bilans d'orientation seront effectués à l'entrée et à la sortie du Centre de Formation, et l'aide à l'insertion socio professionnelle sera améliorée par une relation globale avec les entreprises partenaires dans le cadre de stages, de travail saisonnier ou de découverte de métiers

2 Actions d'éducation, d'intégration ou de cohésion sociale :

Montant de la somme affectée : 145 000 € T.T.C.

Ces actions sont labellisées « Haut niveau-Sports-Territoires » et se déclinent comme suit :

Opérations au cœur des quartiers :

1^{er} axe :

Le projet consiste dans l'organisation de manifestations à destination des habitants du quartier autour des sportifs professionnels dans un but de cohésion et d'échanges. Quatre quartiers seront concernés.

L'opération se déroulera en trois temps :

Un premier temps dédié aux jeunes sous la forme d'un tournoi de handball avec des jeunes du quartier ;

La seconde partie permettra aux habitants du quartier d'assister à une exhibition de l'équipe professionnelle du MAHB sous la forme d'un match opposant des joueurs du club à un club adverse ;

Un troisième temps de rencontre entre les personnes présentes et les joueurs et dirigeants du Club.

Des actions « passerelles » seront mises en place par le MAHB pour que les enfants qui ont participé à ces opérations puissent, accompagnés de leurs parents, assister à un match de handball de l'équipe professionnelle.

2ème axe :

Le club s'engage à organiser un tournoi à destination des centres de loisirs de la ville.

Le club formera un animateur par centre de loisirs (sur des sessions de formations) afin de permettre à ces derniers d'initier les enfants des centres de loisirs à la pratique du handball.

La ville de son côté, fournira ballons et chasubles aux centres de loisirs participants à l'opération.

Interventions dans les écoles de la Ville et organisation d'un tournoi scolaire:

Le club interviendra cette année dans des écoles de la ville, et initiera ainsi De nombreux élèves à la pratique du Handball dans le cadre de l'éducation physique et sportive en milieu scolaire.

Un tournoi scolaire sera organisé regroupant les écoles de la ville ayant participé à un cycle handball.

Stages vacances « La tête et les jambes » :

Dans le cadre de la réussite éducative, des stages de handball associés à des activités dites « intellectuelles » sont organisés pour les petits Montpelliérains pendant les vacances scolaires.

Soirées de formation :

Le concept de ces soirées est de rassembler autour de thèmes, et avec comme partenaires le Montpellier Rugby Club, le M.2A.M et le Montpellier Water Polo, l'ensemble des acteurs concernés, à savoir les cadres des clubs et associations de la Ville, les étudiants, stagiaires et jeunes montpelliérains.

Des thèmes techniques et sur les valeurs du sport seront abordés.

Participation à des opérations ville :

Le club s'engage à assurer la présence de joueurs professionnels lors de manifestations organisées par la ville, dans la mesure de la disponibilité des joueurs, et en fonction du calendrier sportif.

Carte été jeunes :

Le club s'engage à offrir des invitations à des jeunes en possession de cette carte. Ces invitations seront disponibles pour chacune des deux premières journées de championnat 2014/2015 et seront distribuées à l'espace jeunesse.

3 La mise en œuvre d'action visant à l'amélioration de la sécurité du public et à la prévention de la violence dans les enceintes sportives

Montant de la somme affectée : 28 000 € T.T.C.

En faisant référence aux valeurs du handball : convivialité, solidarité et fair-play, les actions visent à éduquer et sensibiliser le public afin de favoriser le respect de l'arbitre, des joueurs (quelque soit leur appartenance au club) et de créer un climat de convivialité entre spectateurs et supporters de toutes les équipes.

Article 3 : Liens avec les autres collectivités

L'E.U.R.S.L Montpellier Agglomération Handball est un partenaire traditionnel d'autres collectivités territoriales comme la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Département de l'Hérault et la Région Languedoc-Roussillon.

L'E.U.R.S.L Montpellier Agglomération Handball devra tenir informée la Ville de Montpellier (Service des Sports) des partenariats à conclure pour chaque prochaine saison sportive.

Article 4 : Respect de la convention

La Ville de Montpellier se réserve le droit de modifier son soutien financier au club ou de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention, en cas de non-respect des engagements souscrits par l'E.U.R.S.L Montpellier Agglomération Handball.

Dans ce cas, le Maire de la Ville de Montpellier pourra mettre en demeure le Montpellier Agglomération Handball de tenir ses engagements dans un délai de 15 jours. A défaut, la convention sera résiliée.

La Ville de Montpellier se réserve également le droit de diminuer de façon significative son soutien financier à l'E.U.R.S.L Montpellier Agglomération Handball en cas d'exclusion temporaire dudit club du Championnat de France de Division 1 pour raison disciplinaire ou de rétrogradation dans une division inférieure.

Article 5 : Financement des opérations

L' E.U.S.R.L. Montpellier Agglomération Handball assure l'équilibre financier de ses comptes et notamment le financement complémentaire de toutes les opérations concernées par la présente convention. En conséquence, la Ville de Montpellier ne pourra pas être appelée pour les mêmes opérations, à combler les déficits éventuels provoqués par l'absence ou l'insuffisance des ressources prévues dans les plans de financement.

Article 6 : Obligations financières

Conformément aux dispositions de l'article R 113-3 du Code du Sport, l'E.U.S.R.L. Montpellier Agglomération Handball devra fournir préalablement à l'attribution de la subvention les documents suivants :

- bilans et compte de résultat des deux derniers exercices clos ainsi que les budgets prévisionnels de l'année sportive pour laquelle les subventions sont sollicitées,
- un rapport retraçant l'utilisation des subventions versées par les collectivités territoriales au titre de la saison sportive précédente.
- un document prévisionnel qui indique pour chaque structure l'utilisation prévue des subventions sollicitées.

En vertu de son droit de contrôle prévu par l'article 7, et dans un souci de transparence et de coopération souhaitée avec les clubs sportifs, la Ville de Montpellier se réserve le droit d'énumérer selon une liste non exhaustive, les documents financiers et ceux liés à l'activité que le club est tenu de lui fournir.

- Au 15 février 2015, une situation financière arrêtée au 31 décembre 2014
- Au 15/05/2015, le compte prévisionnel de la saison 2014/2015.
- Au 1^{er} septembre 2015, un rapport d'activité sur la saison 2014/2015 (nombre de spectateurs, nombre de matchs joués, nombre de licenciés, état des déplacements).
- Au 15 octobre 2015, les documents de synthèse arrêtés au 30/06/2014 et certifiés par le commissaire aux comptes (bilan, compte de résultat, annexe).

- A tout moment et d'une manière générale, toute information juridique survenue au cours de l'année lors de la tenue d'une Assemblée Générale extraordinaire ou au cours d'un Conseil d'administration.

Article 7 : Résiliation de la convention

Le présent accord pourra être résilié de plein droit par la Ville de Montpellier, 30 jours après notification par lettre recommandée au Président de l'E.U.R.S.L Montpellier Agglomération Handball, avec accusé de réception, dans les cas suivants :

- violation ou inexécution des engagements souscrits dans le cadre de la présente convention.
- liquidation ou dissolution de l'EUSL entraînant la suppression de la section professionnelle du Montpellier Handball,
- mise en règlement judiciaire, dans le cas où la poursuite autorisée des activités ne permettrait pas au club le maintien d'une activité sportive de haut niveau,
- retrait ou exclusion temporaire ou définitive par les instances sportives compétentes du club de la compétition professionnelle.

La résiliation n'ouvrira pour l'EUSRL, aucun droit à indemnisation, et pourra donner lieu au remboursement des sommes et attributions indûment acquises

Article 8 : Contrôles financiers

Conformément aux dispositions de l'article R 113-5 du Code du Sport, un représentant de la Ville de Montpellier pourra être désigné pour suivre l'utilisation des subventions accordées par la Ville de Montpellier. A ce titre, il se réserve le droit de contrôler les informations comptables et financières de l'E.U.S.R.L. Montpellier Agglomération Handball et de procéder ou faire procéder sur place et sur pièces à toutes vérifications utiles.

Fait à Montpellier, le

Lu et approuvé

Madame Le Maire,

Hélène MANDROUX

Lu et approuvé

Le Gérant de l'E.U.S.R.L.
Montpellier Agglomération Handball

Serge GRANGER

CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION AUX CLUBS SPORTIFS DE LA VILLE DE MONTPELLIER

Au titre du Code du Sport

ANNEXE 1

SUBVENTIONS ATTRIBUEES AU TITRE DE L'ANNEE 2013 POUR LA SAISON 2012-2013 :

Par le **Conseil Régional du Languedoc Roussillon**

Au titre de l'article L 113-2 montant :

Au titre de l'article L 113-3 montant :

Par le **Conseil Général de l'Hérault** :

Au titre de l'article L-113-2 montant :

Au titre de l'article L 113-3 montant :

Par la **Ville de Montpellier** :

Au titre de l'article L 113-2 montant :

Au titre de l'article L 113-3 montant : ...

Par un autre établissement public :

Au titre de l'article L 113-2 montant : ...

Au titre de l'article L 113-3 montant : ...

SUBVENTIONS ATTRIBUEES AU TITRE DE L'ANNEE 2013 POUR LA SAISON 2013-2014 :

Par le **Conseil Régional du Languedoc Roussillon**

Au titre de l'article L 113-2 montant :

Au titre de l'article L 113-3 montant :

Par le **Conseil Général de l'Hérault** :

Au titre de l'article L 113-2 montant :

Au titre de l'article L 113-3 montant :

Par la **Ville de Montpellier** :

Au titre de l'article L 113-2 montant :

Au titre de l'article L 113-3 montant :

Par un autre établissement public :

Au titre de l'article L 113-2 montant :

Au titre de l'article L 113-3 montant

**CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION
AUX CLUBS SPORTIFS DE LA VILLE DE MONTPELLIER
Exercice 2014**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX Maire agissant es qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014,
D'une part,

Et :

S.A.S.P. MONTPELLIER RUGBY CLUB,
Immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés, SIRET 433 839 024 000 26
Le siège étant situé : 500 avenue de Vanières, stade Yves du Manoir – 34070 MONTPELLIER
Représentée par son Président directeur Général, Monsieur Mohed ALTRAD, autorisé à signer la présente convention

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - Engagement de la Ville

Dans les conditions définies par le Code du Sport (articles L 100-1, L100-2, L122-1 à 3, et notamment le L113-2), la Ville de Montpellier attribue une subvention à la S.A.S.P. Montpellier Rugby Club

La société s'engage à utiliser cette subvention pour développer ses activités d'intérêt général ; conformément aux orientations de la politique sportive de la Ville de Montpellier et à l'article R 113-1 et 2 du Code du Sport.

Pour des missions d'intérêt général, la Ville de Montpellier octroie à la S.A.S.P. Montpellier Rugby Club une subvention de : **118 000 € T.T.C.** pour l'exercice 2014 réparti selon les modalités suivantes :

- 61 000 € pour la saison 2013-2014,
- 57 000 € pour la saison 2014-2015.

Article 2- Modalités de paiement de la subvention

Conformément aux dispositions de l'article R 113-1, R 113-2 et R 113-3 du Code du Sport, le versement de cette subvention est conditionné par la présentation des sommes allouées par les autres collectivités territoriales ou établissements publics sollicités afin que le montant total des subventions versées à S.A.S.P. Montpellier Rugby Club n'excède pas 2,3 Millions d'Euros par saison sportive (cf. annexe 1 à compléter).

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

- 1- Un premier versement pour la saison 2013-2014, conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux et du relevé d'identité bancaire ;
- 2- Le solde de la subvention portant sur la saison 2014-2015, sera versé sur présentation des pièces suivantes au 15 décembre 2014 :

- Bilans et compte de résultat des deux derniers exercices clos ainsi que les budgets prévisionnels de l'année sportive pour laquelle les subventions sont sollicitées ;
- Un rapport retraçant l'utilisation des subventions versées par les collectivités territoriales au titre de la saison sportive précédente ;
- Un document prévisionnel qui indique pour chaque structure l'utilisation prévue des subventions sollicitées.

Article 3 – Les missions d'intérêt général

Ces subventions sont attribuées pour des missions d'intérêt général, conformément aux dispositions de l'article L 113-2 du Code du Sport.

Les missions d'intérêt général sont précisément définies et conforme à la convention cadre d'objectifs définie entre la Ville de Montpellier et la SASP Montpellier Rugby Club pour les saisons 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015.

Article 4 – Financements des opérations

La S.A.S.P. Montpellier Rugby Club assure l'équilibre financier de ses comptes et notamment le financement complémentaire de toutes les opérations concernées par la présente convention. En conséquence, la Ville de Montpellier ne pourra pas être appelée pour les mêmes opérations, à combler les déficits éventuels provoqués par l'absence ou l'insuffisance des ressources prévues dans les plans de financement.

Article 5 – Contrôles financiers

Conformément aux dispositions de l'article R 113-5 du Code du Sport, un représentant de la Ville de Montpellier pourra être désigné pour suivre l'utilisation des subventions accordées par la Ville de Montpellier. A ce titre, il se réserve le droit de contrôler les informations comptables et financières de la S.A.S.P. Montpellier Rugby Club et de procéder ou faire procéder sur place et sur pièces à toutes vérifications utiles.

Fait à Montpellier, le

Lu et approuvé

Madame Le Maire,

Hélène MANDROUX

Lu et approuvé

Le Président Directeur Général
Pour la SASP Montpellier Rugby Club

Mohed ALTRAD

CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION
AUX CLUBS SPORTIFS DE LA VILLE DE MONTPELLIER
Au titre des articles R 113-1 et R 113-2 de la loi du 16 juillet 1984 modifiée
ANNEXE 1

SUBVENTIONS ATTRIBUEES AU TITRE DE L'ANNEE 2012 POUR LA SAISON 2011-2012 :

Par le **Conseil Régional du Languedoc Roussillon**

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

Par le **Conseil Général de l'Hérault :**

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

Par la **Ville de Montpellier :**

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

Par un autre établissement public :

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

SUBVENTIONS ATTRIBUEES AU TITRE DE L'ANNEE 2012 POUR LA SAISON 2012-2013 :

Par le **Conseil Régional du Languedoc Roussillon**

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

Par le **Conseil Général de l'Hérault :**

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

Par la **Ville de Montpellier :**

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

Par un autre établissement public :

Au titre de l'article R 113-1 montant :....

Au titre de l'article R 113-2 montant :....

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure , m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2014 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2014 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2014.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Nom de la structure: entiteTiers_nom - NumeroAction
Nature de la subvention : TypeDemande
Intitulé du projet : ficheSyntheseDossier_objetDossier
Montant attribué : montantAccorde€
Thématique : dispositif_nom

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Libelle_CP

Et :

La structure bénéficiaire entiteTiers_nom, représentée par PresidentCivile PresidentPrenom PresidentNom, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire entiteTiers_nom a sollicité de la Ville une subvention de montantDemande euros pour le projet Titre.

Le projet porté par la structure bénéficiaire entiteTiers_nom poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire entiteTiers_nom contribue au développement de la politique de la Ville en matière de dispositif_nom et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire entiteTiers_nom une subvention d'un montant de **montantAccorde euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ⑩ Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ⑩ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure,
- ⑩ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ⑩ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ⑩ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet,

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire entiteTiers_nom s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »